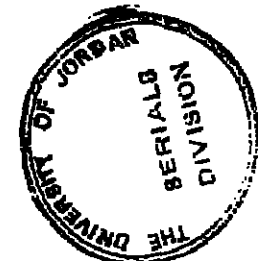


Les résultats complets des élections

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14872 - 6 F

MARDI 31 MARS 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Trois dirigeants de l'ETA militaire arrêtés en France

L'organisation séparatiste basque décapitée

La dérive de desperados

C'EST sans aucun doute l'un des coups les plus durs infligés à l'organisation indépendantiste basque. Dimanche 29 mars, la plupart des chefs de l'ETA militaire sont tombés, et ceux notamment qui symbolisaient l'intransigeance de l'organisation dans la quête d'une indépendance qui apparaissait de plus en plus comme un prétexte à des actions terroristes aveugles.

Depuis plusieurs années, le Pays basque s'est vu progressivement octroyer une autonomie qui, à beaucoup d'égards, lui permet de se gouverner sans ingérence de Madrid. Comme le faisait remarquer une personnalité politique locale qui, par le passé, avait flirté avec l'ETA : « Il ne nous manque plus que l'armée, la monnaie, la sécurité sociale. Mais pour quoi faire, puisqu'à l'heure de l'Europe de Maastricht toutes ces notions sont d'ores et déjà dépassées ? ». Sans doute. Pourtant ces acquis n'ont pas empêché la persistance d'un vif sentiment nationaliste.

Ces sentiments ne signifient en aucun cas que la population cautionne le terrorisme. Et si les manifestations « convoquées » par la coalition Herri Batasuna, considérée comme l'aile légale de l'ETA, regroupent autant de foules que les rassemblements de protestation contre la violence, il n'est pas exagéré d'affirmer que la base sociale des poseurs de bombes ou des auteurs d'excèsions somnolentes.

Au temps du franquisme, l'ETA pouvait compter sur le soutien tacite des socialistes qui sont aujourd'hui au pouvoir à Madrid. Les deux mouvements se battaient en effet contre le régime de dictature. Mais l'organisation s'est transformée depuis en un groupe pusille mais sans véritable enracinement dans la société, hormis quelques ecclésiastes qui fournissent encore un abri aux auteurs d'attentats en fuite, comme la semaine dernière.

LES pères fondateurs sont depuis longtemps sous les verrous, des seconds couteaux ayant succédé aux chefs. Ils n'avaient pas l'envergure des premiers et n'ont pas su maîtriser la dérive vers le gangstérisme, le trafic de stupéfiants et le meurtre froid, qui a fait de l'ETA un noyau de desperados. Certes, le coup porté par la police française ne mettra pas fin au mouvement et ceux qui sont sous les verrous seront remplacés. La fuite en avant se poursuivra entraînant de nouvelles victimes pour venger les « martyrs » en prison et garder l'espoir d'arracher au gouvernement des pourparlers improbables.

Mais l'organisation séparatiste sort nettement affaiblie de la rafle de Bidart. Il est de plus en plus évident que « la guerre » est perdue. Combien de temps faudra-t-il encore pour que la paix civile soit définitivement rétablie en Espagne ? « La bataille de 1992 » considérée comme « décisive » par l'état-major de l'ETA, avant Séville et Barcelone, se solda par un échec cuisant. La nouvelle ne peut que mettre du baume au cœur de l'Espagne, à l'aube de deux rendez-vous qu'elle se devait de ne pas rater.

MO147 - 0331 0 - 6,00 F



Même si l'on ne peut conclure à la fin du terrorisme, les policiers français ont porté un rude coup à l'organisation séparatiste basque ETA militaire avec l'arrestation, dimanche 29 mars, dans les Pyrénées-Atlantiques, de trois de ses principaux dirigeants.

Trois Espagnols appartenant au comité exécutif de l'organisation séparatiste basque ETA-militaire ont été interpellés dimanche 29 mars, en fin de journée, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques). Chef présumé d'ETA-militaire, Francisco Mugica-Garmendia, surnommé Artapalo ou Paco, figure parmi les onze personnes placées en garde à vue à la suite de ce coup de filet organisé sur commission rogatoire de M^{me} Laurence Le Vert, magistrat instructeur à Paris.

En Espagne, toute la presse et les partis politiques saluent « le coup magistral » des policiers français. Le coup de filet est, selon les autorités espagnoles, la preuve que Artapalo et ses amis, rassemblés depuis quelque temps près de la frontière, préparaient une vague d'attentats.

Lire page 29 les articles de PATRICK BUSQUET, MICHEL BOLE-RICHARD et ERICH INCYAN

Airbus : identification génétique des victimes

Deux mois après la catastrophe aérienne du mont Sainte-Odile, l'application réussie d'une nouvelle technique médicale.

page 32

Menace de guerre civile en Moldavie

Les autorités ont lancé un ultimatum aux russophones.

page 29

«Espace européen»

En raison des élections, notre supplément «L'Economie» a été publié dans notre précédent numéro, daté 29-30 mars. «Espace européen» figurera dans notre numéro daté 1^{er} avril.

«Sur le rif» et le sommaire complet se trouvent page 48

Cambodge : le grand retour

Les 370 000 réfugiés de Thaïlande ont commencé à rentrer au pays

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le grand retour des réfugiés cambodgiens de Thaïlande a commencé. Les 527 premiers rapatriés devaient rentrer au pays lundi 30 mars. Ils devaient emprunter les 45 kilomètres de la route qui relie le marché frontalier de Poipet à Sisophon, qu'un bataillon du génie thaïlandais avait réparées en mars.

Les soldats de Bangkok finissent, en ce moment, de remettre en état les 65 kilomètres de chaussée entre Sisophon et Bat-

tambang, chef-lieu d'une province où près de 190 000 réfugiés, soit plus de la moitié, ont demandé à s'installer.

Ces premiers rapatriés viennent des camps de Site 2, administré par le FNLPK (Front national de libération du peuple du Kampuchea, de M. Son Sann), et de Site 8, sous le contrôle des Khmers rouges. Ils doivent, selon le plan du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), passer au plus une semaine dans un centre de transit à Sisophon.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 31

La gauche perd six départements dont la Dordogne, la Drôme et le Nord

M. Mitterrand est contraint de tirer la leçon du grave échec des socialistes aux cantonales

Le temps qui reste

par Jean-Marie Colombani

Le message du 22 mars était multiple, à la fois de sanction contre le pouvoir et de protestation contre les partis établis, contre ceux qui, droite comprise, ont voté à gauche. Il s'est transformé, le 29, en adresse à sens unique, comme si les Français voulaient s'assurer qu'elle parviendrait bien à son destinataire : c'est une condamnation. Le rassemblement du second tour s'est opéré contre le PS. C'est contre lui, et non plus autour de lui, que se structure désormais le combat politique.

Dans ces conditions, la question du temps qui reste surgit, inévitablement. Le

temps théorique est de trois ans, celui qui nous sépare de la prochaine élection présidentielle. Mais trois ans, c'est encore loin, quand, majoritairement, un pays aspire à la nouveauté ; c'est encore long, quand le pouvoir souffre à ce point de s'être usé, et parfois déconsidéré au cours d'une décennie qui fut celle de l'argent facile. C'est évidemment trop pour ceux qui, à droite, voudraient pouvoir saisir leur avantage dans l'instant.

Si bien que le temps réel sera peut-être plus court, tant la réponse adéquate paraît aujourd'hui hors d'atteinte. Naturellement, tout le monde attend du président qu'il dise au pays (le plus tôt sera le

mieux) : je vous ai compris ! Mais encore ? Au fond, le projet de M. Mitterrand pour son second septennat était aussi simple que réaliste. Il consistait à léguer au pays l'ancrage européen, l'assainissement économique, et la recomposition politique.

L'Europe ? Elle fait peur, désormais, alors même que d'autres, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté, la demandent et la convoient avec avidité ; preuve s'il en était besoin que le choix européen est le bon. Le «drame» serait que la ratification de Maastricht soit compromise par la faiblesse actuelle du pouvoir.

Lire la suite page 2

N'EMPÊCHE QUE, GAGNER À CHÂTELLERAULT, FALLAIT LE FAIRE !



Un PS à refaire

par Patrick Jarreau

Affaibli aux élections régionales le 22 mars, isolé lors de la désignation des exécutifs régionaux le 27 mars, le Parti socialiste a été partout attaqué et souvent défilé dans ses œuvres vives au second tour des élections cantonales, dimanche 29 mars. Il a perdu la présidence de cinq conseils généraux qui faisaient partie de son patrimoine historique : ceux de la Dordogne, de la Drôme, du Gers, du Nord et du Puy-de-Dôme.

Commentant ces résultats dimanche soir, M. Laurent Fabius a déclaré : « C'est pour le Parti socialiste un sérieux échec, qu'il faut honnêtement reconnaître. » Le premier secrétaire a appelé à un «renouveau»

du PS. L'heure n'est plus seulement, en effet, pour ce parti, à ce que M. Fabius appelait jusqu'à maintenant la «renovation». Onze ans de présence au pouvoir, dont neuf au gouvernement, ont usé les racines mêmes de la gauche socialiste. Cette dégradation s'est accélérée ou révélée récemment.

En 1989 encore, à la faveur d'un mode de scrutin propice aux majorités relatives, des socialistes pouvaient enlever à la droite des villes aussi importantes que Strasbourg, Mulhouse, Dunkerque, Brest, Nantes, Quimper, Orléans, Blois ou Avignon.

On était, alors, moins d'un an après la réélection de M. François Mitterrand et la nomination de M. Michel Rocard comme premier ministre.

Lire la suite page 2

Les résultats complets du second tour

pages 8 à 28

- Le bon dimanche de l'opposition par DANIEL CARTON
- L'échec programmé du Front national par OLIVIER BIFFAUD
- Seuls quatre écologistes ont passé l'épreuve du scrutin majoritaire par JEAN-LOUIS SAUX
- PCF : la peau de chagrin par ALAIN ROLLAT
- Alternative par MICHEL NOBLECOURT
- «A terre» par DANIEL SCHNEIDERMAN
- Régionales : M. Rausch se démet de la présidence du conseil de Lorraine ; M. Soisson veut que « cesse la rumeur de Dijon » ; M. Lalonde prêt à un compromis dans le Nord et en Haute-Normandie

pages 6 et 48

MANICAMP

MITTERRAND S'EN VA

La semaine sanglante

OLIVIER ORBAN

Le roman politique de l'année.

«Le rire est le propre de l'homme».

Rabelais

OLIVIER ORBAN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LE SECOND TOUR

Les conséquences de l'échec des socialistes

La gauche n'est majoritaire que dans vingt départements

En douze ans, la gauche a perdu le pouvoir dans plus de la moitié des départements métropolitains. A l'issue des élections cantonales de 1979, elle était majoritaire dans 43 d'entre eux. Après celles de 1982, elle ne l'était plus que dans 36. En 1985, elle tombait à 26, ayant perdu 10 départements (Alpes-de-Haute-Provence, Charente-Maritime, Corrèze, Corse-du-Sud, Eure-et-Loir, Gironde, Indre, Isère, Oise et Var). Toutefois, bien que minoritaire, elle conservait la présidence, au bénéfice de l'âge, dans les Alpes-de-Haute-Provence.

En 1988, elle regagnait la Gironde, mais perdait, également au bénéfice de l'âge, les Alpes-de-Haute-Provence. En 1992, elle devrait reconquérir, toujours au bénéfice de l'âge, la présidence des Alpes-de-Haute-

Provence, mais perd celles de la Dordogne, de la Drôme, du Gers, du Puy-de-Dôme et du Nord. Elle est minoritaire en Haute-Corse, même si elle a l'espoir, en raison de «l'arithmétique politicienne», d'en conserver la présidence.

A égalité dans le Vaucluse, elle verra sans doute la présidence lui échapper au bénéfice de l'âge. Elle ne demeure majoritaire que dans vingt départements : l'Ariège, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, les Côtes-d'Armor, la Creuse, le Gard, la Haute-Garonne, la Gironde, l'Hérault, les Landes, le Lot, la Nièvre, le Pas-de-Calais, les Hautes-Pyrénées, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Vienne et le Territoire de Belfort, auxquels s'ajoutent la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, conservés par le PC. Plus de trente parlemen-

taires socialistes, communistes ou radicaux de gauche sont battus. Sombre bilan pour la gauche, comparable à celui de 1985, un an avant sa défaite aux élections législatives.

Des neuf membres du gouvernement engagés dans la bataille, deux - MM. Jack Lang dans le Loiret et Jean-Michel Baylet dans le Tarn-et-Garonne - l'avaient emporté au premier tour. Un seul a échoué, M. Jean-Louis Bianco dans les Alpes-de-Haute-Provence. M^{me} Edith Cresson est restée difficilement dans la Vienne avec 51,39 % des voix, soit une baisse de 5,34 points par rapport à 1985. Il en est de même de M. Lionel Jospin en Haute-Garonne : avec 51,03 % des suffrages, le ministre de l'Éducation nationale perd 5,68 points par rapport à l'élection partielle de décem-

bre 1988 qui l'avait fait entrer au conseil général. En revanche, dans la Nièvre, M. Pierre Bérégovoy, avec 56,51 % des voix, améliore de 6,43 points son score de 1985. MM. Jacques Mellick dans le Pas-de-Calais (52,81 %), François Doublin dans l'Orne (53,25 %) et surtout Laurent Cathala dans le Val-de-Marne (60,12 %) sont également bien élus.

Avec un taux d'abstention d'environ 38 %, soit près de sept points de plus qu'au premier tour, la participation, nettement supérieure à celle de 1988, qui était une des plus faibles de la V^e République, est inférieure à celles de 1982 (environ 30 %) et de 1985 (33,76 %), mais elle reste dans une honnête moyenne.

T. F.

Le temps qui reste

Suite de la première page

L'économie? Elle se porte mieux que lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, ses bases sont plus saines, sa productivité plus forte, ses performances meilleures. Mais ce bilan est masqué, éclipsé même par le poids et le niveau du chômage. Le pays, dans ses profondeurs, est fatigué de la «rigueur» qui lui est imposée, en fait, depuis 1976; les salariés se sont vu tributaires du renforcement des entreprises depuis 1983; quant aux classes moyennes, elles ont cessé de s'enrichir en vivant à crédit, à compter du moment où les taux d'intérêt réels ont atteint des sommets.

Recomposition et décomposition

L'Europe, l'économie : malgré un bilan contrasté, on peut difficilement instruire le procès de la gestion socialiste; la France n'est pas l'Albanie, contrairement à ce que certains orateurs en mal d'effets de manche pourraient laisser croire.

Reste alors la politique : en lieu et place de la recomposition, il y a la décomposition! M. Mitterrand, réputé champion toutes catégories, perd sur son terrain de prédilection : il laisse une gauche sinistrée. Au point qu'il n'est pas certain de pouvoir éviter une sanction plus lourde encore, qui mettrait en péril son propre mandat.

Devant quelques fidèles, le président a imputé les résultats du 22 mars au désastreux congrès socialiste de Rennes, certes en partie responsable de la dégradation de l'image du PS. C'est pourtant M. Mitterrand lui-même qui a refusé de faire de l'ouverture une stratégie politique, avec un contrat de gouvernement en bonne et due forme, lui préférant des ralliements personnels, sans doute pour éviter que M. Rocard n'apparaisse comme l'homme d'une nouvelle majorité; c'est lui qui a commis la faute majeure que M^{me} Cresson a payé au prix fort - de «viter» M. Rocard; c'est le président qui avait assis toute sa tactique sur la réédition, par la droite, de ses

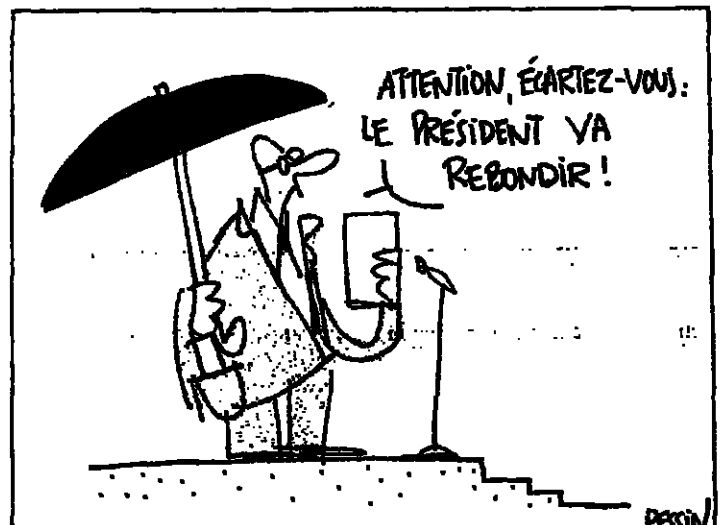
erreurs de la période 1986-1988, sur la peur et le poids d'une extrême droite forte; or, la droite a répondu par un refus d'alliance, cette fois respecté, et s'est payé le luxe de repasser le mistigri à la «majorité» (à travers les épisodes lorrain et bourguignon), empêchant au passage, et sans que personne puisse y trouver à redire, d'excellents reports des voix d'extrême droite aux cantonales.

Pour tenter de redresser une situation qu'il a contribué à créer, le président peut évidemment utili-

ser tout ce qui est en son pouvoir (en «tirant dans le tas», selon la délicate expression de M. Le Pen), les écologistes de M. Lalonde en foulant aux pieds la morale électorale la plus élémentaire, tous ont discrédité l'idée que l'on puisse aligner le mode de désignation des députés sur celui des conseillers régionaux.

«J'ai besoin de la proportionnelle», a assuré M. Lalonde, en soulignant que celle-ci était la voie de passage obligée pour qui voulait voir naître une «nouvelle France». Le problème est que la «nouvelle France» ferait, assurément, une place dangereuse au FN (plus de soixante députés selon la SOKRE).

M. Fabius ayant lui-même fermé la porte à une réforme électorale significative, reste le gouvernement. Là, la marge de manœuvre est théoriquement plus large, étant entendu que personne n'imagine



ser les moyens du bord que sont le changement du mode de scrutin et le remaniement gouvernemental. Si les résultats du 29 mars font clairement apparaître l'urgence de la proportionnelle, aux seules fins de protéger le président, la journée du 27 mars, consacrée à l'élection des députés de région, en a, de facto, interdit l'accès. Moins d'ailleurs par le spectacle offert dans certaines régions que par l'usage qui en a été fait par tous ceux qui avaient pourtant intérêt à la proportionnelle : le PC en rompant unilatéralement la règle de la «discipline républicaine», le FN en

que M^{me} Cresson puisse être maintenue en fonction. M. Mitterrand peut appeler aussi bien M. Delors que M. Barre, M. Lang ou M. Bérégovoy, voire M. Quilès. En fait, la difficulté va bien au-delà du choix d'un nouveau premier ministre. Elle touche l'assise politique du futur gouvernement, et les perspectives que le successeur de M^{me} Cresson peut être à même d'apporter.

Désavoués et seuls

Lâché par leurs alliés communistes et écologistes, ayant eux-mêmes lâché deux ministres d'ouverture, les socialistes sont seuls, désavoués et seuls. Comment, désormais, susciter des ralliements, autrement que suicidaires? Quant aux perspectives, elles ne sauraient être que le symbole de la nouveauté, certes nécessaire mais absolument pas suffisante.

La question est donc de savoir si le président peut jouer les prolongations avec pour seul projet la perpétuation de son propre pouvoir. Elle est celle de la promesse d'avenir que les Français persistent à vouloir percevoir dans la personne, dans l'action et dans le discours de ceux qui le gouvernement, cette exigence dût-elle paraître naïve et abusive à l'homme d'État chevronné qu'est M. Mitterrand. «Sept ans, c'est trop peu; quatorze ans, c'est trop long; douze ans, c'est bien!», avait-il coutume de dire. Douze ans, nous y sommes. Presque. C'est peut-être bien là que se situe le problème. Ce qui revient à dire que le cas de figure non pas idéal, mais le plus pertinent, dans les circonstances présentes, peut être la réforme constitutionnelle, avec réduction de la durée du mandat présidentiel appliquée au titulaire de la charge, et inversion du calendrier politique, les législatives venant consacrer la nouvelle donne présidentielle. Après tout, cette semaine catastrophique pour la gauche est aussi celle qui donne, dans les sondages, M. Delors gagnant dans une compétition au sommet.

Mais, autant demander au chef de l'État de donner ses clés au président de la Commission européenne.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Un PS à refaire

Suite de la première page

Face à des équipes municipales anciennes ou divisées, attentives par la critique écologiste et dont la base électorale était entamée par l'extrême droite, les socialistes, dominés par un PC qui ne pesait plus guère, pouvaient être crédités de la capacité d'améliorer la gestion locale.

Trois ans plus tard, le nouvel âge du socialisme, que paraissent annoncer ces victoires, ressemble à un mirage, tant le rejet qui s'est exprimé à l'occasion des premiers scrutins depuis les élections européennes de 1989 est radical. En recul dans presque tous les départements, ne renforçant ses positions dans les Bouches-du-Rhône que grâce à des «triangulaires» l'opposant à la droite et à l'extrême droite, le PS est d'autant plus affecté par ses défaites que les plus graves d'entre elles étaient inattendues.

Après la déconvenue qu'avait représentée le score médiocre des listes organisées autour de la candidature de M. Lionel Jospin à la présidence de la région Midi-Pyrénées, la perte du conseil général du Gers, que présidait un rocardien, M. Jean-Pierre Jospin, est une très mauvaise nouvelle pour un parti qui voit lui échapper un terrain jusque-là familier.

Le «bascullement» du Nord, dirigé par les socialistes depuis cinquante-cinq ans, donne à leur échec une dimension symbolique exceptionnelle. Patrie de la gauche ouvrière comme le «Midi rouge» était celui de la gauche paysanne, présenté parfois comme un fragment d'Europe du Nord social-démocrate, dans une France à dominante «bourgeoise», le département de MM. Pierre Mauroy et Michel Delebarre n'obtient plus aux réflexes traditionnels qui soulignent la majorité de ses habitants aux élus du «peuple» face aux «patrons». Les comportements «de classe» tendent à disparaître, là aussi, avec le monde industriel dans lequel ils s'étaient forgés.

Les uns reprochent aux socialistes du Nord de ne plus jurer que par les lois du marché, les autres les accusent de ne pas les comprendre et d'en gêner le fonctionnement, les écologistes les jugent incapables de concilier développement et respect de l'environnement. Le Pas-de-Calais voisin reste à gauche, mais le PS n'y a pas conquis la majorité absolue du conseil général qu'il espérait atteindre avec la création de nouveaux cantons opportunistement découverts.

Mauvais reports

Les élections régionales avaient eu un effet d'entraînement, qui avait assuré au premier tour des élections cantonales une participation supérieure à celle qu'on a observée au second. C'est une des raisons pour lesquelles les socialistes n'ont pas toujours retrouvé, là où ils étaient en compétition, dimanche, avec la droite, le total des voix de gauche du 22 mars. La deuxième raison est que les électeurs communistes ont très inégalement reporté leurs suffrages sur le PS, et que les écologistes semblent l'avoir fait dans une proportion inférieure à ce qui était habituel les années précédentes (deux tiers à gauche, un tiers à droite).

La volonté de sanctionner le PS est particulièrement manifeste, de la part de ces deux catégories d'électeurs, dans la région parisienne et dans le Nord, alors que les socialistes ont le plus souvent soutenu, eux, les candidats communistes arrivés en tête au premier tour, de même que les candidats écologistes dans la dizaine de cantons où ils étaient invités à le faire.

L'entre-deux-tours, marqué par les tractations pour la présidence des conseils régionaux, par la démonstration qu'elles avaient faite de l'incapacité du PS à rassembler et par

les conditions de l'élection de MM. Jean-Pierre Soisson en Bourgogne et Jean-Marie Rausch en Lorraine, a contribué à éloigner les électeurs des socialistes. M. Rocard n'avait renoncé à exiger publiquement la démission de ces deux ministres, soit de leur poste de président de région, soit du gouvernement, le 27 mars, que parce que M. Fabius avait décidé de le faire au nom du PS.

Dimanche soir, lors d'une réunion des membres du bureau exécutif présents à Paris, M. Gérard Lindenberg, rocardien, numéro deux du parti, a réaffirmé la même exigence à l'égard de M. Rausch et demandé que les socialistes ne participent pas à ces deux majorités régionales si les présidents, soupçonnés d'avoir bénéficié de voix du Front national, refusent de se soumettre à une réélection. M. Jacques Chérèque, lui aussi rocardien, ancien ministre élu au conseil régional de Lorraine, devait le répéter, lundi matin, à l'ouverture de la séance de cette assemblée. M. Rausch s'est dévancé en démissionnant de sa présidence.

Trois lignes directrices

Les rocardiens entendent donc continuer dans la voie «morale» qu'ils avaient choisie de privilégier, déjà, au moment de l'affaire Habache, quand l'ancien premier ministre avait déclaré que la responsabilité des ministres des affaires étrangères et de l'intérieur était engagée dans cette affaire. Ils estiment que les socialistes doivent se racheter, par une conduite exemplaire, de la condamnation que leur valent, dans l'opinion, l'impunité dont a bénéficié M. Christian Nucci - et, jusqu'à maintenant, M. Jean-Michel Boucheron -, ancien maire d'Angoulême - ainsi que l'affaire du sang contaminé. Plus que la gestion économique du pays ou les idées qui

les inspirent, c'est à un certain mode d'exercice du pouvoir que les socialistes doivent, selon les rocardiens, le blâme de leurs électeurs.

M. Fabius partage ce jugement, puisqu'il a souligné, dimanche, «l'urgence», pour les socialistes, de «réaffirmer concrètement [leur] identité de gauche et [leurs] valeurs, en particulier sur le plan moral». Pour le premier secrétaire, ce souci doit s'accompagner de celui de répondre à la demande de «justice sociale» et de «sécurité», ainsi que de prendre en compte «le rôle essentiel de l'économie dans l'approche des problèmes de société». Ces trois lignes directrices, jointes à la «rénovation» de l'organisation socialiste, forment le programme de M. Fabius devant l'édifice délabré que représente le PS tel qu'il le trouve deux mois et demi après avoir accédé à sa direction. Tirant à son tour les leçons du congrès de Rennes, où sa tentative de prise de contrôle du parti et les réactions qu'elle avait provoquées avaient abouti à un spectacle désastreux, le député de la Seine-Maritime estime le moment venu pour le PS, d'entreprendre de mettre fin à ses «divisions».

De quelque manière qu'on l'analyse, ce que certains socialistes appellent dimanche soir la «Bérénice» du PS creuse le fossé entre le président de la République et ce qui reste «son» parti. Le PS fait les frais d'une politique sur laquelle, depuis 1988 au moins, il n'a pas de prise, ce qui brouille sa relation avec ceux qu'il a missionnés de représenter. M. Rocard a eu sa part dans cette évolution, et il ne peut s'étonner qu'un parti auquel, dans le célèbre discours de Joux-lès-Tours, il déniait le droit de prendre des initiatives n'ayant pas l'assentiment de la majorité de l'opinion soit considéré par ses électeurs comme un poids mort inutile. Si l'on a quelque chose à dire, mieux vaut s'adresser à d'autres!

C'est cette relation avec la gauche «sociologique», comme disait M. Mitterrand en 1981, que le PS doit désormais reconstruire. A condition que le chef de l'État le lui permette.

PATRICK JARREAU

La totalisation du «Monde»...

Elections cantonales (Métropole et DOM) sur 1425 cantons			
Inscrits	14 942 840		%
Votants	9 249 021	61,89	
Exprimés	8 801 645	93	
Abstention	5 693 819	38,10	
PS	2 161 477	25,12	
RPR	1 753 947	20,39	
UDF	1 690 545	19,85	
Divers droite	1 152 116	13,39	
PCF	635 639	7,38	
GE	642 787	6,31	
Extrême droite	387 596	4,50	
Majorité présidentielle + divers gauche	191 026	2,22	
Ecologistes (1)	86 512	1	
Divers			

(1) Verts : 138 103 voix (1,60 %) et Génération Ecologie : 38 479 voix (0,44 %).

...et celle du ministère de l'intérieur

Totalisation en métropole (sur 1395 cantons)			
Inscrits	14 748 812		%
Votants	9 146 282	62,01	
Exprimés	8 540 173	57,86	
Abstention	5 602 550	37,98	
Ext. g.	35 824	0,42	
Com.	590 799	6,94	
Soc.	2 102 522	24,72	
Rad. g.	88 774	1,04	
Rad. g.	372 420	4,37	
GE	40 142	0,47	
Verts	143 432	1,68	
Rég.	9 243	0,10	
RPR	1 700 579	19,98	
UDF	1 622 761	19,08	
Div. d.	1 257 108	14,78	
FN	540 569	6,35	

DES ELECTIONS

dans les autres

Le bon dim

Les élections cantonales de dimanche ont été marquées par un taux d'abstention de 38,10 %, soit une augmentation de sept points par rapport à 1988. Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite dans la majorité des départements. Les socialistes ont obtenu 25,12 % des voix, les RPR 20,39 %, les UDF 19,85 %, les divers droite 13,39 %, le PCF 7,38 %, le GE 6,31 %, l'extrême droite 4,50 %, la majorité présidentielle et divers gauche 2,22 %, les écologistes 1 %, et les divers 0,10 %.

Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite dans la majorité des départements. Les socialistes ont obtenu 25,12 % des voix, les RPR 20,39 %, les UDF 19,85 %, les divers droite 13,39 %, le PCF 7,38 %, le GE 6,31 %, l'extrême droite 4,50 %, la majorité présidentielle et divers gauche 2,22 %, les écologistes 1 %, et les divers 0,10 %.

Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite dans la majorité des départements. Les socialistes ont obtenu 25,12 % des voix, les RPR 20,39 %, les UDF 19,85 %, les divers droite 13,39 %, le PCF 7,38 %, le GE 6,31 %, l'extrême droite 4,50 %, la majorité présidentielle et divers gauche 2,22 %, les écologistes 1 %, et les divers 0,10 %.

L'échec program

Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite dans la majorité des départements. Les socialistes ont obtenu 25,12 % des voix, les RPR 20,39 %, les UDF 19,85 %, les divers droite 13,39 %, le PCF 7,38 %, le GE 6,31 %, l'extrême droite 4,50 %, la majorité présidentielle et divers gauche 2,22 %, les écologistes 1 %, et les divers 0,10 %.

Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite dans la majorité des départements. Les socialistes ont obtenu 25,12 % des voix, les RPR 20,39 %, les UDF 19,85 %, les divers droite 13,39 %, le PCF 7,38 %, le GE 6,31 %, l'extrême droite 4,50 %, la majorité présidentielle et divers gauche 2,22 %, les écologistes 1 %, et les divers 0,10 %.

Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite dans la majorité des départements. Les socialistes ont obtenu 25,12 % des voix, les RPR 20,39 %, les UDF 19,85 %, les divers droite 13,39 %, le PCF 7,38 %, le GE 6,31 %, l'extrême droite 4,50 %, la majorité présidentielle et divers gauche 2,22 %, les écologistes 1 %, et les divers 0,10 %.

Seuls quatre é l'épreuve du

Le scrutin a été marqué par la victoire de la droite dans la majorité des départements. Les socialistes ont obtenu 25,12 % des voix, les RPR 20,39 %, les UDF 19,85 %, les divers droite 13,39 %, le PCF 7,38 %, le GE 6,31 %, l'extrême droite 4,50 %, la majorité présidentielle et divers gauche 2,22 %, les écologistes 1 %, et les divers 0,10 %.

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL

■ DEA «Sciences de Gestion» IAE d'AIX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC
Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

■ Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC ou autre université
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
durée des travaux : 2 à 3 ans
possibilités de bourses de recherches significatives

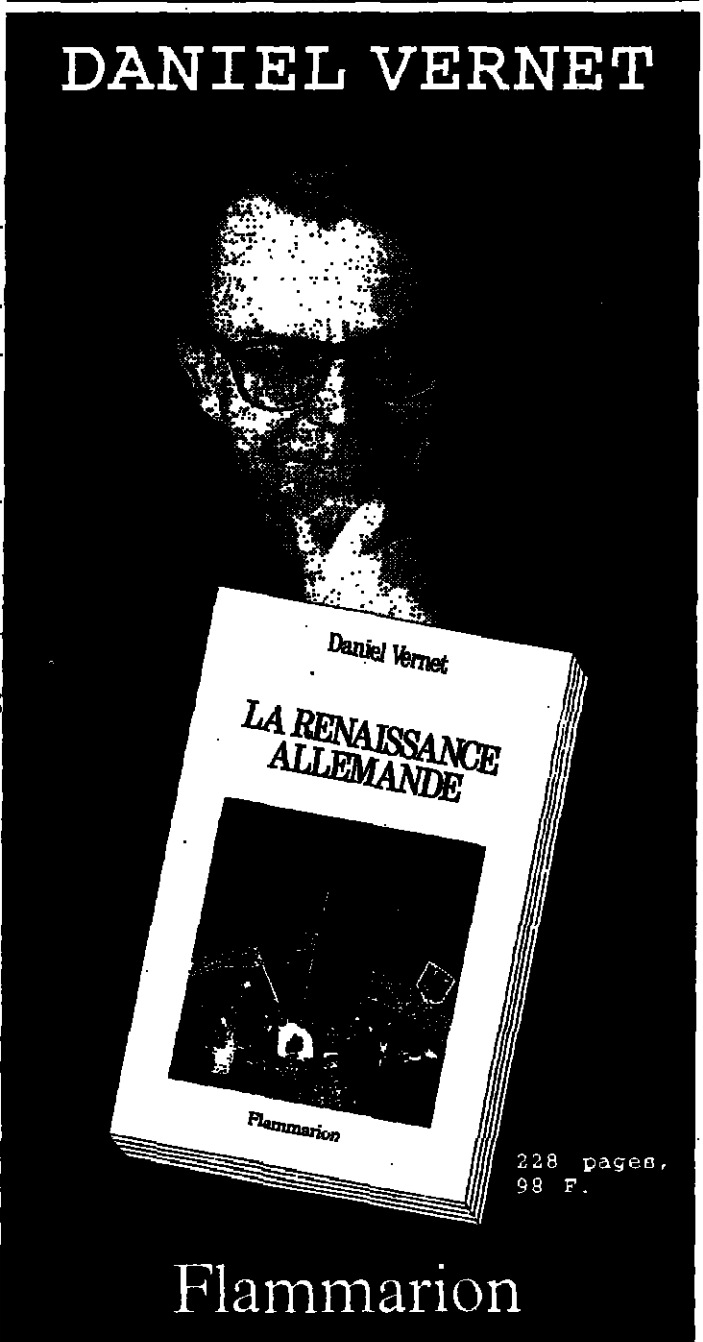
■ Date limite des candidatures : 15 juin 1992

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC - BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (1) 34 43 30 85

Établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles
Programme habilitant du soutien de la FRSI - Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
Groupe ESSEC Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

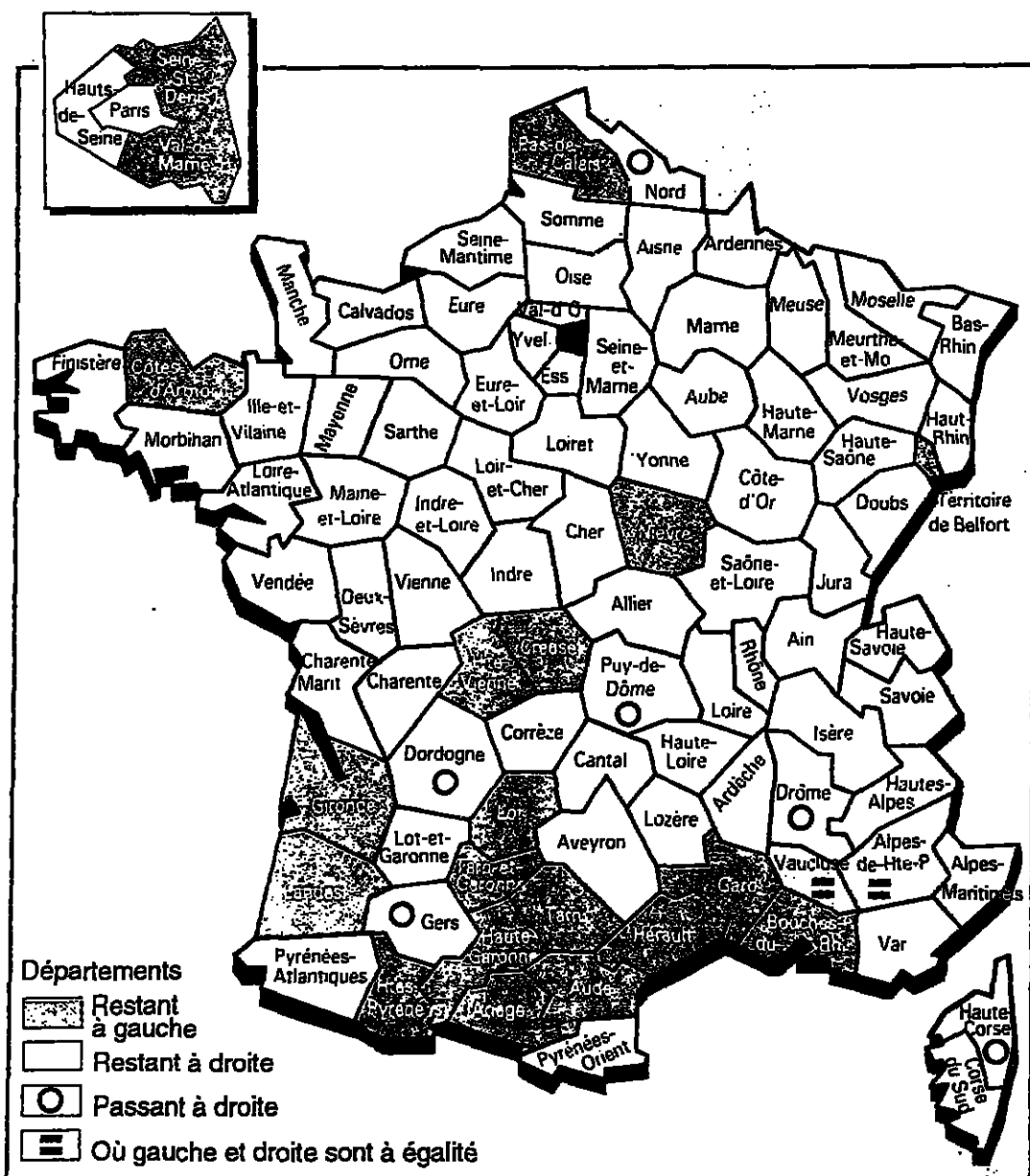


مجلس الشعب



LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

La nouvelle carte des conseils généraux



Les réactions

M. Fabius appelle à «un véritable renouveau» du PS

M. Laurent Fabius, premier secrétaire du Parti socialiste, a estimé, dimanche 29 mars, que le résultat du second tour des élections cantonales constituait un «sérieux échec» pour le PS «qu'il faut honnêtement reconnaître». «La gauche va perdre plusieurs départements qu'elle avait perdus, a-t-il dit. Le gouvernement et le Parti socialiste devront rapidement

tirer la leçon de ces élections [et] écouter les messages qui nous ont été adressés par les Français. D'ores et déjà, plusieurs indications sont claires : la nécessité de mieux prendre en compte les soucis quotidiens de nos concitoyens, notamment sur le terrain de la justice sociale et de la sécurité; l'urgence de réaffirmer concrètement notre identité de gauche et nos

valeurs, en particulier sur le plan moral; le rôle essentiel de l'écologie dans l'approche des problèmes de société; l'indispensable rénovation de notre formation politique. Il y a donc un très gros travail à accomplir, c'est un véritable renouveau du Parti socialiste qu'il faut mettre en œuvre, un Parti socialiste ayant mis fin à ses divisions.»

des implantations historiques tels le Nord et le Puy-de-Dôme, a-t-il déclaré au siège du PS. «La tâche va être très rude», a ajouté M. Quénec, ministre de l'Intérieur, a estimé, dimanche 29 mars, que les résultats des élections cantonales constituent un «sérieux échec» pour le PS «qu'il faut honnêtement reconnaître». «La gauche va perdre plusieurs départements qu'elle avait perdus, a-t-il dit. Le gouvernement et le Parti socialiste devront rapidement

des implantations historiques tels le Nord et le Puy-de-Dôme, a-t-il déclaré au siège du PS. «La tâche va être très rude», a ajouté M. Quénec, ministre de l'Intérieur, a estimé, dimanche 29 mars, que les résultats des élections cantonales constituent un «sérieux échec» pour le PS «qu'il faut honnêtement reconnaître». «La gauche va perdre plusieurs départements qu'elle avait perdus, a-t-il dit. Le gouvernement et le Parti socialiste devront rapidement

des implantations historiques tels le Nord et le Puy-de-Dôme, a-t-il déclaré au siège du PS. «La tâche va être très rude», a ajouté M. Quénec, ministre de l'Intérieur, a estimé, dimanche 29 mars, que les résultats des élections cantonales constituent un «sérieux échec» pour le PS «qu'il faut honnêtement reconnaître». «La gauche va perdre plusieurs départements qu'elle avait perdus, a-t-il dit. Le gouvernement et le Parti socialiste devront rapidement

des implantations historiques tels le Nord et le Puy-de-Dôme, a-t-il déclaré au siège du PS. «La tâche va être très rude», a ajouté M. Quénec, ministre de l'Intérieur, a estimé, dimanche 29 mars, que les résultats des élections cantonales constituent un «sérieux échec» pour le PS «qu'il faut honnêtement reconnaître». «La gauche va perdre plusieurs départements qu'elle avait perdus, a-t-il dit. Le gouvernement et le Parti socialiste devront rapidement

des implantations historiques tels le Nord et le Puy-de-Dôme, a-t-il déclaré au siège du PS. «La tâche va être très rude», a ajouté M. Quénec, ministre de l'Intérieur, a estimé, dimanche 29 mars, que les résultats des élections cantonales constituent un «sérieux échec» pour le PS «qu'il faut honnêtement reconnaître». «La gauche va perdre plusieurs départements qu'elle avait perdus, a-t-il dit. Le gouvernement et le Parti socialiste devront rapidement

Le sort des parlementaires...

Députés réélus au premier tour :

M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne); René Massat (PS, Ariège); Régis Barilla (PS, Aude); François d'Harcourt (UDF, Calvados); Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente); Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor); Pierre-Yvon Trénié (PS, Côtes-d'Armor); Roland Guillaume (RPR, Doubs); Georges Colombier (UDF, Pyrénées-Atlantiques); Edouard Landrain (UDF, Pyrénées-Atlantiques); Claude Gatignol (UDF, Pyrénées-Atlantiques); Jean-Pierre Bouquet (PS, Pyrénées-Atlantiques); Charles Fèvre (UDF, Pyrénées-Atlantiques); Henri de Gastines (RPR, Mayenne); Roger Lestras (UDF, Mayenne); Gérard Charles Cavallé (RPR, Morbihan); Raymond Marcelin (UDF, Morbihan); Jean Kiffer (divers droite, Morbihan); Jean-François Mancel (RPR, Oise); Dominique Dupilet (PS, Pas-de-Calais); Claude Miquel (PS, Pyrénées-Atlantiques); Jean-Luc Reitzer (RPR, Haut-Rhin); Philippe Legras (RPR, Haute-Saône); René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire); François Fillon (RPR, Saône-et-Loire); Michel Barnier (RPR, Saône-et-Loire); Roger Rinchet (PS, Saône-et-Loire); Hubert Falco (UDF, Var); Dominique Larifa (PS, diss.); Guadeloupe; Henri Cuq (RPR, Yvelines); Pierre Lequiller (UDF, Yvelines).

Députés réélus au second tour :

MM. François Colcombet (PS, Allier); Daniel Chevallier (PS, Hautes-Alpes); Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes); Jean-François Mattei (UDF, Alpes-Maritimes); Marius Masse (PS, Bouches-du-Rhône); Jean-Guy Branger (UDF, Charente-Maritime); Jean-François Deniau (UDF, Cher); José Rossi (UDF, Corse-du-Sud); Roland Carraz (PS, Côte-d'Or); Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or); Bernard Bioulac (PS, Dordogne); Alain Journet (PS, Gard); Jean-François Lamarque (PS, Haute-Garonne); Robert Cazalet (UDF, Pyrénées-Orientales); Bernard Nayral (PS, Hérault); Gérard Saumade (PS, Hérault); Yves Fréville (CDS, Ile-et-Vilaine); Michel Destot (PS, Isère); Jean-Luc Lorgeux (PS, Loire-Atlantique); François-Robert Bignon (UDF, Loire-Atlantique); Hubert Grignault (UDF, Loire-Atlantique); Aimé Kergueris (UDF, Morbihan); Denis Jacquet (UDF, Moselle); Bernard Derosier (PS, Nord); Bernard Carton (PS, Nord); Jean-Pierre Braine (PS, Oise); Michel Inchausti (RPR, Pyrénées-Atlantiques); René Cazanave (PS, Pyrénées-Atlantiques); Pierre Estève (PS, Pyrénées-Orientales); M. Bernadette Isaac-Sibille (UDF, Pyrénées-Orientales); Antoine Ruffenacht (RPR, Seine-Maritime); M. Jacqueline Alquier (PS, Tarn); André Borel (PS, Vaucluse); Pierre Métais (PS, Vendée); Serge Francis (PS, Yonne); Maurice Louis-Joseph-Dognot (PS, Martinique); Yves Tavernier (PS, Essonne); M. Mugette Jacquot (PS, Seine-Saint-Denis); Jean Guigné (PS, Yvelines); Paul-Louis Tenaillon (UDF, CDS, Yvelines).

Députés élus au premier tour :

MM. Michel Voisin (UDF, CDS, Ain); Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes); Yves Coussin (UDF, PR,

Cantal); Claude Wolff (UDF, Puy-de-Dôme).

Députés élus au second tour :

MM. Roland Blum (UDF, PR, Bouches-du-Rhône); Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône); Henri d'Attilio (PS, Bouches-du-Rhône); Alfred Recours (PS, Eure); Jean-Louis Debré (RPR, Eure); Pierre Garmendia (PS, Gironde); Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire); Michel Fromet (PS, Loire-et-Cher); Marcel Wacheux (ex-PS, Pas-de-Calais); Edmond Vacant (PS, Puy-de-Dôme); Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône); Jean-Paul Calloud (PS, Savoie); M. Sébastien Royat (PS, Deux-Sèvres); MM. Jean-Michel Couve (RPR, Var); Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine).

Députés battus au premier tour :

Jean-Claude Blin (PS, Indre); René Bourget (PS, Isère).

Députés battus au second tour :

M. Claude Larié (PS, Ardèche); Jean Rigal (MRG, Aveyron); Didier Chouat (PS, Côtes-d'Armor); Michel Suchod (PS, Dordogne); Alain Fort (PS, Drôme); François Loncle (PS, Eure); Freddy Deschaux-Beaume (PS, Eure); Claude Ducet (PS, Haute-Garonne); M. Hélène Mignon (PS, Haute-Garonne); Pierre Orret (PS, Haute-Garonne); Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne); Alain Vidalies (PS, Landes); Fabien Thiémi (PC, Nord); Robert Anselin (PS, Nord); Michel Lambert (PS, Orne); André Delehedde (PS, Pas-de-Calais); Jacques Lavédrine (PS, Puy-de-Dôme); Maurice Adevah-Petit (PS, Pyrénées-Orientales); Jean-Benoît Caro (UDF, CDS, Bas-Rhin); Jean Brocard (UDF, PR, Haute-Savoie); Paul Dhaillie (PS, Seine-Maritime); Jean-Claude Bataux (PS, Seine-Maritime); Léo Gréard (PS, Yonne); Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis).

Députés non élus au premier tour :

MM. Jean-Marie Cambacérès (ex-PS, Gard).

Députés non élus au second tour :

MM. Jacques Boyon (RPR, Ain); Claude Galametz (PS, Pas-de-Calais).

Sénateurs élus au premier tour :

M. Charles Pasqua (RPR, Hautes-de-Seine); Jacques Larché (UDF, PR, Seine-et-Marne).

Sénateurs élus au second tour :

MM. Serge Vinçon (RPR, Cher); René-Guy Laroche (RPR, Var).

Sénateurs réélus au premier tour :

M. Bernard Barraux (div. d., Allier); Marcel Lesbros (UDF, Hautes-Alpes); Charles Giney (RPR, Alpes-Maritimes); Ambroise Dupont (UDF, PR, Calvados); Henri Belcour (RPR, Corrèze); Jean Pourchet (UDF, Doubs); Georges Guilloit (RPR, Doubs); Jean Besson (PS, Drôme); Joël Bourdin (UDF, PR, Eure); Martial Taugourdeau (RPR, Eure-et-Loir); Jacques de Menou (RPR, Finistère); Gilbert Baumet (PS, Gard); Bernard Dussaut (PS, Gironde); Gérard Cézard (RPR, Gironde); Jean Faure (UDF, CDS, Isère); Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique); Albert Vecten (UDF, CDS, Marne); Jacques Delong (RPR, Haute-Marne); Henri Le Breton (UDF, CDS, Morbihan); Joseph Ostermann (RPR, Bas-Rhin); René Trégouët (RPR, Rhône); André Fourmy (divers droite, Saône-et-Loire); Jacques Chaumont (RPR, Sarthe); Roland du Luat (UDF, PR,

Sarthe); Jean-Pierre Blanc (UDF, CDS, Savoie).

Sénateurs réélus au second tour :

MM. Jacques Bracconier (RPR, Aisne); Raymond Courrière (PS, Aude); Louis Philibert (PS, Bouches-du-Rhône); Michel Alloué (RPR, Charente); Philippe Madrelle (MRG, Haute-Corse); Henri Revol (UDF, PR, Côte-d'Or); Michel Moreigne (PS, Creuse); Gérard Gaud (PS, Drôme); André Rouvière (PS, Gard); Claude Cornac (PS, Haute-Garonne); Philippe Madrelle (PS, Gironde); Marcel Vidal (PS, Hérault); André Vezinhet (UDF, PR, Indre); Lucien Neuwirth (RPR, Loire); François Mathieu (UDF, PR, Loire); Jean-Paul Chabriand (UDF, PR, Haute-Loire); Charles Jolibois (UDF, Maine-et-Loire); Jacques Machet (UDF, CDS, Marne); Claude Huriet (UDF, Meurthe-et-Moselle); Claude Prouvovoyeur (CNI, Nord); M. Marie-Fanny Gournay (RPR, Nord); Hubert d'Andigné (RPR, Orne); Daniel Haffel (UDF, Bas-Rhin); Louis Brives (FU, Tarn); Yvon Collin (MRG, Tarn-et-Garonne); Jacques Bérard (RPR, Vaucluse); René Monory (UDF, CDS, Vienne); M. Hélène Luc (PC, Val-de-Marne).

Sénateurs battus au second tour :

MM. François Lesein (ADD, Aisne); Jean Cluzel (UDF, CDS, Allier); André-Georges Voisin (RPR, Indre-et-Loire); Marcel Costes (PS, Lot); Roland Grimaldi (PS, Nord); Hubert Peyou (MRG, Hautes-Pyrénées); Guy Robert (UDF, CDS, Vienne); M. Marie-Claude Beaudou (PC, Val d'Oise); MM. Louis Virapoulle (UDF, CDS, la Réunion); Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne); Aubert Garcia (PS, Gers).

Sénateurs non élus au second tour :

M. René Régnauld (PS, Côtes-d'Armor); M. Jacqueline Frayse-Cazalis (PC, Hauts-de-Seine).

Députés ne se représentant pas :

MM. Régis Perbet (RPR, Ardèche); Jacques Godfrain (RPR, Aveyron); Pierre Raynal (RPR, Cantal); Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime); Jean Farran (UDF, PR, Pyrénées-Orientales); Alain Brune (PS, Jura); Jean Proriot (UDF, PR, Haute-Loire); Joseph Henri Maujollan du Gasset (UDF, Loire-Atlantique); André Durr (RPR, Bas-Rhin); Pierre Mauger (RPR, Vendée); Marcel Mocœur (PS, Haute-Vienne); Patrick Sève (PS, Val-de-Marne); Alain Jone-mann (RPR, Yvelines).

Sénateurs ne se représentant pas :

M. Pierre Lacour (UDF, CDS, Charente); Bernard Barbier (UDF, Côte-d'Or); Jean Peyrillat (PS, Haute-Garonne); André Ega (UDF, CDS, Ile-et-Vilaine); Georges Berchet (UDF, rad., Haute-Marne); René Ballayer (UDF, CDS, Mayenne); Franck Sérusclat (PS, Rhône); André Jarrot (RPR, Saône-et-Loire); Pierre Louvet (UDF, Haute-Saône); Jacques Mossion (UDF, CDS, Somme); François Delga (UDF, Tarn); Robert Lacomme (PS, Haute-Vienne); Jean Chamant (RPR, Yonne).

... et des présidents des conseils généraux

Quarante-cinq présidents de conseils généraux étaient soumis à réélection les 22 et 29 mars. Dix-neuf ont été réélus dès le premier tour et dix-sept au second. Quatre ont été battus. Cinq ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat.

Réélus au premier tour :

Marcel Lesbros (UDF, Hautes-Alpes); Charles Giney (RPR, Alpes-Maritimes); Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor); Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente); Georges Guilloit (RPR, Doubs); Martial Taugourdeau (RPR, Eure-et-Loir); Gilbert Baumet (FU, Gard); Janine Bardou (UDF, PR, Lozère); Pierre Aguiton (UDF, PR, Manche); Albert Vecten (UDF, CDS, Marne); Raymond Marcelin (UDF, PR, Morbihan); Jean-François Mancel (RPR, Oise); René Beaumont (UDF, PR, Saône-et-Loire); Michel Barnier (RPR, Savoie); André Dulait (UDF, Deux-Sèvres); Jean-Michel Baylet (MRG, Tarn-et-Garonne); René Monory (UDF, CDS, Vienne); Charles Pasqua (RPR, Hautes-de-Seine); Dominique Larifa (PS, diss., Guadeloupe).

Réélus au second tour :

Pierre-Louis Tenaillon (UDF, CDS, Yvelines); Raymond Courrière (PS, Aude); Jean-François Deniau (UDF, PR, Cher); José Rossi

UDF, PR, Corse-du-Sud); François

Giacobbi (MRG, Haute-Corse); Michel Moreigne (PS, Creuse); Bernard Bioulac (PS, Dordogne); Philippe Madrelle (PS, Gironde); Gérard Saumade (PS, Hérault); Daniel Bernardet (UDF, PR, Indre); Lucien Neuwirth (RPR, Loire); Jacques Baudot (UDF, CDS, Meurthe-et-Moselle); Bernard Derosier (PS, Nord); Hubert d'Andigné (RPR, Orne); René Marqués (UDF, Pyrénées-Orientales); Daniel Haffel (UDF, Bas-Rhin); Jean Garcia (PS, Vaucluse).

Battus au second tour :

Jacques Boyon (RPR, Ain); Jean Cluzel (UDF, CDS, Allier); André-Georges Voisin (app. RPR, Indre-et-Loire); Hubert Peyou (MRG, Hautes-Pyrénées).

Ne se représentant pas :

Maurice Boniface (app. UDF, Alpes-de-Haute-Provence); René Ballayer (UDF, CDS, Mayenne); Julien Schvartz (RPR, Moselle); Henri Grenet (UDF, Pyrénées-Atlantiques); Jean Chamant (RPR, Yonne).

ESSEC

M.S.*

M.S. en Gestion Marketing

- Programme intensif de 14 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, DE GRANDES ÉCOLES, ou équivalent (IDEA, DESS ...) et BAC+4 avec 3 ans d'expérience professionnelle
- Spécialisation en VENTE, PRODUIT, COMMUNICATION ET DISTRIBUTION
- Clôture des inscriptions le 13 mai 1992

Renseignements : Claire DELORME - Tél. 34 43 30 37

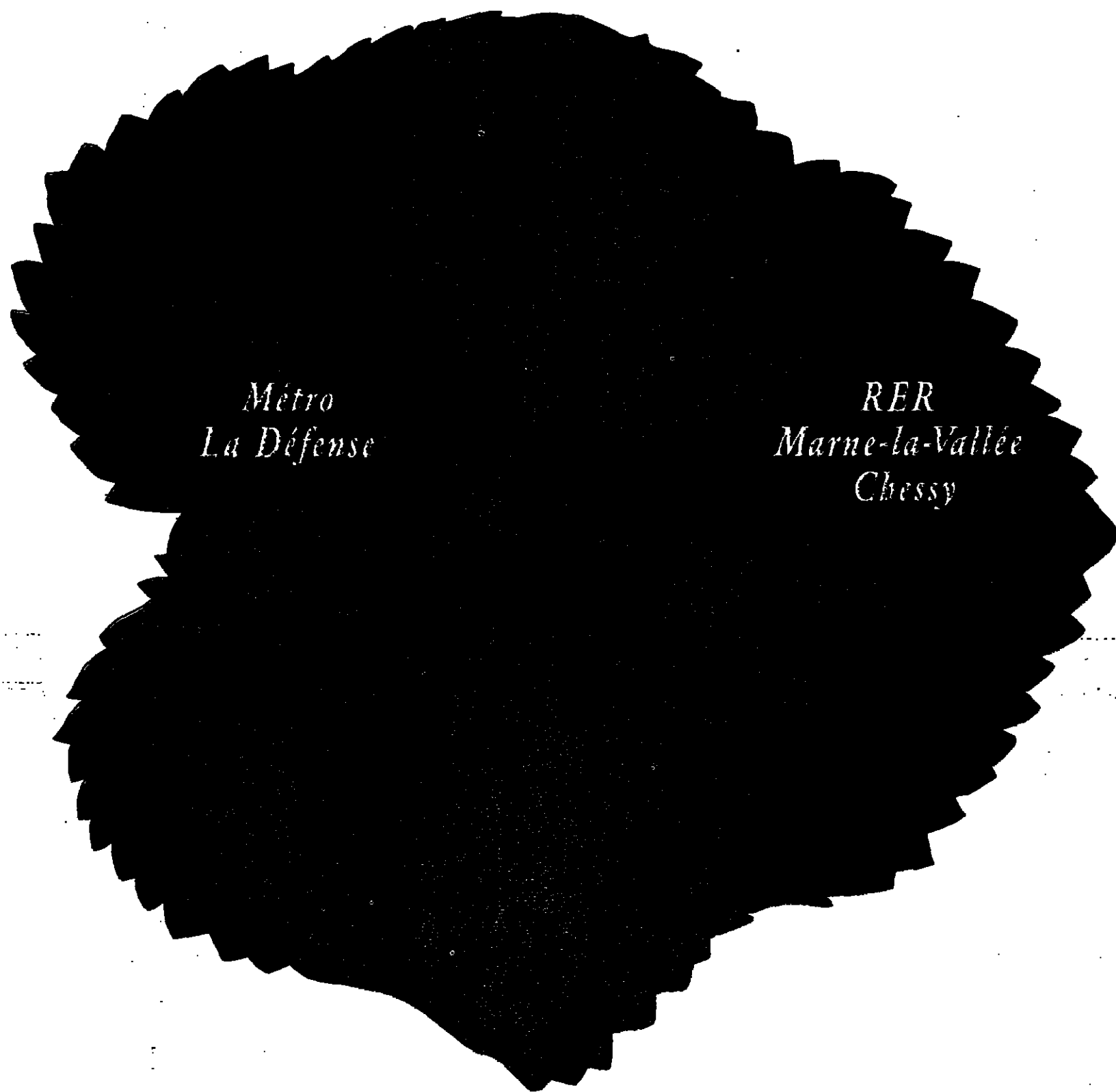
ESSEC

B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise Cedex

ESSEC est un établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État, affilié à la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Île-de-France.

مکان العمل

**LE RER ET LE MÉTRO NOUVEAUX SONT OUVERTS,
C'EST LE PRINTEMPS PARTOUT EN ILE DE FRANCE.**



À l'ouest, la ligne 1 passe la Seine pour éclore à La Défense, qui devient le pôle d'affaires le mieux desservi d'Europe. À l'est, la ligne A atteint Marne-la-Vallée-Chessy, au pied du parc Eurodisneyland, et anticipe l'essor d'une région nouvelle. D'est en ouest, la RATP contribue chaque jour au rééquilibrage de l'ensemble des axes de communication et de développement de toute l'Ile de France.

l' e s p r i t l i b r e



LES ÉLECTIONS CANTONALES ET RÉGIONALES

Dans la presse parisienne

«Changer de politique»

Dans le *Figaro*, Franz-Olivier Giesbert délaie le résultat du second tour des cantonales pour revenir sur les leçons de «la gigantesque pantalonade qui s'est déroulée en Bourgogne et en Lorraine». Celle-ci, explique-t-il, souligne «les effets dévastateurs de la proportionnelle», confirme que, «depuis des années, M. Mitterrand et M. Le Pen se nourrissent l'un de l'autre» et prouve que «l'artiste a perdu la main». «Tant et tant de virtuosité pour en arriver là...», constate l'éditorialiste du *Figaro*. M. Mitterrand ne tient plus un rôle de composition mais de décomposition (...). En attendant, l'Etat est aujourd'hui comme un char emballé qui entre dans tous les murs. Et il n'y a guère plus que M. Mitterrand pour croire qu'il conduit le char de l'Etat.

Dans le *Quotidien de Paris*, Philippe Tesson se montre sceptique sur les capacités de réaction du chef de l'Etat. «Sa légitimité est incontestable, mais que vaut une force juridique en face d'une faiblesse politique? (...) Toute décision qu'il va prendre, déjà difficile en soi, ne peut être que de fortune, un expédient qui recule le terme d'une fatalité. Le plus simple et le plus salutaire serait que, se rendant à l'évidence, il précipite l'échec qui permettra la définition d'une nouvelle majorité».

«Edith, c'est fini»: c'est ce que François Mitterrand va devoir annoncer publiquement, prévient pour sa part Serge July dans *Libération*. «Ce désastre, affirme-t-il, François Mitterrand en aura été de bout en bout responsable. Le chef de l'Etat aura en effet commis de ces fautes qu'on ne pardonne pas à un professionnel aussi averti que lui». Revenant lui aussi «sur les bordes incertaines de Jean-Pierre Soisson et de Jean-Marie Rausch», le directeur de *Libération* y voit «l'irresponsabilité érigée au rang de morale publique», la nomination d'Edith Cresson à Matignon étant «la plus incroyable des erreurs de casting». En résumé, Serge July préconise le rappel de M. Jacques Delors à Paris, pour «ouvrir le chapitre de l'après-Mitterrand».

Dans l'*Humanité* enfin, Claude Cabanes imagine que les «sombres démenties» de MM. Rausch et Soisson «avec les voix de l'extrême droite n'ont pas arrangé les choses». Regrettant que le «scrutin majoritaire à deux tours ait, une fois de plus, livré la victoire à la droite», l'éditorialiste du quotidien communiste juge néanmoins «le message des électeurs sans bavure». Il faut «changer de politique», les communistes s'engagent quant à eux «à peser à gauche contre tout ce qui tire à droite».

L'«International Herald Tribune»: «Il n'est pas facile d'être Français ces jours-ci»

Selon Brian Beedham, de l'*International Herald Tribune*, «il n'est pas facile d'être Français ces jours-ci», et la cause du malaise français est «beaucoup plus profonde» que «le colbre contre l'immigration, la pagaille dans les assemblées régionales et un vieux président fatigué». Pour le commentateur américain, «la fin de la guerre froide a détruit la base de sa politique étrangère».

«La France», écrit-il, doit accepter une Europe dans laquelle l'Allemagne sera dominante, ou voir de bord et demander aux Etats-Unis de rester en Europe en tant que seul contrepoids possible à la puissance allemande. Deux choses également pénibles, car l'une et l'autre signifient la fin de l'idée que la France peut être le phare de l'Europe».

«Pendant la plupart des quarante dernières années, poursuit Brian Beedham, la France était le pays qu'il fallait courtiser (...). Elle pouvait se retirer de l'OTAN, faire des sourires à Moscou, montrer du doigt l'Allemagne, puis tendre à nouveau une main amicale à l'Amérique. Et tout le monde devait être attentif. Aujourd'hui, l'affrontement Est-Ouest a disparu, et avec lui la capacité de la France à feindre le détachement vis-à-vis des deux blocs. La vieille Communauté européenne a disparu elle aussi, et avec elle la prétention de la France à en être l'ultime arbitre».

Les scrutins contestés du 27 mars

M. Rausch se démet de la présidence du conseil de Lorraine

M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué de la poste et des télécommunications, a annoncé, lundi 30 mars, aux conseillers régionaux de Lorraine qu'il se démettait de la présidence de l'assemblée régionale. Il a ajouté qu'il ne se représentera pas à leurs suffrages. Ce geste avait été exigé par les élus de droite, mais aussi par

plusieurs dirigeants socialistes, les premiers l'accusant d'avoir été élu grâce à des voix du Front national, les seconds n'acceptant pas qu'il puisse y avoir un doute sur les conditions d'élection d'un membre du gouvernement. En revanche, M. Edith Cresson avait jugé que l'appel du Front national à soutenir M. Gérard Longuet, le candidat

de la droite, lors du troisième tour de scrutin, le 27 mars, exemptait M. Rausch. Le ministre des PTT a pris, après deux jours de réflexion, une position inverse de celle de M. Jean-Pierre Soisson, qui avait préféré quitter le gouvernement plutôt que d'abandonner la présidence du conseil régional de Bourgogne.

Devant les conseillers régionaux, nous indique notre correspondant, Jean-Louis This, M. Rausch a déclaré: «La Lorraine vit des jours difficiles, le fonctionnement du conseil régional est paralysé, et ce que j'ai pu constater ce matin, c'est-à-dire la volonté de le faire stagner sous la pression de la rue par un apport de militants politiques amenés en cas, ne rappelle des souvenirs pénibles et douloureux et m'inquiète encore davantage». «Je crains pour le fonctionnement des institutions démocratiques de cette région», a-t-il affirmé, avant d'ajouter: «Ayant également la certitude de n'avoir rien à me reprocher, et après mûre réflexion, j'ai décidé de démissionner de la présidence de cette assemblée. J'espère que cet acte, grave et important pour moi, sera de nature à contribuer à plus de sérénité. Je le fais sans aucune pression, mais avec beaucoup d'émotion, dans le seul intérêt de la Lorraine».

Pourtant M. Rausch avait encore estimé samedi, qu'il n'avait «rien à se reprocher qui pourrait porter atteinte à [son] honneur d'adversaire permanent du Front national». «Si cela avait été le cas, j'aurais démissionné de suite», a souligné M. Rausch en ajoutant que sa situation n'était «absolument pas comparable» à celle de M. Jean-Pierre Soisson en Bourgogne, et qu'en Lorraine «les choses étaient tout à fait claires» puisque, «après le vote, le FN a confirmé que l'unanimité de ses voix étaient allées sur M. Longuet», son adversaire (UDF) à la présidence de la région.

Ce dernier a toutefois réitéré ses accusations, en présentant samedi sur TF1 un document dans lequel ses tracts et un coéquipier confirment «sur l'honneur» qu'ils ont voté pour lui aux deuxième et troisième tours. Considérant que le FN «joue le jeu du PS», M. Longuet a décerné «la médaille d'or de l'hy-

pocrisie» à M. Rausch en affirmant qu'il ne devait sa présidence qu'au soutien occulte mais efficace du FN». Décidé à «ne pas lâcher» en Lorraine, M. Longuet a déclaré que l'UDF allait «refuser la mise en place de la commission permanente» au sein du conseil régional et que «l'on saura alors quelle majorité soutient M. Rausch».

De son côté, M. André Rossinot, député (UDF), maire de Nancy et tête de liste UDF pour les élections régionales en Meurthe-et-Moselle, estimait que le premier ministre, M. Edith Cresson, «ne peut fermer les yeux» sur l'élection de M. Rausch à la tête de la région Lorraine. Les conseillers régionaux élus sur sa liste avaient appelé les habitants de Meurthe-et-Moselle à «venir manifester leur indignation», lundi 30 mars, devant le conseil régional de Lorraine pour demander la «démission» de M. Rausch.

A Metz, dont le maire est M. Rausch, les élus UDF-RPR ont quitté, samedi, la séance du conseil municipal pour protester contre sa réélection à la tête de la région. «L'air est vicié en Lorraine, à Metz plus particulièrement. Nous ne voulons pas être asphyxiés», a déclaré le chef de file de l'opposition, M. Denis Jacquat (UDF-PR), député de la Moselle, avant de quitter la salle du conseil municipal, en brandissant ostensiblement une bombe de désodorisant.

L'élection de M. Rausch a également troublé les élus Verts du conseil régional, qui ont demandé à chaque conseiller, samedi dans un communiqué, de «prendre ses responsabilités et de rendre public son vote du troisième tour». «En cas de refus, souligne le communiqué, et pour lever toute ambiguïté, les Verts demandent au président de la région de «démissionner». Le groupe Génération Ecologie, fort de six élus, souhaite, lui aussi, que

«toute la lumière soit faite» sur l'élection de M. Rausch, «au besoin, par la remise en cause de l'élection». «Il n'est pas question, ajoute leur communiqué, que Génération Ecologie mêle ses voix à celles du Front national».

Les seuls soutiens affirmés à M. Rausch étaient venus du PS. M. Christian Pierret, maire de Saint-Dié, député (PS) des Vosges, et tête de liste aux élections régionales dans ce département, affirmait que M. Rausch avait bénéficié de «défaillances actives au sein de l'UDF» et qu'il ne réclamerait «la démission» du président de la région que si «on prouve que des voix du Front national se sont portées sur Jean-Marie Rausch». M. Jacques Chérèque, président du groupe socialiste au conseil régional de Lorraine, soulignait pour sa part que la réélection de M. Rausch est due au «réflexe des démocrates contre l'extrême droite».

M. Soisson: «Qu'on arrête la rumeur de Dijon!»

La démission du gouvernement de M. Jean-Pierre Soisson, samedi 28 mars, n'a pas mis fin à la polémique sur les conditions de son élection à la présidence du conseil régional de Bourgogne. L'ancien ministre de la fonction publique et des réformes administratives d'est à nouveau défendu d'avoir bénéficié des voix du Front national. Dans un entretien accordé au *Journal du dimanche*, M. Soisson estime qu'il a été «injustement attaqué». Affirmant qu'il a présenté lui-même sa démission à M. Edith Cresson, «qui en a pris acte», M. Soisson souligne qu'«il n'y a pas de plus grand sacrifice que de quitter le gouvernement» mais que sa démission a été motivée par la volonté de «se défendre et de défendre [son] honneur».

«Si je démissionne, ajoute-t-il, j'accrédite l'idée d'une compromission possible avec le Front national. Mais cela voudrait dire aussi que le Front national détermine les choix du pays: on ne peut pas trouver mieux pour présenter Le Pen à l'admiration des foules». L'ancien ministre renouvelle sa «fidélité totale au président de la République» et affirme qu'il ne part pas «battu» et qu'il poursuivra, à la tête de la région Bourgogne, «le travail d'ouverture et de rassemblement effectué à l'Assemblée nationale».

Jugeant «stupide» la demande du premier ministre et du premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius, de procéder à une nouvelle élection pour la présidence de la région, M. Soisson a déclaré sur FR3: «J'ai été élu démocratiquement, sans les voix du Front national, et je conserve mon poste. J'ai simplement profité de la division du RPR et de l'UDF. Qu'on arrête la rumeur de Dijon!» Interrogé par TF1, samedi 28 mars, sur l'absence de majorité au sein de la région, M. Soisson reconnaît que «la gestion sera difficile» mais assure qu'il y arrivera et qu'il réglera «le problème avec les socialistes bourguignons comme avec d'autres formations politiques de la Bourgogne».

Les socialistes de la région, dont le groupe est présidé par M. Didier Mathus, député de Saône-et-Loire, qui avaient présenté la candidature de M. Soisson au troisième tour de scrutin, ont toutefois renouvelé samedi, dans un communiqué, leur refus de participer à l'exécutif régional «si un doute subsiste, ne

serait-ce que sur une seule voix» en provenance des conseillers régionaux du Front national. S'ils ont «la conviction, étayée par des informations précises, que plusieurs élus de la droite modérée ont refusé de voter pour le RPR et ont porté leurs suffrages sur Jean-Pierre Soisson», les socialistes de Bourgogne ont appelé à l'ancien ministre leur souhait de procéder à un nouveau vote. M. André Billardon, député (PS) de Saône-et-Loire, vice-président de l'Assemblée nationale, a déclaré de son côté, samedi au Creusot, qu'il n'entendait pas «aider Jean-Pierre Soisson à diriger la Bourgogne» mais que les socialistes ne seront pas pour autant «dans une stratégie de paralysie de la région Bourgogne». «Nous nous prononcerons simplement en fonction du ou des sujets», a ajouté M. Billardon.

Le nouveau président de région pourra en tout cas compter sur les Verts et sur les deux élus France unie, qui lui ont renouvelé leur soutien. Dans un communiqué publié samedi, M. Philippe Archambault, élu (Verts) de l'Yonne, observe qu'une «coalition anti-Perben et Front national s'est dessinée» au conseil régional de Bourgogne et s'interroge sur la «perversité» du comportement du Front national, qui «trompe tout le monde» puisque «ses représentants ne votent même pas pour leur pro-

pre candidat». «Cela démontre parfaitement sa volonté de faire imposer le système politique français», ajoute M. Archambault, en soulignant que les élus du FN «sont les seuls responsables d'une magouille qu'ils prétendent combattre». «Il faut donc être parfaitement lucide et savoir qui est le véritable responsable de cette situation, celui qui la subit ou celui qui la provoque», conclut-il.

Jugeant «logique» que les «démocrates» aient apporté leur soutien à M. Soisson contre son adversaire du RPR, M. Dominique Perben, «comme pour avoir bénéficié des soutiens du FN», notamment dans sa mairie de Chalon-sur-Saône, le mouvement Génération Ecologie – qui a deux élus au conseil régional – précise que «s'il était prouvé que M. Soisson avait bénéficié d'une voix du FN il ne saurait être question pour GE de participer à l'exécutif régional».

Quant à M. Perben, qui réagissait à la démission du ministre d'Etat, il a estimé que celui-ci «quitte le gouvernement avant que le bateau ne coule». Interrogé sur RTL, le député RPR a indiqué que les conseillers régionaux RPR-UDF ne «participeront pas aux travaux de M. Soisson, ne collaboreront pas avec lui et s'opposent à un homme qui a été élu dans de telles conditions».

M. Joxe (PS) a «confiance» en MM. Soisson et Rausch. – M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a déclaré dimanche 29 mars qu'il avait «confiance en Jean-Pierre Soisson et Jean-Marie Rausch», élus vendredi à la présidence des régions Bourgogne et Lorraine. Confronté à MM. François Bayrou (UDF) et Nicolas Sarkozy (RPR) sur le plateau de TF1, M. Joxe, qui fut président de la région Bourgogne d'octobre 1979 à octobre 1982, a déclaré: «Je connais les hommes qui sont en Bourgogne. Je sais très bien qu'entre l'UDF et le RPR vous avez eu un sacré sac de nouilles. Et au troisième tour, lorsque M. Soisson s'est présenté, il y a eu un certain nombre de conseillers régionaux qui ne voulaient pas de Perben et qui ont voté Soisson». M. Joxe a ajouté, à l'adresse de MM. Bayrou et Sarkozy: «Si vous cretez si fort que Soisson a été élu par le FN, c'est que vous savez mieux que personne que c'est faux».

M. Antony (FN) affirme que MM. Rausch et Soisson ont bénéficié de «vengeances personnelles» des élus FN. – M. Bernard Antony, membre du bureau politique du Front national, a estimé que des élus FN s'étaient livrés à des «vengeances personnelles» en votant vendredi 27 mars, pour MM. Jean-Marie Rausch et Jean-Pierre Soisson à la présidence des régions Lorraine et Bourgogne. «Jean-Marie Le Pen ne nous a jamais demandé de nous venger nationalement de la droite. Ce qui s'est passé en Bourgogne et en Lorraine était prévisible, mais à aucun moment prémédité», a ajouté M. Antony, en soulignant que dans ces deux régions, «entre deux forces qui veulent nous assassiner, nous avons choisi de frapper celle qui est la plus dangereuse pour nous».

Le député radical et les voix communistes en 1954

Le précédent Mendès France

Peut-on refuser les voix d'élus avec lesquels on est en complet désaccord, comme auraient dû le faire, selon l'opposition, MM. Rausch et Soisson? Un précédent existe, c'est celui de Pierre Mendès France qui, en 1954, avait annoncé qu'il n'accepterait pas d'être élu grâce aux voix du PC.

M. Gérard Longuet, en récusant par avance les voix de l'extrême droite pour le vote à la présidence du conseil régional de Lorraine, a-t-il eu un comportement «mendésiste»? Lorsque Pierre Mendès France, député radical de l'Eure, a sollicité, le 18 juin 1954, l'investiture de l'Assemblée nationale pour devenir président du conseil, il avait également refusé, avant le vote, les voix des députés communistes. Mais le président du conseil désigné par le président de la République, René Coty, l'avait fait sans équivoque à la tribune même de l'Assemblée nationale.

La président du groupe communiste, François Billoux, avait en effet annoncé le soutien de ses quatre-vingt-neuf amis. C'était la première fois depuis 1947 que les élus du parti qui dirigeait alors Maurice Thorez votaient l'investiture d'un chef de gouvernement de la IV^e République. Pierre Mendès France, sans nommer davantage les élus communistes, avait seulement précisé que son appel à voter pour lui s'adressait à «une majorité constituée par des hommes qui n'ont jamais, directement ou indirectement, épousé la cause de ceux qui nous combattent». L'allusion était assez claire puis, que l'on était alors à la fin de la guerre d'Indochine, que Dien-Bien-Phu venait de tomber et que le Parti communiste avait toujours dénoncé «l'expédition coloniale» française et pris fait et cause pour le Vietnam qui «combattait» la France.

«Cadeau empoisonné»

Bien qu'annoncé d'un ton serein, sans emphase, le refus de Pierre Mendès France fut reçu par les communistes comme une clingante et méprisante rebuffade. D'autant plus que, dans ses réponses aux parlementaires, le président du conseil devait préciser clairement qu'il écartait le «cadeau empoisonné» des voix communistes. Il les sut malgré cela. Mais, avec 419 suffrages au total, il dépassait la majorité constitutionnelle requise de 11

voix malgré la soustraction mentale et politique des suffrages communistes. D'ailleurs, il avait fait savoir qu'il aurait sur-le-champ remis sa démission s'il n'avait eu son élection qu'à l'appoint des voix communistes. Il pouvait donc aisément s'en passer.

Edgar Faure, qui, à l'époque, était très proche de Pierre Mendès France, rapporte dans ses *Mémoires* que «le trait décisif, mais il ne fut jamais oublié». Et il ajoute: «En assurant ainsi son succès gouvernemental de 1954, Pierre Mendès France avait scellé son échec électoral de 1968», lorsqu'il fut battu à Grenoble aux élections législatives en raison de la défection des voix communistes.

Les dirigeants communistes, qui n'éprouvaient aucune sympathie pour la personne de Pierre Mendès France et aucun penchant pour sa politique, avaient été cependant sensibles depuis plusieurs mois à quelques reproches venant de leur base et, plus largement, de l'opinion. Les gouvernements se succédaient de crise en crise, la guerre d'Indochine s'embourbaissait et le discrédit frappait tous les élus, accusés d'être incapables de dégaier des majorités de gouvernement.

Or, Pierre Mendès France apparaissait différent des autres et proposait des solutions qui semblaient à la fois plus réalistes et plus progressistes. Les communistes, qui avaient, un auparavant, refusé une première investiture au député de l'Eure, ne voulaient pas, cette fois encore, compromettre les chances de paix en Indochine et s'en faire attribuer la responsabilité.

Si le gouvernement Mendès France a commencé dans des conditions inhabituelles, il s'est terminé, le 5 février 1955, dans un climat insolite. Renversé ce jour-là par 319 voix contre 273, le président du conseil a enfreint toutes les coutumes et les règles parlementaires en remontant à la tribune du Palais-Bourbon après l'annonce du scrutin pour dire: «Ce qui a été mis en marche dans ce pays ne s'arrêtera pas. Les hommes passent, les nécessités nationales demeurent.» Il n'a pas pu poursuivre car toute l'opposition, alors, s'est dressée et l'a inactivé, l'accusant d'en appeler de cette façon au pays contre les élus. L'institution parlementaire ne lui pardonna d'ailleurs jamais réellement cette rupture avec la tradition.

ANDRÉ PASSERON

PRIX, CHOIX, DÉLAIS!
Venez comparer
avant de commander votre PEUGEOT

10 jours champions
PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.55.91
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

هنا من الشغل

Conseil de Lorraine

Promotion sur le cinéma :
pour 40 F*, vous avez 4 films Leclerc,
et en prime un long métrage gratuit.

DINGUE !

FOU

Interdit de publicité à la télévision, Leclerc diffusera ses premiers films publicitaires dans les salles de cinéma à partir du 1^{er} avril et au grand dam de beaucoup de gens ce n'est pas un poisson d'avril. Il vous parlera de la liberté sur le prix du livre, des vertus de la nouvelle essence sans plomb, du seul point commun entre le poireau et les bijoux, de la notion nouvelle et universelle de prix moins cher. Nous vous invitons donc à venir juger par vous-même si ces thèmes sont trop dangereux pour la télévision !

E. LECLERC



CLM/BBDO * Prix moyen d'une entrée au cinéma. Offre valable dans toutes les salles diffusant les films Leclerc du 1^{er} au 30 avril 1992.

LE SECOND TOUR

Ile-de-France : le maintien des candidats du Front national a limité la défaite de la gauche

La proportionnelle avait démontré tous ses dangers lors des élections régionales du 22 mars. Le scrutin majoritaire vient de confirmer ses défauts à l'occasion des cantonales. Le Front national, qui avait obtenu, en Ile-de-France, 17,73 % des suffrages exprimés au premier tour, n'a pas un seul conseiller général dans les sept départements de la banlieue parisienne, même pas en Seine-Saint-Denis, où il avait recueilli 21,25 % des voix. Les écologistes ne sont pas mieux traités puisqu'avec 14,86 % sur l'ensemble de la région ils n'ont qu'un élu ; encore est-ce un représentant de Génération Ecologie, parti qui, aux cantonales, avait fait nettement moins bien que les Verts, et ce dans le département, le Val-d'Oise, où les amis de M. Brice Lalonde ont atteint un de leurs plus mauvais scores (4,07 %). Mais il est vrai que cet unique conseiller général écologiste francilien bénéficiait, dès le premier tour, du soutien du PS. Nouvelle preuve que ce mode d'élections impose aux candidats de s'accrocher à une grande force.

De ce type de scrutin, la gauche est depuis longtemps la victime en Ile-de-France. Le PS, avec 14,76 % des voix au premier tour, n'a que quarante conseillers généraux sur un total de deux cent qua-

tre-vingt-seize ; c'est dire qu'il en a deux de moins que dans les précédents conseils ; il est vrai que, par rapport aux élections cantonales de la même série en 1985, il a perdu près de 7 points. Ainsi, dans les Hauts-de-Seine, avec 13,8 % des suffrages lors du premier tour de cette année, il n'a que deux conseillers sur quarante. En revanche et logiquement, le PC profite de ce mode électoral dans les départements où il est bien implanté : en Val-de-Marne, il détient dix-neuf sièges cantonaux sur quarante-neuf, alors qu'il n'a obtenu que 21,18 % des suffrages le 22 mars ; surtout en Seine-Saint-Denis, avec 18,52 %, il dispose de vingt et un cantons sur quarante. Il est vrai que dans le premier de ces départements les communistes sont pratiquement restés stables en pourcentage par rapport aux élections d'il y a sept ans. Par contre, ils ont perdu plus de 5 points dans le second.

Si, dans ce qui fut longtemps le symbole de la « ceinture rouge », le PC conserve la majorité absolue à l'assemblée départementale, il le doit au FN : il n'a sauvé quatre de ces huit sièges en jeu que dans une triangulaire où il avait face à lui un représentant de la droite républicaine et un autre de l'extrême droite ; le PS a profité de la même situa-

tion pour arracher le siège de Pavillons-sous-Bois, celui de Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise, et pour sauver celui de Conflans-Sainte-Honorine, la ville de M. Michel Rocard. Pourtant, une partie des électeurs du Front national n'ont guère apprécié son maintien dans ces conditions : d'un tour à l'autre, dans de tels cas, son score a diminué ; c'est même cette fuite qui a permis au RPR de conserver le canton de Montreuil-Ouest et de reprendre aux socialistes celui des Lilas.

Le scrutin majoritaire permet ainsi à la droite de dominer largement cinq des sept conseils généraux d'Ile-de-France, alors qu'elle n'a dépassé les 45 % des suffrages exprimés au premier tour que dans les Yvelines. Dans l'Essonne alors qu'elle n'a, le 22 mars, recueilli que 35,93 % des voix, contre 33,11 % à la gauche, elle peut s'appuyer sur trente et un conseillers pendant que le PC, le PS et les divers gauches ne sont au total que onze. Cette domination ne résout pas, pour autant, tous ses problèmes ; au contraire, elle facilite ses querelles internes. Ainsi alors que l'UDF espérait bien conserver la présidence du conseil général de Seine-et-Marne, après le décès de Paul Séramy, le RPR, qui dispose d'un élu de plus que l'addition de

l'UDF et des divers droite, est en mesure de la réclamer pour lui-même.

En revanche, l'OPA lancée par un des proches de M. Charles Pasqua, M. Frank Borotra, sur l'assemblée des Yvelines pourrait bien échouer, l'UDF ayant remporté la plupart des combats fratricides que lui avait imposés son allié ; M. Paul-Louis Tenaillon, député UDF-CDS, ne perdra sa présidence que s'il est trahi par une partie des siens.

Dominateur le conseil régional, président au moins deux des sept conseils généraux, solidement implanté dans deux autres (ne lui échappe vraiment, en dehors des deux communistes, que le Val-d'Oise), totalement maître de la ville de Paris, le RPR est chez lui en Ile-de-France, au moins au niveau des élus. C'est avec lui que le gouvernement devra négocier le futur schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région. D'une manière ou d'une autre, il portera une part de responsabilité dans l'amélioration de la qualité de vie en banlieue parisienne, dont les électeurs, dimanche 22 mars, ont souligné l'impérieuse nécessité.

THIERRY BRÉNIER

HAUTS-DE-SEINE (23)

1^{er} TOUR : 5 élus (1 UDF-CDS ; 1 app. UDF ; 3 RPR).

La droite accentue sa domination sur l'assemblée départementale. Elle prend trois cantons à la gauche, deux appartenant au PC et un au PS. M. Frayssé-Cazalis, sénateur communiste et maire de Nanterre, est devancé par le candidat UDF, faute de report des voix écologistes. A Chateaufort, M. Vons, maire socialiste, est largement battu par le candidat RPR (41,6 % contre 55,5 %). Là encore c'est le mauvais report des voix écologistes qui fait perdre un siège au PS, tandis que le candidat RPR gagne dix-huit points entre les deux tours, alors que, théoriquement, il n'avait eu réserve qu'à l'extrême droite. Enfin, au Plessis-Robinson, M. Pemezec (RPR), qui avait déjà pris la mairie au PC en 1989, s'empare cette fois du canton avec vingt points d'avance sur le candidat communiste.

NOUVEAU CONSEIL - 8 PC ; 2 PS ; 1 UDF-PSD ; 4 UDF-CDS ; 3 UDF-PR ; 1 UDF ; 2 app. UDF ; 20 RPR ; 1 CNI ; 3 div. d.

CONSEIL SORTANT : 10 PC ; 3 PS ; 1 UDF-PSD ; 5 UDF-CDS ; 4 UDF-PR ; 1 app. UDF ; 18 RPR ; 1 CNI ; 2 div. d. (Prés. : M. Charles Pasqua, RPR, sén., c.m. de Neuilly-sur-Seine, a.m.)

Asnières-sur-Seine-Nord
L. 21 146 ; A. 48,63 % ; E. 9 109
Georges Tranchant, RPR, d., 5 735 (62,95 %) ELU.
Hubert Massol, FN, 3 374.
Yves Cornic, c.s., RPR, n.s.r.p.

Bourg-la-Reine
L. 20 381 ; A. 42,94 % ; E. 10 918
Alfred Nombrot, c.s., app. UDF, 7 195 (65,90 %) REELU.
Dominique Lanthier, PS, 3 723.

Chateaufort
L. 15 211 ; A. 41,71 % ; E. 8 411
Georges Siffredi, RPR, 4 654 (53,33 %) ELU.
Jean Vons, c.s., PS, m., 3 757.

Châtillon
L. 15 780 ; A. 38,63 % ; E. 9 030
Jean-Pierre Schostack, c.s., RPR, m., 6 045 (66,94 %) REELU.
Bernard Sandaran, PS, 2 985.

Chaville
L. 25 603 ; A. 45,15 % ; E. 13 289
Marcel Houtier, c.s., UDF-CDS, m., 8 263 (62,19 %) REELU.
Caroline Roy, GE, 5 024.

Colombes-Nord-Ouest
L. 12 650 ; A. 41,86 % ; E. 7 010
Pierre Sotura, c.s., PC, 3 392 (48,38 %) REELU.
Jean-François Prévost, UDF-PSD, 2 256 ; Jean-Yves Le Gallou, FN, 1 362.

Courbevoie-Sud
L. 17 042 ; A. 45,14 % ; E. 7 985
Charles Deprez, c.s., UDF-PR, m., 5 963 (74,67 %) REELU.
Christian Pérez, FN, 2 022.

La Garenne-Colombes
L. 13 201 ; A. 43,22 % ; E. 6 903
Max Catrin, c.s., CNI, m., 4 307 (62,39 %) REELU.
Pierre Roussel, PS, 2 596.

Gennevilliers-Nord
L. 10 459 ; A. 42,26 % ; E. 5 838
Jacques Bourgois, c.s., PC, 3 360 (57,55 %) REELU.
Eliane Supply, RPR, 1 254 ; Joseph Jouan, FN, 1 224.

Issy-les-Moulineaux-Est
L. 15 996 ; A. 43,43 % ; E. 7 635
Paul Pin, c.s., RPR, 5 185 (67,91 %) REELU.
Jean-Pierre Tripet, PS, 2 450.

Levallois-Perret-Nord
L. 19 394 ; A. 41,35 % ; E. 10 796
Brigitte de Coster, c.s., RPR, 5 535 (51,26 %) REELU.
Henri Conte, PS, 3 679 ; Jean Nicolet, FN, 1 582.

Mondouville
L. 24 780 ; A. 44,63 % ; E. 12 418
Henry Wolf, c.s., UDF-PSD, m., 7 982 (64,27 %) REELU.
Jacques Ladsous, PS, 4 436.

Montrouge
L. 22 103 ; A. 45,72 % ; E. 11 170
Henri Ginoux, c.s., div. d., sout. UDF, a.d., m., 6 790 (60,78 %) REELU.
Wilfrid Vincent, PS, 4 380.

Nanterre-Sud-Est
L. 20 581 ; A. 46,28 % ; E. 4 062
Anicet Le Pars, c.s., PC, a.m., a.gén., 2 225 (54,77 %) REELU.
Roger Karoutchi, RPR, 1 837.

Nanterre-Ouest
L. 14 541 ; A. 35,25 % ; E. 8 952
Florent Montillot, UDF, 4 647 (51,91 %) ELU.
Jacqueline Frayssé-Cazalis, PC, sén., m., 4 305.
Yves Saumont, c.s., PC, a.m., n.s.r.p.

Le Plessis-Robinson
L. 24 604 ; A. 41,50 % ; E. 13 531
Philippe Pemezec, RPR, m., 8 212 (60,69 %) ELU.
Daniel Duguet, PC, 5 319.
Robert Gelly, c.s., PC, a.m., n.s.r.p.

Rueil-Malmaison
L. 26 011 ; A. 42,00 % ; E. 14 401
Jean-Claude Caron, div. d., 8 676 (60,24 %) ELU.
Denis Plain, Verts-GE, 5 725.
Marcel Noutary, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Vanves
L. 14 495 ; A. 40,90 % ; E. 7 929
Roger Aveneau, c.s., UDF-CDS, 4 716 (59,47 %) REELU.
Guy Janvier, PS, 3 213.

VAL-DE-MARNE (25)

1^{er} TOUR : 5 élus (3 PC ; 1 UDF-PR ; 1 RPR).

Le PC conserve son fief. Dans aucun des cantons où le sortant était communiste, son représentant n'a été sérieuse-

ment menacé ; nulle part même il n'a dû son élection au maintien d'un candidat FN, contrairement à ce qui s'est passé en Seine-Saint-Denis, puisque, dans le seul canton où il était confronté à une triangulaire, Valenton, le PC a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés. Les socialistes ont aussi facilement conservé leurs cantons, y compris celui d'Alfortville-Sud, alors que M. Serge Franceschi (div. g.) cherchait à retrouver le siège de son père, l'ancien ministre des premiers gouvernements de gauche et ancien maire de la commune.

Le PS a même réussi à reprendre le canton de Villeneuve-Saint-Georges, une cité longtemps dominée par le PC. Dans ce canton, la droite doit son échec à sa désunion ; pour briser la succession de M. Faisse (app. UDF), qui ne se représentait pas, le RPR et l'UDF ont tous deux présenté un candidat au premier tour : résultat : ni l'un ni l'autre n'ont eu le droit de se maintenir au deuxième, et, après le retrait du représentant du PC, arrivé en deuxième position, le socialiste s'est retrouvé seul face au FN.

NOUVEAU CONSEIL - 19 PC ; 1 ex-PC ; 10 PS ; 1 UDF-CDS ; 4 UDF-PR ; 1 UDF ; 7 RPR ; 2 CNI ; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT : 19 PC ; 1 ex-PC ; 9 PS ; 1 UDF-CDS ; 4 UDF-PR ; 2 UDF ; 8 RPR ; 2 CNI ; 3 div. d. (Prés. : M. Michel Gerna, PC.)

Alfortville-Sud
L. 9 168 ; A. 42,34 % ; E. 4 637
Jean-Pierre Moranchel, PS, 2 600 (56,07 %) ELU.
Serge Franceschi, div. g., 2 037.
Jean-Pierre Cot, c.s., PS, se représentait dans le canton Bonneuil.

Arcueil
L. 15 107 ; A. 43,97 % ; E. 7 857
Marcel Trigon, c.s., PC, m., 4 633 (58,83 %) REELU.
Patrick Monange, RPR, 3 234.

Bonneuil-sur-Marne
L. 7 523 ; A. 42,74 % ; E. 4 121
Bernard Yvonne, c.s., PC, m., 2 664 (64,64 %) REELU.
Alain Sazembaud, UDF-PR, 1 451.
Jean-Pierre Cot, c.s., PS, Alfortville-Sud, a été éliminé.

Cachan
L. 13 051 ; A. 41,98 % ; E. 7 087
Patrice Henu, c.s., PS, adj. m., 3 802 (53,64 %) REELU.
Serge Dubreuil, RPR, 3 285.

Champigny-sur-Marne-Centre
L. 13 163 ; A. 42,49 % ; E. 7 203
Maurice Ouzoulis, c.s., PC, adj. m., 3 962 (55,00 %) REELU.
François Messias, UDF-PR, 3 241.

Charenton-le-Pont
L. 20 193 ; A. 47,65 % ; E. 9 766
Louis Manchon, c.s., UDF-PR, 6 731 (68,92 %) REELU.
Yves Dorion, PS, 3 035.

Chennevières-sur-Marne
L. 9 205 ; A. 45,51 % ; E. 4 376
Lucien Lavigne, div. d., m., 3 171 (72,46 %) ELU.
Jean-Pierre Schenardi, FN, 1 205.
Roger Lafaille, c.s., PS, d., n.s.r.p.

Choisy-le-Roi
L. 18 550 ; A. 43,84 % ; E. 9 803
Hélène Luc, c.s., PC, sén., 5 072 (51,73 %) REELU.
Roland Patrynski, RPR, 4 731.

Créteil-Ouest
L. 14 058 ; A. 48,34 % ; E. 6 742
Christian Fournier, PS, c.s. du canton de Créteil-Sud, adj. m., 3 499 (51,89 %) REELU.
Jean-Claude Attuel, UDF-PR, 3 243.
Patrick Sève, c.s., PS, d., n.s.r.p.

Créteil-Sud
L. 16 553 ; A. 49,03 % ; E. 7 903
Laurent Cathala, PS, sec. E., m., a.s., 4 752 (60,12 %) ELU.
Marie-Michèle Bataille, RPR, 3 151.
Christian Fournier, c.s., PS, se représentait dans le canton Créteil-Ouest.

Ivry-sur-Seine-Est
L. 11 881 ; A. 45,47 % ; E. 6 058
Annie Canacos, c.s., PC, 4 086 (67,44 %) REELU.
Colette Demoulin, RPR, 1 972.

Maisons-Alfort-Nord
L. 15 150 ; A. 42,27 % ; E. 8 353
Roger Coursier, RPR, 4 420 (52,91 %) ELU.
Daniel Scimeca, PS, 2 247 ; Philippe Olivier, FN, 1 686.
Albert Marchand, c.s., RPR, n.s.r.p.

Maisons-Alfort-Sud
L. 17 150 ; A. 42,33 % ; E. 8 847
Michel Herbillon, c.s., UDF-PR, adj. m., 6 994 (79,05 %) REELU.
Alain Bonparis, FN, 1 853.

Nogent-sur-Marne
L. 16 468 ; A. 46,19 % ; E. 7 611
Jacques Martin, c.s., RPR, adj. m., 6 065 (79,68 %) REELU.
Jean Luciani, FN, 1 546.

Saint-Maur-des-Fossés-Centre
L. 19 043 ; A. 53,25 % ; E. 6 924
Bernard Vincens, div. d., adj. m., 6 924 (100,00 %) ELU.
Jean-Jacques Julien, c.s., RPR, s'est retiré.

Valenton
L. 9 480 ; A. 41,18 % ; E. 5 255
Maurice Lamy, c.s., PC, 2 886 (54,91 %) REELU.
Christian Husson, RPR, 1 450 ; Roland Thouvenot, FN, 919.

Villejuif-Est
L. 11 874 ; A. 45,57 % ; E. 6 040
Jean Lattresse, c.s., PC, 3 698 (61,22 %) REELU.
François Bigot, RPR, 2 342.

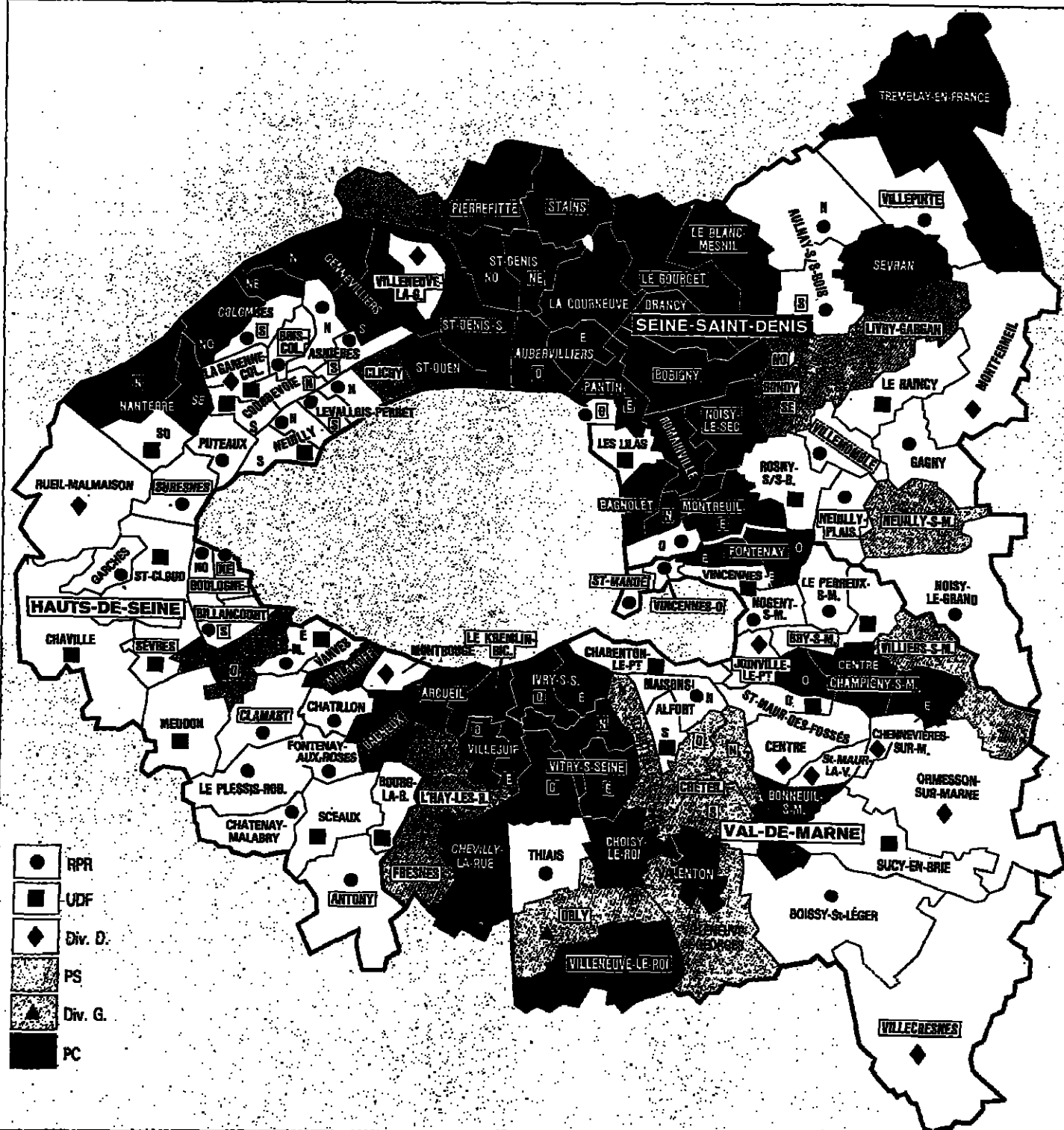
Villejuif-Ouest
L. 12 617 ; A. 44,45 % ; E. 6 521
Pierre-Yves Cosnier, c.s., PC, m., 4 065 (62,33 %) REELU.
Bernard Florida, UDF-CDS, 2 456.

Villeneuve-Saint-Georges
L. 9 257 ; A. 38,53 % ; E. 5 505
Laurent Duthell, PS, adj. m., 3 311 (65,24 %) ELU.
Bénédicte Vinel, FN, 1 764.
Marius Faisse, c.s., UDF, n.s.r.p.

Vincennes-Est
L. 14 393 ; A. 45,29 % ; E. 7 120
Pierre Souweine, c.s., UDF-PR, 5 669 (79,62 %) REELU.
Paul Simier, FN, 1 451.

Vincennes-Ouest
L. 14 393 ; A. 45,29 % ; E. 7 120
Pierre Souweine, c.s., UDF-PR, 5 669 (79,62 %) REELU.
Paul Simier, FN, 1 451.

La liste des abréviations et sigles se trouve en page 11



هكذا من الأصل

DES ÉLECTIONS CANTONALES

SEINE-SAINT-DENIS (20)

1^{er} TOUR: 0 élu

Dans un département qui demeure, avec le Val-de-Marne, l'un des deux derniers dont il n'est pas l'assemblée, le PC retrouve sans coup férir ses huit élus, et conserve ainsi la majorité absolue. Mais dans quatre d'entre eux il le doit au maintien du FN, son candidat n'obtenant pas la majorité absolue. C'est aussi grâce à cette situation que le PS prend au RPR le canton des Pavillons-sous-Bois. Cela ne compense qu'en partie, pour les socialistes, la perte des sièges des Lilas et de Villepinte. L'électorat d'extrême droite semble avoir voté utile: là où l'opposition avait une chance de l'emporter sur la gauche à l'occasion d'une élection triangulaire, une partie des électeurs du Front national a délaissé celui-ci pour reporter ses voix sur le candidat UDF: c'est cela qui a permis au RPR de conserver ses sièges de Pantin-Ouest et de Montreuil-Ouest, et de prendre celui des Lilas.

NOUVEAU CONSEIL: 21 PC; 7 PS; 6 PS; 2 UDF-rad.; 1 UDF; 9 RPR; 1 div. d.

CONSEIL SORTANT: 21 PC; 7 PS; 1 UDF-rad.; 2 UDF; 9 RPR (Prés. M. Georges Valbon, PC).

Aubervilliers-Est

L. 17816: A. 50,23%; E. 8107
Madeleine Cathalaud, c.s. PC, adj. m. 5335 (65,80%)
Guillaume Fiquet, FN, 2772.

Aulnay-sous-Bois-Nord

L. 22338: A. 46,33%; E. 11485
Gérard Gaudron, c.s. RPR, adj. m. 4708 (40,99%)
Pierre Thomas, PC, a.m. 4270; Mireille Roset, FN, c.m., 2507.

La Courneuve

L. 14717: A. 46,42%; E. 7326
Muguette Jacquaint, c.s. PC, d. 4724 (64,48%)
Christophe Rudier, FN, 2602.

Drancy

L. 18868: A. 46,10%; E. 9820
Gilbert Conte, PC, adj. m. 5091 (51,84%)
Michel Personnaz, FN, 2420; Jean-Pierre Conte, RPR, 2309.
André Renard, c.s. PC, adj. m. n.s.r.p.

Épinay-sur-Seine

L. 25323: A. 48,69%; E. 12326
Bruno Le Roux, PS, adj. m. 4732 (38,39%)
Anne Roudaut, RPR, 4191; Philippe Seillon, FN, 3403.
Serge Méry, c.s. PS, adj. m. n.s.r.p.
94-03-01 Chagay.
L. 21653: A. 46,00%; E. 10209
Michel Teulet, c.s. RPR, adj. m.

7584 (74,28%) REELU.

Christian Laroche, FN, 2625.

Les Lilas

L. 18446: A. 37,65%; E. 11044
Jean-Claude Dupont, UDF-rad., adj. m. 4932 (44,65%)
Claude Bartolone, c.s. PS, d. 4679; Gérard Mermé, FN, 1433.

Montfermeil

L. 16664: A. 42,72%; E. 8006
Pierre Bernard, div. d. m., 6288 (78,54%)
Pierre Dufour, FN, 1718.
Jean Corlin, c.s. UDF, n.s.r.p.

Montreuil-Ouest

L. 13004: A. 39,18%; E. 7590
Marc Gaulin, RPR, 3490 (45,98%)
Jean-Malik Lemaire, PC, 3219; Valérie Segaux, FN, 881.
Alain Robert, c.s. RPR, cm. de Charvres, n.s.r.p.

Nolay-le-Grand

L. 28572: A. 43,31%; E. 15372
Françoise Richard, c.s. RPR, m. 7249 (47,15%)
Michel Pajon, PS, 5160; Michel Paulin, FN, 2963.

Pantin-Ouest

L. 9512: A. 43,34%; E. 5175
Jacques Oudot, c.s. RPR, 2321 (44,85%)
Jacques Isabet, PC, m. 2106; André Bernard, FN, 748.

Les Pavillons-sous-Bois

L. 11064: A. 42,51%; E. 6011
Bernard Portel, PS, m., 2727 (45,36%)
Claude Briard, FN, 1705; Michel Courtois, c.s. RPR, 1579.

Pierrefitte-sur-Seine

L. 14856: A. 39,31%; E. 8699
André Boursier, c.s. PC, 4289 (49,30%)
Frank Timmermans, FN, 2299; Vincent Collignon, RPR, 2111.

Le Raincy

L. 18738: A. 46,67%; E. 9218
Raymond Mège, c.s. UDF, m. 6719 (72,88%)
Christian Mercadier, FN, 2499.

Romainville

L. 12767: A. 44,79%; E. 6795
Robert Clément, c.s. PC, m. 3665 (53,93%)
Marcel Trasi, RPR, 1683; Jean-Claude Boyer, FN, 1447.

Rosny-sous-Bois

L. 20927: A. 46,05%; E. 10093
Claude Pernès, c.s. UDF-rad., m. 7791 (77,19%)
Martial Bida, FN, 2302.

Saint-Denis-Nord-Ouest

L. 71865: A. 46,70%; E. 6084
Michèle Mitolo, c.s. PC, adj. m. 2839 (46,66%)
REELUE.

Jean-Michel Mazel, FN, 1689; Gérard Delattre, div. d. c.m., 1556.

Saint-Ouen

L. 10018: A. 39,14%; E. 5818
Jean-Pierre Heinen, c.s. PC, adj. m. 2770 (47,61%)
Jean-Jacques de La Rochette, UDF-PR, 2068; André Périn, FN, 980.

Sevran

L. 20733: A. 40,46%; E. 11833
Bernard Vergnaud, c.s. PC, m. 5192 (43,87%)
Roger Holschneider, FN, 3504; Michelle Bravet, UDF-PR, 3137.

Villepinte

L. 12747: A. 40,15%; E. 7207
Roger Lefort, RPR, c.s. 3275 (45,44%)
Jean-Claude Mejsak, c.s. PS, 2268; Claude Hory, FN, 1664.

SEINE-ET-MARNE (20 + 2 + [2])

1^{er} TOUR: 2 élus (1 UDF-PR; 1 div. d.)

C'est la déroute pour le PS qui perd deux cantons - Pontault-Combault et Vaires-sur-Marne - sans parvenir à gagner les triangulaires de Meaux-Nord et de Montesson notamment, où la présence du FN était censée l'aider. Les mauvais reports de voix écologistes et surtout communistes (particulièrement à Vaires-sur-Marne) ainsi qu'une participation plus faible expliquent, en partie, ces défaites du PS.

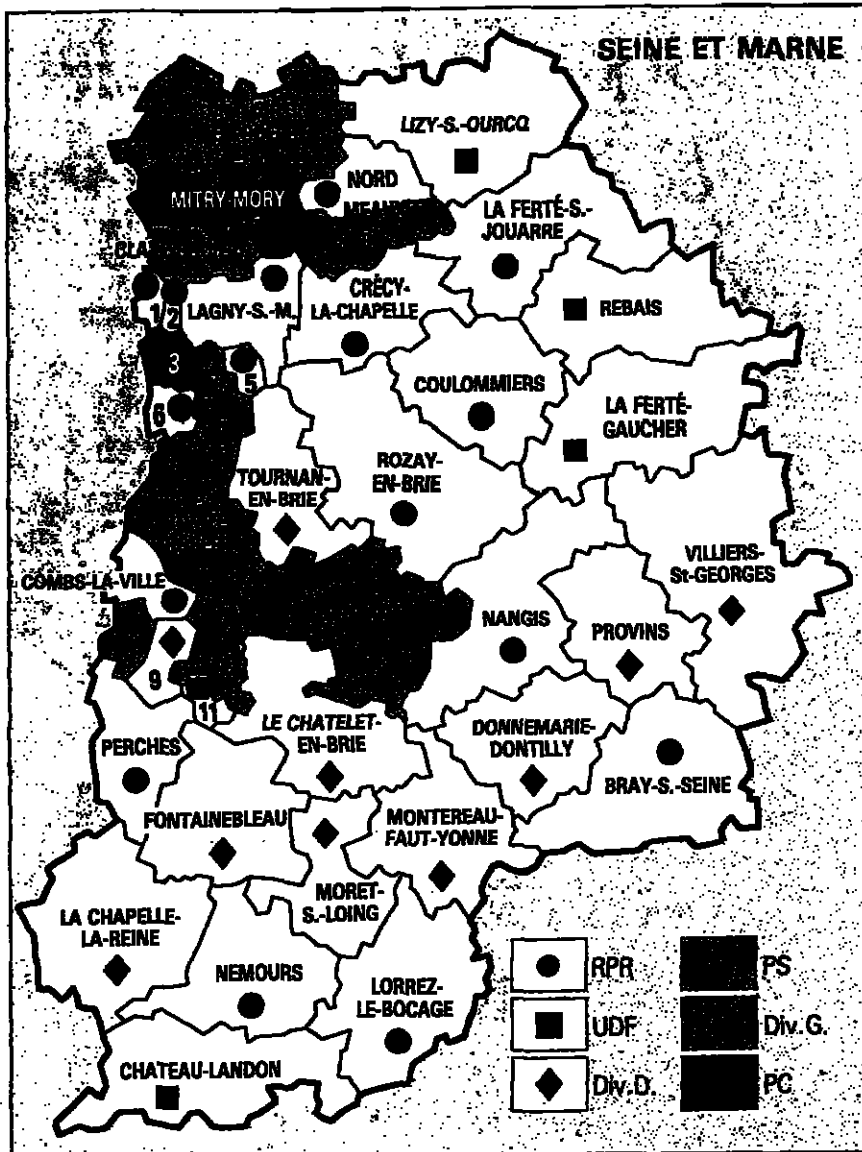
La droite conforte donc ses positions, avec trente et un sièges sur quarante-deux au lieu de vingt-sept sur quarante dans le précédent conseil. Cependant, au sein de ce groupe majoritaire le rapport de force a lui-même changé: le RPR (seize élus) compte désormais un siège de plus que l'UDF et les divers droits réunis (cinq + dix). La lutte s'annonce très serrée entre M. Jean-Claude Mignot député RPR et maire de Dammarie-les-Lys, qui a annoncé officiellement sa candidature à la présidence du conseil, et le sénateur (UDF) Jacques Larché, qui était donné comme favori pour la succession de Paul Sérany (UDF), décédé.

NOUVEAU CONSEIL: 2 PC; 8 PS; 1 EU; 1 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 16 RPR; 10 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 10 PS; 1 EU; 1 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 13 RPR; 7 div. d.; deux sièges vacants à la suite de la démission d'un div. d. et du décès d'un UDF (Paul Sérany; sén. m. de Fontainebleau) qui était.

Champs-sur-Marne

L. 13397: A. 45,95%; E. 6667
Lionel Hurtébizet, c.s. PC, m. 3640 (54,59%)
Marc Valade, RPR, 3027.



SEINE-ET-MARNE. - 1 = Chelles; 2 = Vaires-sur-Marne; 3 = Champs-sur-Marne; 4 = Noisiel; 5 = Torcy; 6 = Pontault-Combault; 7 = Roissy-en-Brie; 8 = Savigny-le-Temple; 9 = Le Mée-sur-Seine; 10 = Melun-Nord; 11 = Melun-Sud.

Le Châtelet-en-Brie

L. 8729: A. 34,08%; E. 5618
Pierre Le Guen, c.s. div. d., sout. UDF, 2366 (42,11%)
Michel Le Fleu, div. g., 1606; Jacques Cerqueu, FN, 826; Claudine Foy, Vets, 820.

Combe-la-Ville

L. 19182: A. 40,35%; E. 10540
Guy Geoffroy, RPR, c.m., 6011 (57,03%)
Jean-Jacques Fournier, PS, 4529.

Crécy-la-Chapelle

L. 19419: A. 41,18%; E. 9880
Michel Houel, RPR, sout. UDF, 7345 (74,34%)
Michel Mercier, FN, 2535.
Antoine de Moutier, c.s. div. d. m. n.s.r.p.

La Ferté-sous-Jouarre

L. 14179: A. 38,51%; E. 8324
René Bonnefoy, c.s. RPR, 4041 (48,54%)
REELUE.

Fontainebleau

L. 27799: A. 49,29%; E. 12005
Jean-François Robinet, div. d., 7475 (62,26%)
Bernard Chevalier, RPR, 4530.
Paul Sérany, c.s. UDF, prés. c.g. est décédé.

Lagay-sur-Marne

L. 29399: A. 41,90%; E. 16377
Claude Avisse, c.s. RPR, m. 7715 (47,10%)
REELUE.

NE QUI JE PRENDS

SIGNAL D'APPEL

POUR PRENDRE UN APPEL QUAND VOUS ÊTES DÉJÀ EN LIGNE

POUR 10 F PAR MOIS

Vous êtes déjà en ligne, mais vous ne pouvez pas prendre votre appel ? C'est normal, car vous êtes en communication avec un autre correspondant. Le signal d'appel vous prévient que vous pouvez maintenant prendre votre appel. Il suffit d'appuyer sur deux touches de votre téléphone pour répondre à votre appel et passer à l'interlocuteur suivant.

Cette fonction est disponible sur tous les appareils fixes et mobiles.

France Telecom vous propose d'activer ce service gratuitement.

FRANCE TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE

Téléphone, le fil de la vie.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

ble, mais qui reprend au RPR le canton de Saint-Ouen-l'Aumône, ville dirigée par le député rocardien Alain Richard. Il est vrai que le maintien du candidat FN a généré le sortant. C'est dans une situation comparable que le PC conserve son siège d'Argenteuil-Nord.

NOUVEAU CONSEIL - 7 PC; 6 PS; 1 MRG; 1 GE; 1 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDF; 4 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT : 9 PC; 5 PS; 1 MRG; 2 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 8 div. d. (Prés. : M. Jean-Philippe Lachenaud, UDF, d. c. m. de Pontaise).

Argenteuil-Nord
L. 13162; A. 42,10%; E. 7126

Alfred Sorel, PC, adj. m., 2849 (39,98%)
Georges Mothron, RPR, 2635; Régis Albert, FN, c.m., 1642
Bernard Grouh, c.s., PC, n.s.r.p.

Argenteuil-Ouest
L. 16344; A. 42,22%; E. 8396

Roger Ouyard, c.s., PC, adj. m., 3696 (44,02%)
RELU.
Micheline Brusa, FN, 2371; Madeleine Meunier-Quinac, UDF-CDS, c.m., 2329.

Beauchamp
L. 13732; A. 40,80%; E. 7681

Raymond Lavaud, div. d., m., 5306 (69,07%)
RELU.
Michel Vallée, PC, 2375
Yves Garrie, c.s., div. d., n.s.r.p.

Beaumont-sur-Oise
L. 16943; A. 35,74%; E. 10586

Fabrice Millereau, GE, sout. PS, m., 3680 (34,76%)
RELU.
Robert Lebastard, c.s., PC, 3280; Yves Colla, FN, 1911; Françoise Pison, RPR, c.m., 1715.

Eaubouffe
L. 15329; A. 42,95%; E. 8328

Guy Bonnet, c.s., UDF-CDS, adj. m., 4783 (57,43%)
RELU.
François Balagère, PS, c.m., 2148; Jean-François Crestey, FN, 1397.

Écouen
L. 15539; A. 40,15%; E. 9022

Maurice Gigo, c.s., UDF-PR, 3771 (41,79%)
RELU.
Bernard Angels, PS, m., 1968; Jean-Pierre Petitau, Verts, 1745; Jean-Luc François, FN, 1538.

Franconville
L. 20345; A. 47,46%; E. 10031

René Di Piazza, c.s., UDF-PR, adj. m., 5604 (55,86%)
RELU.
Fabrice David, Verts, 4427.

Garges-lès-Gonesse-Est
L. 8012; A. 45,41%; E. 4141

Nelly Olin, c.s., div. d., c.m., 2189 (52,86%)
RELU.
Francis Parry, PC, adj. m., 1952.

Gonesse

L. 16084; A. 41,12%; E. 8707

Bernard Février, c.s., div. d., sout. UDF, m., 6348 (72,90%)
RELU.
Roger Rieu, FN, 2359.

Herblay

L. 16025; A. 40,84%; E. 8118

Anne-Marie Anglade, RPR, adj. m., 5970 (73,54%)
RELU.
Jean Busnel, FN, 2148.

Maguy-en-Vexin
L. 9149; A. 30,68%; E. 6039

Gilbert Picard, c.s., UDF-PR, m., 3039 (30,32%)
RELU.
Jean-Pierre Muller, PS, 1814; Jean-Paul Toulouze, FN, 1186.

Marly

L. 6683; A. 32,15%; E. 4138

Jean Pichery, UDF-PR, 2884 (69,69%)
RELU.
Joseph Wester, PS, 1254.

Montmorency
L. 16789; A. 43,52%; E. 9116

François Longchambon, c.s., RPR, c.m., 4995 (54,79%)
RELU.
Micheline Thébaud, Verts, 2571; Jacques Picon, FN, 1550.

Salon-de-Flandre

L. 13030; A. 42,20%; E. 7280

Roland Daffix, PS, c.m., 2291 (31,46%)
RELU.
Alain Reinville, RPR, c.m., 2271; Olivier Bouillon, FN, c.m., 1612; Jean Suer, Verts, 1106.

Sannois

L. 13411; A. 41,64%; E. 6961

Yannick Paternotte, c.s., UDF-PR, m., 5281 (75,86%)
RELU.
André Lesigot, FN, c.m., 1680.

Sarcelles-Nord-Est

L. 12644; A. 49,53%; E. 5937

Jean-Claude Mestre, RPR, adj. m., 3300 (55,58%)
RELU.
Marie-Claude Beaudou, c.s., PC, sén., 2637.

Sarcelles-Sud-Ouest

L. 13374; A. 51,92%; E. 5948

Raymond Lamontagne, c.s., RPR, m., 3630 (61,02%)
RELU.
Antoine Espasse, PS, c.m., 2318.

La Vallée-de-Sauseron

L. 10882; A. 36,07%; E. 6494

Gérard Claudel, c.s., div. d., 5478 (84,35%)
RELU.
Joël Montenot, FN, 1016.

Villennes

L. 12289; A. 36,52%; E. 7532

Emelyne Georges-Picot, c.s., div. d., sout. UDF, 3945 (52,37%)
RELU.
Emile Colla, Verts, 2311; Jean-Claude Sirizzotti, FN, 1276.

AIN (22)

1^{er} TOUR: 7 div. (2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR)

La défaite de M. Jacques Boyon (RPR), président sortant de l'assemblée départementale, constitue l'événement majeur; l'UDF, avec vingt et un sièges au lieu de dix-huit dans l'assemblée sortante, sort incontestablement renforcée du scrutin. Globalement, la majorité de droite déjà écrasante du conseil général gagne un siège, avec trente-trois élus au lieu de trente-deux précédemment. Hormis la victoire de M. Serge Fondraz (app. PS) sur le président sortant, la gauche n'a pas réussi l'opération qu'elle souhaitait: elle a perdu le canton de Belley et n'a pu, comme elle l'espérait, l'emporter à Hauteville-Lompas, ni mettre à profit la présence du FN dans les triangles de Montailly et de Trévoux. Le PC perd le seul siège qu'il possédait, à Virieu-le-Grand.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PS; 1 MRG; 5 div. g.; 1 UDF-rad; 4 UDF-CDS; 15 UDF-PR; 1 UDF; 6 RPR; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT : 1 PC; 5 PS; 2 MRG; 4 div. g.; 1 UDF-rad; 3 UDF-CDS; 14 UDF-PR; 7 RPR; 6 div. d. (Prés. : M. Jacques Boyon, RPR, d. m. de Pont-d'Ain, a.s.c. E.)

Bellegarde-sur-Valserine
L. 9412; A. 46,00%; E. 4785

Gérard Armand, c.s., RPR, 2941 (61,46%)
RELU.
Claude Tournier, PS, adj. m., 1844.

Belley

L. 9687; A. 32,87%; E. 6232

Jean-Claude Travers, RPR, adj. m., 3368 (54,04%)
RELU.
Pierre Carroz, c.s., PS, 2864.

Châtillon-sur-Chalaronne
L. 9891; A. 27,31%; E. 5986

Noël Ravassard, c.s., div. g., ex-PS, m., 3307 (55,24%)
RELU.
Annie Monod-Suety, RPR, 2679.

Ferney-Voltaire
L. 11489; A. 49,09%; E. 5497

Pascal Meylan, c.s., UDF-PR, m., 3183 (57,90%)
RELU.
Henry Bersinger, Verts, 2314.

Hauteville-Lompas
L. 3327; A. 26,52%; E. 2378

Bernard Argenti, UDF-PR, 1237 (52,01%)
RELU.
Bernard Macis, PS, m., 1141.

Miribel
L. 10481; A. 42,94%; E. 5754

Jean Beaufort, c.s., UDF-PR, m., 2929 (50,90%)
RELU.
Bernadette Girier-Mennier, PS, 1526; Maurice Rivoire, FN, 1299.

Montluel
L. 9866; A. 37,87%; E. 5904

Pierre Cormoranche, c.s., UDF-CDS, m., 2421 (41,00%)
RELU.
Robert Guillot, app. PS, 2181; Jean Alcaraz, FN, 1302.

Poncin
L. 4355; A. 33,59%; E. 2728

Gérard Reverdy, c.s., UDF-PR, 1577 (57,80%)
RELU.
Patrick Berthier, div. d., m., 1151.

Pont-d'Ain
L. 7026; A. 30,77%; E. 4721

Serge Fondraz, app. PS, 2406 (50,96%)
RELU.
Jacques Boyon, c.s., RPR, prés. c.g., 2315.

Pont-de-Veyle
L. 6765; A. 40,90%; E. 3773

Jean-François Pelletier, UDF-PR, 2479 (65,70%)
RELU.
Abel Gréfin, div. g., 1294.

Rillieux
L. 9891; A. 27,31%; E. 5986

Seyssel
L. 3496; A. 36,44%; E. 2131

René Alloud, div. d., 1079 (50,63%)
RELU.
Michel Thiboud, UDF-PR, 1052.

Thoiry
L. 7581; A. 63,88%; E. 1987

Pierre Montagnier, c.s., UDF-CDS, 1987 (100,00%)
RELU.

Trévoux
L. 3761; A. 37,33%; E. 5377

Paul Colombel, RPR, 2469 (46,78%)
RELU.
Michel Raymond, PS, m., 1788; Dominique Garret, FN, 1020.

Virieu
L. 9037; A. 36,56%; E. 5332

Pierre Fromont, c.s., div. g., app. PS, m., 3114 (56,29%)
RELU.
Clément Réty, RPR, 2418.

Virieu-le-Grand
L. 2764; A. 29,88%; E. 1818

André Lamaison, PS, m., 930 (51,15%)
RELU.
Jean-Pierre Dufour, RPR, 898.

AISNE (21)

1^{er} TOUR: 5 div. (2 PS; 1 ADD; 1 RPR; 1 div. d.)

Quatre nouveaux visages apparaissent au conseil général. La plus grande surprise est venue de la conquête par M. Marcel Blanchard, candidat unique de la droite, du canton de Soissons, au détriment du sénateur (ADD), M. François Lemaire; ce dernier, initialement élu avec le soutien de la majorité départementale, avait ensuite rallié le nouveau médiateur, M. Jacques Pelletier. Autre victoire de l'opposition, M. Yves Be-

thou (div. d.) rait à un socialiste le canton de Laon-Nord. Mais la gauche compense ces pertes avec les gains de Chateau-Thierry et d'Anizy-le-Château, respectivement dus à M. Jacques Krabal (PS) et à M. Daniel Counot (div. g.). La majorité départementale (UDF-RPR, div. d.) de M. Paul Girod est donc intacte en conservant vingt-quatre sièges.

NOUVEAU CONSEIL - 4 ex-PC; 12 PS; 1 ADD; 1 div. g.; 1 UDF-rad; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 6 UDF; 7 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT : 4 ex-PC; 12 PS; 2 ADD; 2 UDF-rad; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 5 UDF; 7 RPR; 8 div. d. (Prés. : M. Paul Girod, UDF, sén. m. d'Anizy-le-Château.)

Anizy-le-Château
L. 7129; A. 30,18%; E. 4736

Daniel Counot, div. g., 2831 (59,52%)
RELU.
Josette Cornille, div. d., sout. UDF, 1925.

Bohain-en-Vermandois
L. 10778; A. 23,90%; E. 7679

Yves Rojo, c.s., ex-PC, 4170 (54,30%)
RELU.
Henri Van Maele, div. d., 3509.

Château-Thierry
L. 18513; A. 33,79%; E. 11633

Jacques Krabal, PS, 6003 (51,59%)
RELU.
Claude Maingon, c.s., UDF-rad., 5632.

Chauny
L. 16623; A. 39,82%; E. 9134

Yves Brion, c.s., div. d., sout. UDF, 5578 (61,06%)
RELU.
Jean-Luc Lamonilh, PC, 3556.

Craonne
L. 3712; A. 24,29%; E. 2637

Pierrette Curtin, c.s., PS, 1420 (53,94%)
RELU.
Daniel Bick, RPR, 1217.

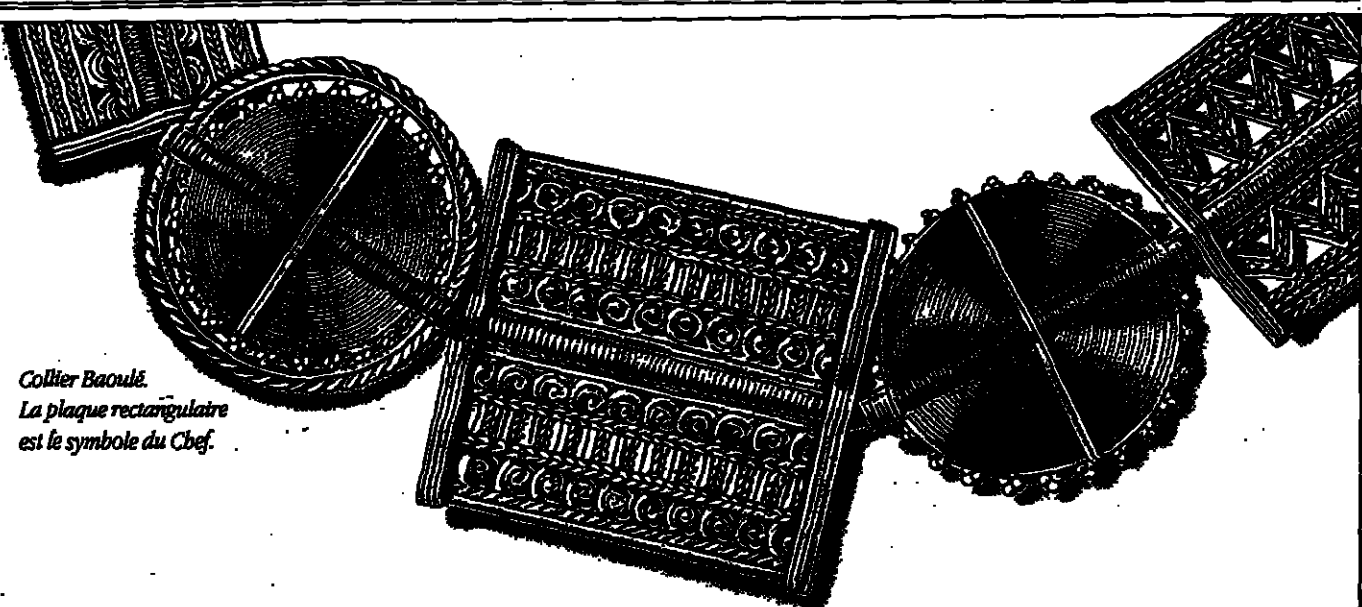
Abréviations et sigles

Les résultats des élections cantonales sont publiés dans l'ordre alphabétique des départements (à l'exception des départements d'Ile-de-France, qui sont regroupés).

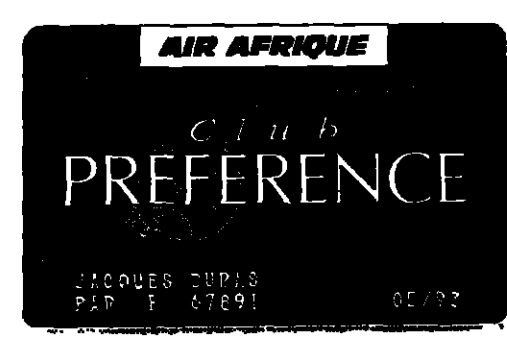
Le nom des départements est suivi du nombre de sièges qui étaient à pourvoir (la mention + signale le nombre de sièges correspondant à l'ensemble des cantons affectés par redécoupage - ces cantons sont précédés d'un « + » et entre crochets est indiqué le nombre de sièges qui n'appartiennent pas à la série renouvelable mais qui sont vacants du fait de la démission ou du décès de leur titulaire - ces cantons sont précédés d'un « v »).

Figurent après le commentaire la composition nouvelle du conseil général et celle du conseil général sortant, puis les résultats canton par canton dans l'ordre alphabétique (les élus et les élus du premier tour sont mentionnés en tête du commentaire).

ACA : A. Curcoitta (nationalistes corses)
ADD : Association des démocrates
ADS : Alternative démocratie socialisme (ex-PC)
Alt. : alternatif
Aut. : autonomiste
CNI : Centre national des indépendants
CPNT : Chasse, pêche, nature et traditions
div. : divers (inclassables, ni de droite, ni de gauche)
div. d. : divers droite
div. g. : divers gauche et majorité présidentielle
écol. : écologiste (ni Verts, ni Génération Ecologie)
ext. d. : extrême droite
ext. g. : extrême gauche
FN : Front national
FU : France unie (M. Jean-Pierre Soisson)
GE : Génération Ecologie (M. Brice Lalonde)
ind. : indépendantiste
ind. écol. : indépendantiste écol.
Ma. : Majorité présidentielle
MPP : Mouvement pour l'autodétermination (nationalistes corses)
MRG : Mouvement des radicaux de gauche
Nat. : nationaliste
PC : Parti communiste
PCG : Parti communiste de Guadeloupe
PCM : Parti communiste de Martinique
PCR : Parti communiste réunionnais
PMS : Parti martiniquais socialiste (PS diss.)
PPDG : Parti progressiste démocratique guadeloupéen (ex-PC)
PPM : Parti progressiste martiniquais
PS : Parti socialiste
PSG : Parti socialiste guyanais
Rég. : Régionaliste
RPR : Rassemblement pour la République
UDB : Union démocratique bretonne
UDF : Union pour la démocratie française
UDF-CDS : Centre des démocrates sociaux
UDF-P et R : Clubs Perspectives et Réalités
UDF-PR : Parti républicain
UDF-PSD : Parti social-démocrate
UDF-rad : Parti radical
UPC : Union pour le peuple corse (autonomistes)
UPF : Union pour la France
UPLG : Union pour la libération de la Guadeloupe
Verts : Verts
La mention « app. » signale les candidats qui sont proches d'un parti sans y adhérer.
La mention « diss. » signale les candidats qui n'ont pas l'investiture de leur parti.
La mention « ex » signale les candidats qui ont été exclus du parti ou qui en sont d'anciens adhérents.
a. : ancien
adj. m. : adjoint au maire
c.g. : conseiller général
c.s. : conseiller général sortant
d. : député
d. eur. : parlementaire européen
m. : maire
min. : ministre
n.s.r.p. : ne se représente pas
prés. c.g. : président du conseil général
prés. c.r. : président du conseil régional
sec. E. : secrétaire d'État
sén. : sénateur



L'Afrique
réserve à ses personnages importants des marques de reconnaissance.
Air Afrique
crée aujourd'hui le Club Préférence.



Vous voyagez souvent pour vos affaires.
Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence. Vous êtes, par exemple, prioritaire à la réservation et assuré d'obtenir une place à bord. Vous bénéficiez, entre autres avantages, d'une ligne directe de réservation et d'un accès aux salons privés.
Membre du Club Préférence, votre fidélité, sur nos

lignes, est récompensée : des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages vous sont offerts.
Etre Membre du Club Préférence, c'est être reconnu et récompensé.
Pour devenir Membre du Club Préférence, adressez-vous à votre agence Air Afrique ou à votre agence de voyage habituelle.

AIR AFRIQUE
NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

Père-en-Tardenois
L. 6259; A. 31,23%; E. 4051
Jacques Hurmance, c.s., ex-PC, m.
2268 (55,98%) **REÉLU.**
Michel Sugnia, div. d., 1783.

Laon-Nord
L. 9844; A. 35,17%; E. 5999
Yvon Berthou, div. d., 3227 (53,79%)
Madeleine Cazin, c.s., PS, 2772.

Le Nouvion-en-Thiérache
L. 5129; A. 26,71%; E. 3511
Guy Vérin, c.s., UDF, 1885 (53,68%)
Yvette Dumant, PS, 1626.

Ribemont
L. 6592; A. 26,39%; E. 4562
Lucien Bochart, c.s., UDF, 2937
(64,37%) **REÉLU.**
Pierre Collet, PS, 1625.

Sains-Richaumont
L. 5501; A. 20,39%; E. 2687
Pierre Bry, c.s., RPR, m., 1421
(52,88%) **REÉLU.**
René-Pierre Breton, PS, 1266.

Saint-Quentin-Centre
L. 13423; A. 41,71%; E. 7086
Maxime Hénoque, c.s., div. d., 4427
(62,47%) **REÉLU.**
Yves Mennesson, PS, 2659.

Saint-Quentin-Nord
L. 16546; A. 30,39%; E. 8994
Jacques Braconnier, c.s., RPR, sén.
5045 (56,09%) **REÉLU.**
Henri Bailleul, PS, 3949.

Sissonne
L. 7385; A. 30,99%; E. 4612
Marcel Blanchard, UDF, 2640
(57,24%) **ÉLU.**
François Lesoin, c.s., ADD, sén., m.,
1972.

Vailly-sur-Aisne
L. 6535; A. 33,28%; E. 4051
Annick Venet, c.s., div. d., 2656
(65,56%) **REÉLU.**
Patrick Pérignon, PS, 1395.

Vermant
L. 6845; A. 29,87%; E. 4437
Jacques Delaplace, c.s., RPR, 2984
(67,25%) **REÉLU.**
Charles Trocmé, PC, 1453.

Vic-sur-Aisne
L. 7001; A. 24,66%; E. 5147
Pierre Day, c.s., PS, 2511 (48,78%)
Jean-Pascal Berson, div. d., sout.
UPF, 2007; Thierry Sanchez, Verts,
629.

ALLIER (18 +1)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 div. g.; 1 UDF-rad.; 2 div. d.)

M. Jean Cluzel, sénateur centriste, président sortant du conseil général depuis 1985, cède pour 18 voix son siège de conseiller général à un socialiste, M. René Charette. M. Cluzel, en difficulté à l'issue du premier tour, a visiblement pâti de l'appel en faveur du candidat PS lancé dans la semaine par l'ancien député RPR et maire de Moulins, M. Hector Rolland, qui avait conduit sans succès une liste de droite dissidente aux élections régionales. M. Edmond Maupoil, vice-président (UDF-rad.) du conseil général, tête de liste UPF aux régionales pour l'Allier, est lui aussi battu, dans son canton de Chantelle, mais par un candidat divers droite, M. Robert Jouannin. Dans le même temps, la majorité départementale reprend deux sièges aux communistes. Au Montier, M. Yvan Determes, conseiller général PC depuis vingt-cinq ans, est devancé par M. Yves Simon (div. d.), et à Cusset-Nord, M. Joseph Blethon (div. d.) l'emporte sur le conseiller sortant communiste, M. René Bardet.

NOUVEAU CONSEIL - 5 PC; 7 PS; 1 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF; 1 app. UDF; 3 RPR; 12 div. d.

CONSEIL SORTANT - 7 PC; 6 PS; 1 MRG; 1 div. g.; 2 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 1 app. UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 9 div. d. et un siège vacant à la suite de la démission d'un RPR. (Prés.: M. Jean Cluzel, app. UDF-CDS, sén.)

Bourbon-l'Archambault
L. 5264; A. 25,32%; E. 3776
Robert Chaput, c.s., PC, 2126
(56,30%) **REÉLU.**
Yves Girardot, div. d., adj. m., 1650.

Chantelle
L. 4146; A. 24,21%; E. 3070
Robert Jouannin, div. d., m., 1326
(43,19%) **ÉLU.**
Edmond Maupoil, c.s., UDF-rad.,
1240; Robert Lhomel, PC, 504.

Cusset-Nord
L. 9682; A. 36,54%; E. 5656
Joseph Blethon, div. d., 2853
(50,44%) **ÉLU.**
René Bardet, c.s., PC, adj. m., 2803.

Cusset-Sud
L. 9999; A. 36,09%; E. 5848
René Copet, c.s., UDF, 3285
(56,17%) **REÉLU.**
Jacques Milliet, PS, m., 2563.

Domérat
Montluçon-Nord-Ouest
L. 9379; A. 52,23%; E. 7798
Jean Desgranges, c.s., PC, m. de
Domérat, 2798 (100,00%) **REÉLU.**

Dompiere-sur-Beaure
L. 7240; A. 37,66%; E. 4328
François Colcombet, c.s., PS, d. m.,
2718 (64,22%) **REÉLU.**
Daniel Lacasseigne, UDF-PR, 1510.

Escurolles
L. 14104; A. 39,37%; E. 7775
Jean Dubessy, c.s., RPR, 4964
(63,84%) **REÉLU.**
Jean-Michel Guerre, PS, 2811.

Hériacourt
L. 7379; A. 26,87%; E. 5076
Bernard Faureau, c.s., div. d., 2984
(58,78%) **REÉLU.**
Daniel Roussat, PC, 2092.

Jaligny-sur-Beaure
L. 4033; A. 31,31%; E. 2620
Marcel Achard, c.s., PS, m., 1517
(57,90%) **REÉLU.**
Louis Larret, div. d., 1103.

La Montet
L. 3926; A. 16,93%; E. 3124
Yves Simon, div. d., 1683 (53,87%)
Yvan Determes, c.s., PC, 1441.

Montluçon-Ouest
L. 10140; A. 39,83%; E. 5488
Henri Michard, c.s., RPR, 2909
(53,00%) **REÉLU.**
Paul Crespin, PC, adj. m., 2579.

Montluçon-Ouest
L. 10594; A. 38,85%; E. 6054
René Charette, PS, 3036 (50,14%)
Jean Cluzel, c.s., app. UDF-CDS,
prés. c.g., 3018.

Montluçon-Sud
L. 10186; A. 41,19%; E. 4994
Paul Chauvat, app. UDF, m., 3087
(61,81%) **ÉLU.**
Catherine Mabru-Lissonde, PS,
1907.

Sourigny
L. 5123; A. 28,81%; E. 3407
Georges Fleury, UDF-CDS, m., 2015
(59,14%) **ÉLU.**
Roger Lafleur, PC, 1392.

Yzeure
L. 12416; A. 38,85%; E. 7087
Guy Chambeffort, c.s., PS, m., 4624
(65,24%) **REÉLU.**
Hubert Gomot, UDF-PR, 2463.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (16)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 PS; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

Malgré un bon report des voix de gauche et d'une partie des voix écologistes, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a été battu par M. Pierre Delmar (RPR), conseiller général sortant de Forcalquier. L'échec de M. Bianco - comme celui de M. Escanez, secrétaire de la fédération du PS, à Volonne, en raison d'un mauvais report des voix communistes - va peser sur l'avenir du conseil général. La gauche, qui espérait pouvoir faire basculer la majorité à son profit, n'est pas assurée d'y parvenir. Elle compte quatorze élus contre quinze à la droite, le dernier siège revenant à M. Jean Ballester (div.), élu à Annot et dont la voix sera très courtisée lors de l'élection du président de l'assemblée départementale. S'il se rangeait du côté de la gauche à cette occasion, il rétablirait une égalité parfaite et favoriserait l'élection, au bénéfice de l'âge, de M. Roger Vial (div. g.), conseiller général de Moustiers-Sainte-Marie.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 7 PS; 1 MRG; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 3 UDF; 7 RPR; 1 app-RPR; 2 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT - 4 PC; 7 PS; 1 MRG; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 4 UDF; 1 app. UDF; 7 RPR; 1 app. RPR. (Prés.: M. Maurice Boniface, app. UDF, n.s.r.p.)

Annot
L. 1654; A. 26,97%; E. 1280
Jean Ballester, div. d., 786 (61,40%)
Yves Bono, c.s., FU, m., 494.

Banon
L. 2092; A. 22,13%; E. 1560
Jean-Louis Adrian, c.s., PS, 1045
(66,98%) **REÉLU.**
Pierre Brémont, UDF-PR, 515.

Barrême
L. 1092; A. 19,04%; E. 849
Jean-Marie Gibelin, div. d., sout.
UPF, 445 (52,41%) **ÉLU.**
Léon Bellier, PS, 404.

Forcalquier
L. 8192; A. 24,75%; E. 5847
Pierre Delmar, c.s., RPR, 3039
(51,97%) **REÉLU.**
Jean-Louis Bianco, maj. p., m. des
affaires sociales et de l'intégration,
2808.

Manosque-Nord
L. 7684; A. 30,53%; E. 4954
Robert Honde, c.s., MRG, 2375
(47,94%) **REÉLU.**
Raymond Coulet, RPR, adj. m.,
1940; Pierre Cazoria, FN, 639.

Manosque-Sud-Est
L. 4904; A. 31,05%; E. 3689
Mario de Nadal, PC, 1635 (52,92%)
Georges Borda, div. d., adj. m., 1449;
Frédéric Burlot, FN, adj. m., 5.
Henri Rocca, c.s., PC, n.s.r.p.

Mézel
L. 1266; A. 20,53%; E. 954
Francis Arnaud, c.s., PC, 514
(53,31%) **REÉLU.**
Jean-Pierre Aillaud, div. d., 450.

Noyers-sur-Jabron
L. 783; A. 15,32%; E. 635
Paul Bernard, c.s., div. g., sout.
maj. p., 291 (45,82%) **REÉLU.**
André Villeroze, div. g., 193; Robert
Orchen, div. d., 151.

Reillanne
L. 2380; A. 22,94%; E. 1701
Georges Aillaud, PC, m., 944
(55,49%) **ÉLU.**
Adolphe André, c.s., UDF, 757.

Saint-André-les-Alpes
L. 1198; A. 19,36%; E. 917
Jacques Boetti, c.s., RPR, m., 534
(58,23%) **REÉLU.**
Robert Ducoffé, div. d., 383.

Valensole
L. 3516; A. 27,75%; E. 2369
Renée Chapuis, c.s., UDF, 1232
(52,00%) **REÉLU.**
Max Demol, PS, m., 1137.

Volonne
L. 7509; A. 25,70%; E. 5164
Gilbert Rizzo, c.s., RPR, 2764
(53,52%) **REÉLU.**
José Escanez, PS, 2400.

HAUTES-ALPES (15)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 UDF-PR; 1 UDF; 1 RPR; 2 div. d.)

La consultation a permis à la droite de conforter sa majorité: elle détiend désormais plus des deux tiers des sièges. M. Daniel Chevallier, député (PS), conseiller général sortant, maire de Veynes, a bien que minoritaire dans sa propre commune, conservé son siège de justesse face à un candidat communiste. De même, M. Pierre Rozier (PS), conseiller général de Saint-Firmin depuis trente ans, a été réélu à une faible majorité. M. Roland Linossier (PS),

conseiller général de Serres, a été battu par un candidat de l'UPF. Si l'on en juge par le terrain perdu au cours de ces élections, la gauche n'a guère réussi son ancrage dans le sud du département. En revanche, sur les deux tours qui ont concerné quinze cantons, la droite a enregistré sept réélections et quatre élections.

NOUVEAU CONSEIL - 5 PS; 1 MRG; 4 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDF; 6 RPR; 9 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT - 8 PS; 2 MRG; 4 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF; 7 RPR; 6 div. d. (Prés.: M. Marcel Lesbras, UDF, sén. m. de La Saulce.)

Aiguilles
L. 1712; A. 30,60%; E. 1085
Pierre Eyméoud, div. d., 747
(68,84%) **ÉLU.**
Claude Wurtzstein, PC, 338.
Louis Blanc-Chabrand, c.s., RPR, s'est
retiré.

Briançon-Nord
L. 2385; A. 48,43%; E. 1429
Georges Chabas, c.s., RPR, adj. m.,
956 (66,89%) **REÉLU.**
Armel Brand, div. d., adj. m., 473.

Chorges
L. 2640; A. 16,93%; E. 2134
André Arnaud, div. d., m., 1145
(53,65%) **ÉLU.**
Bernard Allard-Latour, div. g., 989.
Omer Margailan, c.s., MRG, n.s.r.p.

Gap-Centre
L. 4293; A. 41,99%; E. 2283
André Guiboud-Ribaud, c.s., RPR,
adj. m., 1612 (60,22%) **REÉLU.**
Guy Blanc, Verts, 908.

Gap-Sud-Est
L. 5271; A. 45,81%; E. 2614
Jean-Claude Chappay, c.s., UDF-CDS,
adj. m., 1612 (61,66%) **REÉLU.**
René Garcin, PS, 1002.

Rosans
L. 965; A. 20,62%; E. 750
Frédéric Pinet, div. d., 348 (46,40%)
Nicolas Rosin, PS, 327; Fernand
Roman, div. d., 75.

Saint-Bonnet
L. 2872; A. 43,14%; E. 1071
Jean-Yves Dusserre, UDF-PR, 1071
(100,00%) **ÉLU.**
Jean Paré, c.s., RPR, n.s.r.p.

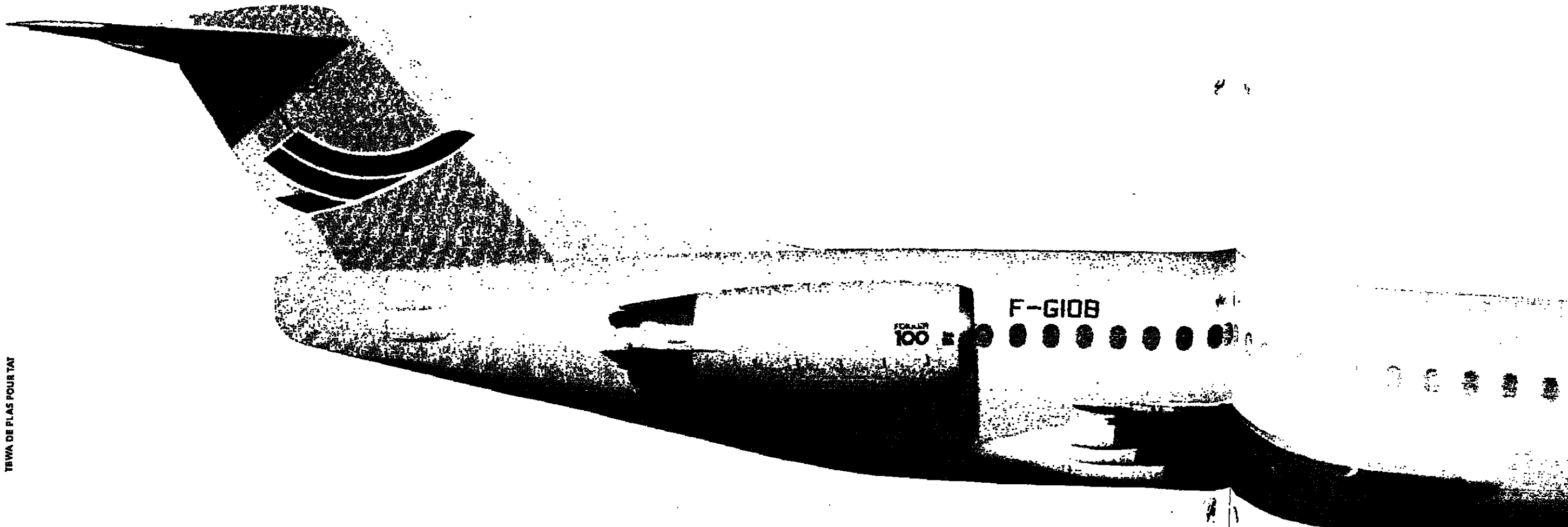
Saint-Firmin
L. 1707; A. 19,27%; E. 1329
Pierre Rozier, c.s., PS, 688 (51,76%)
Janine Paumont, UDF-CDS, 641.



PARIS	LONDRES
7 h 30	7 h 30
12 h 30	12 h 30
19 h 10	19 h 10

DÉSORMAIS, T.A.T S'APPELLE T.A.T EUROPEAN AIRLINES ET VOUS PROPOSE 3 VOLS A/R PAR JOUR À DESTINATION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE LONDRES.
CHAQUE AÉROPORT. 100 PLACES POUR PLUS DE RAPIDITÉ. MAIS SURTOUT 100 PLACES ENTièrement BUSINESS. OUI RÉUNIRONT EN UNE CLASSE UNIQUE.
IMMÉDIATEMENT LE CŒUR DE LA CITY EN 30 MINUTES. GRÂCE AU GATWICK EXPRESS. POUR CEUX QUI AIMENT MENER VITE ET BIEN LEURS AFFAIRES. LET'S GO.

Aujourd'hui sur le vol TAT Paris-Londres Gatwick de 7 h 30, il y a les businessmen et les hommes d'affaires.



LE BUSINESS CHOISIT TAT

هنا من السفر

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Serres
L. 1979: A. 19,45%; E. 1543
Michel Roy, div. d., 820 (53,14%)
Roland Linossier, c.s., PS, 723.
Veynes
L. 3284: A. 24,20%; E. 2287
Daniel Chevallier, c.s., PS, d., m. 1198 (52,38%)
Pierre Martel, PC, 1089.

ALPES-MARITIMES (26)

1^{er} TOUR: 6 élus
(2 UDF-PR; 2 RPR; 2 div. d.)

Ce conseil est le seul de France où le FN obtient un élu lors de ce renouvellement. M. Jacques Peyrat remporte, cette fois-ci, le duel qui l'opposait à M^{me} Marie-Jeanne Murcia (UDF-PR) dans le quatrième canton de Nice. En février, à l'occasion d'une cantonale partielle, le candidat d'extrême droite avait été battu par un « front républicain » des voix de droite et de gauche qui avait assuré la victoire de M^{me} Murcia. Cette union ne s'est pas reproduite le 29 mars, l'électorat du FN étant resté mobilisé tandis que la participation baissait d'un tour à l'autre. Dans les autres cantons où l'extrême droite talonnait les candidats de droite, ces derniers l'ont toujours emporté, notamment dans le cinquième canton de Nice, où la sœur de l'ancien maire, M^{me} Médecin-Assemet, est réélue. M. Christian Estrosi, député (RPR), est également réélu dans le huitième canton de Nice. La droite reste largement majoritaire dans l'assemblée départementale, dont le président, M. Charles Ginésy, devrait conserver son siège. Le PC perd le canton de Puget-Théniers.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 5 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 1 UDF; 19 RPR; 11 div. d.; 1 FN; 1 div.

CONSEIL SORTANT: 5 PC; 5 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 1 UDF; 18 RPR; 14 div. d. (Prés.: M. Charles Ginésy, RPR, sén. m. de Péone.)

Antibes-Centre
L. 18794: A. 45,23%; E. 9676
Jean Buzoz, c.s., UDF-rad., 6453 (66,69%)
Jacqueline Bouffier-Pothier, FN, 3223.

Cagnes-sur-Mer-Centre
L. 15919: A. 39,07%; E. 9016
Jean-Antoine Burroni, RPR, 5698 (63,19%)
Hubert Gambade, FN, 3318.
Henry Audibert, c.s., div. d., n.s.r.p.

L'Escarène
L. 6147: A. 26,40%; E. 1244
Jacqueline Cornillon, c.s., PC, 2079 (48,98%)
Pierre Donadey, RPR, c.m., 2049;
Georges Dérosta, UDF, 116.

Grasse-Nord
L. 13299: A. 41,19%; E. 4956
Hervé de Fontmichel, UDF, m., 2923 (42,02%)
Claude Leroux, RPR, adj. m., 2803;
Georges Teisseire, FN, 1230.
Henri Richelme, c.s., RPR, n.s.r.p.

Grasse-Sud
L. 14768: A. 38,45%; E. 8540
Jean-Pierre Leloux, c.s., UDF-PR, adj. m., 4507 (52,77%)
Alain Dartigues, Verts, 2344; Pierre Pauvert, FN, 1689.

Mandelieu-Cannes-Ouest
L. 30554: A. 38,36%; E. 17592
André-Charles Blanc, c.s., RPR, 7864 (44,70%)
Jean Boulangeot, FN, 5301; Patrick Lafargue, UDF-PR, diss., 4427.

Nice-3
L. 20819: A. 44,57%; E. 10541
Jean Icart, c.s., UDF-PR, 6835 (64,84%)
Jean-Pierre Gost, FN, c.m., 3706.

Nice-5
L. 21040: A. 43,04%; E. 11609
Geneviève Médecin-Assemet, c.s., div. d., 4850 (41,77%)
Adrienne Franchi, FN, c.m., 3675;
Patrick Mottard, PS, 3084.

Nice-7
L. 14660: A. 42,41%; E. 8068
Michel Falicon, c.s., RPR, adj. m., 4000 (49,57%)
Pierre Gerbal, FN, c.m., 2304; Philippe Lecorné, PS, 1764.

Nice-8
L. 15980: A. 43,80%; E. 8688
Christian Estrosi, c.s., RPR, d., 4151 (47,77%)
Josiane Pastorel, FN, 2435; André Le Gat, PS, 2102.

Nice-10
L. 19167: A. 43,18%; E. 10589
Bernard Asso, c.s., RPR, 5478 (51,73%)
Max Baeza, FN, c.m., 3202; Henri Marquet, PS, 1909.

Nice-11
L. 19921: A. 41,61%; E. 11236
Jean Guillaud, c.s., UDF-rad., 4747 (42,24%)
Jean Michan, FN, 3699; Christine Dorejo, PS, c.m., 2790.

Nice-12
L. 13987: A. 42,34%; E. 7442
Jean-Claude Pastorelli, c.s., div. d., 2784 (57,40%)
Elisabeth Roustan, RPR, 2373;
Michel Monlin, FN, 2285.

Nice-14
L. 16344: A. 42,79%; E. 8833
Jacques Peyrat, FN, c.m., 4476 (50,67%)
Marie-Jeanne Murcia, c.s., UDF-PR, c.m., 4357.

Puget-Théniers
L. 2467: A. 23,63%; E. 1777
Robert Velay, RPR, 984 (55,37%)
Jean-Pierre Astier, c.s., PC, 793.

Roquebillière
L. 2814: A. 16,95%; E. 2219
Pierre Guilgonis, c.s., RPR, m., 1222 (53,06%)
René Reghezza, PC, 997.

Salut-Laurent-de-Var-Cagnes-sur-Mer-Est
L. 19516: A. 37,19%; E. 10895
Marc Moschetti, c.s., div. d., m., 7771 (71,32%)
Jean-Paul Ripoll, FN, 3124.

Salut-Vallier-de-Thiery
L. 10835: A. 32,16%; E. 7062
Maxime Couillet, div. d., 3265 (46,23%)
Florent Lerebour, RPR, 2831; Christian Commermont, FN, 966.

Vallauris-Antibes-Ouest
L. 23494: A. 39,94%; E. 12903
Alain Gumiell, UDF-PR, 8137 (63,06%)
Robert Crépia, FN, 4766.
Pierre Donnet, c.s., div. d., m., n.s.r.p.

Villefranche-sur-Mer
L. 16112: A. 37,03%; E. 9373
René Vestri, c.s., div. d., 5833 (62,23%)
Robert Crépia, FN, 3260;
Bernard Anastaze, FN, 280.

ARDÈCHE (16)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 PS; 2 RPR; 2 div. d.)

La droite conserve une large majorité: vingt et un élus contre onze à la gauche et un socialiste dissident, M. Christian Lavis, maire de Viviers, qui a largement battu M. Robert Chapuis (PS), ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et maire du Teil, avec l'appui des voix de la candidate soutenue par l'UPF, M^{me} Germaine Roche. M. Claude Larel, conseiller général sortant et maire de La Voulte,

qui en sa qualité de suppléant l'avait remplacé à l'Assemblée nationale, est battu par M. Bernard Berger (RPR). M. Michel Valla, maire de Saint-Pierre-Ville, RPR dissident, l'emporte aisément dans son canton sur M. Jean-Louis Chirouze (RPR), conseiller général sortant. La gauche gagne toutefois le petit canton de Valgorge avec M. Bernard Bonia (div. g.), face à M. Didier Macias, chef de file des chasseurs ardéchois.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 1 PC-diss.; 5 PS; 1 PS-diss.; 4 div. g.; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 UDF; 9 RPR; 1 RPR-diss.; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 PC-diss.; 6 PS; 3 div. g.; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 8 RPR; 8 div. d. (Prés.: M. Henri Torre, UDF-PR, sén. a.s.c.e.)

Annay-Nord
L. 12435: A. 44,33%; E. 6125
Dominique Chambon, c.s., UDF-CDS, 3911 (63,85%)
Marcel Nodin, PS, 2214.

Annay-Sud
L. 10071: A. 44,33%; E. 5117
Claude Faure, RPR, m., 3436 (67,14%)
Catherine Guidi, PS, 1681.
Régis Perbet, c.s., RPR, d., n.s.r.p.

Le Cheylard
L. 5501: A. 29,34%; E. 3580
Jacques Chabal, RPR, 1834 (51,22%)
Clovis Charre, c.s., div. d., 1746.

Joyeuse
L. 6328: A. 33,64%; E. 3985
Jacques Guilhaumon, c.s., div. d., 2342 (58,75%)
Michel Beaussier, PS, 1644.

Montpezat-sous-Bazas
L. 1918: A. 20,59%; E. 1480
Marcel Gardès, c.s., RPR, 757 (51,14%)
Louis Teyssier, div. g., m., 723.

Privas
L. 12025: A. 39,91%; E. 6636
Anatole Imbert, c.s., UDF-PR, m., 4131 (62,25%)
Guy Ramos, PS, 2505.

Saint-Martin-de-Valamas
L. 3102: A. 43,32%; E. 1256
Bernard Cuq, div. d., 1256 (100,00%)
Jean Debarat, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Salut-Pierreville
L. 3018: A. 19,44%; E. 2295
Michel Valla, RPR, diss., m., 1007 (43,87%)
Jean-Louis Chirouze, c.s., RPR, 758;
Alain Jourdan, PS, 590.

Valgorge
L. 847: A. 21,01%; E. 602
Bernard Bonia, div. g., m., 399 (66,27%)
Didier Macias, CPNT, 203.
Gaston Lakoff, c.s., div. d., n.s.r.p.

Viviers
L. 9322: A. 30,25%; E. 5937
Christian Lavis, PS, diss., m., 3400 (57,26%)
Robert Chapuis, PS, a.s.c.e., a.d., 2537.
Jacques Allignol, c.s., div. d., n.s.r.p.

La Voulte-sur-Rhône
L. 9339: A. 34,77%; E. 5633
Bernard Berger, RPR, 3036 (53,70%)
Claude Larel, c.s., PS, d., m., 2617.

ARDENNES (18)

1^{er} TOUR: 3 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF; 1 RPR)

Les socialistes subissent une déroute: tous les candidats qu'ils présentaient ou qu'ils soutenaient ont été battus. Ils perdent en outre leurs trois bastions. Dans le canton de Rumigny, M. Raymond Dervin (PS), implanté de longue date, est balayé par le candidat de l'UDF. Dans celui de Signy-le-Petit, M. Abel Noreck, qui avait très récemment quitté le PS pour se représenter sous l'étiquette « divers gauche », perd son siège, de 19 voix, au profit d'un candidat RPR. Dans le canton de Nouzonville, le candidat investi par le PS avait été distancé au premier tour. M. Guy Istace, divers gauche, l'emporte sur celui du RPR. Alors que les trois députés du département sont socialistes, le PS se trouve désormais réduit à la portion congrue puisqu'il ne dispose plus que de cinq sièges, contre huit précédemment. En revanche, M. René Visse, le seul sortant communiste, conserve facilement son siège. Ainsi la droite - et particulièrement le RPR - sort-elle encore renforcée de ce scrutin.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC; 5 PS; 1 div. g.; 4 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 2 UDF; 12 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 8 PS; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 10 RPR; 1 app. RPR; 1 CNI; 5 div. d. (Prés.: M. Jacques Sourdille, RPR, sén. a.s.c.e.)

Fumay
L. 4822: A. 27,95%; E. 3313
Bernard Anburin, c.s., RPR, 1748 (52,76%)
Jean Blarichan, PS, m., 1565.

Jumèville
L. 2994: A. 47,46%; E. 1244
Edouard Noël, RPR, 1244 (100,00%)
Emile Lesclaux, c.s., UDF-PR, s'est retiré.

Monthermé
L. 9229: A. 38,34%; E. 5300
René Visse, c.s., PC, 3120 (58,86%)
Philippe Mathot, UDF-PR, 2180.

Monthois
L. 2285: A. 20,17%; E. 1784
Patrice Groff, div. d., 596 (33,40%)
Jean-Marie Labbé, div., 489; Hubert Merlihes, c.s., UDF, 404; René Marchal, div. g., 295.

Nomzonville
L. 6170: A. 38,16%; E. 3446
Guy Istace, div. g., 1886 (54,73%)
Gilbert Charbonnelle, RPR, diss., 1560.
André Fazelier, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Novion-Porcien
L. 3304: A. 28,02%; E. 2277
Jean-François Leclot, UDF-PR, 1034 (45,41%)
Bernard Pinteaux, div. d., 744; Maurice Jennelle, UDF, 499.
Michel Vuibert, c.s., UDF-CDS, se représentait dans le canton de Rethel.

Rancourt-é-Flabas
L. 2948: A. 28,59%; E. 2010
Jean Somson, div. d., 833 (41,44%)
François Guillaume, c.s., UDF-CDS, 806; Norbert Di Fant, div., 371.

Renwez
L. 4805: A. 26,74%; E. 3354
Jeanine Vastine-Diot, c.s., RPR, m., 1880 (56,05%)
Gérard Drumel, PS, 1474.

Rethel
L. 9356: A. 39,35%; E. 5017
Michel Vuibert, UDF-CDS, c.s. du canton de Novion-Porcien, 3189 (63,56%)
Joseph Afribo, RPR, 1828.
Pierre Siegel, c.s., CNI, n.s.r.p.

Rumigny
L. 3396: A. 20,11%; E. 2645
Xavier Coffart, UDF-PR, 1510 (57,08%)
Raymond Dervin, c.s., PS, 1135.

Sedan-Est
L. 9055: A. 41,60%; E. 4925
Pierre Sulfourt, div. d., 2648 (53,76%)
Claude Georgin, PS, 2277.
Henri Rongère, c.s., app. RPR, n.s.r.p.

LONDRES GATWICK. A BORD DU NOUVEAU JET DE 100 PLACES. LE FOKKER 100, 100 HOMMES D'AFFAIRES POURRONT GAGNER DU TEMPS ET DONC DE L'ARGENT EN EMBARQUANT ET EN DÉBARQUANT PLUS VITE À TOUTES LES QUALITÉS DE CONFORT ET D'ESPACE SI NÉCESSAIRES LORSQU'ON VOYAGE. POUR AFFAIRES. ARRIVÉS À GATWICK, BUSINESSMEN ET HOMMES D'AFFAIRES POURRONT REJOINDRE LE PARIS-LONDRES GATWICK S'AVÈRERA INCONTOURNABLE. CONTACTEZ-NOUS, NOUS SOMMES À VOTRE ENTÈRE DISPOSITION. T.A.T (1) 42.79.05.05 OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES.



vol TAT Paris-Londres Gatwick de 7 h 30, il n'y a que deux sortes de passagers : les businessmen et les hommes d'affaires.

- Monsieur, vous êtes businessman, je suppose ?

- Nullement. Je suis dans les affaires. En revanche, mon voisin de gauche, lui, est businessman.



CHOISIT TAT

LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

Sedan-Nord
L. 1197: A. 43,26%; E. 3726
Daniel Jacquemin, c.s., RPR, 2187
(58,69%)
REÉLU.
Dominique Billaudelle, PS, 1539.
Signy-l'Abbaye
L. 2860: A. 23,23%; E. 2108
Pierre Faillie, c.s., div. d., m., 1110
(52,65%)
REÉLU.
Catherine Groud, div., 998.
Signy-le-Petit
L. 2825: A. 22,76%; E. 2141
Benoît Hure, RPR, 1080 (50,44%)
REÉLU.
Abel Noreck, c.s., div. g., m., 1061.
Vouziers
L. 1747: A. 30,39%; E. 3076
René Marquet, c.s., div. d., 1748
(56,82%)
REÉLU.
Raymond Goury, Verts, 1328.

ARIÈGE (11)

1^{er} TOUR: 4 élus
(4 PS).

L'Ariège ne changera pas de majorité puisque le PS, qui détenait vingt sièges sur vingt-deux dans l'assemblée sortante, n'en perd que deux. Ce résultat global recouvre toutefois des changements notables dans trois cantons : le PS perd les cantons de Saint-Girons et de Lavelanet, mais s'empare de celui de Pamiers-Ouest. Pour Saint-Girons, il s'agit d'un vote-sanction contre la politique du gouvernement qui vise aussi, indirectement, M. Roger Fauroux, ancien ministre de l'Industrie et maire du chef-lieu, auquel il est reproché de ne pas avoir attiré plus d'emplois. A Lavelanet, le candidat socialiste fait les frais de la crise du textile et du plan de restructuration du groupe Chateaugay qui a supprimé localement mille huit cents emplois. Le passage à gauche du canton de Pamiers-Ouest est dû à la popularité du maire socialiste de la ville, M. François-Bernard Soula.

NOUVEAU CONSEIL - 19 PS;
2 RPR diss.; 1 div. d.CONSEIL SORTANT: 20 PS;
2 div. d. (Prés.: M. Robert Naud, PS.)

Lavelanet
L. 10916: A. 31,39%; E. 6311
Bernard Marty, RPR diss., 3498
(51,35%)
REÉLU.
Janine Pascal, PS, 2620; Georges
Mesplé, FN, 693.
Jean-Michel Couc, c.s., PS, m., n.s.p.

Le Mas-d'Azil
L. 3480: A. 20,22%; E. 2499
Raymond Berdou, PS, 1414 (56,42%)
REÉLU.
Léon Loubet, div. d., 1089.
André Saint-Paul, c.s., PS, après c.g., n.s.p.

Oust
L. 2950: A. 40,23%; E. 1611
Roger Barrau, c.s., PS, 972 (60,33%)
REÉLU.
Jean Servat, UDF-PR, 639.

Pamiers-Est
L. 7895: A. 33,95%; E. 4661
Jean Vignerot, PS, 2438 (52,30%)
REÉLU.
Roger Ribaut, UDF-rad., 1606;
Alain Crété, FN, 617.
Jean-Pierre Cumeil, c.s., PS, n.s.p.

Pamiers-Ouest
L. 7100: A. 34,57%; E. 4118
François-Bernard Soula, PS, m., 2181
(52,96%)
REÉLU.
Gérard Legrand, c.s., div. d., 1937.

Saint-Girons
L. 8402: A. 37,81%; E. 5163
Bernard Gondran, RPR diss., 2684
(51,98%)
REÉLU.
Jean-Pierre Oussat, c.s., PS, 2479.

Tarascos-sur-Ariège
L. 6378: A. 35,23%; E. 3863
Robert Naud, c.s., PS, après c.g.,
2568 (66,47%)
REÉLU.
Jacques Llorca, RPR diss., 1295.

AUBE (17)

1^{er} TOUR: 2 élus
(1 UDF-PR; 1 div. d.)

Au second tour, trois cantons focalisaient l'attention. A Troyes-III, le général (CR) Étienne Copel, UDF sans investiture, mais proche du CDS, l'a emporté, avec plus de 70 % des voix, sur un candidat investi par le RPR, M. Jean-Marie Verdeaux. Le général Copel a sans doute bénéficié de voix du FN. Dans le canton de Troyes-V, le secrétaire départemental du PS, M. Albert Danilo, a accompli une belle performance. Il reprend un siège à l'opposition en battant, avec 60 % des voix, le secrétaire de la fédération départementale du FN, M. Bruno Subtil. M. Danilo semble avoir obtenu un bon report des voix de Verts ainsi que des libéraux modérés, qui avaient appelé, à la suite de M. Philippe Adnot (div. d.), président du conseil général, à voter pour lui.

Dans le canton de Brienne, le PC a perdu l'un de ses deux sièges au profit de la droite, qui a récupéré des voix chez les Verts et les socialistes. Mais à Romilly-le-Petit, le candidat du PC a été réélu grâce au maintien d'une candidature RPR. Aillours, les électeurs de l'Aube semblent avoir boudé les candidats investis par les partis au profit des « sans-étiquette », essentiellement des divers droite. La gauche, en conservant cinq sièges, reste très largement minoritaire.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 4 PS;
3 UDF-rad.; 4 UDF-PR; 5 UDF;
1 UDF diss.; 1 RPR diss.;
8 div. d.CONSEIL SORTANT: 2 PC; 3 PS;
4 UDF-rad.; 1 UDF-CDS;
5 UDF-PR; 7 UDF; 7 RPR; 4 div. d.
(Prés.: M. Philippe Adnot, div. d., sén.)

Archi-sur-Aube
L. 10426: A. 39,88%; E. 3972
Serge Lardin, RPR, m., 1749
(44,03%)
REÉLU.
Christian Gaillard, div. d., 1426;
Claude Ferrière, GE, 797.
Bouilly
L. 6770: A. 40,75%; E. 3608
Robert Daragon, c.s., UDF, 2147
(59,50%)
REÉLU.
Marc Thillerot, GE, 1461.
Brienne-le-Château
L. 5721: A. 25,55%; E. 4017
Jacky Taupin, div. d., 2212 (55,06%)
REÉLU.
Pierre Rahon, c.s., PC, m., 1805.
La Chapelle-Saint-Luc
L. 6396: A. 46,84%; E. 3072
Roger Dujacourt, c.s., UDF-rad.,
2259 (73,53%)
REÉLU.
Marc Malarmey, FN, 813.

Ervy-le-Château
L. 3973: A. 31,58%; E. 2553
Frank Simard, div. d., 1613
(61,18%)
REÉLU.
Charles Prestat, PS, 940.
Jean Druot, c.s., UDF-rad., m., n.s.p.

Estissac
L. 3636: A. 33,16%; E. 2328
Guy Raphaënaud, c.s., RPR, 1006
(43,21%)
REÉLU.
Edouard Mesley, div. d., 787; Jean-
Claude Nayrac, PS, 535.

Marciilly-le-Hayer
L. 4523: A. 33,60%; E. 2667
Nicolas Juillet, div. d., 2049 (76,82%)
REÉLU.
Roger Jollard, FN, 618.
Roger Laurent, c.s., UDF-CDS, sén., après c.g., n.s.p.

Neogent-sur-Seine
L. 6540: A. 34,34%; E. 4040
Gérard Ancelin, div. d., m., 1881
(46,55%)
REÉLU.
Jacques Masson, div. d., 1318;
Robert Marveyer, FN, 841.
Michèle Baroin, c.s., div. d., n.s.p.

Ramerupt
L. 2788: A. 33,70%; E. 2043
Jacques Cossard, div. d., 594
(29,00%)
REÉLU.
Jacques Bobin, RPR, 555; Bernard
Charrier, div. d., m., 517; Denis Mail-
lier, div. d., 382.
Gilbert Thibault, c.s., UDF, n.s.p.

Romilly-sur-Seine-2
L. 8040: A. 42,81%; E. 4375
Le Mas-d'Azil
L. 3480: A. 20,22%; E. 2499
Raymond Berdou, PS, 1414 (56,42%)
REÉLU.
Léon Loubet, div. d., 1089.
André Saint-Paul, c.s., PS, après c.g., n.s.p.

Oust
L. 2950: A. 40,23%; E. 1611
Roger Barrau, c.s., PS, 972 (60,33%)
REÉLU.
Jean Servat, UDF-PR, 639.

Pamiers-Est
L. 7895: A. 33,95%; E. 4661
Jean Vignerot, PS, 2438 (52,30%)
REÉLU.
Roger Ribaut, UDF-rad., 1606;
Alain Crété, FN, 617.
Jean-Pierre Cumeil, c.s., PS, n.s.p.

Pamiers-Ouest
L. 7100: A. 34,57%; E. 4118
François-Bernard Soula, PS, m., 2181
(52,96%)
REÉLU.
Gérard Legrand, c.s., div. d., 1937.

Saint-Girons
L. 8402: A. 37,81%; E. 5163
Bernard Gondran, RPR diss., 2684
(51,98%)
REÉLU.
Jean-Pierre Oussat, c.s., PS, 2479.

Tarascos-sur-Ariège
L. 6378: A. 35,23%; E. 3863
Robert Naud, c.s., PS, après c.g.,
2568 (66,47%)
REÉLU.
Jacques Llorca, RPR diss., 1295.

Troyes-2
L. 9123: A. 43,33%; E. 4782
Claude Bertrand, RPR diss., 2875
(60,12%)
REÉLU.
Marc Bret, PS, c.m., 1907.
Robert Royer, c.s., RPR, s'est retiré.

Troyes-3
L. 8048: A. 52,68%; E. 3309
Etienne Copel, UDF diss., 2355
(57,16%)
REÉLU.
Jean-Marie Verdeaux, RPR, c.m.,
954.
Jacques Delhalle, c.s., RPR, a.d., adj. m., n.s.p.

Troyes-5
L. 5283: A. 50,55%; E. 2180
Albert Danilo, PS, c.m., 1354
(62,11%)
REÉLU.
Bruno Subtil, FN, 826.
André Beury, c.s., UDF-PR, adj. m., n.s.p.

Troyes-7
L. 9578: A. 45,22%; E. 4830
Jacques Rigaud, c.s., RPR, 3287
(68,05%)
REÉLU.
Claude Lallemand, PS, 1543.

Villenauxe-la-Grande
L. 2326: A. 24,03%; E. 1674
Jean-Michel Chevrier, c.s., PS, 951
(56,81%)
REÉLU.
Jean-Louis Waibel, div. d., m., 723.

AUDE (17)

1^{er} TOUR: 7 élus
(6 PS; 1 RPR)

Si le PS conserve une confortable majorité (vingt et un sièges sur trente-quatre), il n'en a subi pas moins un sérieux revers en perdant cinq sièges, dont trois dans ses bastions ruraux d'Alaigne, Courrieu et Peyriac-Minervois, conquis par la droite. Il perd aussi son siège traditionnel de Carcassonne-Est au profit d'un adjoint au maire RPR. Enfin, à Coursan, où seule la gauche restait présente, c'est le candidat communiste qui l'emporte avec 55,98 % des voix, retrouvant ainsi un siège qu'il avait déjà occupé. Autre signe de l'affaiblissement PS : la difficile réélection du président du conseil général sortant, M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés, qui, dans le canton d'Alaigne, ne devance son adversaire « divers droite » que de 45 voix. En revanche, à Lézignan-Corbières, le maire socialiste, M. Pierre Tournier, est élu avec 59,94 % des suffrages et, dans le canton de Castelnaudary-Nord, le candidat du PS bat le maire RPR, M. Bernard Embry.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC;
21 PS; 1 UDF-PR; 5 RPR; 5 div. d.CONSEIL SORTANT: 1 PC; 26 PS;
4 RPR; 3 div. d. (Prés.: M. Raymond
Courrière, PS, sén., m. de Cuxac-Car-
bades, a.s.e.c.)

Alaigne
L. 3733: A. 21,83%; E. 2779
Marc Joncker, div. d., 1430 (51,45%)
REÉLU.
Charles Ferriol, c.s., PS, 1349.

Carcassonne-1
L. 10709: A. 33,98%; E. 6337
Marc Teulie, UDF-PR, 3265
(51,52%)
REÉLU.
Marc Deblonde, c.s., PS, 3072.

Castelnaudary-Nord
L. 6450: A. 24,10%; E. 4563
Alain Bauda, PS, 2425 (53,14%)
REÉLU.
Bernard Embry, RPR, m., 2138.
Henri Grocille, c.s., PS, n.s.p.

Chalabre
L. 4717: A. 24,61%; E. 3379
Jacques Montagné, c.s., PS, 1844
(54,37%)
REÉLU.
Guy Durand, RPR, 936; Christian
Guilhemat, div. g., 599.

Coursan
L. 13417: A. 28,85%; E. 3345
Gilbert Pla, PC, 4672 (55,98%)
REÉLU.
Jacques Lombard, PS, 3673.
Michel Vismacov, c.s., PS, n.s.p.

Lézignan-Corbières
L. 13107: A. 29,88%; E. 3284
Pierre Tournier, PS, m., 4966
(59,94%)
REÉLU.
Pol Falco, RPR, 3318.
Louis Soucellier, c.s., PS, n.s.p.

Narbonne-Est
L. 11897: A. 38,19%; E. 6543
Léon Pujau, c.s., div. d., 4053
(61,94%)
REÉLU.
Michèle Mercadier, PS, 2490.

Peyriac-Minervois
L. 9509: A. 23,19%; E. 6793
Pierre Destrem, RPR, 3643 (53,62%)
REÉLU.
André Lacube, PS, 3150.
Gaston Cazanave, c.s., PS, n.s.p.

Alzonne
L. 5252: A. 21,02%; E. 3841
Raymond Courrière, c.s., PS, après
c.g., 1943 (50,58%)
REÉLU.
Jean Diviez, div. d., 1898.
Carcassonne-1
L. 10709: A. 33,98%; E. 6337
Marc Teulie, UDF-PR, 3265
(51,52%)
REÉLU.
Marc Deblonde, c.s., PS, 3072.

Castelnaudary-Nord
L. 6450: A. 24,10%; E. 4563
Alain Bauda, PS, 2425 (53,14%)
REÉLU.
Bernard Embry, RPR, m., 2138.
Henri Grocille, c.s., PS, n.s.p.

Chalabre
L. 4717: A. 24,61%; E. 3379
Jacques Montagné, c.s., PS, 1844
(54,37%)
REÉLU.
Guy Durand, RPR, 936; Christian
Guilhemat, div. g., 599.

Coursan
L. 13417: A. 28,85%; E. 3345
Gilbert Pla, PC, 4672 (55,98%)
REÉLU.
Jacques Lombard, PS, 3673.
Michel Vismacov, c.s., PS, n.s.p.

Lézignan-Corbières
L. 13107: A. 29,88%; E. 3284
Pierre Tournier, PS, m., 4966
(59,94%)
REÉLU.
Pol Falco, RPR, 3318.
Louis Soucellier, c.s., PS, n.s.p.

Narbonne-Est
L. 11897: A. 38,19%; E. 6543
Léon Pujau, c.s., div. d., 4053
(61,94%)
REÉLU.
Michèle Mercadier, PS, 2490.

Peyriac-Minervois
L. 9509: A. 23,19%; E. 6793
Pierre Destrem, RPR, 3643 (53,62%)
REÉLU.
André Lacube, PS, 3150.
Gaston Cazanave, c.s., PS, n.s.p.

Aix-en-Provence-Sud-Ouest
L. 31634: A. 37,20%; E. 19175
Jean-François Picheral, c.s., PS, m.,
8676 (45,24%)
REÉLU.
André Chelini, UDF-CDS, 7168;
Philippe Mellin, FN, c.m., 3331.

Allauch
L. 20145: A. 33,75%; E. 12882
Roland Pavinelli, PS, m., 5278
(40,97%)
REÉLU.
Jean-Pierre Bertrand, div. d., 4010;
Joseph Gonzalez, FN, c.m., 2029;
Monique Robineau, RPR, 1565.
Maurice Bertrand, c.s., RPR, n.s.p.

Arles-Ouest
L. 15326: A. 37,73%; E. 8838
Michel Vauzelle, PS, d., c.m., 4140
(46,73%)
REÉLU.
Evelyn Barlat-Lasserre, RPR, adj. m., 3383; Michel Berthier, FN, adj. m., 3383; Michel Berthier, FN, adj. m., 3383.

Berre-l'Étang
L. 17497: A. 36,48%; E. 10347
Georges Batiget, PS, 5214 (50,88%)
REÉLU.
René Jestin, FN, 2522; Jean Banti,
RPR, 2511.

Châteauneuf-Côte-Bleue
L. 25702: A. 36,95%; E. 15315
Henri d'Antilio, PS, d., m., 7686
(50,18%)
REÉLU.
Raymond Lecler, c.s., RPR, Vitrolles,
4712; Eugène Boujot, FN, c.m.,
2917.

La Ciotat
L. 38999: A. 35,89%; E. 23540
Francis Giraud, RPR, 12202
(51,83%)
REÉLU.
Rosy Sanna, PC, c.m., 6730; Ronald
Perdomo, FN, a.d., c.m. de Marseille,
4608.
**Gilbert Rastoin, c.s., RPR, m. de Cas-
sis, n.s.p.**

Eygrières
L. 11899: A. 30,07%; E. 7916
Daniel Conte, c.s., PS, 4238 (53,53%)
REÉLU.
Louis-Marie Savornin, UDF-PR, m.,
2578; Bernard Meslans, FN, 1100.

Istres-Nord
L. 19319: A. 36,19%; E. 11460
Louis Francioli, UDF-PR, 5391
(47,04%)
REÉLU.
Georges Thorrand, PC, 4133; José
Rodriguez, FN, c.m., 1936.

Lambesc
L. 13710: A. 31,09%; E. 8979
Gilbert Paulot, c.s., MRG, m., 3739
(44,91%)
REÉLU.
Henri Viala, RPR, 2676; Henri
Heurtault, FN, 1319; Yvon Roche,
Verts, c.m. d'Aix-en-Provence, 1245.

Marignane
L. 23307: A. 37,45%; E. 13973
Laurens Delleuil, c.s., app. UDF, m.,
6519 (46,63%)
REÉLU.
Eric Cerati, PS, c.m., 3786; Daniel
Simonié, FN, c.m., 3668.

Marseille-2
L. 22608: A. 55,25%; E. 9646
Renaud Musellier, RPR, 6457
(66,93%)
REÉLU.
Jean Roussel, c.s., FN, a.d., c.m.,
3189.

Marseille-6
L. 16307: A. 31,07%; E. 7708
Marie-Louise Lota, UDF-PR, 3462
(44,91%)
REÉLU.
Julien Rocca-Serra, PS, 2360; Jean-
Pierre Baumann, FN, 1886.
**Roland Blum, c.s., UDF-PR, se repré-
sente dans le canton de Marseille-10.**

Marseille-7
L. 18625: A. 51,58%; E. 8390
Jean-François Mattei, c.s., UDF-PR,
d., c.m., 6211 (74,02%)
REÉLU.
Gabriel Baudart, FN, 2179.

Marseille-9
L. 14012: A. 49,43%; E. 6797
Alain Décamps, c.s., PS, 2844
(41,84%)
REÉLU.

Marseille-10
L. 19674: A. 48,00%; E. 9845
Roland Blum, UDF-PR, c.s. de Mar-
seille-6, d., c.m., 4738 (48,12%)
REÉLU.
Michel Coulomb, c.s., PS, 3112; Je-
queline Pancrazi-Lambert, FN, 1995.

Marseille-11
L. 23810: A. 51,62%; E. 10889
Robert Villani, c.s., RPR, c.m., 4460
(40,95%)
REÉLU.
Guy Massias, PS, adj. m., 3586;
Maurice Gros, FN, 2843.

Marseille-14-B
L. 14230: A. 52,94%; E. 5407
Francis Cacciatolo, c.s., PC, 2946
(45,98%)
REÉLU.
Gilbert Albano, FN, 2089; Michel
Bernocco, RPR, 1372.

Marseille-17
L. 31664: A. 48,71%; E. 15432
Marius Masse, c.s., PS, d., 6891
(44,65%)
REÉLU.
René Chourau, RPR, 4578; Gilbert
Victor, FN, c.m., 4163.

Marseille-19
L. 29635: A. 50,34%; E. 14120
René Olmetta, PS, a.d., adj. m., 5974
(42,30%)
REÉLU.
Georges Grolleau, c.s., UDF-PR,
4634; Jackie-Gérard Blanc, FN,
3512.

Marseille-20-B
L. 30867: A. 47,79%; E. 15561
Guy Teissier, c.s., UDF-PR, a.d.,
c.m., 8937 (57,55%)
REÉLU.
François-Xavier Giudicelli, PS, c.m.,
3926; Michèle Carayon-Giacomoni,
FN, 2718.

Martigues-Est
L. 20357: A. 32,25%; E. 12161
Marc Frisicani, PC, adj. m., 5036
(41,41%)
REÉLU.
Serge Péricoul, UDF-CDS, 3584;
Gilles Bourdy, Verts, 1919; Jean-Fer-
nand Arvanitis, FN, 1622.

Pelissanne
L. 23822: A. 34,43%; E. 14504
Jean-Pierre Maggi, PS, 6761
(45,36%)
REÉLU.
Caroline Calmel, RPR, c.m., 4896;
Gérard Santa-Isabel, FN, 3247.

Les Pennes-Mirabeau
L. 26490: A. 42,79%; E. 13940
Victor Mellan, maj. p., m., 10375
(74,42%)
REÉLU.
Damien Bariller, FN, 3565.

Peyrolles-en-Provence
L. 9735: A. 39,76%; E. 6591
Louis Philibert, c.s., PS, sén., a.prés.
c.g., 3427 (51,99%)
REÉLU.
Claude Long, RPR, m., 2077; Francis
Durand, FN, 1087.

Port-Saint-Louis-du-Rhône
L. 5899: A. 14,61%; E. 4889
Philippe Caizergues, div. d., m., 2553
(52,21%)
REÉLU.
Vincent Porelli, PC, a.d., c.m., 2336.
Mireille Freichthier, c.s., PC, c.m., n.s.p.

Saint-Rémy-de-Provence
L. 10528: A. 32,49%; E. 6769
Serge Pampaloni, c.s., UDF-PR, m.,
3514 (51,91%)
REÉLU.
Hervé Cherubini, PS, c.m., 2441;
Rolande Falque de Bézaure, FN, 814.

Tarascon
L. 10808: A. 30,90%; E. 7079
Thérèse Aillaud, c.s., app. UDF, m.,
3753 (53,01%)
REÉLU.
Jean-Louis Auvergne, maj. p., 2113;
Aimé Thibaud, FN, 1213.

Trets
L. 15635: A. 27,62%; E. 10847
André Samat, c.s., PS, 4911 (45,27%)
REÉLU.
Fernand Boulan, UDF-PR, 4860;
Loïc de Marion, FN, 1076.

Vitrolles
L. 17800: A. 31,98%; E. 11541
Jean-Jacques Anglade, PS, m., 4713
(40,83%)
REÉLU.
Alain Césari, FN, 4534; Robert
Escande, RPR, 2294.
Raymond Lecler, c.s., RPR, s'est retiré.

CALVADOS (21 + 2)

1^{er} TOUR: 11 élus
(1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 2 UDF;
3 RPR; 2 div. d.)

La défaite de M. Carabeuf, conseiller général sortant du canton de Bourguébus, et premier secrétaire de la fédération du PS, face à un candidat divers droite, a valeur de symbole. Le candidat socialiste a manifesté souffert d'un mauvais report de voix écologistes. Après avoir obtenu 15,67 % des voix au premier tour, le candidat des Verts s'était en effet retiré au dernier moment sans

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Saint-Flour-Sud
L. 3780; A. 37,93%; E. 2110
Pierre Jartier, UDF-PR, 2.110 (100,00%)
Jacques Albisson, c.s., CNL, s'est retiré.
Saint-Mamet-la-Salvetat
L. 4604; A. 19,50%; E. 3558
Michel Lafon, div., 2.136 (60,03%)
François-Albert Chandon, div. d., 1.422.
André Roquier, c.s., RPR, m. n.s.r.p.

CHARENTE (18)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 UDF-R; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR.)

La majorité RPR-UDF du conseil général rate de peu le grand objectif: elle gagne deux sièges (Angoulême-Nord et Saint-Amand-Montmorency), mais perd Montbron, où le sénateur Pierre Lacombe (UDF-CDS) ne se représentait pas au bénéfice d'un candidat PS. M. Michel Boutant, l'autre sénateur de la Charente, est réélu avec 10 voix d'avance seulement.

Les trois cantons d'Angoulême sont désormais à droite. Au recensement national de 1982, le canton de la ville de Saint-Amand-Montmorency avait été attribué au nom de M. Jean-Michel Bouchereau, l'ancien maire socialiste de la ville, député (app. PS). Quant au PC, il est désormais privé de son dernier siège au conseil général avec la défaite du candidat sortant refondateur, M. Michel Barrot, contre M. Bernard Gras (UDF), à Saint-Claud.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 ex-PC; 8 PS; 1 UDF-R; 4 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 11 RPR; 7 div. d.
CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 ex-PC; 8 PS; 1 UDF-R; 4 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 11 RPR; 7 div. d. (Prés.: M. Pierre-Rémy Housin, RPR, d. m. de Baignes.)

Angoulême-Est
L. 7808; A. 48,77%; E. 3669
Jacques Ratier, c.s., RPR, adj. m., 2.127 (57,97%)
René Prévaut, PS, 1.542.

Angoulême-Ouest
L. 9778; A. 46,34%; E. 4794
Patrick Gérard, UDF-CDS, 3.445 (71,86%)
Kader Bouazza, PS, 1.349.
Pierre Jabat, c.s., RPR, n.s.r.p.

Angoulême-Nord
L. 9041; A. 46,69%; E. 4538
Bernard Vergès, RPR, adj. m., 2.720 (59,93%)
Jean-Pierre Benner, PS, c.m., 1.818.
Jacques Troger, c.s., PS, n.s.r.p.

Angoulême-Sud
L. 7811; A. 21,32%; E. 2115
Marcel Benoit, div. d., 980 (46,33%)
Pierre Rebaudo, div. d., 823; Stéphane Beguerie, div. d., 312.
Raoul Tassin, c.s., div. d., n.s.r.p.

Cognac-Nord
L. 11.114; A. 46,66%; E. 5623
Jérôme Mouhot, RPR, 3.560 (63,31%)
Robert Richard, PS, 2063.
François Hardy, c.s., RPR, a.d., m., n.s.r.p.

Cognac-Sud
L. 1.3843; A. 25,08%; E. 2611
Bernard Enixon, c.s., div. d., 1.561 (59,78%)
Paul Lévy, PS, 1.050.

Hiersac
L. 7915; A. 38,97%; E. 4421
Marie-France Michaud, c.s., RPR, 2.904 (65,68%)
Jean Léonard, PS, 1.517.

Monthron
L. 5.639; A. 25,03%; E. 3.898
Michel Boutant, PS, 2031 (52,10%)
Gérard de Baquiast de Mugriet, div. d., 1.867.
Pierre Lacombe, c.s., UDF-CDS, sén. m., n.s.r.p.

Ruffec
L. 7.208; A. 28,02%; E. 4.902
Michel Allouche, c.s., RPR, sén. a.m., 2.456 (50,10%)
Marcel Picard, PS, 2.446.

Saint-Amand-de-Boixe
L. 6.286; A. 31,57%; E. 4.123
Jacky Bertrand, RPR, 1.815 (44,02%)
Claude Souris, div. g., 1.370; Jean-Pascal Williams, div. d., 938.
Jean Blois, c.s., RPR, m. n.s.r.p.

Saint-Claud
L. 8.700; A. 28,14%; E. 5.966
Bernard Gras, UDF, 3.123 (52,34%)
Michel Barrot, c.s., PC, 2.843.

CHARENTE-MARITIME (26)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 PS; 1 ex-MRG; 1 UDF-PR; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

La majorité sortante (UDF-RPR) conserve une confortable majorité (vingt-neuf sièges contre vingt-deux). L'équilibre à droite est légèrement modifié en faveur de l'UDF, dont est membre M. François Blaizot, président du conseil général. Mais plusieurs sièges tenus par la droite passent à la majorité présidentielle. Le RPR, en la Rochelle, perd quatre sièges. Deux à la Rochelle, où M. Jack Proust (MRG) est battu par M. Michel Crépeau, adjoint de M. Michel Crépeau, et un à Saint-Martin-de-Ré, où M. Maxime Bono (PS), A. Pons,

M. Pierre Delapeyronne (RPR) laisse de justesse sa place à son adversaire socialiste, M. Guy Mouillot, et à Saint-Jean-d'Angély M. Ivan Chanu de Limur (RPR) cède son fauteuil à M. Claude Tatin (PS), son adversaire déjà victorieux aux élections municipales de 1989.

NOUVEAU CONSEIL: - 12 PS; 6 MRG; 1 ex-MRG; 1 maj. p.; 2 div. g.; 2 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 12 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 10 PS; 5 MRG; 1 ex-MRG; 3 div. g.; 2 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 15 RPR; 8 div. d. (Prés.: M. François Blaizot, UDF-CDS, sén.)

Alfredville-d'Amis
L. 6.715; A. 37,88%; E. 3.870
Bernard Marchand, maj. p., 1.996 (51,57%)
Claude Proust, div. d., 1.874.
Jany Moine, c.s., div. g. a.sén., après c.g. n.s.r.p.

Burie
L. 4.627; A. 33,08%; E. 2.958
Michel Cheneau, c.s., PS, 1.812 (61,25%)
Yannick Chartier, UDF-PR, 1.446.

Marennes
L. 6.640; A. 39,90%; E. 3.677
Bernard Bouchereau, c.s., div. d., 2.128 (57,87%)
Guy Jardonnet, div. g., 1.549.

Marennes
L. 8.871; A. 39,08%; E. 5.005
Pierre-Jean Hay, c.s., RPR, 2.737 (54,68%)
Roger Hattab, div. d., 2.268.

Montendre
L. 4.810; A. 25,73%; E. 3.403
Claude Augier, c.s., div. d., 1.710 (50,24%)
Bernard Lalande, PS, 1.693.

Pons
L. 8.778; A. 31,69%; E. 5.567
Guy Mouillot, PS, 2.803 (50,35%)
Pierre Delapeyronne, c.s., RPR, 2.764.

Rochefort-Nord
L. 8.152; A. 44,32%; E. 4.182
André Tessier, c.s., RPR, adj. m., 2.439 (58,32%)
Michel Fort, PS, 1.743.

Rochefort-Sud
L. 6.839; A. 52,06%; E. 2.810
Michel Candau, c.s., UDF, adj. m., 2.238 (79,64%)
Michel Gauchou, FN, 572.

La Rochelle-1
L. 6.010; A. 48,00%; E. 2.896
André Renouard, c.s., MRG, adj. m., 1.746 (60,29%)
Bernard Charrier, RPR, 1.150.

La Rochelle-2
L. 5.371; A. 51,23%; E. 2.422
François Jaume, c.s., RPR, 1.289 (53,22%)
Jean-Pierre Chantecaille, maj. p., c.m., 1.133.

La Rochelle-3
L. 8.159; A. 45,01%; E. 4.258
Jean Haré, c.s., RPR, 2.803 (65,82%)
Pierre-Emmanuel Henneresse, PS, 1.455.

La Rochelle-4
L. 9.930; A. 37,43%; E. 5.915
Jack Proust, MRG, 3.320 (56,12%)
Marie-Joseph Veyrac, c.s., RPR, 2.595.

La Rochelle-5
L. 6.726; A. 49,12%; E. 3.153
Maxime Bono, PS, 1.719 (54,51%)
Pierre Garang, c.s., RPR, 1.434.

Royan-Est
L. 12.726; A. 45,74%; E. 6.006
Dominique Bussereau, c.s., UDF-PR, 4.374 (72,82%)
Gérard Berland, div. d., 1.632.

Royan-Ouest
L. 13.013; A. 46,03%; E. 5.903
Michel Servit, RPR, 3.392 (57,41%)
Henri Le Gues, div. d., c.m., 2.516.
Jean-Noël de Lipowski, c.s., RPR, a.m., a.m., n.s.r.p.

Saint-Jean-d'Angély
L. 12.284; A. 36,73%; E. 7.102
Claude Tatin, PS, m., 3.801 (53,52%)
Ivan Chanu de Limur, c.s., RPR, 3.301.

Saint-Martin-de-Ré
L. 7.343; A. 32,16%; E. 4.597
Léon Gendre, c.s., RPR, 2.351 (51,14%)
Alain Mercier, MRG, 2.246.

Saintes-Ouest
L. 10.367; A. 41,26%; E. 5.642
Alain Bougeret, c.s., UDF-rad., 3.373 (59,78%)
Jean-Marie Lonceint, maj. p., 2.269.

Sanjon
L. 10.351; A. 32,54%; E. 6.439
André Brillouet, c.s., RPR, 4.134 (64,20%)
Henri-Georges Dubois, PS, m., 2.305.

Surfères
L. 9.817; A. 35,37%; E. 5.816
Jean-Cy Branger, c.s., UDF, d. m., 3.165 (54,41%)
Gérard Desprez, div. d., 2.636; Daniel Milano, PS, 15.

CHER (18)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 UDF-PR; 1 RPR; 2 div. d.)

La surprise vient d'Argent-sur-Sauldre, où le conseiller sortant, M. Boinvilliers (RPR), ancien député, est battu par le maire socialiste âgé de quarante ans, M. Patrick Sené. Le PC, lui, sauve de justesse un siège, à Charost, avec M. Roger Jacquet et en perd deux à Vierzon, où les conseillers sortants ne se représentaient pas. Vierzon-1 revient au maire de la ville, M. Jean Rousseau (GE) et Vierzon-2 à son premier adjoint, M. Albizzati (div. d.).

A droite, M. Serge Vinçon, sénateur RPR, l'emporte à Saint-Amand-Montmorency contre le conseiller sortant, M. Gourier (div. d.), tandis qu'à Levoy le sortant, M. Signargout (div. d.), est réélu grâce à une triangulaire. Dans le quatrième canton de Bourges, M. Jean-François Deniau (UDF-PR) obtient, avec plus de 64 % des suffrages, un score qui dépasse tous les précédents; et dans le cinquième canton M. Camille Michel (UDF) conserve un siège qui semblait menacé.

NOUVEAU CONSEIL: - 8 PC; 1 PS; 1 app. PS; 2 GE; 4 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 15 div. d.

CONSEIL SORTANT: 10 PC; 1 app. PS; 1 GE; 4 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 15 div. d. (Prés.: M. Jean-François Deniau, UDF-PR, d. a.m.)

Argent-sur-Sauldre
L. 4.221; A. 28,00%; E. 2.934
Patrick Sené, PS, m., 1.531 (52,18%)
Jean Boinvilliers, c.s., RPR, a.d., 1.403.

Bourges-1
L. 6.101; A. 34,36%; E. 3.651
Michel Renoux, c.s., div. d., m., 2.159 (59,13%)
Denis Durand, PS, 1.492.

Bourges-2
L. 10.569; A. 46,18%; E. 5.349
Jean-François Deniau, c.s., UDF-PR, 3.874 (64,72%)
Daniel Robin, PC, adj. m., 1.887.

Bourges-3
L. 7.376; A. 45,91%; E. 3.684
Camille Michel, c.s., UDF, 1.937 (52,57%)
Gilbert Camuzat, PC, adj. m., 1.747.

La Chapelle-d'Angillon
L. 2.123; A. 29,81%; E. 1.306
Pierre Heulin, c.s., div. d., 966 (73,96%)
Claire Millieroux, PC, 340.

Chargement-de-Cher
L. 3.034; A. 36,12%; E. 1.833
Philippe de Bonneval, c.s., RPR, 1.99 (54,41%)
Gaston Bouillon, PC, 634.

Charost
L. 9.818; A. 33,38%; E. 6.295
Roger Jacquet, c.s., PC, 2.367 (57,60%)
Balon, UDF-PR, m., 2.248; Gérard Bruant, PS, 1.680.

Levay
L. 6.448; A. 32,52%; E. 4.133
Pierre Signargout, c.s., div. d., 1.896 (RELU)
Jean-Marie Truchot, PC, 1.290; Pierre Magnoux, div. g., 947.

Saint-Amand-Montmorency
L. 12.981; A. 37,94%; E. 7.114
Serge Vinçon, RPR, sén. m., 4.106 (57,71%)
Pierre Gourier, c.s., div. d., 3.008.

Sancois
L. 4.345; A. 30,21%; E. 2.866
Pierre Caldi, c.s., div. d., a.m., 1.843 (64,30%)
Jean Sandrin, div. d., m., 1.023.

Vailly-sur-Sauldre
L. 3.207; A. 27,25%; E. 2.222
Pierre Rabineau, c.s., app. PS, 1.508 (76,86%)
Henry Doucet, UDF, m., 714.

Vierzon-1
L. 12.063; A. 42,37%; E. 6.421
Jean Rousseau, GE, a.d., m., 3.764 (58,62%)
Michel Sansu, PC, 2.657.
Fernand Micouard, c.s., PC, a.m., n.s.r.p.

Vierzon-2
L. 14.913; A. 41,12%; E. 8.057
Max Albizzati, div. d., 4.574 (56,77%)
François Dumon, PC, 3.483.
Roger Cudon, c.s., PC, n.s.r.p.

CORRÈZE (19)

1^{er} TOUR: 8 élus
(7 RPR; 1 div. d.)

La gauche a perdu trois sièges: deux pour le PS, M. Jean-Claude Cassaigne (PS) sur Brive-Nord-Ouest, conseiller sortant qui était en ballottage favorable, a été victime d'une abstention plus forte qu'au premier tour qui a permis à M. Jean-Michel Delsart (UDF-PR) de la battre. A Lapeyrou, la triangulaire imposée par un candidat indépendant, M. Michel Comte, a empêché M. Jacques Calmon (PS) d'obtenir un siège dans un canton traditionnellement à gauche. A Juillat, où le conseiller sortant, communiste, M. Fernand Crouzet, ne se représentait pas, le candidat socialiste, M. Jean-Claude Yadin, a été victime d'un mauvais report des voix de l'ancien maire de la ville, M. François Dauxat (div. g.).

NOUVEAU CONSEIL: - 4 PC; 2 PS; 1 UDF-PR; 1 UDF-PR; 28 RPR; 1 div. d.

CONSEIL SORTANT: 5 PC; 4 PS; 1 UDF-PR; 23 RPR; 2 div. d. (Prés.: M. Charles Ceyrac, RPR, m. de Colonges-le-Rouge.)

Argentat
L. 5.325; A. 16,74%; E. 4.466
Pierre Celles, c.s., RPR, a.m., 2.235 (50,04%)
René Teulade, PS, m., 2.231.

Beaulieu-sur-Dordogne
L. 3.509; A. 17,69%; E. 2.743
Michel Sapin, RPR, 1.549 (56,47%)
Paulette Legrand, PS, m., 1.194.
René Malmaret, c.s., RPR, n.s.r.p.

Brive-Centre
L. 5.570; A. 49,92%; E. 2.233
Bernard Murat, RPR, 2.233 (100,00%)
Odette Neuville, c.s., div. d., adj. m., s'est retirée.

Brive-Nord-Ouest
L. 7.241; A. 37,72%; E. 4.072
Jean-Michel Delsart, UDF-PR, 2.102 (51,62%)
Jean-Claude Cassaigne, c.s., PS, 1.970.

Bugat
L. 2.376; A. 12,75%; E. 2.026
Christian Audouin, c.s., PC, 1.053 (51,97%)
Gérard Nony, RPR, 973.

Douzac
L. 7.475; A. 23,39%; E. 5.309
Charles Morand, RPR, m., 2.842 (53,53%)
Gérard Fronty, PS, 2.467.
Roger Leynat, c.s., RPR, n.s.r.p.

Juillat
L. 4.133; A. 16,47%; E. 3.261
Alain Champagnac, RPR, 1.761 (54,00%)
Jean-Claude Yadin, PS, 1.500.
Jean Crouzet, c.s., PC, n.s.r.p.

Lapeyrou
L. 1.852; A. 17,65%; E. 1.492
Bertrand Chassagnac, RPR, 639 (42,82%)
Jacques Calmon, PS, 485; Michel Comte, div. d., 368.
Yvon Gouraud, c.s., PS, n.s.r.p.

Malemort-sur-Corrèze
L. 9.265; A. 28,62%; E. 5.958
Daniel Bourzat, c.s., RPR, 3.926 (65,89%)
Robert Fénalva, PS, 2.032.

Neuvic
L. 3.389; A. 18,61%; E. 2.684
Raymond Chamuel, c.s., RPR, 1.364 (50,81%)
Henry Roy, PS, 1.320.

Uzerche
L. 6.166; A. 22,89%; E. 4.338
Valentin Larivière, c.s., RPR, 2.502 (57,67%)
Jean-Louis Chastant, PC, 1.836.

CORSE-DU-SUD (11)

1^{er} TOUR: 3 élus
(1 UDF-PR; 1 CNL; 1 div. d.)

En apparence, le conseil général n'a pas subi de changement. Si l'on s'en tient strictement aux résultats, un seul élu sortant n'a pas été réélu. Il s'agit de M. Pierre Forti (div. d.), qui avait reconquis le siège au second tour dans le canton de Bastella. Il a été remplacé par M. Paul Pellegrinetti (div. g.), maire d'Ecce-Suarella.

Cette stabilité électorale pourrait néanmoins ne pas se traduire dans les mêmes termes lors de l'élection du président du conseil général. Ainsi les observateurs n'ont pas que des « régimes de comptes » surviennent dans le lancée des élections territoriales. Le président du conseil général sortant, M. José Rossi (UDF-PR), qui a été réélu dans une quadrangulaire où ses adversaires réunis l'ont devancé de 428 voix, pourrait en effet être mis en difficulté par une coalition d'élus RPR, divers droite et centre gauche.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 PC; 1 PC diss.; 2 PS; 4 MRG; 1 div. g.; 3 UDF-PR; 3 RPR; 2 CNL; 5 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 PC diss.; 2 PS; 4 MRG; 3 UDF-PR; 3 RPR; 2 CNL; 6 div. d. (Prés.: M. José Rossi, UDF-PR, d. m. de Grosseto-Frugina.)

Ajaccio-1
L. 4.870; A. 17,10%; E. 3.680
Raphaël Baldocchi, c.s., div. d., adj. m., 1.339 (36,38%)
Edouard Cottoli, RPR, adj. m., 885; Jacques Cassanara, PS, 585.

Ajaccio-2
L. 4.494; A. 16,72%; E. 1.914
José Rossi, c.s., UDF-PR, prés. c.g., 743 (38,81%)
Alain Orsini, MPA, 459; Dominique Giovannangeli, PC, 363; Michel Teramorsi, FN, 349.

Ajaccio-3
L. 3.521; A. 15,39%; E. 2.757
Paul Borelli, c.s., PC, 1.118 (40,55%)
Jacques Tomasi, UDF, 888; Gilbert Casanova, MPA, 751.

Bastella
L. 1.900; A. 13,31%; E. 1.548
Paul Pellegrinetti, div. g., 816 (52,71%)
François Tondori, div. d., 732.
Pierre Forti, c.s., div. d., m., s'est retiré.

Les Deux-Sevi
L. 2.371; A. 18,55%; E. 1.826
Nicolas Alfonsi, c.s., MRG, a.d., 1.002 (54,87%)
Charles Zanetti, div. d., 536; Guillaume Leca, div. g., 288.

Olmeto
L. 3.054; A. 15,68%; E. 2.466
Charles Cesari, c.s., MRG, 1.401 (56,81%)
Jean-Dominique Pianelli, div. d., 1.065.

Porto-Vecchio
L. 6.638; A. 18,84%; E. 5.654
Camille de Rocca Serra, c.s., RPR, 2.954 (52,24%)
Denis de Rocca Serra, div. d., 2.700.

HAUTE-CORSE (14)

1^{er} TOUR: 1 élu
(1 MRG.)

La nouvelle répartition des trente sièges de l'assemblée départementale donne la majorité arithmétique à la droite, qui y occupe désormais dix-huit sièges contre douze à la gauche. Pourtant, le président sortant, M. François Giacobbi (MRG), pourrait retrouver son fauteuil grâce aux voix de certains élus du RPR et de l'UDF. Ce transfert de suffrages de la droite à la gauche départementale serait accompagné d'un accord RPR-MRG en vue de l'élection du prochain exécutif territorial.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 ex-PC; 2 PS; 8 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 12 RPR; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 ex-PC; 1 PS; 12 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 10 RPR; 3 div. d. (Prés.: M. François Giacobbi, MRG, sén.)

Bastia-1
L. 3.029; A. 10,26%; E. 2.573
Jean Zuccarelli, c.s., MRG, a.m., 1.019 (39,60%)
Henri Thiers, div. d., 977; Michel Castellani, CN, 577.

Bastia-2
L. 822; A. 8,27%; E. 707
Jacques Pasquini, RPR, 371 (52,47%)
Jean-Pierre Fusella, PC, 336.
Auguste Poggi, c.s., MRG, n.s.r.p.

Bastia-3
L. 3.014; A. 14,10%; E. 2.416
Paul Patriarche, c.s., RPR, 1.337 (55,33%)
Jean-Claude Robert, c.s., PS, m., 3.171 (52,94%)
Jean-Marie Ponsot, div. d., 2.818.

Grasse-le-Château-Neuve
L. 1.965; A. 63,57%; E. 6.690
Henri Revol, c.s., UDF-PR, sén. 4.658 (69,62%)
Jacques Fouillot, PS, 2.032.

Gevrey-Chambertin
L. 9.867; A. 35,72%; E. 5.989
Jean-Claude Robert, c.s., PS, m., 3.171 (52,94%)
Jean-Marie Ponsot, div. d., 2.818.

Capolunco
L. 1.151; A. 19,66%; E. 1.580
Roger Franzoni, c.s., MRG, 1.016 (64,30%)
Philippe Mannoni, CN, 564.

Castello-Moroscaglia
L. 2.597; A. 11,78%; E. 2.216
Serge Grisoni, div. d., 1.142 (51,53%)
Camille-Louis Simonpietri, MRG, 1.074.
Félien Filippi, c.s., MRG, n.s.r.p.

La Canea-d'Oro
L. 2.899; A. 5,55%; E. 2.580
Claudio Olmeto, RPR, 1.324 (51,31%)
Louis Sabini, c.s., MRG, 1.256.

Carte
L. 3.159; A. 13,77%; E. 2.320
Antoine Sindali,

LE SECOND TOUR

tion départementale gagne deux sièges, mais perd son siège de Malignon, où M. Yves Sabouret, ancien PDG de la Cinq, est battu de cinq voix par une jeune candidate socialiste, M^{me} Tillon. Avec elle, une seconde femme, M^{me} Nicolas (PC), fait son entrée au conseil général.

NOUVEAU CONSEIL - 9 PC; 20 PS; 1 app. PS; 4 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 5 UDF; 2 RPR; 1 RPR diss.; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT - 9 PC; 22 PS; 4 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 3 UDF; 1 RPR; 7 div. d. et un siège vacant à la suite du décès d'un PS. (Prés.: M. Charles Josselin, PS, d. m. de Plessin-Trigavon, a.s.c.e.)

Bourbric
L. 3694; A. 17,83%; E. 2953
Yannick Botrel, PS, 1506 (50,99%)
ÉLU.

Châtelland
L. 5440; A. 31,08%; E. 1934
Yves Le Coq, c.s., UDF, 1934 (100,00%)
ÉLU.

Cortay
L. 2750; A. 17,38%; E. 2222
Christian Le Rigulier, c.s., div. d., 1105 (49,72%)
ÉLU.

Dinan-Ouest
L. 15982; A. 32,69%; E. 9951
André Grignon, c.s., UDF-CDS, 5099 (51,24%)
ÉLU.

Évran
L. 4503; A. 24,62%; E. 3296
Francis Reynes, RPR diss., 1655 (50,21%)
ÉLU.

Jugon-les-Lacs
L. 5351; A. 40,19%; E. 2539
Claudy Lebrun, PS, 2539 (100,00%)
ÉLU.

Langueux
L. 14791; A. 29,90%; E. 9750
Michel Lesage, c.s., PS, m., 5057 (51,86%)
ÉLU.

Loudéac
L. 11078; A. 24,86%; E. 7957
Pierre Etienne, div. d., c.m., 4383 (55,08%)
ÉLU.

Maël-Carhaix
L. 4493; A. 21,81%; E. 3352
Auguste Le Coët, c.s., PC, m., 1809 (53,96%)
ÉLU.

Matignon
L. 10242; A. 27,38%; E. 7031
Marie-Hélène Tillon, PS, 3518 (50,03%)
ÉLU.

Palmpol
L. 15027; A. 31,22%; E. 10000
Jean-Claude Vitel, UDF, 5725 (57,25%)
ÉLU.

Perros-Guirec
L. 19604; A. 34,89%; E. 12043
Léon Le Merdy, c.s., UDF, adj., m., 6552 (54,44%)
ÉLU.

Plérin
L. 13648; A. 37,42%; E. 7847
Louis Auffray, c.s., UDF, 4348 (55,40%)
ÉLU.

Pléstin-Grèves
L. 7438; A. 16,10%; E. 5965
André Cresseveur, RPR, 3214 (53,88%)
ÉLU.

Plouégat
L. 4194; A. 25,15%; E. 3010
Jean-Pierre Goux, div. d., 1768 (58,73%)
ÉLU.

Plouha
L. 5230; A. 24,85%; E. 3793
Jean Derrien, c.s., PS, m., 2055 (54,17%)
ÉLU.

Rostrenen
L. 7172; A. 18,19%; E. 5386
Pierre Le Gouez, div. d., 3108 (55,63%)
ÉLU.

Saint-Brieuc-Ouest
L. 11192; A. 39,35%; E. 6588
Bruno Jancou, c.s., UDF-PR, c.m., 3102 (47,08%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

socialistes : le président du conseil général sortant, M. Michel Moreigne l'emporte de 5 voix seulement à Bellemeuse-Marche contre son adversaire divers droite, M. Jean-Pierre Chateignier. A Saint-Sulpice-les-Champs, M. Thierry Chateignier, n'est élu qu'avec 26 voix d'avance et M. Bernard Laborde, à Royère-de-Vassivière, ne l'emporte que de 39 suffrages. Ces élections risquent de laisser des traces sur le report à gauche s'est plutôt mal effectué, sauf dans les cantons de Chambon et de Châtellus.

NOUVEAU CONSEIL - 1 ex-PC; 13 PS; 2 div. d. 1 UDF-PR; 1 UDF-PR; 4 RPR; 3 app. RPR; 2 div. d.

CONSEIL SORTANT - 1 ex-PC; 12 PS; 1 div. d.; 1 UDF-PR; 4 RPR; 3 app. RPR; 4 div. d. (Prés.: M. Michel Moreigne, PS, sén. m. de Luperon.)

Amboise
L. 5830; A. 30,58%; E. 3814
Jean Mazetier, c.s., UDF-PR, c.m., 2043 (53,56%)
ÉLU.

Châtelland
L. 5440; A. 31,08%; E. 1934
Yves Le Coq, c.s., UDF, 1934 (100,00%)
ÉLU.

Cortay
L. 2750; A. 17,38%; E. 2222
Christian Le Rigulier, c.s., div. d., 1105 (49,72%)
ÉLU.

Dinan-Ouest
L. 15982; A. 32,69%; E. 9951
André Grignon, c.s., UDF-CDS, 5099 (51,24%)
ÉLU.

Évran
L. 4503; A. 24,62%; E. 3296
Francis Reynes, RPR diss., 1655 (50,21%)
ÉLU.

Jugon-les-Lacs
L. 5351; A. 40,19%; E. 2539
Claudy Lebrun, PS, 2539 (100,00%)
ÉLU.

Langueux
L. 14791; A. 29,90%; E. 9750
Michel Lesage, c.s., PS, m., 5057 (51,86%)
ÉLU.

Loudéac
L. 11078; A. 24,86%; E. 7957
Pierre Etienne, div. d., c.m., 4383 (55,08%)
ÉLU.

Maël-Carhaix
L. 4493; A. 21,81%; E. 3352
Auguste Le Coët, c.s., PC, m., 1809 (53,96%)
ÉLU.

Matignon
L. 10242; A. 27,38%; E. 7031
Marie-Hélène Tillon, PS, 3518 (50,03%)
ÉLU.

Palmpol
L. 15027; A. 31,22%; E. 10000
Jean-Claude Vitel, UDF, 5725 (57,25%)
ÉLU.

Perros-Guirec
L. 19604; A. 34,89%; E. 12043
Léon Le Merdy, c.s., UDF, adj., m., 6552 (54,44%)
ÉLU.

Plérin
L. 13648; A. 37,42%; E. 7847
Louis Auffray, c.s., UDF, 4348 (55,40%)
ÉLU.

Pléstin-Grèves
L. 7438; A. 16,10%; E. 5965
André Cresseveur, RPR, 3214 (53,88%)
ÉLU.

Plouégat
L. 4194; A. 25,15%; E. 3010
Jean-Pierre Goux, div. d., 1768 (58,73%)
ÉLU.

Plouha
L. 5230; A. 24,85%; E. 3793
Jean Derrien, c.s., PS, m., 2055 (54,17%)
ÉLU.

Rostrenen
L. 7172; A. 18,19%; E. 5386
Pierre Le Gouez, div. d., 3108 (55,63%)
ÉLU.

Saint-Brieuc-Ouest
L. 11192; A. 39,35%; E. 6588
Bruno Jancou, c.s., UDF-PR, c.m., 3102 (47,08%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Saint-Nicolas-du-Pélel
L. 3588; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.

Bussière-Badil
L. 3535; A. 15,73%; E. 2863
Bernard Bioulac, c.s., PS, 1472 (51,41%)
ÉLU.

La Force
L. 7742; A. 26,00%; E. 5330
François Lasternas, c.s., PS, 3042 (57,07%)
ÉLU.

Jumilhac-le-Grand
L. 4500; A. 15,37%; E. 3654
Jean-Noël Laleu, c.s., RPR, 1957 (53,55%)
ÉLU.

Lalinde
L. 6522; A. 19,51%; E. 4937
Philippe Dudreuilh, div. d., 2542 (51,48%)
ÉLU.

Launouille
L. 5116; A. 16,00%; E. 4007
Jane Lataste, c.s., div. d., m., 2045 (51,03%)
ÉLU.

Montagnier
L. 3821; A. 14,08%; E. 3193
Michel Deber, PS, 1659 (51,95%)
ÉLU.

Montignac
L. 6642; A. 23,27%; E. 4721
Jean Burg, c.s., PS, 2764 (58,54%)
ÉLU.

Montpazier
L. 8007; A. 24,29%; E. 5614
Jean-Claude Grégoire, div. d., 3060 (54,50%)
ÉLU.

Perpignan-Nord-Est
L. 12399; A. 26,42%; E. 3604
Francis Colbac, PC, 4329 (50,31%)
ÉLU.

Perpignan-Ouest
L. 14582; A. 30,72%; E. 9148
Michel Dasseux, c.s., PS, 5355 (55,33%)
ÉLU.

Perpignan-Sud
L. 11401; A. 21,85%; E. 8538
Jean-Jacques de Peretti, RPR, m., 1811 (49,92%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Saligny-Eygues
L. 2956; A. 15,56%; E. 2392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.

Enlène
L. 9031; A. 38,32%; E. 5955
Michel Faure, RPR, 3119 (52,37%)
ÉLU.

Enlène
L. 9031; A. 38,32%; E. 5955
Michel Faure, RPR, 3119 (52,37%)
ÉLU.

Enlène
L. 9031; A. 38,32%; E. 5955
Michel Faure, RPR, 3119 (52,37%)
ÉLU.

Enlène
L. 9031; A. 38,32%; E. 5955
Michel Faure, RPR, 3119 (52,37%)
ÉLU.

Enlène
L. 9031; A. 38,32%; E. 5955
Michel Faure, RPR, 3119 (52,37%)
ÉLU.

Enlène
L. 9031; A. 38,32%; E. 5955
Michel Faure, RPR, 3119 (52,37%)
ÉLU.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

FINISTÈRE (20 + 8)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 div. g.; 3 RPR; 1 div. d.)

La droite a stoppé la progression de la gauche, constante depuis vingt ans. Elle l'a fait en conquérant trois ou quatre cantons. Brest-Kerichen - dont l'élu, M. Desouches (PS), était la seule femme membre du conseil général - est allé à la faveur d'une triangulaire au Brs. M. Fabien (RPR), inculpé d'ingérence dans l'affaire du port de plaisance de Crozon-Morgat, en triomphant face à M. Cornec, auquel il avait dû céder la mairie de Crozon, à cause de ce même dossier. Il y a trois ans, la gauche gagnait à la droite le siège de Saint-Thégonnec, au bénéfice d'un ancien militant de l'Union démocratique bretonne, M. Abiven, qui devance le candidat socialiste.

NOUVEAU CONSEIL - 1 app. PC; 17 PS; 2 div. g.; 11 UDF-CDS; 7 div. d.; 16 RPR.

CONSEIL SORTANT - 1 app. PC; 20 PS; 9 UDF-CDS; 3 UDF; 11 RPR; 8 div. d. (Prés.: M. Charles Miossec, RPR, d. m. de Landivisiau).

Arzano
L. 1730; A. 19,59%; E. 2920
Jean Loménec, div. d., 1.660 (56,73%)
Georges Dauphin, c.s., PS, m., 1.266.

Bannalec
L. 6929; A. 34,13%; E. 4097
Yvon Le Bris, c.s., PS, m., 2.396 (58,48%)
Daniel Le Pennec, div. d., 1.701.

Brest-Cavale-Blanche-Bohars
L. 11.255; A. 39,44%; E. 6.177
Jacques Berthelot, c.s., div. d., a.m. de Brest, 3.505 (54,96%)
François Cuillandre, PS, 2.872.

Brest-l'Herminette-Gousseno
L. 10.639; A. 40,60%; E. 5.921
Jean-Yves Le Borgne, UDF-PR diss., 3.011 (50,85%)
Jean-Paul Clémence, PS, 2.910.

Brest-Kerichen
L. 11.154; A. 47,65%; E. 5.447
Albert Di Comun, UDF, 2.761 (50,68%)
Jacqueline Desouches, c.s., PS, 2.686.

Brest-Lambézellec
L. 9.841; A. 44,37%; E. 5.211
Daniel Abiven, c.s., PS, adj. m., 3.104 (59,56%)
Gérard Castel, UDF-PR diss., 2.107.

Brest-Plouzané
L. 10.327; A. 36,08%; E. 6.345
Yves Pagès, UDF, 2.904 (45,76%)
ÉLU.

Ploudalmézeau
L. 11.540; A. 31,35%; E. 7.409
Antoine Corolleur, div. d., m., 4.163 (56,18%)
Édouard Talarmin, c.s., div. d., 3.246.

Pont-Croix
L. 16.298; A. 35,15%; E. 9.816
Henri Cogan, c.s., UDF-CDS, 6.059 (61,72%)
Jean Normant, PS, 3.757.

Pont-l'Abbé
L. 12.492; A. 33,20%; E. 7.463
Sébastien Jolivet, c.s., UDF-CDS, m., 4.309 (57,73%)
Louis Daniel, m. p., 3.154.

Rosporden
L. 9.664; A. 26,92%; E. 6.639
Gilbert Monfort, c.s., PS, m., 3.648 (54,94%)
Édouard Launay, RPR, 2.991.

Saint-Pol-de-Léon
L. 15.608; A. 44,17%; E. 7.772
Adrien Kervella, c.s., div. d., m., 5.349 (68,82%)
Yannick Massini, PS, 2.423.

Saint-Thégonnec
L. 5.337; A. 19,95%; E. 4.202
Yvon Abiven, div. g., m., 1.552 (54,94%)
Jean-Claude Kerdiles, PS, 1.428;
Joseph Le Mer, c.s., div. d., 1.222.

Concarneau
L. 19.980; A. 36,43%; E. 12.013
Paulette Lecroc, div. d., 5.573 (46,39%)
Gilbert Le Bris, c.s., PS, d., m., 4.107;
Yvon Quéroux, ex-PC, 2.333.

Crozon
L. 13.145; A. 31,72%; E. 8.436
Jean-Jacques Fabien, c.s., RPR, a.m. de Brest, 4.717 (55,91%)
Jean Cornec, PS, m., 3.719.

Fouesnant
L. 15.413; A. 34,12%; E. 9.555
Roger Le Goff, c.s., UDF-CDS, m., 5.911 (62,49%)
Gérard Mével, PS, 3.584.

Guilvinec
L. 15.298; A. 36,31%; E. 8.723
Pierre Draoulec, c.s., UDF-CDS, 5.727 (65,65%)
René-Pierre Chever, PS, 2.996.

Lannemeur
L. 9.897; A. 35,60%; E. 6.852
Jean-René Cadran, c.s., PS, 3.766 (54,96%)
Madeleine Gautier, div. d., 3.086.

Launilis
L. 11.656; A. 26,63%; E. 8.255
Jean-Michel Perhirip, RPR, 3.466 (41,98%)
ÉLU.

Bernard Le Ven, div. d., 2.498; François Vigouroux, UDF-PR diss., 2.291.
Léon Guéguen, c.s., UDF, n.s.r.p.

Ploudalmézeau
L. 11.540; A. 31,35%; E. 7.409
Antoine Corolleur, div. d., m., 4.163 (56,18%)
Édouard Talarmin, c.s., div. d., 3.246.

Pont-Croix
L. 16.298; A. 35,15%; E. 9.816
Henri Cogan, c.s., UDF-CDS, 6.059 (61,72%)
Jean Normant, PS, 3.757.

Pont-l'Abbé
L. 12.492; A. 33,20%; E. 7.463
Sébastien Jolivet, c.s., UDF-CDS, m., 4.309 (57,73%)
Louis Daniel, m. p., 3.154.

Rosporden
L. 9.664; A. 26,92%; E. 6.639
Gilbert Monfort, c.s., PS, m., 3.648 (54,94%)
Édouard Launay, RPR, 2.991.

Saint-Pol-de-Léon
L. 15.608; A. 44,17%; E. 7.772
Adrien Kervella, c.s., div. d., m., 5.349 (68,82%)
Yannick Massini, PS, 2.423.

Saint-Thégonnec
L. 5.337; A. 19,95%; E. 4.202
Yvon Abiven, div. g., m., 1.552 (54,94%)
Jean-Claude Kerdiles, PS, 1.428;
Joseph Le Mer, c.s., div. d., 1.222.

Concarneau
L. 19.980; A. 36,43%; E. 12.013
Paulette Lecroc, div. d., 5.573 (46,39%)
Gilbert Le Bris, c.s., PS, d., m., 4.107;
Yvon Quéroux, ex-PC, 2.333.

Crozon
L. 13.145; A. 31,72%; E. 8.436
Jean-Jacques Fabien, c.s., RPR, a.m. de Brest, 4.717 (55,91%)
Jean Cornec, PS, m., 3.719.

Fouesnant
L. 15.413; A. 34,12%; E. 9.555
Roger Le Goff, c.s., UDF-CDS, m., 5.911 (62,49%)
Gérard Mével, PS, 3.584.

Guilvinec
L. 15.298; A. 36,31%; E. 8.723
Pierre Draoulec, c.s., UDF-CDS, 5.727 (65,65%)
René-Pierre Chever, PS, 2.996.

Lannemeur
L. 9.897; A. 35,60%; E. 6.852
Jean-René Cadran, c.s., PS, 3.766 (54,96%)
Madeleine Gautier, div. d., 3.086.

Launilis
L. 11.656; A. 26,63%; E. 8.255
Jean-Michel Perhirip, RPR, 3.466 (41,98%)
ÉLU.

NOUVEAU CONSEIL - 11 PC; 16 PS; 1 PS diss.; 6 FU; 1 div. g.; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 3 RPR; 1 div. d.; 2 div.

CONSEIL SORTANT: 12 PC; 17 PS; 1 div. g.; 6 FU; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 3 RPR; 1 div. d. (Prés.: M. Gilbert Baumet, FU, sén., m. de Pont-Saint-Esprit).

Aignes-Mortes
L. 9.970; A. 28,85%; E. 6.068
Etienne Mourrut, c.s., RPR, 3.741 (61,65%)
Sodol Colombini, ADS, 2.327.

Alès-Nord-Est
L. 13.643; A. 31,34%; E. 8.857
Jacky Vally, PC, 3.726 (42,06%)
Georges Petit, PS, 3.328; Francis Basser, FN, 1.801; Max Roustan, UDF-PR, 2.

Alès-Ouest
L. 18.127; A. 36,36%; E. 10.681
Fernand Balez, c.s., PC, 5.038 (47,16%)
Paul Hernandez, RPR, sout. UDF, 3.415; Jean-Michel Vergnes, FN, 2.226; Jean Sirvin, PS, 2.

Barjac
L. 2.708; A. 28,33%; E. 2.287
Bernard Raoux, div. d., 1.193 (52,16%)
Édouard Chautet, c.s., PC, m., 1.094.

Bessèges
L. 4.965; A. 17,54%; E. 3.871
André Rouvière, c.s., PS, sén., 2.010 (51,92%)
Roland Aspor, div. d., m., 1.861.

Lédignan
L. 3.617; A. 28,33%; E. 2.243
Françoise Laurent-Perrigot, c.s., PS, 1.508 (67,23%)
Marc Floutier, RPR, sout. UDF, 732; Bernard Clément, PC, 3.

Nîmes-3
L. 13.381; A. 44,92%; E. 6.338
Camille Lapiere, c.s., UDF-PR, adj. m., 4.324 (68,33%)
Lorrain de Saint-Affrique, FN, 2.004.

Nîmes-4
L. 10.242; A. 49,83%; E. 4.533
Antoine Castel, c.s., UDF-CDS, adj. m., 3.327 (73,39%)
Lorrain de Saint-Affrique, FN, 1.206.

Nîmes-5
L. 8.064; A. 45,62%; E. 4.106
Alain Boule, c.s., RPR, 1.897 (46,20%)
Bernard Casaurang, PS, 1.377; Michel Servile, FN, 832.

Rognes
L. 12.528; A. 28,17%; E. 8.471
René Mathieu, c.s., PC, 4.317 (50,96%)
Michel Anastasy, UDF-PR, sout. UDF, 3.223; Henri Quiot, FN, 931.

SAINT-CHAPTES
L. 6.605; A. 29,38%; E. 4.345
Jean Carreyron, c.s., PS, 2.024 (46,58%)
Yves Maurin, div. d., sout. UDF, 1.287; Claude Vian, Alt., 1.034.

Saint-Jean-du-Gard
L. 2.608; A. 22,20%; E. 1.933
Lucien Affortit, div. g., m., 1.116 (57,73%)
Robert Ruas, c.s., UDF-PR, 817.

Saint-Mamert-du-Gard
L. 7.057; A. 30,49%; E. 4.548
William Dumas, PS diss., 1.902 (41,82%)
Raymond Bruguière, RPR, sout. UDF, 1.393; Régis Martin, div. g., 1.253.
Léopold Dumas, c.s., PS, n.s.r.p.

Sommières
L. 13.308; A. 34,67%; E. 8.019
Maurice Boisson, c.s., FU, 2.804 (34,96%)
Alain Danilet, RPR, 2.769; Jean-Marie Cambacérès, ex-PS, d. a.m., 2.446.

Trèves
L. 1.156; A. 12,54%; E. 1.002
Martin Delord, div. d., 531 (52,99%)
Bernard Castagnet, c.s., div. g., 471.

Uzès
L. 11.585; A. 27,07%; E. 7.970
Jean-Luc Chapon, c.s., UDF-PR, m., 4.121 (51,70%)
Nicole Souyals, PS, 3.849.

Vauvert
L. 10.768; A. 32,99%; E. 6.678
Pierre André, UDF-PR, 3.540 (53,00%)
Guy Roca, PS, m., 2.999; Max Allien, FN, 139.

Vézénobres
L. 4.914; A. 27,14%; E. 3.244
Jacques Gras, c.s., FU, m., 1.749 (53,91%)
Fernand Joffe, div. g., 1.495.

Le Vigan
L. 6.040; A. 32,08%; E. 3.709
Alain Jounet, c.s., PS, d., m., 2.336 (62,98%)
Pierre Calvet, RPR, 1.373.

HAUTE-GARONNE (25)

1^{er} TOUR: 7 élus
(7 PS.)

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, réélu, mais avec 52 voix d'avance seulement, c'est l'une des rares bonnes nouvelles pour le PS en Haute-Garonne. Pour le reste, son reflux

NOUVEAU CONSEIL - 30 PS; 2 MRG; 3 div. g.; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 UDF; 5 RPR; 1 RPR diss.; 3 div. d.

CONSEIL SORTANT - 36 PS; 2 MRG; 3 div. g.; 2 UDF-CDS; 1 UDF; 3 RPR; 1 RPR diss.; 2 div. d. (Prés.: M. Pierre Izard, PS, m. de Villefranche-de-Lauragais).

Boulogne-sur-Gesse
L. 4.588; A. 24,01%; E. 3.335
Pierre Montastruc, c.s., UDF-CDS, m., 1.541 (46,20%)
Yvon Péchard, MRG, 1.123; Charles Martin, div. d., 671.

Castanet-Tolosan
L. 19.723; A. 27,31%; E. 13.810
Etienne Lourné, UDF-PR, 6.167 (44,65%)
Claude Ducert, c.s., PS, d., 6.138; Jean-François Maury, écol., 1.505.

Cazères
L. 7.366; A. 22,65%; E. 5.387
Gaston Escude, c.s., PS, m., 2.559 (66,06%)
Gilbert Allienne, div. d., 1.828.

Cintegabelle
L. 3.218; A. 18,08%; E. 2.530
Lionel Jospin, c.s., PS, ministre d'Etat, min. de l'éducation nationale, 1.291 (51,02%)
André Mistou, UDF-PR, 1.239.

s'est fortement amplifié, singulièrement à Toulouse. Les socialistes perdent six sièges. Hormis M. Jean-François Lamarque, réélu dans le canton de Revel, les autres députés socialistes qui étaient aussi conseillers sortants ont été battus. C'est le cas de M. Gérard Bap, maire de Saint-Jean, défait sur Toulouse par M. Robert Huguenard, adjoint RPR à la mairie; de M. Hélène Mignon, maire de Muret, battue par M. Alain Barrès, et celle alors que le Front national avait maintenu son candidat; de M. Claude Duvert à Castanet-Tolosan, devancé de 29 voix par M. Etienne Lourné; enfin de M. Pierre Ortiz, maire de Saint-Gaudens, qui chute devant M. Bernard Baudet. Dans le douzième canton de Toulouse, M. Bernard Audigé, maire de Tournefeuille, a été battu par M. François du Veyrains, adjoint au maire de Toulouse.

Si les socialistes conservent la majorité absolue au conseil général - et la présidence pour M. Pierre Izard, réélu dès le premier tour - cela tient simplement au fait qu'ils détiennent trente-six sièges sur cinquante dans l'assemblée sortante. Le reste de la gauche s'étant maintenu, la droite - qui voit tous ses sortants réélus - progresse donc de six sièges, répartis entre RPR, UDF et divers.

NOUVEAU CONSEIL - 30 PS; 2 MRG; 3 div. g.; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 UDF; 5 RPR; 1 RPR diss.; 3 div. d.

CONSEIL SORTANT - 36 PS; 2 MRG; 3 div. g.; 2 UDF-CDS; 1 UDF; 3 RPR; 1 RPR diss.; 2 div. d. (Prés.: M. Pierre Izard, PS, m. de Villefranche-de-Lauragais).

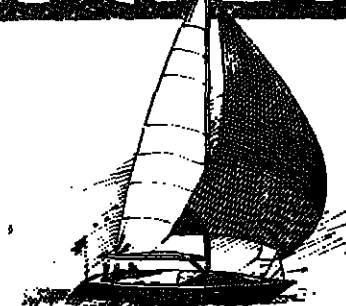
Boulogne-sur-Gesse
L. 4.588; A. 24,01%; E. 3.335
Pierre Montastruc, c.s., UDF-CDS, m., 1.541 (46,20%)
Yvon Péchard, MRG, 1.123; Charles Martin, div. d., 671.

Castanet-Tolosan
L. 19.723; A. 27,31%; E. 13.810
Etienne Lourné, UDF-PR, 6.167 (44,65%)
Claude Ducert, c.s., PS, d., 6.138; Jean-François Maury, écol., 1.505.

Cazères
L. 7.366; A. 22,65%; E. 5.387
Gaston Escude, c.s., PS, m., 2.559 (66,06%)
Gilbert Allienne, div. d., 1.828.

Cintegabelle
L. 3.218; A. 18,08%; E. 2.530
Lionel Jospin, c.s., PS, ministre d'Etat, min. de l'éducation nationale, 1.291 (51,02%)
André Mistou, UDF-PR, 1.239.

OKEANOS A MONTPELLIER



La mer, toute la mer dans le grand vaisseau nommé Corum. 10 heures, Okéanos. Conférences: Syanophycées et microalgues. 14 heures, Biotechnologies marines pour la protection de la Méditerranée. 22 heures, Rock au Zenith.

30 MARS/5 AVRIL
OKEANOS

LA SEMAINE DE LA MER

La quatrième édition d'OKEANOS s'ouvre aujourd'hui au Corum, le Palais des Congrès de Montpellier.

Durant une semaine, colloques scientifiques, salons-expositions, Festival d'images réuniront tous les acteurs économiques et amateurs du monde marin et sous-marin autour de nombreuses questions liées à l'environnement.

Manifestation phare du pôle Héliopolis de Montpellier Languedoc-Roussillon Technopole, OKEANOS s'affirme comme le grand rendez-vous des passionnés, des amoureux et des experts de la Méditerranée.



MONTPELLIER DISTRICT

MONTPELLIER LA SURDOUEE

"Montpellier, c'est pour la vie." Georges Frêche

GEORGES FRÊCHE
Député-Maire de Montpellier, Président du Montpellier District

LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

L'Isle-en-Dodon

L. 4170: A. 18,68%; F. 3,283
Jean Larrieu, UDF, 1 696 (51,66%)
RELU.

André Baron, c.s., PS, m., 1 587.

Lanta

L. 3680: A. 17,66%; E. 2 967
Pierre Sierre, c.s., MRG, 1 318
(44,42%)
RELU.

Marc Mengaud, div. g., 1 248; Robert
Nicomède, UDF-PR, 401.

Montastruc-la-Conseillère

L. 8645: A. 29,34%; E. 5 698
Jean-Paul Séguéla, c.s., RPR, diss.,
2 961 (51,96%)
RELU.

André Laur, PS, 2 737.

Muret

L. 42 195: A. 31,41%; E. 26 713
Alain Barret, div. d., 12 361 (46,27%)
RELU.

Hélène Mignon, c.s., PS, d., m.,
11 655; Louis Chantreaux, FN, 2 697.

Revel

L. 8654: A. 18,17%; E. 6 821
Jean-François Lamarque, c.s., PS, d.,
3 504 (51,37%)
RELU.

Jean-Louis Bensivien, div. d., 3 317.

Saint-Gaudens

L. 15 655: A. 30,81%; E. 10 244
Bernard Baille, RPR, 5 527 (53,95%)
RELU.

Pierre Orat, c.s., PS, d., m., 4 717.

Saint-Mary

L. 2 780: A. 22,19%; E. 20 665
Alexis Marrot, c.s., PS, 1 076
(52,10%)
RELU.

Robert Bernadet, UDF, 989.

Toulouse-1

L. 15 173: A. 35,32%; E. 6 403
Pierre Baudis, c.s., UDF, 4 493
(70,17%)
RELU.

Yvette Benayoun-Nakache, PS, 1 910.

Toulouse-3

L. 19 011: A. 50,03%; E. 8 945
Jean Diebold, c.s., RPR, adj. m.,
5 731 (64,06%)
RELU.

Robert Lodi, PS, d., 3 214.

Toulouse-4

L. 15 026: A. 43,96%; E. 7 128
Jean-Claude Paix, c.s., UDF-CDS,
adj. m., 4 731 (66,37%)
RELU.

Michel Loubet, PS, 2 397.

Toulouse-7

L. 16 800: A. 45,76%; E. 8 544
Robert Huguenard, RPR, adj., m.,
4 404 (51,34%)
RELU.

Gérard Bapt, c.s., PS, d., 4 140.

Toulouse-12

L. 34 779: A. 42,14%; E. 18 600
Françoise de Veyrin, UDF-CDS,
9 982 (53,66%)
RELU.

Norbert Audigé, c.s., PS, 8 618.

Toulouse-13

L. 33 469: A. 39,37%; E. 22 096
Jean Vauchère, c.s., PS, adj. m., de
Colomiers, 9 608 (43,48%)
RELU.

Patrick Anstiaux, UDF-PR, 8 405;
Didier Houi, écol., 4 083.

Toulouse-14

L. 23 511: A. 36,47%; E. 13 930
Claude Cornac, c.s., PS, sén., 7 367
(52,38%)
RELU.

Grégoire Carneiro, RPR, 6 563.

GERS (16)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 PC; 1 PS; 1 UDF-rad; 1 UDF-PR;
1 UDF; 1 RPR)

Enorme surprise: pour un siège, le
conseil général qui présidait M. Jean-
Pierre Sierre, député socialiste, bascule
à droite. Avant le premier tour, le rap-
port de forces en faveur de la majorité
PS-PC (récomptant l'argie à France
unie) qui dirigeait le département depuis
1976, était de vingt-deux à neuf. Il
est aujourd'hui de seize-quinze en
faveur de l'opposition.

Non seulement les candidats de l'op-
position l'ont emporté dans les sept bal-
lotages favorables mais aussi dans deux
des trois cantons où le rapport des forces
leur était mathématiquement défavora-
ble. Les candidats du PS semblent avoir
été d'autant plus victimes de la « défer-
lance » nationale que le Gers est frappé
par une crise agricole sans précédent. Ils
ont aussi souffert d'un très mauvais
report des voix communistes. La fédéra-
tion du PC avait clairement demandé à
ses électeurs de ne pas voter en faveur
des deux candidats de France unie, et les
désistements en faveur des trois candi-
dats du PS s'étaient faits du bout des
lèvres. Deux ballottages sur les trois en
faveur du PS se sont ainsi transformés
en défaite: à Valence-sur-Baïse et Mir-

dou, où les sortants, MM. Aubert Gar-
cia, sénateur -202, et André Monestes
(-124), sont loin de retrouver le total des
voix PS-PC du premier tour.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC;
15 PS; 3 UDF-rad; 2 UDF-PR;
3 UDF; 2 RPR; 1 app. RPR; 5 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 18 PS;
2 UDF-rad; 1 UDF-PR;
3 UDF; 1 RPR; 1 app. RPR; 1 div. d.
(Prés.: M. Jean-Pierre Joseph, PS, d.,
adj. m. de Lectoure.)

Auch-Nord-Est
L. 4824: A. 32,21%; E. 3070
Alain Dufour, UDF-PR, 1 803
(58,72%)
RELU.

Alain Sorbado, c.s., PS, 1 267.

Auch-Nord-Ouest
L. 6385: A. 34,71%; E. 3833
Jacques Brussaï, RPR, c.m., 2 339
(61,02%)
RELU.

Claude Bourdill, c.s., FU, c.m., 1 494.

Cazaubon
L. 3939: A. 27,29%; E. 2681
Claude Sainrapt, UDF-rad., 1 533
(57,18%)
RELU.

Christian Bianchi, PS, 1 148.
Guy Lamoche, c.s., PS, n.s.r.p.

Flourance
L. 7364: A. 20,20%; E. 5 584
Pierre Combedouzon, div. d., 3 154
(56,48%)
RELU.

Claude Gallardo, c.s., FU, m., 2 430.

Jegan
L. 2486: A. 23,73%; E. 1 735
Henri Soumadiou, c.s., UDF, 1 026
(59,13%)
RELU.

Philippe Monello, PS, m., 709.

Miélan
L. 4213: A. 30,88%; E. 2821
Gérard Dabiez, div. d., 1 226
(43,45%)
RELU.

Gérard Fauque, PC, 818; Jean Dours,
c.s., div. d., 777.

Miradoux
L. 1 781: A. 25,99%; E. 1 291
André Cochet, div. d., 720 (55,77%)
RELU.

André Monestes, c.s., PS, m., 571.

Plaisance
L. 3364: A. 22,11%; E. 2 541
Régis Soubatier, div. d., 1 397
(54,97%)
RELU.

Jean-Louis Quereilhac, c.s., PS, a.m.,
1 144.

Riscle
L. 5 668: A. 25,31%; E. 4 079
Gilles Galabert, c.s., PS, 2 340
(57,36%)
RELU.

Philippe Gayrin, div. d., 1 739.

Valence-sur-Baïse
L. 3 639: A. 23,79%; E. 2 608
Guy Philip, div. d., 1 396 (53,52%)
RELU.

Aubert Garcia, c.s., PS, sén., 1 212.

GIRONDE (31)

1^{er} TOUR: 5 élus
(3 PS; 1 RPR; 1 CNL)

La gauche conserve d'un siège le
département, avec trente-deux sièges
alors qu'elle en détenait trente-trois
avant le premier tour. Le rapport de
forces en faveur de la majorité PS-PC
est largement élargi à France unie
qui dirigeait le département depuis
1976, était de vingt-deux à neuf. Il
est aujourd'hui de seize-quinze en
faveur de l'opposition.

Non seulement les candidats de l'op-
position l'ont emporté dans les sept bal-
lotages favorables mais aussi dans deux
des trois cantons où le rapport des forces
leur était mathématiquement défavora-
ble. Les candidats du PS semblent avoir
été d'autant plus victimes de la « défer-
lance » nationale que le Gers est frappé
par une crise agricole sans précédent. Ils
ont aussi souffert d'un très mauvais
report des voix communistes. La fédéra-
tion du PC avait clairement demandé à
ses électeurs de ne pas voter en faveur
des deux candidats de France unie, et les
désistements en faveur des trois candi-
dats du PS s'étaient faits du bout des
lèvres. Deux ballottages sur les trois en
faveur du PS se sont ainsi transformés
en défaite: à Valence-sur-Baïse et Mir-

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC;
29 PS; 1 UDF-rad; 1 UDF-CDS;
6 UDF-PR; 1 UDF; 16 RPR;
1 app. RPR; 4 CNL; 1 app. CNL

CONSEIL SORTANT: 3 PC; 29 PS;
1 ADD; 1 UDF-rad; 1 UDF-CDS;
6 UDF-PR; 1 UDF; 13 RPR; 2 app.
RPR; 6 CNL. (Prés.: M. Philippe
Blanc, PS, sén. m. de Carbon-
Blanc.)

Arzac-sur-Thouze
L. 10 232: A. 46,19%; E. 5 037
Robert Fauriol, c.s., UDF-PR, a.m.,
3 713 (73,71%)
RELU.

Anne-Marie Pouyadou, PS, 1 324.

Andegon
L. 26 698: A. 38,45%; E. 14 862
Robert Cazale, c.s., UDF-PR, d.,
9 654 (64,95%)
RELU.

Xavier Daney, PS, 5 208.

Aurios
L. 3 460: A. 17,68%; E. 2 767
Jean-Elian Cazemajou, c.s., CNL,
1 351 (48,82%)
RELU.

Maylis Coudroy de Lille, div. d., 984;
Gérard Bardin, PC, 432.

Bégles
L. 13 884: A. 31,38%; E. 9 978
Jean-Jacques Paris, c.s., PC, 4 681
(52,13%)
RELU.

Belin-Béliet
L. 7 504: A. 48,89%; E. 2 911
Alain Péronneau, app. CNL, adj. m.,
2 911 (100,00%)
RELU.

Raymond Brun, c.s., CNL, m., n.s.r.p.

Bordeaux-2
L. 13 999: A. 51,56%; E. 6 083
Chantal Bourragué, RPR, adj. m.,
3 659 (60,15%)
RELU.

Bertrand Planté, PS, 2 424.
Simone Noailles, c.s., app. RPR,
adj. m., n.s.r.p.

Bordeaux-6

L. 12 927: A. 52,50%; E. 5 689
Jean-Claude Barran, c.s., RPR, c.m.,
3 159 (55,52%)
RELU.

Jacques Rospa, PS, c.m., 2 530.

Bordeaux-8

L. 23 869: A. 50,32%; E. 11 081
Jacques Matharan, c.s., RPR, adj. m.,
7 301 (65,88%)
RELU.

Jacques Lahon, PS, 3 780.

Boulogne

L. 8 417: A. 31,73%; E. 5 317
Claude Broy, c.s., PS, 2 829 (53,20%)
RELU.

Jean-Michel Manciet, div. d., 2 488.

Brenne

L. 7 977: A. 35,63%; E. 4 976
Jean-Paul Fossat, c.s., PS, 3 409
(68,50%)
RELU.

Alain Vizerie, RPR, 1 567.

Castellane

L. 8 342: A. 36,96%; E. 4 834
Jacques Thomas, c.s., UDF-PR, m.,
3 144 (65,03%)
RELU.

Régis Durand, PS, 1 690.

Carbon-Blanc

L. 20 387: A. 41,19%; E. 11 099
Philippe Madrelle, c.s., PS, prés. c.s.,
6 680 (60,18%)
RELU.

Philippe Héry, CNL, 4 419.

Castelnau-de-Médoc

L. 16 379: A. 35,11%; E. 9 287
Michel Lessoutre, RPR, 5 259
(56,62%)
RELU.

Yves Lecaudey, c.s., ADD, 4 028.

Céron

L. 18 954: A. 44,35%; E. 9 638
Pierre Garmendia, PS, d., adj. m.,
5 415 (56,06%)
RELU.

Jean-Pierre Guyomarch, UDF-PR,
c.m., 4 243.

Fleurance

L. 13 493: A. 45,77%; E. 6 554
Jean-Claude Thomila, RPR, c.m.,
3 310 (50,50%)
RELU.

Jean Darriet, c.s., PS, m., 3 244.

Guitres

L. 8 944: A. 31,68%; E. 5 742
Jean-Claude Bireau, c.s., RPR, 3 225
(56,16%)
RELU.

Alain Marois, PS, 2 517.

Labarde

L. 18 747: A. 34,78%; E. 11 514
Hubert Lagouette, c.s., CNL, 5 609
(48,71%)
RELU.

Gilles Pezat, PS, 4 264; Jean-Luc
Ajas, Verts, 1 641.

Libourne

L. 24 546: A. 40,43%; E. 13 965
André Teurlay, c.s., UDF-PR, c.m.,
7 912 (56,55%)
RELU.

Michel Galand, PS, 6 053.

Mérignac-2

L. 20 579: A. 41,75%; E. 11 098
Pierre Favre, c.s., UDF-PR, 6 521
(58,75%)
RELU.

Jean-Michel Tavart, PS, 4 577.

Pauillac

L. 8 356: A. 35,93%; E. 4 981
Louis Sénilon, RPR, m., 2 959
(59,40%)
RELU.

Christian Ollier, PS, 2 022.

Pessac-1

L. 16 226: A. 42,12%; E. 9 058
Pierre Auger, PS, adj. m., 4 294
(47,40%)
RELU.

Jean-Claude Dalbos, c.s., RPR, 3 529;
Jean-Pierre Dufour, Verts, 1 235.

Saint-Ciers-sur-Gironde

L. 8 085: A. 20,71%; E. 6 174
Daniel Picotin, c.s., UDF-rad., m.,
3 192 (51,70%)
RELU.

Philippe Plisson, PS, 2 982.

Saint-Laurent-Médoc

L. 5 037: A. 30,49%; E. 3 250
Michel Faure, c.s., RPR, m., 1 970
(60,61%)
RELU.

Jack Costes, PS, 1 280.

Saint-Macaire

L. 6 087: A. 28,24%; E. 4 086
Jean Lafourcade, c.s., PC, 2 293;
(56,11%)
RELU.

Pierre Laporte, RPR, 1 793.

Saint-Symphorien

L. 2 547: A. 26,06%; E. 1 672
Gérard Lagors, c.s., PS, m., 989
(59,13%)
RELU.

Laurent de Baillencourt, div. d., 683.

Talence

L. 19 393: A. 45,55%; E. 9 752
Alain Cazabonne, c.s., UDF-CDS,
adj. m., 5 716 (58,61%)
RELU.

François Joly, PS, 4 036.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC;
3 ex-PC; 28 PS; 1 PS diss.; 1 GE;

2 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 7 RPR;
1 div.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 3 ex-PC;
27 PS; 1 PS diss.; 1 GE; 2 UDF-CDS;
6 UDF-PR; 4 RPR; 1 div. (Prés.:
M. Gérard Saumade, PS, d., m. de
Saint-Mathieu-de-Trévières.)

Béziers-3
L. 18 188: A. 41,04%; E. 9 829
Jules Faigt, c.s., PS, adj. m., 4 407
(44,83%)
RELU.

Michel Roget, RPR, sout. UDF,
3 619; Jacques Denis, FN, 1 803.

Béziers-4
L. 21 650: A. 40,66%; E. 12 020
Raymond Coudert, c.s., UDF-PR,
c.m., 5 861 (48,76%)
RELU.

Aimé Couquet, PC, adj. m., 4 100;
Yves Unterreiner, FN, 2 059.

Capestang
L. 10 652: A. 34,67%; E. 6 231
Bernard Nayral, c.s., PS, d., m., 3 596
(57,71%)
RELU.

Xavier Gombert, div. d., 2 635.

Castelnau-le-Lez
L. 13 602: A. 39,85%; E. 7 347
Jean-Pierre Grand, c.s., RPR, m.,
5 901 (80,31%)
RELU.

Jean-Louis Pelletier, FN, 1 446.

Castries
L. 21 662: A. 33,43%; E. 13 716
Marcel Gibilly, c.s., UDF-PR, m.,
6 590 (48,04%)
RELU.

Jean-Marcel Castet, PS, 5 307; Fer-
nand Lapscher, FN, 1 819.

Le Caylar
L. 9 274: A. 13,48%; E. 782
Pierre Bouyeron, c.s., PS, m., 406
(51,91%)
RELU.

Jean-Marie Barsac, div. d., 376.

Clermont-l'Hérault
L. 11 119: A. 32,89%; E. 6 864
Marcel Vidal, c.s., PS, sén., m., 4 104
(59,79%)
RELU.

Claude Revel, app. RPR, 2 760.

Ganges
L. 6 271: A. 25,37%; E. 4 207
Louis Randon, c.s., RPR, 2 333
(55,45%)
RELU.

Yvon Delmas, PS, 1 874.

Lattes
L. 15 587: A. 40,43%; E. 7 957
Michel Vaillat, c.s., UDF-PR, m.,
5 822 (73,16%)
RELU.

Hélène Zouroudis, FN, 2 135.

Lunel
L. 21 410: A. 31,06%; E. 13 861
Claude Barral, c.s., PS, m., 6 892
(49,72%)
RELU.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

orraine

Robert Lefèvre, div. g., 1 242; Jean-Paul Moreau, PC, 1 054.

Château-la-Vallière
L. 6 124; A. 33,04%; E. 3 329
Maurice Duron, c.s., div. d., m., 1 128 (60,30%)
Jean-Pierre Parfait, PS, 1 401.
REELU.

L'Île-Bouchard
L. 5 634; A. 34,36%; E. 4 061
Marcelin Sigonneau, div. d., c.s., de Richelieu, 2 338 (57,57%)
André-Georges Voisin, c.s., app. RPR, prés. c.g., 1 723.

Lignéil
L. 5 377; A. 30,04%; E. 4 099
Michel Girardeau, div. d., 2 153 (52,52%)
Michel Guignadeau, c.s., MRG, a.m., 1 946.

Joué-lès-Tours-Sud
L. 10 555; A. 47,12%; E. 5 007
Philippe Lebreton, PS, c.m., 2 592 (51,76%)
Bernard Plisson, c.s., RPR, adj. m., 2 415.

Laynes
L. 11 577; A. 42,46%; E. 6 008
Jean Roux, c.s., RPR, m., 3 625 (63,33%)
Jacques Mérel, div. d., 2 383.

Monthozon
L. 13 421; A. 39,78%; E. 7 493
Régis Ramage, div. d., m., 4 795 (63,99%)
Serge Viard, MRG, 2 698.
Louis Le Bescom, c.s., RPR, s'est retiré.

Montlouis-sur-Loire
L. 11 437; A. 33,00%; E. 7 149
Dominique Leclerc, c.s., RPR, 4 106 (57,43%)
Jean-Jacques Fillet, PS, m., 3 043.

Neuilly-le-Roi
L. 4 183; A. 25,40%; E. 3 009
Henri Zamirlik, div. d., 2 029 (67,43%)
Jean Poussin, c.s., div. d., 980.

Richelieu
L. 6 331; A. 32,50%; E. 4 068
Gabriel Coquerie, div. d., m., 1 483 (36,45%)
Henri Gaudelaud, div. d., 1 294;
Robert Dureau, div. g., c.m., 1 291;
Marcelin Sigonneau, c.s., div. d., se représente dans le canton de l'Île-Bouchard.

Tours-Est
L. 11 582; A. 49,72%; E. 5 362
Barbara Romic, c.s., RPR, adj. m., 3 178 (59,26%)
Arlette Bosch, PS, c.m., 2 184.

Tours-Nord-Ouest
L. 11 153; A. 50,79%; E. 5 071
Michel Montaubin, c.s., div. d., adj. m., 3 062 (60,38%)
Dominique Lachaud, PS, c.m., 2 009.

Tours-Ouest
L. 8 643; A. 54,09%; E. 3 691
Claude Croubois, c.s., RPR, adj. m., 2 350 (63,66%)
Mathias Chautat, PS, 1 341.

Tours-Sud
L. 9 919; A. 53,36%; E. 4 300
Michel Trochu, c.s., RPR, c.m., 2 971 (69,09%)
Sylvie Roux, PS, 1 329.

ISÈRE (29)

1^{er} TOUR: 9 élus
(1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 2 RPR; 1 div. d.; 2 div.)

Le président sortant du conseil général, M. Alain Carignon, en congé du RPR, retrouve avec le RPR, l'UDF et le groupe des non-inscrits la majorité au sein de l'Assemblée. Il avait d'ailleurs perçu le soutien des six élus de la Nouvelle Gauche, animée par M. Haroun Tazief, ancien secrétaire d'Etat à la prévention des risques majeurs dans le gouvernement Fabius. Globalement, les rapports de forces sont relativement stables. Grâce à la victoire de M. André Vallin, maire de Tullins, sur le conseiller sortant, le PS retrouve le même nombre de conseillers (onze). Il PC, avec huit élus, gagne un siège: il perd le contrôle de Fontaine-Sasseigne, mais enlève le siège de Roussillon au PS et conquiert celui d'Échirolles-Est, tenu jusqu'alors par M. Alain Arvin-Berod, conseiller de la Nouvelle Gauche. Quant à M. Carignon, il peut espérer avoir le soutien de près des deux tiers du conseil général, au sein duquel le RPR a pris le dessus sur l'UDF, pour la première fois.

NOUVEAU CONSEIL - 8 PC; 11 PS; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 2 UDF; 13 RPR; 10 div. d.; 2 div.

CONSEIL SORTANT: 7 PC; 11 PS; 2 div. g.; 2 UDF-rad.; 9 UDF-PR; 11 RPR; 15 div. d.; 1 div. (Prés.: M. Alain Carignon, div. d., m. de Grenoble).

Bourgoin-Jallieu-Sud
L. 12 405; A. 40,33%; E. 7 074
Pierre Grataloup, c.s., div. d., 3 455 (68,84%)
Alain Cottalorda, PS, 2 164; Christian Vellieux, FN, 1 455.

Échirolles-Est
L. 8 172; A. 43,13%; E. 4 471
Claude Bertrand, PC, 2 067 (66,23%)
Alain Arvin-Berod, c.s., div., 1 595;
Michel D'Ornano, FN, 809.

Fontaine-Sasseigne
L. 15 385; A. 40,87%; E. 8 447
Dominique Valérie, RPR, m. de Sasseigne, 4 620 (54,69%)
Yannick Bouillard, c.s., PC, m. de Fontaine, 3 827.

Le Grand-Lemps
L. 7 855; A. 32,94%; E. 5 025
Pierre Barnier, div. d., sout. UDF.
2 450 (48,75%)
Bernard Vial, maj. p., sout. PS, 1 502;
Gérard Mathan, div. d., 1 073;
Henri Micoud, c.s., div. d., n.s.r.p.

Grenoble-1
L. 17 159; A. 50,72%; E. 7 770
Yves Machefaux, UDF-rad., 4 258 (54,80%)
Jean-Paul Girard, PS, 3 512;
Jean-Jacques Guillemot, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Grenoble-3
L. 12 005; A. 45,59%; E. 6 235
Michel Destot, c.s., PS, d., 3 158 (50,64%)
Bernard Betto, UDF-CDS, 2 158;
Mirille D'Ornano, FN, 919.

Grenoble-6
L. 11 332; A. 52,02%; E. 5 068
Annie Deschamps, c.s., PS, 2 940 (58,01%)
REELU.
Genevieve Tchideman, RPR, 2 128.

Méas
L. 2 433; A. 24,04%; E. 1 770
Jean-Auguste Richard, c.s., PS, 959 (54,18%)
Guy Mathelet, div. d., sout. UDF, 811.

Morestel
L. 13 951; A. 47,30%; E. 6 674
Jean Genin, c.m., div. d., sout. UDF, 5 016 (75,15%)
REELU.
Roger Cordier, PS, 1 658.

La Mure
L. 9 284; A. 38,30%; E. 5 440
Claude Péquignot, c.s., div. d., sout. UDF, m., 3 186 (58,56%)
REELU.
Jean Lozier, PC, 2 254.

Roussillon
L. 26 445; A. 39,54%; E. 15 039
Maurice Poirier, PC, m., 7 388 (49,12%)
Patrick Méral, UDF-PR, 5 319; Jean-Marc Monney, PS, 2 332;
René Bourget, c.s., PS, s'est retiré.

Saint-Égrève
L. 15 322; A. 38,29%; E. 8 832
Jean-Yves Poirier, c.s., RPR, 5 077 (57,49%)
Bernard Cornu, PS, 3 755.

Saint-Georges-en-Valdaine
L. 3 386; A. 33,51%; E. 3 417
André Gillet, UDF, sout. UDF, 898 (55,54%)
Louis Monin-Picard, div. d., 1 519;
André Chaise, c.s., div. d., n.s.r.p.

Saint-Marcellin
L. 13 350; A. 34,23%; E. 8 252
Robert Pina, UDF, 4 365 (52,89%)
REELU.
Louis Ferrouillat, RPR, m., 3 887;
Paul Bossan, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Saint-Martin-d'Hères-Nord
L. 8 689; A. 61,59%; E. 2 000
Madeleine Barathieu, c.s., PC, adj. m., 2 000 (100,00%)
REELU.

Tullins
L. 6 612; A. 31,50%; E. 4 223
André Vallin, PS, 2 198 (52,04%)
REELU.
Moïse Zala, c.s., div. d., sout. UDF, 2 025.

La Verpillière
L. 9 035; A. 38,12%; E. 5 372
Achille Paoletti, c.s., RPR, sout. UDF, m., 1 891 (65,20%)
Patrick Ansel, PS, 1 589; Roger Marchal, div. d., 1 021; Eric Brumot, FN, 871.

Vienne-Sud
L. 17 839; A. 36,58%; E. 10 747
Jacques Remiller, c.s., UDF-PR, 5 768 (53,67%)
REELU.
Gilbert-Gabriel Freney, PS, 3 289;
Henry Despres, FN, 1 690.

Vinay
L. 5 122; A. 31,31%; E. 3 331
Bernard Quercy, RPR, 1 881 (56,46%)
REELU.
Jean-Claude Coux, maj. p., sout. PS, m., 1 450.
Marcel Carlin, c.s., div. d., n.s.r.p.

Voirons
L. 24 698; A. 38,31%; E. 14 789
Michel Hannoun, c.s., RPR, 7 341 (49,63%)
REELU.
Gilbert Mathieu, PS, 3 260; Jean-Michel Guillon, Venn, 2 323; Jean Tabling, FN, 1 865.

JURA (17)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 UDF-CDS; 1 RPR; 3 div. d.)

L'équilibre départemental reste quasiment inchangé, permettant à M. André Jourdain, sénateur RPR, de conserver son fauteuil de président du conseil général. La gauche remporte trois sièges et amène ainsi sa représentation (neuf élus contre sept dans le conseil sortant). La droite, avec neuf élus ou réélus, reste largement majoritaire avec vingt-six conseillers (contre vingt-sept dans le conseil sortant). M. Marcel Odobert (RPR) ne l'emporte que de 3 voix dans le canton des Bouchoux, tandis que M. Jean-Paul Girard (RPR) est battu dans le canton de Dampierre. A Villers-Farlay, M. Claude Lécuyer (RPR) est battu par M. Jean-Marie Sermier (div. d.). A gauche, le fait marquant est l'apparition pour la première fois de deux élus divers gauche.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 5 PS; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF-P et R; 2 UDF; 1 app. UDF; 11 RPR; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 6 PS; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF-P et R; 2 UDF; 1 app. UDF; 11 RPR; 6 div. d.

1 app. UDF; 10 RPR; 6 div. d. (Prés.: M. André Jourdain, RPR, sén. adj. m. de Ségely).

Arinthod
L. 2 952; A. 28,38%; E. 2 006
Gilles Carret, RPR, 1 231 (61,36%)
REELU.

Beaufort
L. 4 498; A. 33,61%; E. 2 814
Roger Boudet, RPR, 1 589 (56,46%)
REELU.
Roger Guillot, PS, 1 225;
Georges Vallat, c.s., PS, n.s.r.p.

Les Bouchoux
L. 1 817; A. 21,44%; E. 1 397
Marcel Odobert, c.s., RPR, 700 (50,10%)
REELU.
Jean-Pierre Ackermann, div. g., 697.

Chemin
L. 2 311; A. 28,71%; E. 4 495
André Vauchez, PS, 1 969 (39,89%)
REELU.
Charles Pichinot, div. d., 1 920; René Berthod, div. g., 1 046;
Jean Corot, c.s., UDF, n.s.r.p.

Dampierre
L. 3 964; A. 26,01%; E. 2 779
Denis Jumeau, div. g., 1 504 (54,12%)
REELU.
Jean-Paul Girard, c.s., RPR, 1 275.

Dole-Nord-Est
L. 12 427; A. 40,42%; E. 6 696
Pierre Talagrand, c.s., UDF-CDS, 3 963 (59,18%)
REELU.
Alain Carrey, Verts, 2 733.

Lons-le-Saunier-Nord
L. 9 949; A. 42,71%; E. 5 080
René Feit, c.s., app. UDF, 3 000 (59,05%)
REELU.
Christophe Ferry, PS, 2 080.

Monthey
L. 3 254; A. 18,96%; E. 2 504
Nelly Poncet, c.s., RPR, 1 302 (51,99%)
REELU.
Alain Bigueur, div. g., 1 202.

Montmorillon-le-Château
L. 2 052; A. 44,44%; E. 836
Bernard Chauvin, UDF, 836 (100,00%)
REELU.
Bernadette Brantus, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Morez
L. 8 685; A. 47,48%; E. 4 050
Roland Carminat, PS, 2 228 (55,01%)
REELU.
Christian Delval, PS, 1 822;
Jean-Louis Crestin-Billet, c.s., div. d., n.s.r.p.

Sellières
L. 2 430; A. 22,73%; E. 1 760
Robert Tournier, div. g., sout. PC et PS, 889 (50,51%)
REELU.
Jean-Jacques Brandon, app. RPR, 871.
Alain Brune, c.s., PS, d., n.s.r.p.

Villers-Farlay
L. 2 718; A. 23,54%; E. 2 019
Jean-Marie Sermier, div. d., 749 (37,09%)
REELU.
Michel Janod, app. UDF, 484;
Claude Lécuyer, c.s., RPR, 459; Annick Vernus, PS, 327.

LANDES (15)

1^{er} TOUR: 7 élus
(3 PS; 1 MRG; 1 UDF-rad.; 1 UDF-PR; 1 RPR)

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, pourvu à nouveau comme sur une majorité absolue du PS au sein du conseil général qu'il préside, malgré l'échec à Mont-de-Marsan des deux conseillers socialistes sortants. Ceux-ci ont en effet été battus, l'un de 71 voix, l'autre de 9 voix, ce qui a provoqué une certaine surprise dans les deux cantons d'une ville où le PS s'est imposé avec 57 % des suffrages dès le premier tour de l'élection municipale de 1989. L'un des deux perdants est M. Alain Vidalies, député et premier vice-président du conseil général sortant, chargé des affaires sociales. Son adversaire, M. Guy Duvergne, un avocat de quarante-trois ans, président départemental du RPR, vient d'être élu au conseil régional d'Aquitaine.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC; 1 MRG; 2 UDF-rad.; 3 UDF-PR; 3 app. UDF; 2 RPR; 1 CNL

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 18 PS; 1 MRG; 2 UDF-rad.; 2 UDF-PR; 3 app. UDF; 2 RPR. (Prés.: M. Henri Emmanuelli, PS, président de l'Assemblée nationale.)

Dax-Nord
L. 12 097; A. 31,30%; E. 7 448
Claude Lengère, c.s., PS, 4 230 (56,79%)
REELU.
Claude Lafite, RPR, adj. m., 3 218.

Lahrit
L. 2 147; A. 17,93%; E. 1 695
Michel Simon, RPR, 922 (54,39%)
REELU.
Dominique Coutière, maj. p., adj. m., 773.

Mimizan
L. 7 919; A. 27,43%; E. 5 354
Robert Barsac, c.s., UDF-rad., 2 984 (55,73%)
REELU.
Jean Bourden, PS, m., 2 370.

Mont-de-Marsan-Nord
L. 11 496; A. 37,43%; E. 6 765
Jean Bertrand, UDF-PR, c.m., 3 387 (59,06%)
REELU.
Christian Cazade, c.s., PS, adj. m., 3 378.

Mont-de-Marsan-Sud
L. 19 628; A. 33,40%; E. 12 247
Guy Duvergne, RPR, c.m., 6 159 (50,28%)
REELU.
Alain Vidalies, c.s., PS, d., 6 088.

Peyrehorade
L. 7 528; A. 27,70%; E. 5 034
Alain Sibierchicot, c.s., PS, 2 932 (58,24%)
REELU.
Christian Bordenave, RPR, 2 102.

Saint-Vincent-de-Tyrosse
L. 15 341; A. 34,27%; E. 9 247
Jean-Pierre Dufau, c.s., PS, 5 080 (54,93%)
REELU.
Pierre Dupuy, RPR, 4 167.

Tartas-Est
L. 4 169; A. 25,13%; E. 2 722
Raymond Garrigues, c.s., PS, adj. m., 1 644 (60,39%)
REELU.
Christian Magne, RPR, 1 078.

LOIRE-ET-CHER (15)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 PS; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 2 RPR)

L'effet Langs a encore joué. Le PS passe de cinq à huit élus (sur treize). M. Michel Fromet, député socialiste, adjoint au maire de Blois, prend à la droite le canton urbain de Blois-III, et les sortants PS, MM. Michel Elmer (Blois-III) et Robert Girard (Vendôme-III) sont facilement réélus. A Romorantin-Lanthenay-Nord, M. Jean-Louis Longueux, député PS, maire de Romorantin, profite une fois de plus des divisions de la droite locale et renforce son emprise en Sologne. A Bracieux, M. Michel Lhommedé (div. g.), ancien communiste, conserve son siège. A Marchenoir, M. René Salvat (RPR) et M. Henri Glacard (Ecluse) (UDF-PR) qui ne se représentaient pas.

NOUVEAU CONSEIL - 8 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 4 RPR; 8 div.

CONSEIL SORTANT: 5 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 6 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 3 RPR; 8 div. d. (Prés.: M. Roger Goemaere, RPR.)

Blois-2
L. 7 993; A. 36,04%; E. 4 857
Michel Elmer, c.s., PS, 2 803 (57,71%)
REELU.
Yves Crosnier, div. d., sout. UDF, 2 054.

Blois-3
L. 8 800; A. 40,78%; E. 4 817
Michel Fromet, PS, d., adj. m., 2 568 (53,31%)
REELU.
Jacques Charvin, RPR, c.m., 2 249;
Jacques Blot, c.s., div. d., n.s.r.p.

Bracieux
L. 14 406; A. 52,36%; E. 6 525
Michel Lhommedé, c.s., div. g., 4 033 (61,80%)
REELU.
Gérard Lemaigre, div. d., 2 492.

Marchenoir
L. 4 434; A. 27,50%; E. 3 044
René Salvat, RPR, 2 035 (66,85%)
REELU.
Bernard Damion, maj. p., 1 009.
Henri Glacard d'Esting, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Nemours-Beuvron
L. 4 248; A. 27,09%; E. 2 968
Pierre Foucher, UDF-PR, 1 578 (53,38%)
REELU.
Jean Vignier, div. d., 1 390;
Charles Quenet, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Romorantin-Lanthenay-Nord
L. 8 404; A. 32,53%; E. 5 297
Jean-Louis Longueux, PS, 2 781 (52,50%)
REELU.
Olivier Bouton, UDF-PR, 2 516;
Jean Hubert, c.s., UDF-CDS, s'est retiré.

Romorantin-Lanthenay-Sud
L. 6 587; A. 31,21%; E. 4 058
Jean-Marie Bisson, div. d., 2 313 (56,99%)
REELU.
Claude Gersy, PS, 1 745;
Pierre Torset, c.s., UDF-CDS, a été élu.

Vendôme-2
L. 10 364; A. 33,99%; E. 6 291
Robert Girard, c.s., PS, 3 654 (58,08%)
REELU.
Jack Bellanger, UDF-CDS, 2 637.

LOIRE (21)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 app. PS; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 2 RPR; 1 div. d.)

Trois sièges supplémentaires vont à la majorité UDF du conseil général de la Loire. Par suite d'un nouveau report des voix à gauche, le PC perd le canton de Roanne-Nord et le PS les cantons de Bourg-Argental et de Saint-Chamond-Sud. Victime d'une moindre mobilisation des électeurs communistes, M. Guy Laffrie (PS) est devancé dans le canton de Saint-Etienne-Nord-Est-1 par M. Christian Bail (RPR), qui bénéficie d'un léger glissement des voix du FN. Dans les autres cantons de Saint-Etienne, seul face au candidat de l'UDF, le FN renforce ses scores du premier tour. Cette mobilisation des électeurs du FN s'empêche pas M. Lucien Neuwirth, député RPR sortant du conseil général, d'être facilement reconduit dans son canton. Enfin, M. Jean-Claude Frécon (PS) est le seul candidat de la gauche à être réélu.

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC; 4 PS; 1 app. PS; 1 GE; 2 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 1 UDF; 9 RPR; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 4 PC; 7 PS; 1 GE; 2 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 1 UDF; 10 RPR; 8 div. d. (Prés.: M. Lucien Neuwirth, RPR, sén.)

Belmont-de-la-Loire
L. 3 774; A. 37,49%; E. 2 210
Jean-Baptiste Chabrier, c.s., div. d., 1 367 (61,83%)
REELU.
Georges Decias, div. d., adj. m., 843.

Bourg-Argental
L. 4 936; A. 28,38%; E. 3 407
Bernard Bonne, UDF-PR, m., 1 782 (52,30%)
REELU.
Jean Moutot, c.s., PS, c.m., 1 625.

Chazelles-sur-Lyon
L. 6 366; A. 31,33%; E. 4 099
Maurice Desfarges, UDF-PR, 2 101 (51,25%)
REELU.
Jean Bouthéon, div. d., 1 998;
Gérard Seux, c.s., RPR, n.s.r.p.

Feurs
L. 15 819; A. 43,00%; E. 8 652
Jean-Claude Frécon, c.s., PS, 5 531 (63,92%)
REELU.
Lucien Nicolas, RPR, 3 121.

Rive-de-Gier
L. 15 091; A. 33,91%; E. 9 578
Jean-Claude Charvin, c.s., div. d., c.m., 5 078 (53,01%)
REELU.
André Gély, PC, m., 3 363; Christian Grangis, FN, 1 137.

Roanne-Nord
L. 22 012; A. 42,07%; E. 12 117
Yves Nicolin, UDF-PR, 6 226 (51,38%)
REELU.
Paul Desroches, c.s., PC, 5 891.

Saint-Chamond-Nord
L. 10 738; A. 39,07%; E. 6 246
François Rocheblonde, c.s., UDF-CDS, d., adj. m., 3 485 (55,79%)
REELU.
Paul Fay, PS, 1 660; Roger Fraisse, FN, 1 101.

Saint-Chamond-Sud
L. 13 039; A. 37,00%; E. 7 802
José-Pierre Simon, RPR, adj. m., 3 419 (43,82%)
REELU.
Annie Triollier, PS, c.m., 2 836;
Gisèle V

LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

HAUTE-MARNE
(16)1. 1018: A. 44,25%; E. 5131
2. 2693 (52,48%)
3. 2438Nantes-9
1. 17432: A. 49,13%; E. 8232
Albert Mahé, c.s., PS, c.m., 4.597
(55,84%)
Jean-Claude Groiselleau, RPR, 3.635Nantes-11
1. 12109: A. 54,94%; E. 5131
Patrick Mareschal, c.s., PS, adj. m.,
2.693 (52,48%)
Rolande Haugnard, UDF, 2.438Orvault
1. 21312: A. 44,25%; E. 11192
André Louisy, c.s., UDF-PR, 7.033
(62,83%)
Jean-Claude Lobosse, PS, 4.159Paimboeuf
1. 8353: A. 55,02%; E. 5260
Raymond Kerverdo, c.s., RPR, 2.747
(52,22%)
Etienne Chauvin, PS, 2.513Pornic
1. 1971: A. 42,44%; E. 7651
Michel Guisneau, c.s., div. d., 4.464
(58,34%)
Joseph Groppi, Vets, 3.187Rialle
1. 4694: A. 44,25%; E. 3198
Philip Squelard, div., 1.615 (50,50%)
Isabelle Le Gualès de Mézaubran, c.s.,
div. d., 1.583Rougé
1. 2911: A. 50,95%; E. 2206
Francis Martin, div. d., 1.270
(57,57%)
Henri Baron, PS, 936
Jacqueline Fournier, c.s., RPR, s'est
retiréeSaint-Etienne-de-Montluc
1. 19770: A. 40,60%; E. 11006
Jean Redor, c.s., div. d., m., 3.365
(48,74%)
Robert Morin, PS, 2.849; Thierry
Durand, Vets, 2.792Saint-Herblain-Est
1. 16078: A. 49,07%; E. 7529
Charles Gautier, c.s., PS, m., 1.443
(55,02%)
François Ollie, UDF-CDS, c.m.,
3386Saint-Nazaire-Est
1. 14726: A. 54,67%; E. 6155
Maxime Batard, PS, 3.246 (52,73%)
Emmanuel Petit, UDF-PR, 2.909
Pierre Verdy, c.s., PS, n.s.r.p.Saint-Nazaire-Ouest
1. 15370: A. 49,09%; E. 7197
Marie-Odile Bouillé, PS, 3.730
(52,32%)
Etienne Garnier, c.s., RPR, 3.467Varades
1. 5286: A. 50,01%; E. 4126
Alexandre Gautier, PS, 2.159
Etienne Foucher, div., 1.967
Jean-Pierre Baudouin, c.s., RPR, s'est
retiré

LOIRET (20)

1^{er} TOUR: 8 élus
(1 PS; 1 UDF-rad.; 2 UDF-PR;
3 RPR; 1 div. d.)

La plupart des candidats réélus, le nouveau conseil général ressemble beaucoup au précédent, fortement ancré à droite et au centre. Parmi les nouveaux élus, M. Gabriel Poullin (div. d.), vainqueur inattendu d'une triangulaire à Saint-Jean-de-Braye, bastion socialiste où un candidat d'extrême gauche s'était maintenu, ainsi que M. André Dabauvalle (UDF-CDS) à Orléans-Banlieue, qui succède à M. Henri Chartier, RPR dissident. A Montargis, M. Nublat, tête de liste communiste aux régionales, échoue devant le RPR sortant, M. Michel Brissou, tandis qu'à Lorris M. Lanthiez sort vainqueur d'une « quadrangulaire » dans laquelle figurent M. Paul Malagut (FN, 12,44 %) dont le passé de collaborateur avait été révélé pendant la campagne.

La gauche ne perd qu'un siège, tandis que les deux fiefs communistes de Fleury-les-Aubrais (M. Chêne) et Châteauneuf-Loing (M. Louis) restent solides.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC; 8 PS; 1 app. PS; 1 UDF-rad.; 4 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 2 UDF; 9 RPR; 7 div. d.

CONSEIL SORTANT - 2 PC; 9 PS; 1 app. PS; 3 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 2 UDF; 10 RPR; 1 RPR diss.; 5 div. d. (Prés.: M. Kieffer Malécot, UDF, sén. m. de Neuville-aux-Bois)

Artenay
1. 5893: A. 28,83%; E. 3934
Joël Cardona, c.s., app. PS, m., 2.059
(52,33%)
André Terrasse, div. d., 1.875

Brize
1. 8432: A. 30,79%; E. 5519
Jean Poullin, c.s., PS, m., 2.807
(50,86%)
Cyril Gaviillon, RPR, sout. UDF, 2.712

Châteauneuf-Loing
1. 12551: A. 32,81%; E. 7884
Jean Louis, c.s., PC, m., 4.566
(57,91%)
Jean-Pierre Door, RPR, 3.318

Châteauneuf-sur-Loire
1. 11529: A. 37,67%; E. 6390
Pierre Fontenay, c.s., UDF-CDS,
4.511 (68,45%)
Claude Carré, PS, 2.079

Fleury-les-Aubrais
1. 13169: A. 39,41%; E. 7363
André Chêne, c.s., PC, m., 4.258
(57,82%)
Pierre Bauchet, UDF-CDS, 3.105

Luzarche
1. 4912: A. 30,69%; E. 3571
Henri Castagnède, c.s., MRG, 1.487
(44,64%)
Etienne de Monpezat, div. d., 1.212;
Jean-Claude Blanchou, RPR, 872

Payrac
1. 1855: A. 21,28%; E. 1363
Abel Mespoulet, c.s., MRG, 750
(52,02%)
Denis Jouen, RPR, 367; Edmond
Jouve, Vets, 246

Reims
1. 13169: A. 39,41%; E. 7363
André Chêne, c.s., PC, m., 4.258
(57,82%)
Pierre Bauchet, UDF-CDS, 3.105

Lorris
1. 5552: A. 27,53%; E. 3923
Jean Lanthiez, div. d., c.m., 1.329
(33,87%)
Guy Parmentier, PC diss., sout. PS,
1.062; Bernard Charpentier, c.s.,
RPR, m., 1.044; Paul Malagut, FN,
488

Montargis
1. 6710: A. 40,59%; E. 3532
Roger Guerre, c.s., UDF-PR, 2.285
(64,69%)
André Fréquelin, div. d., 1.247

Orléans-Banlieue
1. 8854: A. 36,02%; E. 5339
Michel Brissou, c.s., RPR, 2.727
(51,07%)
Max Nublat, PC, m., 2.612

Orléans-Nord
1. 10971: A. 44,69%; E. 5639
André Dabauvalle, UDF-CDS, c.m.,
3.743 (66,37%)
Michel Goud, PS, adj. m., 1.896
Henri Chartier, c.s., RPR diss., a été
éliminé

Patay
1. 3798: A. 39,41%; E. 2476
André Marsy, div. d., 1.836 (74,15%)
Serge Doumergue, maj. p., m., 640
Yves Carreau, c.s., div. d., n.s.r.p.

Pithiviers
1. 13900: A. 33,71%; E. 8807
André Saillard, c.s., UDF-CDS, 3.201
(59,05%)
Henry Berthier, PS, m., 2.291; Jean-
Pierre Savignat, FN, 1.315

Saint-Jean-de-Braye
1. 12384: A. 43,55%; E. 6495
Gabriel Poullin, div. d., 3.387
(52,14%)
Gérard Billon, PS, adj. m., 2.227;
Jack Foucher, Alt., 881
Jacques Boutonnet, c.s., PS, n.s.r.p.

LOT (16 + [1])
1^{er} TOUR: 5 élus
(1 PS; 3 MRG; 1 RPR)

La majorité sortante MRG-PS se tire au mieux de ces cantons, puisque, avec vingt-trois sièges, elle retrouve, à un près, le nombre de ses élus. M. Maurice Faure, ancien ministre radical de gauche, membre du Conseil constitutionnel, est donc assuré de sa réélection à la présidence.

Ce résultat doit, pourtant, être nuancé: il y a eu une poussée de la droite en milieu urbain. A Figeac, ce mouvement s'est traduit par la victoire de M. Serge Juskevitch (div. d.), vice-président du conseil régional, sur M. Marcel Costes, sénateur socialiste et conseiller sortant. A Souillac, M. Alain Chastagnol (RPR) a été réélu, de même que M. Pierre Maurel (UDF-CDS) dans le canton sud de Cahors. Autre défaite sévère pour la gauche: à Cahors-Nord-Est, dont le siège était détenu par le MRG, le premier adjoint socialiste de la ville, M. Pierre Verrières, est battu.

NOUVEAU CONSEIL - 9 PS; 13 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-CDS; 5 RPR; 2 div. d.

CONSEIL SORTANT - 9 PS; 14 MRG; 1 UDF-CDS; 5 RPR; 1 div. d. et un siège vacant à la suite de la démission d'un PC. (Prés.: M. Maurice Faure, MRG, a.m., membre du Conseil constitutionnel)

Cahors-Nord-Est
1. 4785: A. 30,76%; E. 2969
Michel Roumegeux, div. d., 1.757
(59,17%)
Pierre Verrières, PS, adj. m., 1.212
Huguette Orliac, c.s., MRG, n.s.r.p.

Cahors-Nord-Ouest
1. 7274: A. 31,72%; E. 4382
Marc Baldy, c.s., PS, 2.349 (53,60%)
Henri Croq, UDF, 2033

Cahors-Sud
1. 6115: A. 29,59%; E. 3930
Pierre Mas, c.s., UDF-CDS, 2.208
(56,18%)
Yves Mellac, MRG, adj. m., 1.722

Figeac-Est
1. 6508: A. 30,65%; E. 4219
Robert Borès, c.s., RPR, 2.620
(62,10%)
Nicole Paulo, PS, 1.599

Figeac-Ouest
1. 7251: A. 27,84%; E. 4919
Serge Juskevitch, div. d., 2.578
(52,40%)
Marcel Costes, c.s., PS, sén., 2.341

Gramat
1. 5282: A. 26,63%; E. 3588
Jean Dumas, c.s., RPR, 2.333
(65,02%)
Marie-Hélène Malaurie, maj. p., 1.255

Lacapelle-Marival
1. 5328: A. 20,47%; E. 4008
Georges Frescaline, MRG, 2.146
(53,54%)
Jean Guzin, c.s., div. d., 1.862

Lanès
1. 1440: A. 18,86%; E. 1064
Gérard Gary, PS, 338 (30,56%)
Anne-Jacqueline Bédou, div. d., 526
Louis Baldy, c.s., MRG, n.s.r.p.

Luzarche
1. 4912: A. 30,69%; E. 3571
Henri Castagnède, c.s., MRG, 1.487
(44,64%)
Etienne de Monpezat, div. d., 1.212;
Jean-Claude Blanchou, RPR, 872

Payrac
1. 1855: A. 21,28%; E. 1363
Abel Mespoulet, c.s., MRG, 750
(52,02%)
Denis Jouen, RPR, 367; Edmond
Jouve, Vets, 246

Reims
1. 13169: A. 39,41%; E. 7363
André Chêne, c.s., PC, m., 4.258
(57,82%)
Pierre Bauchet, UDF-CDS, 3.105

Saint-Germain-du-Bel-Air
1. 1898: A. 18,86%; E. 1459
Danielle Deviers, maj. p., 779
(53,39%)
Jean-Luc Schermer, UDF-PR, 680
Jean-Pierre Valla, c.s., PC, est décédé

Souillac
1. 5388: A. 22,75%; E. 3946
Alain Chastagnol, c.s., RPR, m., 2.289
(58,00%)
Jacques Chambilly, PS, 1.657

LOT-ET-GARONNE
(20)1^{er} TOUR: 5 élus
(1 PS; 4 UDF)

La majorité de droite gagne un canton, tandis que deux conseillers généraux sortants cèdent leur siège à d'autres candidats de droite. A Villeneuve-Nord, M. Evyane Dupuy (RPR) a été devancé de 30 voix par le maire de la ville, M. Claude Larroche (UDF-PR). Le maire de Laroque-Timbaut, M. Henri Vidal (UDF-rad.), a également été devancé par M. Aldo Vecchiato (div. d.). Quant au maire socialiste de Fumel, M. Alain Bottemanne, il est battu dans son canton par M. André Lautie (RPR).

La gauche a été pénalisée par de mauvais reports de voix entre PS et PCF, notamment à Melhan et à Boulogne.

Le scrutin d'ailleurs, est marqué par une forte chute de la participation, notamment à Agen-Ouest et Villeneuve-Nord. Dans ces deux cantons où ne restaient en lice que deux candidats de droite, les électeurs de gauche ont manifesté leur présence par de nombreux bulletins blancs ou nuls.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 8 PS; 5 UDF-rad.; 2 UDF-PR; 6 UDF; 12 app. UDF; 1 RPR; 1 CN; 1 div.

CONSEIL SORTANT - 2 PC; 8 PS; 6 UDF-rad.; 1 UDF-PR; 2 UDF; 15 app. UDF; 4 RPR; 1 app. RPR; 1 CN; 1 div. (Prés.: M. Jean François-Poncet, UDF, sén. a.m.)

Agen-Nord-Est
1. 6731: A. 37,34%; E. 3832
Gilbert Fougere, c.s., UDF-rad., 2.728
(71,18%)
Jean Dauriac, PS, 1.104

Agen-Ouest
1. 7919: A. 42,01%; E. 3891
Pierre Lapoujade, c.s., CN, 2.480
(63,73%)
Max Dal-Molin, RPR, 1.411

Boulogne
1. 2007: A. 12,40%; E. 1.672
Jean Bordes, c.s., UDF-rad., 889
(53,16%)
André Baccocco, PS, 783

Cahors
1. 4791: A. 32,43%; E. 2935
Francis Larrière, c.s., RPR, 2.039
(69,47%)
Dominique Merchez, PS, 896

Damazan
1. 1636: A. 24,97%; E. 2556
Jean-Romain Argacha, c.s., PS, c.m.,
1.673 (65,45%)
André Bonhomme, RPR, 883

Fumel
1. 8160: A. 26,77%; E. 5427
André Lautie, RPR, 2.907 (53,56%)
Alain Bottemanne, PS, m., 2.520
Paul Maurel, c.s., app. RPR, n.s.r.p.

Houdouville
1. 1290: A. 18,91%; E. 974
Auguste Brunet, c.s., PC, 531
(54,51%)
Jacques Fourcade, app. UDF, sout.
UPF, 443

Laroque-Timbaut
1. 2666: A. 23,96%; E. 1915
Aldo Vecchiato, div. d., 713 (40,36%)
Jean-Henri Vidal, c.s., UDF-rad., m.,
639; Raymond Grenier, PS, 503

Marnand-Est
1. 10878: A. 29,01%; E. 7135
Gilberte Larrieu, c.s., app. UDF,
4.154 (58,22%)
Michel Cussus, PS, 2.981

Medan-sur-Garonne
1. 3586: A. 20,35%; E. 2704
Henri Lafargue, app. UDF, 1.631
(60,31%)
Jean-Louis Pujol, app. PC, 1.073
André Vigneau, c.s., PC, n.s.r.p.

Prayssas
1. 3144: A. 20,00%; E. 2368
Alain Merly, app. UDF, 1.355
(57,22%)
Guy Cassany, PS, m., 1.013
Pierre Goudable, c.s., app. UDF,
n.s.r.p.

Sainte-Livrade-sur-Lot
1. 5955: A. 34,55%; E. 3667
Charles de Caceray, c.s., UDF-rad.,
m., 2.065 (56,31%)
Yves Claustra, FN, 807; Lydia
Dubarry, GE, sout. PS, 793

Tonneins
1. 9799: A. 26,71%; E. 6345
Jean-Pierre Outy, c.s., PS, m., 3.896
(59,52%)
Jacques Labeyrie, app. UDF, 1.521;
Eddy Marsan, FN, 1.128

Villeneuve-sur-Lot-Nord
1. 10377: A. 36,29%; E. 5730
Claude Larroche, UDF-PR, m., 2.890
(50,43%)
Evelyne Dupuy, c.s., RPR, 2.840

Villeneuve-sur-Lot-Sud
1. 11869: A. 35,31%; E. 7188
Serge Dubois, c.s., app. UDF, 3.696
(51,41%)
Serge Leonard, PS, 2.020; Roger
Chauzy, FN, 1.472

LOZÈRE (12 + [1])

1^{er} TOUR: 9 élus
(1 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS;
3 UDF-PR; 1 UDF; 2 div. d.)

Le fait le plus marquant du second tour a été l'élection d'un conseiller général communiste, M. Robert Algoi, dans le canton de Saint-Germain-de-Calberte. Celui-ci a profité des dissensions au sein du PS. Depuis seize ans la Lozère ne comptait aucun conseiller général communiste. L'UDF, le RPR et les « divers droites » détenaient vingt et un sièges sur vingt-cinq, la réélection de M. Janine Bardou, présidente UDF du conseil général, ne fait guère de doute.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 1 PS; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 7 div. d.

CONSEIL SORTANT - 3 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 3 RPR; 6 div. d. et un siège vacant à la suite du décès d'un div. g. (Prés.: M. Janine Bardou, UDF-PR, m. de Chamac)

Le Pont-de-Montvert
1. 1038: A. 24,27%; E. 761
André Platon, div. g., 338 (44,41%)
Etienne Passebois, PS, 334; Gérard
Marsad, PC, 89

Saint-Amans
1. 2009: A. 29,91%; E. 992
Francis Saint-Leger, div. d., 992
(100,00%)
Denis Salaville, c.s., UDF-PR, s'est
retiré

Saint-Germain-de-Calberte
1. 2403: A. 24,09%; E. 1785
Robert Algoi, PC, 659 (36,91%)
Philippe Hugon, PS, 624; André
Hugon, c.s., PS, 502

Villefort
1. 1619: A. 23,84%; E. 1189
Jean de Lescure, div. d., 696 (58,53%)
Christian Fournier, div. d., m., 493
Jean-Marie Chazotte, c.s., div. d.,
n.s.r.p.

MAINE-ET-LOIRE (20)
1^{er} TOUR: 7 élus
(2 UDF-CDS; 2 UDF; 2 RPR; 1 app.
RPR)

Sur vingt cantons soumis à renouvellement, neuf ont vu un total changé de titulaire. Particulièrement secoué par la tornade, l'UDF a perdu deux sièges: l'un, celui d'Alloues, au profit de M. Armand Goyet (div. g.), l'autre, celui de Cholet-II, au profit de M. Jean-Louis Belouard (div. d.), et le CDS trois, celui de Baugé au bénéfice de M. Pierre Gubert (M.R.P.), celui de Doué-la-Fontaine au bénéfice de M. Jean-Pierre Pohnu (app. RPR) et celui de Gennes au profit de M. Jacques Bossoutrot (div. d.). La gauche, qui avait perdu au premier tour le canton de Segré, en gagne deux au second. Le président UDF-CDS, M. Jean Sauvage, ne semble pas menacé. Mais M. Marc Laffineur, député UDF, a fait savoir qu'il serait candidat à la présidence. L'issue du duel doit dépendre de l'attitude du groupe RPR, sorti des urnes plutôt renforcé.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 3 app. UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 app. UDF-PR; 6 UDF; 11 RPR; 2 app. RPR; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT - 3 PS; 11 UDF-CDS; 3 app. UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 app. UDF-PR; 7 UDF; 11 RPR; 2 div. d. (Prés.: M. Jean Sauvage, UDF-CDS, a.m.)

Alloues
1. 7210: A. 32,16%; E. 4595
Armand Goyet, div. g., 2.828
(61,54%)
Noël Baudouin, div. d., 1.767
Pierre Constantin, c.s., UDF, s'est
retiré

Angers-Ouest
1. 16285: A. 46,22%; E. 8065
Jean Turc, c.s., UDF-PR, 4.173
(57,40%)
Dominique Papin, PS, 3.892

Angers-Sud
1. 15607: A. 48,56%; E. 7455
André Lardoux, c.s., RPR, 4.029
(54,04%)
Daniel Raoul, PS, 3.426

Angers-Trélazé
1. 16242: A. 43,86%; E. 8224
Hubert Grimault, c.s., UDF-CDS, d.,
5.419 (65,89%)
Jean Bertholet, PC, m., 2.805

Baillé
1. 7590: A. 51,87%; E. 2736
Pierre Gubert, maj. p., 2.726
(100,00%)
Pierre Salvatet, c.s., UDF-CDS, m.,
s'est retiré

Cholet-1
1. 16848: A. 50,56%; E. 7061
Germain Heulin, RPR, 4.119
(58,33%)
Gilles Bourdoux, UDF, 2.942
Guy Ronsin, c.s., RPR, n.s.r.p.

Cholet-2
1. 15787: A. 41,02%; E. 8713
Jean-Louis Belouard, div. d., 6.645
(76,26%)
Jean-Marie Veigneau, PS, 2.068
Jacquelin Ligo, c.s., UDF, s'est retiré

Doué-la-Fontaine
1. 9300: A. 53,53%; E. 3225
Jean-Pierre Pohnu, app. RPR, 3.225
(100,00%)
Joseph Touchais, c.s., UDF-CDS,
n.s.r.p.

Durtal
1. 6435: A. 36,84%; E. 3906
Charles Jolibois, c.s., UDF-PR, sén.,
2.115 (54,14%)
Jean Tardif, FN, 1.791

Gennes
1. 4880: A. 39,83%; E. 3709
Jacques Bossoutrot, div. d., 1.436
(53,00%)
André Courtaud, c.s., UDF-CDS, m.,
1.273

Les Ponts-de-Cé
1. 2339: A. 38,84%; E. 1293
Guy Poirier, c.s., div. d., m., 7.806
(60,26%)
Jean-Claude Boyer, PS, 5.147

Saint-Georges-sur-Loire
1. 9448: A. 36,94%; E. 5442
Jean Saint-Bris, c.s., RPR, 3.144
(57,77%)
Paul Dalifard, div. d., 2.298

Sammur-Nord
1. 7654: A. 46,26%; E. 3793
Paul Boissier, RPR, 2.185 (57,60%)
Jean-Michel Marchand, écol., 1.608
Lucien Cousseau, c.s., RPR, n.s.r.p.

MANCHE (26)
1^{er} TOUR: 14 élus
(1 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 5 RPR;
1 CN; 3 div. d.)

Malgré la présence de dix nouveaux élus, le président sortant du conseil général, M. Aguiton (RPR), devrait pouvoir s'appuyer sur une majorité aussi solide que la précédente, bien que son vice-président, M. Breton, ait été battu à Châteaufort par M. Louisier (PS), qui a bénéficié d'une légère aide des Vets. En revanche, le PS perd le canton de Beaumont, où un technicien de l'usine de la Hague, M. Laurent (div. d.), l'a emporté sur M. Mougenot, de sensibilité anti-nucléaire, qui n'a pas reçu le soutien escompté des milieux agricoles et écologistes.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

HAUTE-MARNE (16)

1^{er} TOUR: 5 élus
(2 UDF-PR; 2 RPR; 1 div. d.)

Le conseil général reste très majoritairement d'opposition, au sein de laquelle dominent les divers droites. Mais le renouvellement des hommes est important puisque, sur les seize cantons au total renouvelables, les électeurs ont désigné neuf nouveaux conseillers. La gauche cependant progresse, disposant de cinq sièges, contre trois dans le conseil sortant. Dans le canton d'Aube, le PS profite des divisions de la droite qui avait maintenu ses trois candidats. Dans celui de Saint-Dizier-Nord-Est, de bons reports de voix à gauche, du FN, ont permis au communiste Jean-Luc Bouzon de voir un siège, détenu par le RPR. Le PC n'était plus représenté au conseil général depuis 1988.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 1 PS; 1 app. PS; 2 div. d.; 4 UDF-PR; 2 UDF-PR diss.; 2 UDF; 8 RPR; 1 RPR diss.; 10 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PS; 2 div. d.; 1 UDF-PR; 3 UDF-PR; 2 UDF; 11 RPR; 11 div. d. (Prés.: M. Pierre Niederberger, UDF-PR)

Aubert

L. 1.063; A. 23,51%; E. 1.242
Didier Jannaud, app. PS, 500 (40,25%)
Jean-Pierre Michel, RPR, 431; Jean-Louis Aubert, div. d., 308; Maurice Lardinois, UDF, 3.
Henri Lodi, c.s., div. d., n.s.r.p.

Châteauvillain

L. 3.444; A. 27,58%; E. 2.402
Henri de la Ville-Baugé, div. d., 1.027 (42,75%)
Jean-Claude Guyot, c.s., UDF-CDS, m., 897; Jean Goutorbe, div. d., 478.

Channont-Nord

L. 9.619; A. 46,52%; E. 4.533
Gérard Gros Lambert, RPR, c.m., 2.860 (63,09%)
Henri Le Roux, PS, c.m., 1.673.
Georges Berchet, c.s., UDF-rad., sén., n.s.r.p.

Fay-la-Forêt

L. 4.080; A. 23,86%; E. 2.972
Pierre Moris, c.s., div. d., 1.628 (54,77%)
Gilbert Thomas, div. m., 1.344.

Langres

L. 9.619; A. 38,20%; E. 5.373
Jean-Marie Voilemin, div. d., 2.914 (54,23%)
Pierre-Jean Chevalier, PS, 2.459.
Jean Farre, c.s., RPR, a.d., n.s.r.p.

Montier-en-Der

L. 3.908; A. 23,18%; E. 2.889
Jean-Jacques Bayer, UDF-PR diss., sout. UPF, 1.471 (50,91%)
Roger Mielle, c.s., div. d., 1.418.

Prunthoy

L. 2.906; A. 26,35%; E. 2.005
Charles Guéné, RPR, 1.200 (59,85%)
Marcel Pernot, c.s., div. d., m., 805.

Saint-Dizier-Centre

L. 8.876; A. 49,88%; E. 4.132
Jean-Marie Harat, UDF-PR diss., 1.725 (41,74%)
Alfred Gigoux, c.s., RPR, c.m., 1.447; Valentin Renard, FN, 960.

Saint-Dizier-Nord-Est

L. 5.676; A. 44,27%; E. 2.967
Jean-Luc Bouzon, PC, 1.250 (42,13%)
Marie-Jeanne Noël, UDF-PR, 1.123; Jean-Alain Charpentier, FN, 594.
Gérard Leblanc, c.s., RPR, c.m., n.s.r.p.

Saint-Dizier-Ouest

L. 8.027; A. 44,15%; E. 4.074
Jean-François Thibblemont, UDF-PR, 2.101 (51,57%)
Yves Pintat, div., 1973.
Charles Advenier, c.s., RPR, n.s.r.p.

Vignory

L. 4.583; A. 30,83%; E. 2.936
Jean-Pierre Humbert, c.s., div. d., 1.755 (59,77%)
Jean-François Meylan, RPR diss., 1.181.

MAYENNE (17)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 RPR; 3 div. d.)

Le second tour est marqué par trois défaites spectaculaires, dont celles de deux conseillers socialistes sortants adjoints au maire de Laval, M. André Pinçon. Dans le canton de Laval-Sud-Ouest, M. Yves Patoux, dauphin désigné de M. Pinçon, doit abandonner son siège à l'issue d'une triangulaire qui profite à M. François Zochetto (UDF-CDS). De même, à Saint-Nicolas, M. Georges Minzière est battu par M. Jean-Michel Le Duigou (RPR). La troisième défaite est largement battue par un autre candidat (div. d.), M. Pierre-Marie Jammes (63,6 %). L'UDF gagne deux sièges, alors que le PS est contraint d'abandonner deux des trois sièges qu'il détenait depuis 1985.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PS; 1 UDF-rad.; 7 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 9 RPR; 2 app. RPR; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 3 PS; 1 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 9 RPR; 1 app. RPR; 9 div. d. (Prés.: M. René Ballester, UDF-CDS, sén., n.s.r.p.)

Ambrrières-les-Vallées

L. 1.480; A. 25,04%; E. 2.939
Louis Derouault, div. d., 1.585 (53,92%)
Constant Leroy, div. d., 1.354.
Victor Jousset, c.s., div. d., m., n.s.r.p.

Chailand

L. 6.650; A. 29,12%; E. 4.475
Pierre-Marie Jammes, div. d., 2.847 (63,62%)
Anne-Marie de Branche, c.s., UDF-PR, m., 1.628.

Craon

L. 7.512; A. 32,41%; E. 4.839
Paul Thomas, app. RPR, 2.644 (54,63%)
Paul Chaineau, div. m., 2.195.
Guy Jallot, c.s., RPR, n.s.r.p.

Laval-Nord-Est

L. 8.885; A. 39,21%; E. 1.202
Roland Houdiard, c.s., UDF-PR, 2.861 (54,99%)
Bernard Coscès, PS, 1.440; Catherine Fouilleul, Verts, 901.

Laval-Nord-Ouest

L. 7.129; A. 40,81%; E. 3.877
Paul Lépine, c.s., UDF-rad., 2.398 (61,85%)
Claude Martin, PS, 1.479.

Laval-Saint-Nicolas

L. 5.477; A. 45,62%; E. 2.682
Jean-Michel Le Duigou, RPR, 1.461 (44,47%)
Luc Bouzon de voir un siège, sout. UPF, 1.315; Eugène Bernard, PS, 1.144.
Louis Koenig, c.s., UDF, m., n.s.r.p.

Laval-Sud-Ouest

L. 8.278; A. 34,85%; E. 5.173
François Zochetto, UDF-CDS, 2.525 (48,81%)
Yves Patoux, c.s., PS, adj. m., 2.015; Patrick Granger, Verts, 633.

Mayenne-Est

L. 9.533; A. 36,75%; E. 5.608
Michel Scheer, c.s., UDF-PR, 3.527 (62,89%)
Jacques Fauque, div. g., adj. m., 2.081.

Mayenne-Ouest

L. 9.240; A. 33,25%; E. 5.841
Claude Leblanc, c.s., PS, m., 3.096 (53,00%)
Bernard Vigouroux, UDF-PR, 2.745.

Saint-Aignan-sur-Roë

L. 6.213; A. 38,20%; E. 1.913
André Baslé, UDF-CDS, 1.913 (100,00%)
Paul Vivien, c.s., div. d., n.s.r.p.

Saint-Berthevin

L. 9.913; A. 35,85%; E. 6.055
Clément Trocherie, c.s., RPR, 3.267 (53,95%)
Michel Sorin, PS, 1.782; André Duval, Verts, 1.006.

MEURTHE-ET-MOSELLE (21)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 UDF)

La majorité départementale UDF-RPR subit un revers avec la perte du canton de Saint-Nicolas-de-Port, au profit du PS. En outre, la triangulaire imposée dans le canton de Nomeny a été fatale au candidat de l'UDF, qui perd le siège au profit d'un divers droite, soutenu par le RPR, M. Roland Mentré, qui revendique toutes les haut et fort son « indépendance ». Officiellement, le RPR n'a plus de représentant à l'assemblée départementale et, avec seulement 10,72 % des voix, il est le grand perdant du second tour. Le sénateur, M. Claude Huriet (UDF), semble devoir sa réélection à une abstention massive (57,5 % des inscrits). De même, le président sortant, M. Jacques Baudot (UDF-CDS), réélu avec 70,43 % des exprimés, n'a pas réussi à éviter une forte abstention (53,55 %) à Nancy-Sud. A gauche, le PS limite les dégâts en regroupant 26,11 % des suffrages à la grande satisfaction de son chef de file, M. Jacques Chérèque. Le PC conserve tous ses bastions de l'ancien pays sidérurgique.

NOUVEAU CONSEIL: 6 PC; 9 PS; 1 app. PS; 2 UDF-rad; 5 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 8 UDF; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 6 PC; 8 PS; 1 app. PS; 2 UDF-rad; 5 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 8 UDF; 1 RPR; 1 CN; 4 div. d. (Prés.: M. Jacques Baudot, UDF-CDS)

Andun-le-Roman

L. 14.224; A. 39,85%; E. 8.033
Hubert Devèze, c.s., PC, m., 3.561 (44,32%)
Jean-Marie Suk, RPR, 2.263; Christian Eckert, PS, 2.209.

Blamont

L. 4.430; A. 32,79%; E. 2.624
Claude Boura, UDF-PR, 1.781 (67,87%)
André Chevreau, RPR, adj. m., 843.
Robert Villemont, c.s., div. d., n.s.r.p.

Colombey-les-Belles

L. 5.120; A. 27,79%; E. 3.483
Michel Dinot, c.s., PS, 2.043 (58,65%)
Jean-Noël Roussel, div. d., m., 1.440.

Harodé

L. 5.894; A. 36,57%; E. 3.506
Jean Enel, c.s., UDF-CDS, 2.009 (57,30%)
Marie-Eveline Pierson, PS, 923; Michel Claire, Verts, 574.

Herseange

L. 11.584; A. 47,80%; E. 5.579
Bogdan Politanski, c.s., PC, et ADS, 3.426 (61,40%)
Didier Rémer, RPR, 2.153.

Honnécourt

L. 12.725; A. 39,18%; E. 7.209
Jean-Pierre Minella, c.s., PC, m., 4.133 (57,33%)
Geneviève Janovec, div. d., 3.076.

Jarville-la-Malgrange

L. 15.455; A. 47,35%; E. 7.503
Charles Choné, c.s., UDF-CDS, 4.812 (64,13%)
Daniel Cilla, PS, 2.691.

Lanville-Nord

L. 9.179; A. 43,41%; E. 4.860
André Morel, c.s., UDF-PR, adj. m., 2.784 (57,28%)
Gérard Legrand, PS, 1.218; Jean-Claude de Sars, FN, 858.

Nancy-Nord

L. 12.243; A. 37,50%; E. 4.528
Claude Huriet, c.s., UDF, sén., 2.510 (55,43%)
Bernard Bénigne, div. d., adj. m., 2.018.

Nancy-Sud

L. 16.808; A. 52,54%; E. 7.236
Jacques Baudot, c.s., UDF-CDS, prés. c.g., 5.097 (70,43%)
Jean-Louis Dupont, PS, 2.139.

Nomeny

L. 6.169; A. 29,43%; E. 4.179
Roland Mentré, div. d., 1.720 (41,15%)
Jean-Yves Duchesne, UDF, sout. UPF, 1.315; Eugène Bernard, PS, 1.144.

Point-à-Mousson

L. 12.724; A. 44,24%; E. 6.548
Robert Portelance, div. d., 3.689 (56,33%)
André Robert, PS, 2.859.
Bernard Guy, c.s., CN, n.s.r.p.

Saint-Nicolas-de-Port

L. 19.042; A. 42,36%; E. 10.196
Robert Blaise, PS, 5.152 (50,52%)
Gilles Aubert, c.s., RPR, m., 5.044.

Thiaucourt-Ragniville

L. 2.991; A. 32,96%; E. 1.865
Jean-Louis Cossin, UDF, sout. UPF, m., 1.108 (59,41%)
Maurice Chaupré, c.s., div. d., 757.

Tomblaine

L. 15.257; A. 43,31%; E. 7.703
Frédéric Jehl, c.s., UDF-PR, 4.246 (55,12%)
Hervé Féron, PS, adj. m., 3.457.

Tout-Sud

L. 8.643; A. 45,22%; E. 4.105
Aloys Geoffroy, c.s., UDF-rad., 3.013 (73,39%)
Alain Ordiz, div., 1.092.

Villervagot

L. 11.773; A. 38,76%; E. 6.891
Alain Chénier, c.s., PC, m., 3.021 (43,83%)
François Boudot, UDF-CDS, 2.623; René Tosello, PS, 1.247.

MEUSE (15)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 UDF-PR; 3 UDF; 1 RPR; 2 div. d.)

La majorité de droite, au sein de laquelle M. Gérard Longuet, président du PR et candidat de l'opposition à la présidence de la région Lorraine, avait été réélu dès le premier tour dans le canton de Seuil-d'Argonne, sort renforcée dans ce département où quinze sièges sur trente et un étaient soumis à renouvellement. Trois nouvelles personnalités font leur entrée au conseil général. M. Yvon Vannierot, se réclamant de la majorité départementale, est élu à Ancerville avec des voix des écologistes et du FN. M. Bertrand Panther (UDF) emporte à Bar-le-Duc-Nord un siège jusqu'à présent détenu par le PS. Enfin, le fils du président du conseil général sortant, M. Didier Herment (div. d.) emble le siège de Vavincourt dans une triangulaire qui opposait à un candidat de la majorité présidentielle et à un candidat de la majorité départementale.

M. Daniel Mayer, seul du communiste du département, retrouve son siège dans le canton de Spincourt, grâce à un report parfait des voix du PS.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 2 PS; 1 div. g.; 1 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 5 UDF; 2 RPR; 1 app. RPR; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 3 PS; 1 div. g.; 1 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 4 UDF; 4 RPR; 1 app. RPR; 7 div. d. (Prés.: M. René Herment, UDF, sén.)

Ancerville

L. 7.286; A. 38,95%; E. 4.051
Yvon Vannierot, div. d., m., 2.185 (53,93%)
Fernand Lambert, maj. p., 1.866.
Jacques Mourer, c.s., RPR, n.s.r.p.

Bar-le-Duc-Nord

L. 8.722; A. 43,59%; E. 4.509
Bertrand Panther, UDF-PR, 2.674 (59,30%)
Jacques Manière, PS, adj. m., 1.835.
Jean Bernard, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Dun-sur-Meuse

L. 2.639; A. 16,36%; E. 2.111
Bernard Courtaux, c.s., div. d., 1.165 (55,18%)
Alain Thomas, UDF-PR, 946.

Gondrecourt-le-Château

L. 3.896; A. 30,87%; E. 2.556
André Droitcourt, c.s., UDF-PR, m., 1.777 (53,87%)
Daniel Lhuillier, maj. p., 1.179.

Spincourt

L. 6.162; A. 29,92%; E. 4.126
Daniel Mayer, c.s., PC, 2.295 (55,62%)
Daniel Petitcolas, UDF-PR, 1.831.

Varennes-en-Argonne

L. 1.226; A. 16,80%; E. 982
Yvon Victor, c.s., div. d., 601 (61,20%)
Jean-Marie Lambert, div. m., 381.

Vavincourt

L. 2.907; A. 24,38%; E. 2.110
Didier Herment, div. d., 851 (40,33%)
Gilbert Marc, div. d., 812; Jean-Claude Saligot, maj. p., 447.
Michel Charvillat, c.s., RPR, n.s.r.p.

Verdun-Ouest

L. 7.114; A. 48,03%; E. 3.421
Maurice Delamarque, c.s., UDF-PR, 2.219 (64,86%)
Christian Canton, maj. p., 1.202.

MORBIHAN (21)

1^{er} TOUR: 14 élus
(1 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 1 UDF P et R; 3 RPR; 4 div. d.)

Trois conseillers sortants, dont deux socialistes, sont battus au second tour. A Guenné-sur-Scorff, malgré la présence d'un candidat divers droite, M. Guignou (UDF-PR) emble le siège détenu par M. Moëc (PS). La surprise vient du canton de Lorient-Nord, où la démobilité à gauche et un bon report à droite y compris des suffrages obtenus par le FN au premier tour, ont permis l'élection de M. Le Roux (UDF-PR). Dans le canton de Locminé, M. Longueux (RPR diss.), qui avait obtenu le soutien de son parti au second tour, emble le siège de M. de Kersabiec (div. d.). Au sein du conseil général, l'opposition détiend désormais une écrasante majorité, avec trente-neuf sièges sur quarante-deux.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 5 PS; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF P et R; 11 UDF-PR; 3 UDF; 9 RPR; 1 RPR diss.; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 7 PS; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDF P et R; 4 UDF; 9 RPR; 9 div. d. (Prés.: M. Raymond Marcelin, UDF-PR, d. a.m.)

Guenné-sur-Scorff

L. 6.162; A. 21,94%; E. 4.704
Maryannick Guignou, UDF-PR, 1.859 (39,51%)
Jean Moëc, c.s., PS, m., 1.457; Jean Le Floch, div. d., 1.388.

Lanester

L. 15.954; A. 40,93%; E. 8.770
Jean Maurice, c.s., PC, m., 5.321 (60,67%)
Jean-Yves Coill, RPR, 3.449.

Locminé

L. 10.118; A. 30,50%; E. 6.521
Gérard Longueux, RPR diss., adj. m., 3.409 (52,77%)
Sylvie de Kersabiec, c.s., div. d., 3.112.

Lorient-Nord

L. 14.856; A. 49,55%; E. 6.812
Danielle Le Roux, UDF-PR, c.m., 3.485 (51,15%)
Henri Scavio, c.s., PS, adj. m., 3.327.

Port-Louis

L. 18.105; A. 60,04%; E. 5.014
Aimé Kergadec, c.s., UDF-PR, d., 5.014 (100,00%)
REELU.

Vannes-Centre

L. 13.904; A. 44,52%; E. 7.210
Yvonne Sauvet, c.s., UDF-PR, adj. m., 4.518 (62,66%)
Jean-Pierre Mousset, Verts, c.m., 2.692.

Vannes-Ouest

L. 16.094; A. 39,30%; E. 9.422
Pierre Pavot, c.s., UDF-PR, m., 5.563 (59,04%)
Alain Le Fur, PS, c.m., 1.229; André Guillaud, Verts, c.m., 1.730.

MOSELLE (26)

1^{er} TOUR: 5 élus
(2 RPR; 3 div. d.)

Le PS a repris le canton de Farnack au RPR, tenu par le millier de voix du FN au premier tour, mais il a perdu ceux de Cattemon, au profit de l'UDF, et surtout celui d'Algrange, conquis par le PC, qui conserve ainsi un élu après avoir été battu à Maizières-lès-Metz, canton qu'il détenait depuis plus d'un demi-siècle. Dans le canton de Metz-1, le succès du sortant, M. Pierre Ferrari, proche de M. Jean-Marie Rausch, confirme la bonne assise de l'Union républicaine lorraine du maire de Metz. Du côté de la majorité départementale, où la succession de M. Julien Schwartz (RPR) pour la présidence est ouverte, le second tour a confirmé la redistribution des cartes. Le RPR, principale composante de la majorité sortante, perd cinq sièges. Sur ses neuf élus renouvelables, quatre seulement conservent leur mandat. Le groupe des divers droite compte désormais le plus grand nombre d'élus.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 6 PS; 1 div. g.; 6 maj. p.; 2 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 3 UDF; 12 RPR; 2 app. RPR; 15 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 6 PS; 1 div. g.; 5 maj. p

LE SECOND TOUR

Sarreboum
I. 19.393; A. 36,53%; E. 11.752
Aloyse Warhouver, c.s., maj. p., d.,
6.862 (58,39%)
Alain Marty, RPR, 4.890.

Sarreguemines
I. 16.125; A. 42,22%; E. 8.471
Robert Pax, maj. p., 4.339 (51,22%)
Yves Utzschneider, div. d., 4.132.
Georges Faivre, c.s., RPR, n.s.r.p.

Stirling-Wendel
I. 20.300; A. 51,60%; E. 9.395
Rémy Botz, c.s., div. d., 5.397
(57,44%)
Philippe Leick, GE, 3.998.

Woippy
I. 21.066; A. 43,31%; E. 11.052
Jean-Claude Théobald, c.s., div. d.,
6.599 (59,70%)
Jérôme Prache, PS, 2.654; Philippe
Prion, FN, 1.799.

Yutz
I. 18.210; A. 49,62%; E. 7.864
Jean-Pierre Heitz, c.s., UDF-PR, m.,
6.003 (76,33%)
Philippe Collin, FN, 1.861.

NIÈVRE (16 + 11)

1^{er} TOUR: 4 élus

(1 PS; 3 div.)

M. Pierre Bérégovoy, réélu assez aisément à Nevers-Est, obtient le meilleur score des sept ministres en lice, mais il lui manque tout de même une bonne part des voix communisantes du premier tour, alors que son adversaire dépasse le total des voix obtenues par la droite et l'extrême droite. Au total, le PS gagne deux cantons: l'un sur le PC et l'autre sur la droite. Mais il en perd quatre: Tannay au premier tour, Nevers-Sud, Saint-Saulge et La Charité-sur-Loire (à 4 voix près) au second tour. Ces trois revers sont imputables au mauvais report des voix qui s'étaient portées au premier tour sur des candidats communistes et divers gauches.

Au conseil général, la droite compte quinze élus contre onze pour le PS et trois pour les divers gauches. Pour conserver la présidence du département, les socialistes devront bénéficier du soutien des communistes. La tâche n'est pas aisée puisque le PCF ne siège plus dans la majorité départementale depuis 1988.

NOUVEAU CONSEIL - 12 PC; 11 PS; 3 div. g.; 3 UDF-PR; 3 RPR; 9 div. d.
CONSEIL SORTANT: 4 PC; 13 PS; 1 FU; 2 div. g.; 2 UDF-PR; 9 div. d. et un siège vacant à la suite du décès d'un RPR. (Prés.: M. Bernard Bardin, PS, d. m. de Clamancy.)

La Charité-sur-Loire
I. 7.800; A. 32,07%; E. 4.768
Jannick Larderet, RPR, 2.386 (50,04%)
Constantin Rodriguez, PS, 2.382.
Robert Guillaume, c.s., PS, sén., n.s.r.p.

Corbigny
I. 4.282; A. 32,07%; E. 2.704
Jean-Paul Magnon, c.s., PS, adj. m., 1.673 (61,87%)
Jacques Brazy, div. d., 1.031.

Decize
I. 6.761; A. 30,98%; E. 4.471
François Perrot, PS, 2.474 (55,33%)
Janine Satteton, c.s., div. d., 1.997.

Donzy
I. 3.275; A. 33,30%; E. 2.046
Claude Dekeyne, c.s., div. g., 1.217 (59,48%)
Louis Alesina, div. g., 829.

Imphy
I. 6.136; A. 36,84%; E. 3.539
Georges Eymery, PS, m., 2.235 (63,15%)
Fares Khouri, div. d., 1.304.
Lucien Perrot, c.s., PC, a.m., s'est retiré.

La Machine
I. 5.981; A. 39,14%; E. 3.250
Pauline Lavigne, c.s., PC, m., 2.078 (63,93%)
Christian Gros, div. g., 1.172.

Montsant-lès-Settons
I. 1.935; A. 31,42%; E. 2.516
Patrice Joly, div. g., 1.462 (58,10%)
Lionel Théault, c.s., FU, m., 1.054.

Nevers-Centre
I. 7.467; A. 46,81%; E. 3.685
André Vincent, UDF-PR, c.s., 2.115 (57,39%)
Jean Nicot, PS, adj. m., 1.570.
Henri Vimeux, c.s., RPR, c.m., est décédé.

Nevers-Est
I. 6.112; A. 42,91%; E. 3.210
Pierre Bérégovoy, c.s., PS, min. d'Etat, min. de l'économie, m., 1.814 (56,51%)
Philippe Morel, UDF-CDS, 1.396.

Nevers-Nord
I. 10.187; A. 42,15%; E. 5.410
Jean-Pierre Harris, c.s., PS, adj. m., 2.916 (53,90%)
Claude Siri, UDF-PR, c.m., 2.494.

Nevers-Sud
I. 11.932; A. 41,32%; E. 6.315
Daniel Rostein, RPR, c.m., 3.418 (54,12%)
Michel Girard, c.s., PS, c.m., 2.897.

Saint-Saulge
I. 2.762; A. 34,14%; E. 1.948
Robert de Thoury, RPR, c.m., 1.009 (51,79%)
Georges Berthier, c.s., PS, 939.

NORD (37 + 4)
1^{er} TOUR: 1 élu (1 PS)

Ce bastion de la gauche socialiste, qui administrait le département depuis 1937 (dans la foulée du Front populaire, le maître de Roubaix, Jean Lebas, avait enlevé la présidence du conseil général), bascule à droite. Le reflux du PS dans tout le pays et les péripéties de l'élection du président du conseil régional, prévue pour le lundi 30 mars, expliquent que l'opposition détiennne, désormais, quarante et un sièges sur soixante-dix-neuf à l'assemblée départementale.

Le PS perd trois sièges, le PCF également. Le RPR se taille la part du lion en important sept sièges supplémentaires, ce qui devrait lui permettre d'imposer l'un des siens à la présidence. La surprise est venue que le choix du candidat de la droite pour ce poste n'avait pas été sérieusement envisagé. Il se pourrait que la fonction échoie finalement à un jeune responsable du RPR, M. Jean-René Lecerc, premier adjoint au maire de Marquise-Barcel et véritable artisan de cette victoire de l'opposition.

Les reports de voix au sein de la gauche n'ont pas été des plus mauvais, surtout, mais ils ont été catastrophiques dans certains cantons, perdus par le PS ou par le PCF. M. Thémé, député communiste, est battu à Valenciennes-Est. Lecerc, premier adjoint au maire de Marquise-Barcel et véritable artisan de cette victoire de l'opposition.

NOUVEAU CONSEIL - 12 PC; 11 PS; 1 div. g.; 2 UDF-PR; 6 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 19 RPR; 1 CNI; 10 div. d.

CONSEIL SORTANT: 15 PC; 28 PS; 1 div. g.; 2 UDF-PR; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 12 RPR; 1 app. RPR; 10 div. d. (Prés.: M. Bernard Derosier, PS, dép., m. délégué d'Hellemmes-Lille.)

Arleux
I. 12.558; A. 24,03%; E. 9.264
Emile Beauchamp, c.s., PC, m., 4.853 (52,38%)
Patrick Masclet, RPR, 4.411.

Armentières
I. 34.407; A. 32,28%; E. 21.598
Gérard Haesebroeck, c.s., PS, m., 11.654 (53,95%)
René Knockaert, UDF-CDS, 9.944.

Avesnes-sur-Helpe-Nord
I. 8.302; A. 31,40%; E. 3.986
Alain Poyart, c.s., RPR, c.m., 2.433 (59,48%)
Paul Cartelin, UDF-CDS diss., m., 1.553.

Bailloul-Nord-Est
I. 11.722; A. 29,11%; E. 7.791
Michel Grasset, c.s., UDF-PR, 4.837 (62,08%)
Michel Vandevorde, PS, 2.954.

Bergues
I. 12.306; A. 23,07%; E. 8.761
Roger Drapié, c.s., div. d., m., 4.802 (54,81%)
Claude Cornelis, PS, 3.959.

Bouchain
I. 18.794; A. 34,03%; E. 11.152
Jean Dhollande, c.s., PC, 6.527 (58,52%)
Bernard Trioux, UDF-rad., adj. m., 4.625.

Cambrai-Est
I. 16.352; A. 31,79%; E. 10.231
Claude Pringalle, c.s., RPR, 6.375 (62,31%)
Edouard Tricquet, PC, 3.856.

Cassel
I. 14.453; A. 21,34%; E. 10.436
Jean-Marie Lemaire, div. d., 5.671 (54,34%)
Gérard Devaux, PS, 4.765.
Georges Cachaux, c.s., PC, n.s.r.p.

Coudekerque-Branche
I. 6.439; A. 14,61%; E. 5.115
Edouard Lecerc, UDF-PR, 2.834 (55,40%)
Jean-Raynier Catoire, PS, 2.281.
Charles Paccou, c.s., RPR, d. n.s.r.p.

Le Cateau-Cambrésis
I. 12.886; A. 21,79%; E. 9.515
René Ledieu, RPR, 5.048 (53,05%)
Roland Grimaldi, c.s., PS, sén., m., 4.467.

Condé-sur-l'Escaut
I. 29.784; A. 33,16%; E. 18.840
Jacques Schneider, RPR, 8.431 (44,75%)
Pierre Lemoine, PC, 7.610; Dominique Stalopoulos, FN, 2.799.
Lydie Bonnet, c.s., PC, n.s.r.p.

Coudekerque-Branche
I. 13.614; A. 35,15%; E. 19.983
Emmanuel Dewes, c.s., RPR, 11.495 (57,52%)
Jean Mieux, PS, adj. m., 8.488.

Cysoing
I. 17.236; A. 32,63%; E. 10.730
Robert Vandelandotte, c.s., div. d., 7.486 (69,76%)
Josette Sagot, PS, 3.244.

Donai-Nord-Est
I. 21.286; A. 34,91%; E. 13.002
Aldebert Valette, c.s., PC, 7.405 (56,95%)
Stéphane Coppick, div. d., 5.597.

Donai-Sud
I. 33.640; A. 36,77%; E. 19.459
Pierre Lefebvre, c.s., PC, c.m., 10.401 (53,45%)
André Parent, UDF-CDS, c.m., 9.058.

Donai-Sud-Ouest
I. 22.220; A. 39,33%; E. 12.375
Etienne Maillard, RPR, adj. m., 7.234 (58,45%)
Jean Lenné, PS, 5.141.

Dunkerque-Est
I. 26.864; A. 35,30%; E. 16.073
Claude Prouvreur, c.s., CNI, sén., a.m., 9.039 (56,23%)
Claude Martel, PS, 7.034.

Grande-Synthe
I. 21.606; A. 38,69%; E. 11.517
Jean-Pierre Declercq, c.s., PS, adj. m., 6.962 (60,44%)
Patrick Lorant, FN, 4.555.

Gravelines
I. 17.397; A. 26,60%; E. 12.055
Roger Fauchoit, c.s., div. g., 4.355 (58,12%)
Daniel Gillio, RPR, 3.984; Yves Dubois, PS, adj. m., 3.716.

Hazebrouck-Nord
I. 15.387; A. 38,01%; E. 10.347
Marie-Fanny Gourrain, c.s., RPR, sén., 5.330 (50,53%)
Jean-Pierre Allosery, PS, c.m., 3.061; Bruno Hannequin, PC, 2.156.

Landreches
I. 8.056; A. 19,91%; E. 6.117
André Dumeznil, RPR, 3.490 (57,05%)
Jean Vebor, PS, 2.627.
Bernard Dassoille, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Lannoy
I. 41.645; A. 31,48%; E. 27.308
Marie-Marguerite Massart, c.s., UDF-CDS, 12.807 (46,89%)
Paul Defontaine, PS, 9.457; Pascal Gannat, FN, 3.044.

Lille-Est
I. 18.499; A. 44,96%; E. 8.860
Bernard Derosier, c.s., PS, prés. c.s., 5.807 (65,54%)
Valérie Pouilly, FN, 3.053.

Lille-Nord-Est
I. 28.698; A. 43,76%; E. 15.247
Francis Pelletier, c.s., UDF-CDS, 6.994 (45,87%)
Jean-Louis Frémoux, PS, c.m., 5.742; Rémy Casternans, FN, 2.511.

Lille-Sud-Est
I. 30.141; A. 41,10%; E. 16.488
Michel Laignel, c.s., PS, 9.041 (54,83%)
Nicolas Lebas, UDF-CDS, 7.447.

Lille-Sud-Ouest
I. 20.697; A. 48,32%; E. 10.068
Colette Codaccioni, RPR, 5.792 (57,52%)
Pierre Bertrand, PS, 4.276.
Bruno Chauvierre, c.s., div. d., se représente dans le canton de Lille-Sud-Est, de Roubaix-Est, de Maubeuge-Sud, de Solre-le-Château.

Maubeuge-Sud
I. 24.387; A. 36,36%; E. 14.916
André Boquet, PC, 5.875 (39,38%)
Pierre-Louis Fresnel, UDF-CDS, c.m., 4.751; Claude Derennes, FN, c.m., 4.290.
Georges Waivre, c.s., PC, n.s.r.p.

Mont-à-Marcq
I. 24.827; A. 27,07%; E. 17.483
Thierry Lazard, RPR, 7.958 (45,51%)
Robert Anselin, c.s., PS, 7.135; Camille Lemaire, PS, 2.386; Christian Grenier, FN, 4.

Roubaix-Centre
I. 20.219; A. 40,88%; E. 11.508
Michel Chysel, c.s., RPR, adj. 5.398 (60,90%)
Henri Planckaert, PS, c.m., 3.183; Philippe Guérard, FN, c.m., 2.927.

Roubaix-Est
I. 19.249; A. 40,22%; E. 10.492
Bernard Carton, c.s., PS, d., c.m., 6.318 (60,21%)
Jean-Pierre Gendron, FN, c.m., 4.174.
Bruno Chauvierre, div. d., Lille-Sud-Ouest, a été éliminé.

Saint-Amand-les-Eaux-Rive-Droite
I. 22.261; A. 32,28%; E. 14.121
René Cher, c.s., PC, 8.719 (61,74%)
Marcel Aubursin, UDF-PR, adj. m., 5.402.

Sedrin-Nord
I. 22.274; A. 38,51%; E. 12.612
Robert Defosse, RPR, 7.421 (58,84%)
Noël Dejonche, PS, 5.191.

Somme
I. 12.836; A. 28,15%; E. 8.634
Pierre Cartier, c.s., PS, 5.511 (63,82%)
Jean-Paul Bourgeois, div. d., 3.123.

Sole-le-Château
I. 7.052; A. 29,02%; E. 4.637
Pierre Herbet, c.s., PS, 2.554 (55,07%)
Jean Hénaud, UDF-CDS, 2.083.

Tourcoing-Nord
I. 37.462; A. 30,94%; E. 24.814
Henri Desmettre, UDF-CDS, 10.508 (42,34%)
Alexandre Faidherbe, c.s., PS, 9.610; Jean-Bernard Cornu, FN, 4.696.

Tourcoing-Nord-Est
I. 30.455; A. 36,72%; E. 18.496
Patrick Delnatte, c.s., RPR, c.m., 7.923 (42,83%)
Christian Baackeroot, FN, c.m., 5.307; Christian Odoux, PS, adj. m., 5.266.

Valenciennes-Est
I. 33.688; A. 34,15%; E. 20.958
Stéphane Leman, RPR, 12.217 (58,29%)
Fabien Thiémi, c.s., PC, d., 8.741.

Valenciennes-Nord
I. 21.689; A. 37,47%; E. 12.491
Claude Laranché, c.s., UDF-PR, 6.862 (54,93%)
Jean-Claude Dulien, PC, c.m., 5.629.

Villeneuve-d'Ascq-Nord
I. 18.106; A. 44,02%; E. 9.409
Gisèle Olleville, PS, adj. m., 5.226 (55,54%)
Anne-Sophie Grave, RPR, 4.185.

Wormhout
I. 10.314; A. 20,09%; E. 7.787
Gabriel Deblock, c.s., div. d., 4.803 (61,67%)
Robert Deldique, PS, m., 2.984.

OISE (20)
1^{er} TOUR: 8 élus (1 div. g.; 7 RPR)

La majorité de droite progresse grâce au RPR, qui conquiert les cantons de Formerie et de Crépy-en-Valois, jusque-là détenus respectivement par le PS et le PC. Les communistes préservent toutefois leur influence grâce au succès de M. Patrice Carvalho dans le canton de Ribecourt au détriment du PS, qui, au total, perd deux cantons. Sauf à Saint-Just-en-Chaussée et dans les deux cantons de Beauvais, les reports de voix à gauche semblent avoir pour autant fonctionné qu'à droite. Mais celle-ci, opposée au FN dans six triangles, a bénéficié davantage, dans l'ensemble, des voix écologiques que le PS ou le PC.

L'érosion du FN est nette entre les deux tours. Dans tous les cantons concernés, une part non négligeable de son électorat a voté à droite au second tour. Quant aux Verts, ils améliorent très nettement leurs scores d'un dimanche à l'autre dans les deux cantons où ils se sont maintenus: Ribecourt et Senlis.

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC; 10 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 17 RPR; 1 app. RPR; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT: 3 PC; 12 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 15 RPR; 1 app. RPR; 6 div. d. (Prés.: M. Jean-François Manet, RPR, d.)

Beauvais-Nord-Est
I. 10.065; A. 42,26%; E. 6.282
Michel Gorin, c.s., UDF-rad., 3.103 (49,39%)
André Vaudré, PS, 2.358; Francis Dufresne, FN, 821.

Beauvais-Sud-Ouest
I. 13.306; A. 33,59%; E. 8.371
Jacques Néhorai, c.s., RPR, 4.176 (49,88%)
Daniel Morelle, PS, 3.059; Katherine d'Herbas, FN, 1.136.

Chantilly
I. 22.855; A. 42,26%; E. 12.280
Jacques Rimbart, c.s., RPR, 5.187 (42,23%)
Patrice Marchand, UDF-PR diss., 5.059; Philippe Evard, FN, 2.034.

Créil-Nogent-sur-Oise
I. 16.377; A. 39,46%; E. 9.492
Claude Brunet, c.s., div. d., m., 4.337 (45,69%)
Gérard Weyn, PS, 3.388; Claude Faviot, FN, 1.767.

Crépy-en-Valois
I. 18.515; A. 31,07%; E. 11.923
Philippe Callets, RPR, 6.672 (55,95%)
Gilles Masure, c.s., PC, 5.251.

Formerie
I. 5.599; A. 18,80%; E. 4.387
Gérard Decorde, RPR, 2.270 (51,74%)
Hervé Joron, c.s., PS, m., 2.117.

Many
I. 9.027; A. 30,99%; E. 5.997
Jean Sylia, c.s., PC, m., 2.602 (43,38%)
Claude Harout, div. d., 2.574; Jean-Jacques Leroy, FN, 821.

Pont-Salatte-Maxence
I. 14.970; A. 40,71%; E. 8.158
Jean-Claude Hrmu, c.s., RPR, 5.969 (73,16%)
Jean-Luc Pingreton, PS, m., 2.189.

Ribecourt-Dreuilcourt
I. 15.722; A. 32,27%; E. 10.347
Patrice Carvalho, PC, 4.255 (41,12%)
Jean Parverie, RPR, 3.081; Jean-Claude Lefebvre, Verts, 3.011.
Roland Florian, c.s., PS, m., s'est retiré.

Saint-Just-en-Chaussée
I. 10.303; A. 27,70%; E. 6.948
Jean-Pierre Braine, c.s., PS, d., m., 3.964 (57,05%)
David Lacombe, UDF-PR, 2.984.

Senlis
I. 19.846; A. 40,54%; E. 11.342
Pierre Boquet, c.s., UDF-PR, 6.538 (57,64%)
Thierry Lorillon, Verts, 2.876; Madeleine Delacommune, FN, 1.928.

Songes
I. 4.635; A. 24,27%; E. 3.346
Brigitte Magnier, c.s., div. g., m., 1.901 (56,81%)
Raymond Laffoley, MRG, 1.445.

ORNE (20)
1^{er} TOUR: 12 élus (1 div. g.; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 4 RPR; 3 div. d.; 1 div.)

Les électeurs ont voté pour le renouvellement. Certes, M. Hubert d'Andigné, sénateur (RPR) et président sortant du conseil général, a été réélu dans son canton de Carrouges, mais de peu. Toutefois quatre conseillers sortants de sa majorité départementale ont été battus par d'autres candidats de droite. Les pairs d'autres candidats de droite. Les pairs d'autres candidats de droite. Les pairs d'autres candidats de droite.

Argentan-Ouest
I. 14.276; A. 32,50%; E. 8.998
Michel Vastroux, c.s., PS, adj. m., 4.209 (46,77%)
Marie-Thérèse Lenoir, UDF-CDS, c.m., 3.604; François Porteu de la Morandière, FN, a.d. c.m., 1.185.

Argentan-Sud
I. 20.842; A. 39,08%; E. 13.289
Jean-Louis Cottigny, PS, 7.788 (58,60%)
Colette Vilette, UDF-PR, c.m., 5.501.
Michel Darras, c.s., PS, sén., est décédé.

Avesnes-le-Comte
I. 6.292; A. 19,23%; E. 4.728
Louis Petit, c.s., UDF-CDS, 3.093 (65,41%)
Jean Pique, PS, m., 1.635.

Barlin
I. 12.739; A. 34,23%; E. 7.644
Joseph Brabant, c.s., PS, m., 4.988 (65,25%)
Jean Dagouneau, UDF-rad., 2.656.

Beaumont-lès-Loges
I. 8.667; A. 19,61%; E. 6.532
Jean Weppe, c.s., RPR, 3.542 (54,23%)
Aimé Bruneau, div. g., m., 2.990.

Bercé
I. 16.362; A. 31,71%; E. 10.441
Jean-Marie Krajewski, c.s., PS, 6.299 (60,32%)
Thierry Agard, CNI, sout. UPP, 4.135; Françoise Elby, UDF-rad. diss., 7.

Béthune-Est
I. 13.747; A. 31,01%; E. 8.650
Jean Vanrullen, PS, adj. m., 4.608 (53,37%)
Jean-Claude Schmidt, RPR, c.m., 4.042.
Jacques Mellick, c.s., PS, se représente dans le canton de Béthune-Nord.

Béthune-Nord
I. 15.693; A. 31,77%; E. 10.030
Jacques Mellick, PS, c.s. du canton de Béthune-Est, sec. E. à la défense, m., 3.297 (52,81%)
Jacques Poman, RPR, c.m., 4.733.

Béthune-Sud
I. 14.892; A. 32,99%; E. 8.944
Bernard Seux, c.s., PS, adj. m., 5.623 (62,86%)
Dominique Josien, UDF, 3.321.

Boulogne-sur-Mer-Sud
I.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Douvin
L. 12.499; A. 29,44%; E. 8.100
Remy Auched, PC, 4.244 (52,39%)
Joseph Pasquier, Verts, c.m., 2.032;
Jean-Luc Cattore, RPR, 1.824.
Fauquemont
L. 6.356; A. 12,88%; E. 5.249
Michel Caron, UDF, 3.171 (60,41%)
Joli Duquenois, PS, 2.078.
Henri Gallet, c.s., s.n.s.p.
Hénin-Beaumont
L. 14.533; A. 32,54%; E. 9.172
Jean Urbanik, div. g., 6.679
(72,81%)
Claude Chopin, PS, adj. m., 2.493.
Houdain
L. 14.901; A. 32,83%; E. 9.183
Marcel Wacheux, ex-PS, d., 5.496
(59,83%)
Daniel Mouton, RPR, 3.689.
Lens-Nord-Est
L. 15.921; A. 31,17%; E. 5.530
Jean-Claude Bois, c.s., PS, adj. m.,
5.530 (100,00%)
Lévin-Sud
L. 18.191; A. 46,27%; E. 6.838
Danielle Darras, c.s., PS, adj. m.,
6.838 (100,00%)
Lillers
L. 15.758; A. 21,32%; E. 11.311
André Flajole, c.s., RPR, 7.180
(63,47%)
Claude Galmetz, PS, d., m., 4.131.
Montigny-en-Gohelle
L. 14.060; A. 37,38%; E. 7.810
Jean-Marie Pique, PS, m., 4.934
(63,17%)
Louis Thellier, UDF, 2.876.
Emile Deland, c.s., n.s.p.
Montreuil
L. 16.354; A. 32,12%; E. 10.695
Bernard Pion, RPR, m., 4.753
(44,44%)
Walter Kahn, div. d., 3.568; Alain
Devynck, PS, 2.374.
Noyelles-sous-Lens
L. 13.346; A. 35,23%; E. 3.979
Ottelo Troni, PC, 5.430 (60,47%)
Maurice Chevalier, RPR, c.m., 3.549.
Le Portel
L. 13.153; A. 39,12%; E. 7.487
Jean Musset, div. m., de Boulogne-
sur-Mer, 4.072 (54,38%)
Paul Barbier, PS, m., 3.415.
Saint-Pol-sur-Ternoise
L. 10.767; A. 22,65%; E. 7.582
Georges Debret, UDF-PR, 4.568
(60,24%)
Maurice Louf, PS, adj. m., 3.014.
Pierre Boyne, c.s., UDF-PR, n.s.p.
Vimy
L. 15.088; A. 24,44%; E. 10.465
Lionel Lancy, UDF-CDS, adj. m.,
5.532 (52,86%)
André Delehedde, c.s., PS, d., c.m.,
4.933.
Vitry-en-Artois
L. 19.733; A. 27,24%; E. 13.542
Martail Stienne, c.s., PC, 7.646
(56,46%)
Alain Delabarre, RPR, 5.896.

PUY-DE-DÔME (30)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 PC; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 4 UDF)
La très nette victoire de la droite, qui
gagne ce département traditionnellement
géré par la gauche (à l'exception d'une
courte période entre 1973 et 1976),
parachève le succès de M. Valéry
Giscard d'Estaing et la défaite de
M. Michel Charasse aux élections régio-
nales. Le PS, qui détenait la majorité
absolue au conseil général avec trente-
quatre élus sur cinquante et un, ne dispose
plus que de vingt-quatre sièges.
La droite, qui bénéficie manifeste-
ment d'un report des voix écologistes,
perd celui de Pionsat, où M. Edmond
Vaccant, député socialiste, l'emporte sur
le candidat divers droite. En revanche,
elle en gagne dix, dont celui de Cler-
mont-Ferrand-Nord-Ouest, où se pré-
sente M. Michel André, ancienne
secrétaire d'Etat aux droits de la femme
du gouvernement de M. Michel Rocard,
ainsi que celui de Thiers, où M. Maurice
Adevah-Pouf, député PS et maire de
Clermont-Ferrand, est battu. Le futur président
de l'assemblée départementale pourrai-
être M. Georges Chometon (UDF),
conseiller de Saint-Germain-l'Herm.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC;
24 PS; 1 div. g.; 1 UDF - rad.;
3 UDF-CDS; 11 UDF-PR; 13 UDF;
5 RPR; 1 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 33 PS;
1 div. g.; 2 UDF-rad.; 2 UDF-CDS;
8 UDF-PR; 1 UDF-P et R; 5 UDF;
5 RPR. (Prés.: M. Pierre Bouchaudy,
PS, m. de Tournes)

Beaumont
L. 12.444; A. 37,52%; E. 7.268
Alain Dumel, UDF, c.s. du canton de
Clermont-Ferrand-Sud-Ouest, adj. m.,
4.210 (57,92%)
Roger Gardes, PS, 3.058.
Robert Couvaut, c.s., UDF-rad., m.,
n.s.p.
Billom
L. 6.093; A. 27,03%; E. 4.181
Jean-Louis Pradier, UDF-PR, 2.343
(56,03%)
Jean-Michel Charlat, PS, 1.838.
Yves Guillon, c.s., PS, m., n.s.p.

Bourg-Lastic
L. 3.301; A. 15,87%; E. 2.668
Armand Blanchet, UDF-PR, 1.548
(58,02%)
Paul Pascaigne, c.s., PS, 1.120.
Clermont-Ferrand-Nord-Ouest
L. 9.126; A. 35,30%; E. 5.507
Michel Cornil, UDF, 2.935 (53,29%)
Michèle André, c.s., PS, a.s.c.E.,
adj. m., 2.572.
Clermont-Ferrand-Ouest
L. 5.629; A. 49,26%; E. 2.696
Michel Perny, c.s., RPR, 1.455
(53,96%)
Jean-Yves Gouttebel, PS, 1.241.
Clermont-Ferrand-Sud-Est
L. 8.305; A. 45,86%; E. 4.201
Jean Maisonneuve, c.s., PS, adj. m.,
2.281 (54,29%)
Philippe Cholet, RPR, 1.920.
Clermont-Ferrand-Sud-Ouest
L. 10.044; A. 47,11%; E. 4.972
Claudine Lafaye, UDF-CDS, c.m.,
3.320 (66,77%)
Alain Bardot, PS, 1.652.
Alain Dumel, c.s., UDF-PR, se repré-
sente dans le canton de Beaumont.
Combronde
L. 4.458; A. 20,56%; E. 3.314
Yvan Delapre, UDF-PR, m., 1.807
(54,52%)
Robert Mansat, c.s., PS, 1.507.
Cournon-d'Avègne
L. 12.042; A. 32,61%; E. 7.507
Michel Gardet, UDF, 3.836 (51,09%)
Catherine Guy-Quint, PS, m., 3.671.
Jean Chaleix, c.s., UDF-rad., n.s.p.
Cunhat
L. 1.940; A. 18,96%; E. 1.510
Jacques Mottin, div. d., c.m., 805
(53,31%)
Henri Rigal, c.s., PS, 705.
Issouire
L. 14.002; A. 30,99%; E. 8.944
Pierre Pascalon, RPR, m., 4.653
(52,02%)
Jacques Lavédrine, c.s., PS, d., 4.291.
Masnat
L. 7.176; A. 27,04%; E. 4.898
André Neyrat, c.s., PS, 2.702
(55,16%)
François Maeder, div. d., 2.196.
Montaigut
L. 7.239; A. 23,48%; E. 5.294
Michel Duval, UDF, 2.785 (52,60%)
Jean Michel, c.s., PS, 2.509.
Pionsat
L. 2.669; A. 48,92%; E. 2.081
Edmond Vaccant, PS, 1.201 (57,19%)
Jean Prevost, div. d., adj. m., 880.
Jacques Paquet, c.s., UDF-rad., m.,
n.s.p.
Randan
L. 4.130; A. 23,29%; E. 3.042
Jean-François Chau, c.s., PS, 1.572
(51,67%)
Jean Viard, UDF-PR, 1.470.
Riom-Est
L. 11.467; A. 34,15%; E. 6.904
Claude Liebermann, c.s., UDF-CDS,
m., 3.866 (55,99%)
Jean-Pierre Agier, PS, 3.038.
Saint-Gervais-d'Avègne
L. 4.011; A. 23,08%; E. 2.979
Lucien Gauvin, UDF-PR, 1.574
(52,83%)
Michel Girard, PC, 1.405.
Robert Bernard, c.s., PS, n.s.p.
Saint-Rémy-sur-Durolle
L. 7.208; A. 23,48%; E. 5.274
Jean-Jacques Bournel, PS, 2.688
(50,96%)
Joseph Faye, UDF, 2.586.
André Perle, c.s., PS, n.s.p.
Sandlingues
L. 4.577; A. 30,30%; E. 2.983
André Brugère, c.s., PS, 1.653
(55,41%)
François Cregut, UDF-PR, 1.330.
Thiers
L. 10.549; A. 25,38%; E. 7.414
Jean-Marc Charroire, UDF, c.m.,
3.915 (52,80%)
Maurice Adevah-Pouf, c.s., PS, d.,
m., 3.499.
La Tour-d'Avègne
L. 3.243; A. 25,59%; E. 2.349
Henri Boyer, UDF, 1.275 (54,27%)
Paul Gay, PS, 1.074.
Paul Veyssière, c.s., RPR, n.s.p.
Veyre-Monton
L. 14.275; A. 32,81%; E. 8.831
Pierre Chabrilat, c.s., UDF-PR, m.,
4.888 (55,35%)
Jean-Pierre Decombas, PS, 3.943.
Vio-le-Comte
L. 8.024; A. 25,50%; E. 5.503
Roger Blanc, UDF-PR, 2.858
(51,93%)
Henri Bertrand, PS, 2.645.
Joseph Planeix, c.s., PS, n.s.p.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (26)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 UDF-rad.; 2 RPR; 3 div.)
Le second tour a été marqué par les
défaillances inattendues de bastions so-
cialistes (Jurançon et Thibaut) et RPR
(Laruns). Sur les vingt sièges qui restaient à
pourvoir, douze sont allés à de nouveaux
élus, comme si l'électorat avait souhaité
une cure de rajeunissement du person-
nel politique. En gagnant deux sièges à

HAUTES-PYRÉNÉES (17)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 PS; 3 MRG; 2 UDF; 1 div.)
Président depuis vingt et un ans,
M. Hubert Peyou (MRG) a été battu
dans son canton d'Ossun. Son adver-
saire, M. Pierre Châ (UDF), a bénéficié
de la presque totalité des voix du FN et,
avec 55,58 % des suffrages, le devance
de 669 voix. M. Peyou pourrait, dans la
fourée de cette défaite, avoir quelques
difficultés à protéger, en septembre, son
siège de sénateur. Autre canton qui a
basculé à droite, celui d'Aureilhan, où
M. Pierre-Henri Lacaze (PS), président
de l'association départementale des
maires, a été battu par M. Jean-Marie
Simonne (RPR), les voix communistes
lui ayant fait défaut. Le MRG n'est plus
la composante la plus importante de l'as-
semblée départementale, passant de
onze à huit sièges, dont deux opposés,
qui pourraient jouer un rôle déterminant
pour l'élection du président.
Au cas où la solidarité de la majorité
présidentielle jouerait à fond, l'ex-maire
de Lourdes et ex-secrétaire d'Etat au
tourisme, M. François Abadie (MRG),
pourrait succéder à M. Peyou, mais
M. Gérard Tremblay (UDF-PR), conseil-
ler général de Tarbes, mise sur d'éven-
tuelles dissensions à gauche. L'ancien
chef de cabinet du président de la Répu-
blique, M. Jean Glavany, en revanche,
n'a pas été son entrée à l'assemblée
départementale: il a nettement devancé
le candidat du RPR dans le canton de
Mauhouriet, dont il est le maire.

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC; 7 PS;
8 MRG; 1 UDF-rad.; 5 UDF-CDS;
1 UDF-PR; 3 UDF; 3 RPR; 2 div. d.;
1 div.

CONSEIL SORTANT: 4 PC; 6 PS;
11 MRG; 1 UDF-rad.; 5 UDF-CDS;
2 UDF-PR; 2 UDF; 1 RPR; 2 div. d.
(Prés.: M. Hubert Peyou, MRG, sén.)

Arrens
L. 2.897; A. 22,02%; E. 2.205
Robert Marquet, PS, 1.082 (49,07%)
Benito Buéas, div. g., 647; Maurice
Dubarry, div. g., 476.
Joseph Camp, c.s., PS, n.s.p.
Aureilhan
L. 7.012; A. 40,83%; E. 3.672
Jean-Marie Simonnet, RPR, 1.896
(51,63%)
Pierre-Henri Lacaze, c.s., PS, m.,
1.776.
Bordères-sur-Féchez
L. 7.656; A. 37,78%; E. 3.958
Francis Tarissan, PS, m., 1.994
(50,37%)
Ernest-Jean Fourcade, UDF, 1.964.
Roger Paul, c.s., PC, s'est retiré.
Mauhouriet
L. 3.831; A. 24,30%; E. 2.780
Jean Glavany, PS, m., 1.668 (60,00%)
Jean-Claude Tiraby, RPR, 1.112.
Jean Durc, c.s., MRG, n.s.p.
Ossun
L. 8.278; A. 25,31%; E. 5.993
Pierre Châ, UDF, 3.331 (55,58%)
L. 1.144; A. 27,48%; E. 5.998

CÔTE-VERMEILLE

L. 11.089; A. 29,58%; E. 7.353
Jean Rède, c.s., RPR, 3.864 (52,54%)
Michel Moly, PS, 3.489.
Mont-Louis
L. 3.331; A. 35,30%; E. 2.073
Raymond Trilles, PS, 723 (34,87%)
Henri Pubill, UDF, 484; Raymond
Guinovart, div. d., 439; Bernard
Duchonne, div. d., 427.
Antoine Sabat-Bigorre, c.s., div. d.,
n.s.p.
Perpignan-1
L. 8.388; A. 43,58%; E. 4.464
Jean-Paul Alduy, UDF, 1.797
(60,25%)
Richard Puly, UDF diss., 1.588;
Daniel Dayre, FN, 1.079.
Alain Coder, c.s., RPR, n.s.p.
Perpignan-2
L. 6.392; A. 53,64%; E. 2.694
Bernard Nicolau, UDF-PR, 1.692
(62,80%)
Jacques Davi, FN, 1.002.
Jacques Farran, c.s., UDF-PR, d.,
n.s.p.
Perpignan-3
L. 10.204; A. 40,03%; E. 5.398
Jean Vila, PC, 3.039 (56,29%)
Jean Beille, FN, 2.359.
Michel Berduguer, c.s., CNL, a été éli-
miné.
Perpignan-7
L. 11.137; A. 44,56%; E. 5.434
Françoise Barate, c.s., RPR, sout.
UPF, 3.402 (62,60%)
Roger Chénay, FN, 2.032.
Perpignan-9
L. 9.628; A. 51,09%; E. 4.207
Alain Marti, c.s., RPR, 2.622
Jean Grisar, FN, 1.585.
Prades
L. 9.783; A. 35,29%; E. 5.815
Jean-Luc Malé, c.s., UDF, 3.533
(60,75%)
Claude Bès, PS, 2.282.
Rivesaltes
L. 12.882; A. 33,24%; E. 7.949
Emile Parès, c.s., RPR, m., 3.756
(47,25%)
Guy Peytavi, PS, 2.982; Claude Bre-
ton, FN, 1.211.
Saint-Laurent-de-la-Salanque
L. 13.431; A. 31,59%; E. 8.394
René Marquet, c.s., UDF, prés. c.s.,
5.395 (76,18%)
Philippe Mondier, FN, 1.999.
Saint-Paul-de-Fenouillet
L. 3.758; A. 41,29%; E. 1.572
Pierre Estève, c.s., PS, d., m., 1.572
(100,00%)
Thuir
L. 11.172; A. 31,31%; E. 7.177
René Olive, c.s., PS, m., 3.958
(55,14%)
Albert Passama, div. d., 2.101; Mar-
cel-Henri Volpeltre, FN, 1.118.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (15)

1^{er} TOUR: 2 élus
(1 RPR; 1 div.)
Le département catalan compte cinq
nouveaux élus, et parmi eux figure le fils
du maire de Perpignan, M. Paul Alduy,
sénateur des Pyrénées-Orientales can-
ché administrativement au groupe de
l'Union centriste. M. Jean-Paul Alduy
(UDF) sort en effet vainqueur d'une
triangulaire où restaient en piste, dans le
premier canton perpignanais, un candi-
dat UDF-dissident, M. Richard Puly, et
le candidat du FN, M. Daniel Dayre. Le
parti léniniste, qui avait maintenu ses
candidats dans huit cantons, n'a eu
aucun élu. Si le département reste à la
gauche, le RPR et l'UDF perdent cha-
cun un siège au profit d'un socialiste et
d'un communiste.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC;
1 app. PC; 6 PS; 1 MRG; 1 UDF-
PSD; 1 UDF-CDS; 3 UDF-PR;
5 UDF; 8 RPR; 2 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 app.
PC; 5 PS; 1 MRG; 1 UDF-PSD;
1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 4 UDF;
9 RPR; 1 CNL; 3 div. d. (Prés.:
M. René Marquet, UDF, m. de Saint-
Laurent-de-la-Salanque)

Argelès-sur-Mer
L. 14.431; A. 30,17%; E. 9.559
Jacques Bordanell, c.s., MRG, 4.706
(49,23%)
Robert Massines, FN, 2.438; Bernard
Farriol, div. d., sout. UPF, 2.415.

L'élaboration de la Constitution

par le Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République

Documents pour servir à

L'HISTOIRE DE LA CONSTITUTION

du 1^{er} octobre 1958

Volume 1
Des origines de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 à l'avant-projet du 29 juillet 1958, 300 F

Volume 2
Le Comité consultatif constitutionnel. De l'avant-projet du 29 juillet 1958 au projet du 21 août 1958, 400 F

Volume 3
Du Comité d'Etat au référendum. 20 août-28 septembre 1958, 400 F

l'ensemble des 3 volumes : 900 F

29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

documentation

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

BAS-RHIN (22)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 FU; 1 UDF-CDS; 3 RPR.)

M. Daniel Hoffel (UDF), sénateur, réélu conseiller général à Strasbourg-VII (Meinau), devrait logiquement conserver sa présidence. M. Gilbert Estève (PS) est réélu à Sélestat, ce qui maintient la majorité présidentielle à trois sièges sur un total de quarante-neuf conseillers. Trois sortants sont battus: M. Jean-Marie Caro, député (UDF-CDS), à Villé; M. François Moser (RPR) à Schirmeck et M. René Dubs (app. UDF) à Obernai. A Wœrth, où le tribunal administratif avait autorisé M. Gilbert Lienh (maj. p.) à rester en lice au second tour à la suite d'une erreur dans le comptage des électeurs inscrits, l'UDF avait le canton au RPR, le dauphin désigné de M. François Grussenmeyer, député (RPR), étant battu de 75 voix. Le FN obtient son meilleur score dans un duel avec l'UDF à Strasbourg-X (Neuhof) et les Verts à Mundolsheim (un duel avec le RPR. Pour la première fois une femme, M^{me} Fabienne Keller (UDF-CDS), entre à l'assemblée départementale.

NOUVEAU CONSEIL: - 2 PS; 1 FU; 18 UDF-CDS; 2 UDF; 1 app. UDF; 18 RPR; 1 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT: 2 PS; 1 FU; 17 UDF-CDS; 1 app. UDF-CDS; 2 UDF; 1 app. UDF; 19 RPR; 1 div. d. (Prés.: M. Daniel Hoffel, UDF, sén. a.m.)

Geispolsheim
L. 18.899; A. 40.44%; E. 10.902
Marcel Geisler, c.s., RPR, m., 6.314 (57,91%)
REÉLU.
Philippe Mairer, Verts, 2.665; Mari-
lène Heitz, FN, 1.923.

Illkirch-Graffenstaden
L. 13.311; A. 45.06%; E. 17.552
Antoine Wach, RPR, adj. m., 8.271 (57,12%)
REÉLU.
Fabien Foerster, Verts, 5.415;
Georges-Pierre Noth, FN, 3.866.
André Durr, c.s., RPR, d. m., n.s.r.p.

Marmoutier
L. 7.577; A. 25.35%; E. 5.218
Jacques Felli, c.s., UDF, m., 2.543 (48,73%)
REÉLU.
Gérard Brucker, Verts, 1.186; Jean-
Claude Weil, PS, 870; Robert Martig, FN, 619.

Mundolsheim
L. 28.588; A. 47.93%; E. 14.112
Remy Schlichter, c.s., RPR, 8.000 (56,68%)
REÉLU.
Denis Maurer, Verts, 6.112.

Niederbronn-les-Bains
L. 10.036; A. 33.30%; E. 12.652
Alfred Pfalzgraf, c.s., RPR, m., 6.453 (51,00%)
REÉLU.
Charles Zimmer, div. d., 5.711; Denis
Blattner, FN, 488.

Obernai
L. 12.015; A. 35.41%; E. 7.810
Hugues Hartley, div. d., m., 3.061 (39,19%)
REÉLU.
René Dubs, c.s., app. UDF-CDS, 2.771; Robert Schickel, FN, 1.978.

Saverne
L. 14.980; A. 37.59%; E. 8.940
Emile Blessig, c.s., UDF-CDS, 5.273 (58,98%)
REÉLU.
Remy Brandel, RPR, 1.834; René
Weiss, FN, 1.833.

Schirmeck
L. 9.590; A. 27.37%; E. 6.709
Alain Ferry, div. d., 3.925 (58,50%)
REÉLU.
François Moser, c.s., RPR, m., 2.784.

Sélestat
L. 18.665; A. 32.50%; E. 11.961
Gilbert Estève, c.s., PS, m., 6.919 (57,84%)
REÉLU.
Marie-Paule Sigwalt-Debes, UDF-PR, 5.042.

Strasbourg-2
L. 8.606; A. 55.62%; E. 3.701
Gilbert Jost, c.s., UDF-PR, 1.657 (44,74%)
REÉLU.
Jean-Jacques Gsell, PS, adj. m., 1.204; Jacques Fernique, Verts, 842.

Strasbourg-6
L. 16.242; A. 46.43%; E. 8.404
Ernest Rickert, c.s., RPR, 7.649 (43,41%)
REÉLU.
Serge Ehler, PS, c.m., 2.554; Walter
Krieger, FN, 2.201.

Strasbourg-7
L. 12.180; A. 48.44%; E. 5.981
Daniel Hoffel, c.s., UDF, prés. c.s., 4.161 (69,57%)
REÉLU.
Alain Kauff, PS, 1.820.

Strasbourg-8
L. 14.493; A. 56.45%; E. 5.720
Fabienne Griesmar-Keller, UDF-
CDS, 3.715 (64,94%)
REÉLU.
Jean-Louis Hoerlé, RPR, 2.005.
Hervé Bussé, c.s., div. d., a été éliminé.

Strasbourg-10
L. 10.837; A. 47.19%; E. 5.403
Alphonse Beck, c.s., UDF-CDS, 3.778 (60,61%)
REÉLU.
Christian Hochmadel, FN, 2.130.

Truchtersheim
L. 12.795; A. 36.65%; E. 7.413
Jean-Daniel Zeter, UDF-CDS, 4.711 (63,55%)
REÉLU.
Jean-Pierre Schneider, div. d., 2.702.
Eugène Scherbeck, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Villé
L. 7.191; A. 23.27%; E. 5.261
René Haag, div. d., 3.204 (60,90%)
REÉLU.
Jean-Marie Caro, c.s., UDF-CDS, d., 2.057.

HAUT-RHIN (14)

1^{er} TOUR: 6 élus
(2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

Le seul candidat socialiste renouvelable, M. Vincent Birr, maire d'Ensisheim, cède son siège à l'un de ses conseillers municipaux, M. Michel Habig (RPR). Autre élu, M. André Weber (UDF-CDS) à Huningue, pourtant arrivé largement en tête au premier tour. Son vainqueur, M. Frédéric Striby (div. d.), doit probablement son succès à l'absence politique de M. Weber, conseiller général depuis 1967. A Masevaux, le siège laissé vacant par M. Louis Ulrich (UDF), revient au jeune maire de Niederbruck, M. Jean-Luc Reitzer, ex-Vert soutenu par le PS. Celui-ci doit sa victoire au dynamisme et à l'esprit d'indépendance dont il a su faire preuve face à son concurrent, ostensiblement soutenu par les "éléphants" UDF et RPR du conseil général. Les conseillers socialistes, qui étaient cinq, ne sont plus que quatre.

NOUVEAU CONSEIL: - 4 PS; 1 div. d.; 7 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 4 UDF; 4 RPR; 3 CN; 7 div. d.

CONSEIL SORTANT: 5 PS; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 3 UDF; 3 RPR; 3 CN; 6 div. d. (Prés.: M. Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. m. de Sausheim.)

Andolsheim
L. 14.095; A. 32.31%; E. 8.386
Constant Georg, div. d., 4.589 (54,72%)
REÉLU.
Guy Waehren, Verts, 2.534; René
Becker, FN, 1.263.

Jean-Georges Steib, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Ensisheim
L. 15.289; A. 33.59%; E. 9.777
Michel Habig, RPR, 4.028 (41,19%)
REÉLU.
Vincent Birr, c.s., PS, m., 2.742;
Michel Schumacher, FN, 1.765; Daniel
Martinuzzi, Verts, 1.242.

Guebwiller
L. 12.475; A. 39.59%; E. 6.781
Charles Haby, c.s., div. d., m., 4.913 (45,45%)
REÉLU.
Jean-Marie Coquelle, ext. d., 1.868.

Habsheim
L. 10.600; A. 43.64%; E. 11.012
Charles Buttner, UDF-CDS, 6.748 (61,27%)
REÉLU.
Jean-Bernard Forestier, Verts, 4.264.
Pierre Lucas, c.s., div. d., n.s.r.p.

Huningue
L. 29.872; A. 48.66%; E. 14.283
Frédéric Striby, div. d., 7.484 (52,37%)
REÉLU.
André Weber, c.s., UDF-CDS, 6.804.

Masevaux
L. 7.777; A. 30.10%; E. 4.938
Jean-Luc Reitzer, div. g., 3.647 (73,85%)
REÉLU.
Roger Gaugler, UDF, 1.291.
Louis Ulrich, c.s., RPR, n.s.r.p.

Munster
L. 11.478; A. 38.06%; E. 6.690
Antoine Boithiot, div. d., 4.215 (63,00%)
REÉLU.
Marc Georges, div. d., 2.475.
Jean-Georges Ham, c.s., div. d., c.m., n.s.r.p.

Wintzenheim
L. 12.784; A. 38.18%; E. 7.336
Pierre Knittel, c.s., RPR, m., 4.57 (47,75%)
REÉLU.
Christophe Hartmann, Verts, 2.879.

RHÔNE (26)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 app. UDF; 2 RPR.)

Le Rhône manifeste, une fois de plus, une grande stabilité: tous les sortants sont réélus, sauf le RPR Jean-Claude Cret, largement battu à Vaulx-en-Velin par le maire de cette commune de banlieue, M. Maurice Charrier, représentant peu orthodoxe du PC. La victoire de ce dernier est d'autant plus remarquable que, dans ce canton, comme dans tous ceux de la périphérie de Lyon - Meyzieu, Saint-Priest, Saint-Fons - le FN a une bonne mobilisation de l'électorat de gauche a permis au PS de conserver le canton de Saint-Priest, de loin le plus menacé. A Rillieux-la-Pape, M. Marcel André, conseiller sortant (UDF), qui avait passé un accord avec le FN entre les deux tours, ne fait pas le plein des voix, ce qui laisse supposer qu'une partie de son électorat n'a pas accepté cette alliance.

NOUVEAU CONSEIL: - 3 PC; 12 PS; 1 UDF-PR; 8 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 3 UDF; 6 app. UDF; 11 RPR; 1 CNL.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 12 PS; 1 UDF-PR; 9 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 3 UDF; 6 app. UDF; 10 RPR; 1 CN; 1 div. d. (Prés.: M. Michel Mercier, UDF-CDS, m. de Thizy.)

Anse
L. 13.362; A. 36.59%; E. 7.876
Jean-Paul Gasquet, RPR, 3.751 (42,62%)
REÉLU.
Jean-Pierre Pinault, UDF, 2.741;
Jean-Pierre Barbier, FN, 1.384.
Georges Perrier, c.s., div. d., n.s.r.p.

Le Bois-d'Oingt

L. 8.891; A. 37.50%; E. 5.014

Claude Rouet, c.s., app. UDF, m. d'Oingt, 3.938 (78,54%)
REÉLU.
Jean-Pierre Rivière, FN, 1.076.

Givors
L. 21.171; A. 37.90%; E. 12.412

Jean-Claude Bahu, c.s., RPR, c.m., 5.922 (47,71%)
REÉLU.
Marcel Passi, PC, adj. m., 4.519;
Claude Lafaurie, FN, 1.976.

Irigny
L. 13.725; A. 37.91%; E. 8.097

Jean-Luc Da Passano, c.s., UDF-PR, adj. m., 4.261 (52,62%)
REÉLU.
Jacques Gourgnon, PC, 2.454; Jean-
Paul Veyrand, FN, 1.382.

Lyon-2
L. 38.300; A. 30.41%; E. 1.735

Roger Fenech, c.s., UDF-CDS, c.m., 1.298 (74,81%)
REÉLU.
Anne Richard, FN, 437.

Lyon-4
L. 19.208; A. 46.14%; E. 10.035

Jean-Paul Bonnet, c.s., RPR, adj. m., 4.531 (45,15%)
REÉLU.
Alain Rocher, Verts, sout. GE, 3.580;
Ludovic Thorau, FN, 1.924.

Lyon-6
L. 25.104; A. 44.74%; E. 13.304

Bernadette Isaac-Sibille, c.s., UDF-CDS, d. c.m., 7.147 (53,72%)
REÉLU.
Philippe Girard, PS, 3.857; Philippe
Dumez, FN, 2.300.

Lyon-7
L. 14.378; A. 48.89%; E. 7.244

André Bourgogne, RPR, c.m., 5.670 (78,27%)
REÉLU.
Jacqueline Barral, FN, 1.574.
Louis Chaine, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Lyon-8
L. 15.344; A. 51.10%; E. 6.963

Yves Bruyas, c.s., UDF, c.m., 5.460 (78,41%)
REÉLU.
René Morel, FN, 1.503.

Lyon-9
L. 14.982; A. 50.60%; E. 6.909

Simone André, c.s., UDF-PR, c.m., 5.016 (72,60%)
REÉLU.
Alain Breuil, FN, 1.893.

Lyon-12
L. 21.753; A. 48.60%; E. 11.211

Robert Batailly, c.s., UDF-rad, c.m., 7.928 (70,71%)
REÉLU.
Maurice Depierre, FN, 3.283.

Meyzieu
L. 28.108; A. 39.77%; E. 16.030

Jean-Marc Barthez, c.s., RPR, 5.963 (57,24%)
REÉLU.
André Boutevillain, PS, 5.106; Guil-
laume Queyran, FN, 4.961.

Oullins
L. 15.615; A. 40.68%; E. 8.480

Gilles Lavache, c.s., UDF-CDS, adj. m., 4.853 (57,37%)
REÉLU.
Benoît Tronchet, div. g., sout. PS, 3.615.

Rillieux-la-Pape
L. 20.007; A. 44.59%; E. 10.120

Marcel André, c.s., UDF, m., 5.388 (52,24%)
REÉLU.
Michel Brossat, PS, 4.729; Denis de
Bouteiller, FN, c.m., 3.

Saint-Fons
L. 17.988; A. 38.87%; E. 10.246

Jacques Vottero, PS, adj. m., 4.061 (39,63%)
REÉLU.
Albert Robins, FN, 3.136; Pierre Voel-
ger, UDF, 3.049.

Saint-Priest
L. 22.446; A. 38.16%; E. 13.248

Bruno Polga, c.s., PS, m., 4.995 (37,70%)
REÉLU.
Eliane Benteo, FN, c.m., 4.541; René
Morand, RPR, 3.712.

Vaulx-en-Velin
L. 16.554; A. 45.63%; E. 8.752

Maurice Charrier, PC, m., 4.303 (49,16%)
REÉLU.
Thierry Derocles, FN, c.m., 3.006;
Jean-Claude Cret, c.s., RPR, c.m., 1.443.

Villeurbanne-Centre
L. 20.208; A. 41.95%; E. 11.244

Raymond Terracher, PS, adj. m., 4.847 (43,10%)
REÉLU.
Marc Frayssier, RPR, 4.216; Marie-An-
nick Danion, FN, 2.181.

Villeurbanne-Nord
L. 19.795; A. 43.97%; E. 10.567

Bernard Rivalta, c.s., PS, 4.638 (43,89%)
REÉLU.
Michel Servy, UDF-rad, c.m., 3.405;
Daniel Falcoz, FN, c.m., 2.524.

Villeurbanne-Sud
L. 19.097; A. 43.39%; E. 10.363

Nathalie Gautier, c.s., PS, adj. m., 4.518 (43,59%)
REÉLU.
Christian Montégut, UDF-CDS, 3.250;
Pierre Vial, FN, c.m., 2.595.

HAUTE-SAÔNE (16)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 PS; 1 UDF-PR; 2 RPR; 1 div. d.)

La majorité départementale de M. Christian Bergerolle, député RPR, deux conseillers UDF-PR sortants ont été battus par des divers droite soutenus par le FN, les élus de la majorité départementale paraissent tous avoir bénéficié de bons reports de voix lègistes. Ces

reports sont, en revanche, loin d'avoir été systématiques de la part des écologistes et des communistes en direction des socialistes. Pourtant, ces derniers ont joué le jeu à Champagny, permettant au PCF de sauver son seul siège.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 PC; 9 PS; 1 app. PS; 2 MRG; 2 UDF-rad; 4 UDF-PR; 6 RPR; 7 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 9 PS; 1 app. PS; 4 MRG; 1 UDF-rad; 5 UDF-PR; 2 UDF; 1 UDF diss.; 4 RPR; 4 div. d. (Prés.: M. Christian Bergerolle, RPR, d. c.m. de Gray, a.s.r.e.)

Champagny
L. 8.252; A. 38.07%; E. 5.589

Hubert Guerrin, c.s., PC, 2.199 (39,34%)
REÉLU.
Gérard Poivry, div. g., m., 2.127;
Roland Thiery, RPR, 1.263.

Combeaufontaine
L. 2.611; A. 25.34%; E. 1.777

Henri Mariotte, div. d., 1.160 (65,27%)
REÉLU.
Bernard Charon, PS, 617.
Louis Menneirey, c.s., UDF-PR, s'est retiré.

Dampierre-sur-Salon
L. 4.266; A. 28.38%; E. 3.833

Charles Gauthier, div. d., sout. UDF, 1.569 (55,38%)
REÉLU.
Michel Maucclair, UDF-PR diss., 1.264.

Fresnes-Saint-Mamès
L. 1.373; A. 22.79%; E. 2.422

Patrick Onani, RPR, 1.369 (56,52%)
REÉLU.
Jean-Pierre Chausse, GE, 1.053.
Robert Magnin, c.s., div. d., n.s.r.p.

Héricourt-Est
L. 6.238; A. 36.50%; E. 3.595

Jean-Michel Villamard, c.s., PS, adj. m., 2.255 (62,72%)
REÉLU.
Claude Brocard, RPR, c.m., 1.340.

Héricourt-Ouest
L. 6.480; A. 33.65%; E. 3.746

Jean-Pierre Michel, PS, d. m., 2.197 (58,64%)
REÉLU.
Louis Moschetti, UDF-PR, 1.549.
André Girard, c.s., PS, après. c.g. a.m., n.s.r.p.

Jussey
L. 5.003; A. 29.46%; E. 3.283

Georges Lasne, c.s., UDF-PR, m., 1.828 (55,68%)
REÉLU.
Odile Vignerot, PS, 1.455.

Lure-Nord
L. 6.056; A. 28.68%; E. 4.031

Gilles Roy, UDF-rad, m., 1.832 (45,44%)
REÉLU.
Roger Boffy, RPR, 1.687; Claude
Thiébaud, FN, 512.
Jean Hertz, c.s., MRG, a.m., n.s.r.p.

Luxeuil-les-Bains
L. 5.749; A. 36.49%; E. 3.285

Bernard Hagemann, div. d., m., 1.902 (57,89%)
REÉLU.
Michel Gabillot, PS, c.m., 1.383.
Jean Sarre, c.s., MRG, n.s.r.p.

Monthozon
L. 4.024; A. 23.63%; E. 2.938

André Chevrier, div. d., 1.352 (46,01%)
REÉLU.
Denis Vagnet, PS, 924; Georges
Lyautey, c.s., UDF diss., 662.

Vesoul-Ouest
L. 10.527; A. 30.40%; E. 6.835

Alain Joyandet, RPR, c.m., 4.155 (60,79%)
REÉLU.
Claude Charpentier, PS, adj. m., 2.680.
Pierre Chantelat, c.s., UDF-PR, prés. c.r., n.s.r.p.

SAÔNE-ET-LOIRE (28)

1^{er} TOUR: 13 élus
(2 PS; 1 MRG; 3 UDF-PR; 2 RPR; 4 div. d.; 1 div.)

Les conseillers sortants, candidats dans la plupart des quinze cantons en ballottage, l'emportent grâce à de bons reports de voix. Avec dix RPR, au lieu de huit, M. François Fillon voit ses chances renforcées pour disputer à M. Roland du Lart (UDF) le siège de président de l'assemblée départementale, auquel M. Michel d'Allières (UDF-PR) a annoncé qu'il ne se représenterait pas.

La surprise vient de deux cantons urbains où les conseillers généraux sortants de gauche ont été battus par leurs concurrents RPR. Au Mans-Est-Campagne, M. Jacques Terroire (PS) a bien bénéficié des reports de voix communistes, mais le candidat RPR, M. Dominique Le Mener, a réussi à mobiliser suffisamment d'électeurs écologistes et d'extrême droite pour faire la différence.

A Allouas, M. Yvon Luby (PC) semblait assuré de retrouver son siège, mais l'électorat socialiste s'est démobilité et la candidate RPR, M^{me} Claudine Lefebvre, a bénéficié d'un appoint du FN. Au Mans-Est-Est, en revanche, M^{me} Jeanine Haudebourg (ex-PC), première adjointe au maire du Mans, M. Robert Jarry (ex-PC), reprend facilement le siège abandonné par celui-ci.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 PC; 6 PS; 1 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 1 UDF; 10 RPR; 10 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 1 ex-PC; 7 PS; 1 MRG; 1 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 2 UDF; 8 RPR; 10 div. d. (Prés.: M. Michel d'Allières, UDF-PR, sén. m. d'Allières-Beauvoir.)

Allouas
L. 12.262; A. 40.15%; E. 6.862

Claudine Lefebvre, RPR, 3.459 (50,40%)
REÉLU.
Yvon Luby, c.s., PC, 3.403.

Maillecour-sur-Sarthe
L. 6.634; A. 30.91%; E. 4.360

Gérard Blu, c.s., RPR, 2.571 (58,96%)
REÉLU.
Jean-Louis Coutanceau, div. g., 1.789.

Beaurepaire-en-Bresse

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

3 RPR; 2 app. RPR; 1 div. d. et un siège vacant à la suite de la démission d'un UDF-CDS. (Prés.: M. Bernard Pellarin, UDF, sén., m. de Cruzeilles.)

Abondance
L. 3373; A. 21,43%; E. 2343
André Crepy, RPR diss., 1279 (30,29%)
François Blanc, c.s., UDF-PR, 1264.

Alby-sur-Chèze
L. 5484; A. 39,04%; E. 3194
Fernand Peilloud, c.s., div. g., 1651 (51,69%)
Jean-Denis Roche, UDF-PR, 1543.

Annecy-Centre
L. 8554; A. 57,82%; E. 3288
Jean-Louis Corajoud, c.s., UDF-CDS, adj. m., 2379 (72,35%)
Marie-Sylviane Dequert, PS, 909.

Annecy-le-Vieux
L. 21779; A. 46,74%; E. 10346
Bernard Accoyer, RPR diss., m., 6340 (61,27%)
Jean Brocard, c.s., UDF-PR, d. a.m., 4006.

Annecy-Nord-Ouest
L. 21881; A. 52,09%; E. 9437
Alain Veyret, c.s., UDF-CDS, 5525 (58,54%)
Vincent Baudouin, Verts, 3912.

Douvaine
L. 10980; A. 47,05%; E. 5470
François Mugnier, c.s., UDF-PR, 3647 (66,67%)
Marcel Hauteville, div. d. m., 1823.

Faverges
L. 7446; A. 33,40%; E. 4669
Pierre Lusserand, RPR, c.m., 2468 (52,85%)
Jacques Dales, PS, 2201.
André Sautillon, c.s., div. g., n.s.r.p.

Frangy
L. 3855; A. 33,64%; E. 2452
Roger Vignot, c.s., app. UDF, 1542 (62,88%)
Henri Couet, UDF-CDS, sout. UDF, 910.

Saint-Gervais-les-Bains
L. 9866; A. 42,26%; E. 5079
Robert Fournier, c.s., div. d., sout. UDF, 2738 (53,90%)
Jean-Marc Peillon, div. d., 2341.

Saint-Jeoire
L. 5487; A. 35,04%; E. 3358
Jean-Marc Chavanne, c.s., RPR, m., 2238 (66,64%)
François Cheneval-Pallud, div. d., 1120.

Saint-Julien-en-Genève
L. 14587; A. 46,91%; E. 7418
Gaston Maurel, c.s., div. g., 4369 (58,89%)
Marc Favre, RPR, 3049.

Samone
L. 2973; A. 32,06%; E. 1921
Adelin Malgrand, c.s., UDF-rad., m., 1139 (59,29%)
Claude Castor, div., 782.

Thonon-les-Bains
L. 29043; A. 45,03%; E. 15359
Paul Nenraz, UDF-rad. diss., m., 6330 (41,14%)
Jacques Maylander, Verts, 4576;
Yves Sautier, c.s., UDF-CDS, adj. m., 4463.

SEINE-MARITIME (34)

1^{er} TOUR: 9 élus
(1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 1 UDF; 1 RPR.)

Les délégués de M. Paul Dhaille, maire et conseiller général de Lillebonne, et de M. Jean-Claude Bateau, sortant dans le canton de Pavilly, tous deux députés socialistes, seront directement rééligibles dans la fédération de M. Laurent Fabius. Si M. Dhaille a été battu dans un duel gauche-droite traditionnel, en revanche M. Bateau a été élu par l'un de ses anciens camarades, M. Michel Benoit, maire de Barreval, en congé du PS depuis quelques semaines et soutenu par Génération Ecologie. La gauche est victime d'une querelle identique à Fauville-en-Caux, où M. Michel Poinboeuf, conseiller MRG sortant, est battu par M. Jean-François Mayer, ancien membre du cabinet de M. Frédéric Brodin, ministre de la jeunesse et des sports, et qui a récemment rompu avec le PS. La gauche pourra se consoler d'une victoire à Fontaine-le-Dun, où le PS reprend au RPR un canton rural perdu en 1985.

NOUVEAU CONSEIL - 9 PC; 2 MRG; 3 UDF-PR; 5 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 10 UDF-PR; 6 UDF; 12 RPR; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 9 PC; 12 PS; 2 MRG; 3 UDF-PR; 6 UDF-rad.; 6 UDF-CDS; 10 UDF-PR; 5 UDF; 13 RPR; 4 div. d. (Prés.: M. Jean Lecanuet, UDF-CDS, sén., m. de Rouen, a.m.u.)

Amfard
L. 5193; A. 25,32%; E. 3767
Marcel Fourquez, c.s., div. d., 1416 (37,58%)
Pierre-Marie Duhamel, UDF-PR, 1274; Bernard Munin, PS, 1077.

Blangy-sur-Bresle
L. 7998; A. 24,94%; E. 5714
Pierre Loin, c.s., RPR, 3112 (54,46%)
Claude Vialaret, PS, m., 2602.

Darnétal
L. 10726; A. 39,38%; E. 9452
Geneviève Préterre, c.s., UDF-CDS, 5862 (62,01%)
Bernard Jeanne, PS, 3590.

Dieppe-Est
L. 13418; A. 36,49%; E. 7905
Daniel Lefèvre, c.s., RPR, 5162 (65,30%)
Christian Cuvillier, PC, m., 2743.

Duclos
L. 16756; A. 33,57%; E. 10280
Bernard Léger, PS, 3759 (56,02%)
Francis Edde, RPR, 4521.

Fauville-en-Caux
L. 5465; A. 22,12%; E. 3947
Jean-François Mayer, PS diss., 2227 (56,42%)
Michel Poinboeuf, c.s., MRG, m., 1716; Marcel Thery, RPR, 4.

Fécamp
L. 19970; A. 35,11%; E. 12136
Jean-Pierre Deneuve, c.s., div. d. a.m., 6655 (54,83%)
Jean-Claude Michel, PS, adj. m., 5451; François Glenisson, div. d., 30.

Fontaine-le-Dun
L. 3335; A. 18,93%; E. 2691
Marie-Bernard Ducroix, PS, 1414 (52,54%)
Jean-François Roulland, c.s., RPR, 1277.

Gonfreville-l'Orcher
L. 13538; A. 36,77%; E. 7929
Gérard Eude, c.s., PC, 4744 (59,83%)
Annie Guillemet, c.s., RPR, c.s. du Havre-2, fusionné avec Le Havre-1, non renouvelable, 3185.

Grand-Couronne
L. 18471; A. 50,89%; E. 5273
Marc Massion, c.s., PS, 5273 (100,00%)

Le Havre-3
L. 16178; A. 45,64%; E. 7937
Gérard Heud, c.s., PC, adj. m., 4101 (51,66%)
Michel Seguin, RPR, 3836.

Le Havre-4
L. 10040; A. 46,48%; E. 4971
Antoine Rufenacht, c.s., RPR, d. a.s.c., 3362 (67,63%)
Nicole Le Foll, PS, adj. m., 1609.

Le Havre-9
L. 14613; A. 46,77%; E. 7313
Michel Barrier, c.s., PC, adj. m., 3270 (44,71%)
Agathe Cahier, UDF, 2731; Philippe Baudet, FN, 1312.

Lillebonne
L. 18636; A. 38,18%; E. 10821
Philippe Leroux, RPR, 5642 (52,13%)
Paul Dhaille, c.s., PS, d. m., 5179.

Londinières
L. 3817; A. 19,72%; E. 2974
Michel Fouquet, div. g., 1513 (50,87%)
Jean-Pierre Dancourt, c.s., div. d., sout. FN et UDF, 1461.

Maromme
L. 15936; A. 39,93%; E. 8863
Colette Privat, c.s., PC, m., 5110 (57,65%)
Daniel Laboure, RPR, 3753.

Mont-Saint-Aignan
L. 20361; A. 45,84%; E. 10304
Gérard Simon, c.s., RPR, 5567 (67,73%)
Patricia Dumalade, PS, 3737.

Neufchâtel-en-Bray
L. 3301; A. 26,83%; E. 5362
Dany Miel, div. d., 3034 (51,75%)
Jean Watte, UDF-PR, 2828.

Pavilly
L. 19806; A. 31,89%; E. 12214
Michel Benoit, PS diss., 6166 (50,48%)
Jean-Claude Bateau, c.s., PS, d., 6048.

Rosier-4
L. 5942; A. 40,92%; E. 3290
Serge Benoit, c.s., UDF-PR, adj. m., 2216 (67,35%)
Philippe Belloum, PS, 1074.

Rosier-5
L. 8293; A. 42,32%; E. 4611
Raymonde Bestaux, c.s., UDF-PR, adj. m., 2240 (48,57%)
Philippe Leschne, PS, 1585; Guillaume de Tarté, FN, 786.

Rosier-6
L. 10504; A. 44,71%; E. 5478
Michel Guez, c.s., UDF-PR, adj. m., 2564 (46,80%)
Robert Foubert, PS, 1701; Patrick Dupin, Verts, 1213.

Rosier-7
L. 7890; A. 40,54%; E. 4304
Jeanine Bonvoisin, c.s., UDF-CDS, adj. m., 2303 (51,13%)
Michel Bérégovoy, PS, d., 1436; Jean-Pierre Girard, Verts, 763.

Saint-Etienne-de-Rouvray
L. 14486; A. 42,71%; E. 7541
Pierre Tréhet, c.s., PC, 4963 (65,81%)
Eric Lesnais, UDF-PR, 2578.

Sotteville-le-Rouen-Ouest
L. 13502; A. 37,89%; E. 7563
Serge Cramoisan, UDF, 4194 (55,45%)
Luc Pape, PS, adj. m., 3369.

Sotteville-le-Rouen-Est
L. 13502; A. 37,89%; E. 7563
Serge Cramoisan, UDF, 4194 (55,45%)
René Salmon, c.s., UDF-rad., n.s.r.p.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

DEUX-SÈVRES (16)

1^{er} TOUR: 10 élus
(1 PS; 1 div. g.; 2 UDF; 1 RPR; 5 div. d.)

Un élu Vert, M. Jean Bando, entre par la grande porte au conseil général, en battant à Prusseux une figure du département, M. Claude Rouleau (UDF-CDS), président du comité économique et social du Poitou-Charentes. Mais cette élection ne reflète que d'un côté la majorité départementale sortante de M. André Dulait (UDF), qui disposait précédemment de vingt-deux sièges sur trente-trois. Les socialistes comptent toujours sept élus à la victoire, à La Mothe-Saint-Héray, de M. Sébastien Royal, député PS, qui réussit ainsi son implantation locale, contre le candidat sortant (div. d.). M. Pierre Thomas, a compensé la perte, pour le PS, du canton de Sauré-Vauvau au profit d'un élu divers gauche dès le premier tour.

NOUVEAU CONSEIL - 6 PS; 1 div. g.; 1 Vert; 2 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 5 UDF; 2 RPR; 12 div. d.

CONSEIL SORTANT: 7 PS; 2 UDF-rad.; 4 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 6 UDF; 1 RPR; 12 div. d. (Prés.: M. André Dulait, UDF, m. de Ménégoz.)

Champdeniers-Saint-Denis
L. 3975; A. 19,52%; E. 3075
Jeanne-Marie Bizard, c.s., UDF-PR, 1675 (54,47%)
Alain Champel, div. d., 1400.

La Mothe-Saint-Héray
L. 4109; A. 23,87%; E. 3009
Ségolène Royal, PS, d., 1536 (51,04%)
Pierre Thomas, c.s., div. d., 1473.

Nort-Est
L. 13095; A. 43,45%; E. 6885
Geneviève Perrin-Gaillard, PS, c.m., 3575 (51,92%)
Alain Guez, RPR, 3310.

Nort-Ouest
L. 17238; A. 45,51%; E. 8582
Jeanne Lucas, c.s., UDF-rad., m., 4971 (57,92%)
Claude Odile Mailard, PS, c.m., 3611.

Prusseux
L. 8254; A. 31,70%; E. 5370
Jean Bando, Verts, 2752 (50,87%)
Claude Rouleau, c.s., UDF-CDS, m., 2638.

Saint-Maixent-Toulon-2
L. 5671; A. 35,39%; E. 3502
Léopold Moreau, UDF-PR, m., 2359 (67,36%)
Jean-Claude Drossard, PS, 1143.

Somme (23)

1^{er} TOUR: 7 élus
(3 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

La majorité du président sortant M. Fernand Demilly (UDF-PR) reste inchangée, avec trente-deux élus contre quatorze à la gauche. Le PS gagne pourtant un siège. Si M. Jacques Fleury, député PS, perd le canton de Roye, les socialistes emportent les cantons de Roisel et de Villers-Bocage. A Roisel, le candidat communiste M. Pierre Drin, conseiller sortant, s'est retiré après être arrivé en troisième position au premier tour. A Villers-Bocage, le candidat socialiste a profité d'une quadrangulaire dans laquelle il était opposé à un candidat du FN et deux candidats de droite, dont l'un soutenu par l'UDF et le RPR. Les communistes perdent en revanche un siège: s'ils l'emportent dans le canton de Friville-Escarbotin, ils sont battus à Ault et à Roisel.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 1 app. PC; 9 PS; 8 UDF-PR; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 1 app. UDF; 9 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 5 PC; 1 app. PC; 8 PS; 8 UDF-PR; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF-PR; 7 div. d. (Prés.: M. Fernand Demilly, UDF-PR.)

Abbeville-Nord
L. 11778; A. 33,34%; E. 7341
André Leduc, c.s., UDF-PR, 4013 (54,66%)
Gilbert Mathon, PS, adj. m., 3328.

Amiens-4-Est
L. 15224; A. 38,53%; E. 8633
Liliane Brunet, c.s., PC, 4708 (54,53%)
Jean-Paul Piz, RPR, c.m., 3925.

Amiens-5-Sud-Est
L. 15049; A. 44,24%; E. 7792
Jean-Claude Broutin, c.s., UDF-CDS, 4402 (56,49%)
Jean-Jacques Bertrand, Verts, 3390.

Amiens-7-Sud-Ouest
L. 11734; A. 48,62%; E. 5272
Gérard Moulard, c.s., div. d., 3849 (73,00%)
Raymond Brasseur, FN, 1423.

Ault
L. 8503; A. 24,45%; E. 5921
Antoine de Waziers, app. UDF, 3134 (52,93%)
Michel Soumillion, PC, 2787.

Costy
L. 6067; A. 20,78%; E. 3703
Jacques Dacheux, div., 2475 (66,80%)
André Ocie, c.s., div. d., m., 1230.

Corbie
L. 13889; A. 29,16%; E. 8870
Alain Gest, c.s., UDF-PR, 5795 (65,33%)
Gérard Holtville, div. d., 3075.

Doullens
L. 9593; A. 27,33%; E. 6456
Christian Viennet, div. d., 4324 (66,97%)
Guy de Saint-Amour, MRG, c.m., 2132.

Friville-Escarbotin
L. 9349; A. 19,86%; E. 7035
Guy Roussel, PC, m., 3977 (56,53%)
Christian Cahon, c.s., UDF-PR, 3058.

Gamaches
L. 9182; A. 18,60%; E. 7071
Michel Bondouille, c.s., div. d., 3816 (53,96%)
Jacques Pecqueur, PC, m., 3255.

Molliens-Dreuil
L. 7211; A. 25,64%; E. 4984
Jean Dhalluin, c.s., RPR, 2911 (58,40%)
Jean-Luc Lefebvre, PS, 2073.

Montdidier
L. 8427; A. 35,01%; E. 5067
Gérard Flamand, c.s., RPR, 3599 (71,02%)
Jean Marie, PS, 1468.

Moyenneville
L. 6787; A. 20,28%; E. 5115
Roger Castel, c.s., UDF-CDS, 2036 (39,80%)
Marius Fustier, div., 1875; Jean-Maurice Dewez, div., 1204.

Roisel
L. 5785; A. 20,01%; E. 4465
Michel Boulogne, PS, m., 1983 (44,41%)
René Basquin, UDF, 1973; Dominique Drancourt, FN, 509.

Roye
L. 8908; A. 20,65%; E. 6784
Georges Lozier, div. d., 3504 (51,65%)
Jacques Fleury, c.s., PS, d. m., 3280.

Villers-Bocage
L. 8423; A. 23,98%; E. 6157
Christian Manable, PS, 2263 (36,75%)
Claude Deflesselle, div. d., 1873; Jean-François Chaise, div. d., 1352; Yves Dupille, FN, 669.

Yvetot
L. 8423; A. 23,98%; E. 6157
Christian Manable, PS, 2263 (36,75%)
Claude Deflesselle, div. d., 1873; Jean-François Chaise, div. d., 1352; Yves Dupille, FN, 669.

TARN (22)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 PS; 1 div. g.; 1 UDF; 1 RPR; 5 div. d.)

Stabilité relative. La majorité de gauche perd un siège sur les vingt-cinq qu'elle détenait. L'opposition n'en sort pas pour autant renforcée, car M. Louis Brives, sénateur du groupe du Rassemblement démocratique et européen, réélu dans son canton de Carac, a rejoint récemment France unie en prenant ses distances vis-à-vis de la droite. Il n'est resté que le député du maire socialiste d'Albi, M. Michel Castel, victime d'une triangulaire dans le canton d'Albi-Nord-Ouest, au profit du RPR, donne un avantage psychologique à l'opposition, qui contre-décourrait trois des quatre cantons de la préfecture. Le PS a perdu ce canton en raison du maintien du maire divers gauche de Cagnac-les-Mines.

Dans l'autre triangulaire, à Graulhet, le maintien du candidat d'extrême droite, qui a recueilli 22,95 % des suffrages, a profité au PS. La droite ayant refusé de retirer son candidat dans le canton, le FN avait maintenu les siens dans trois autres.

NOUVEAU CONSEIL - 20 PS; 2 MRG; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 2 UDF; 6 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 21 PS; 2 MRG; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 3 UDF; 5 RPR; 7 div. d. (Prés.: M. Thierry Carcenac, PS, adj. m. de Lescure-d'Albigeois.)

Albi-Centre
L. 13022; A. 35,93%; E. 7677
Pierre Nespolous, c.s., UDF-CDS, 4293 (55,92%)
Antoine Magna, PS, 3384.

Albi-Nord-Est
L. 8515; A. 31,09%; E. 5342
Thierry Carcenac, c.s., PS, prés. c.g., 3348 (62,67%)
Richard Camac, UDF-PR, 1994.

Albi-Nord-Ouest
L. 8897; A. 32,67%; E. 5600
Jean Cayre, RPR, 2265 (40,44%)
Michel Castel, PS, m., 1969; Michel Mazel, div. g., 1366.

Albi-Sud
L. 16733; A. 35,53%; E. 9993
Philippe Bonnacore, c.s., RPR, 6880 (66,84%)
Jean-Marie Daudet, PS, adj. m., 3313.

Castelnau-de-Montmiral
L. 1037; A. 17,58%; E. 2349
Paul Salvador, div. d., m., 1354 (57,64%)
Claude Bouysse, c.s., PS, 995.

Cordes
L. 1322; A. 29,27%; E. 2004
Roger Pegourie, c.s., UDF-rad., 1449 (72,30%)
Gérard Ruffet, PS, 555.

Cuz-Toulza
L. 1689; A. 20,84%; E. 1233
Louis Brives, c.s., FU, sén., m., 708 (57,42%)
Jean-Luc André, div. d., 525.

Graulhet
L. 11633; A. 23,78%; E. 8404
Claude Bousquet, PS, m., 3706 (44,09%)
Maurice Bardou, div. d., 2685; Camille Fabas, FN, 2013.

Labruguière
L. 7797; A. 26,63%; E. 5376
Jacqueline Alquier, c.s., PS, d. m., 2741 (50,98%)
Philippe Benne, div. d., sout. UDF, 1959; Jacqueline Oxy, FN, 676.

Lalanne-Turn
L. 3286; A. 33,32%; E. 1633
Jean Betteille, div. d., m., 1633 (100,00%)
Pierre Cayla, c.s., div. d., n.s.r.p.

Mazamet-Nord-Est
L. 10755; A. 27,57%; E. 7496
Jean-Pierre Cabanès, c.s., MRG, 3567 (47,58%)
Jean Bertin, RPR, 3246; Georges Ribes, FN, 683.

Mazamet-Sud-Ouest
L. 8901; A. 29,71%; E. 5942
Pierre Balfet, c.s., div. d., 2706 (45,54%)
Didier Houles, PS, 2417; René Deure, FN, 819.

Montredon-Labessac
L. 2024; A. 5,68%; E. 1892
Yvan Aussenac, c.s., RPR, 957 (50,58%)
Michel Delsaux, div. g., m., 935.

Saint-Paul-Cap-de-Joux
L. 2833; A. 22,23%; E. 2087
Michel Algans, c.s., PS, 1172 (56,15%)
Jean-Paul Vidal, div. d., 915.

Salvagnac
L. 1947; A. 25,06%; E. 1393
Jean-Claude Pradier, div. d., 765 (54,91%)
Bernard Miramond, div. g., 628.

Tarn-et-Garonne (12 + 3)

1^{er} TOUR: 3 élus
(2 MRG; 1 div.)

A Montauban, les deux nouveaux cantons ont été enlevés par la droite: le système l'a été par le RPR en la personne de M. Adrien de Saint, face à un opposant socialiste: le cinquième l'a été également par le RPR (M. José Pouget) devant l'adjoint MRG au maire socialiste de la ville. A Beaumont-de-Lomagne, où le sortant PS ne se représentait pas, le RPR, par l'intermédiaire de M. Guy Doumayrou, a fait lui aussi basculer le canton à droite alors qu'il laissent le sortant appartenant PS perd son siège au profit d'un candidat divers gauche. La surprise est venue de Causade, où le jeune sénateur radical de gauche, maire de la ville, M. Yvon Collin, a détrôné l'ancien maire RPR, M. Jean Bonhomme, tête de liste aux régionales, avec 163 voix d'av

LE SECOND TOUR

Brignoles
L. 13.367; A. 33,10%; E. 8.425
Jacques Cestor, c.s., UDF-PR, m., 3.606 (42,80%)
Claude Gilardo, PC, 3.108; Monique Lestier, FN, 1.708; Yves Pelletier, div. d., 3.

Callas
L. 4.318; A. 28,99%; E. 2.750
Pierre-Yves Colombar, PS, m., 1.632 (59,34%)
Jean-Louis Hermet, RPR, 1.118
André Delpeu, c.s., PS, n.s.r.p.

Fréjus
L. 27.815; A. 41,32%; E. 14.541
Gilbert Lecat, UDF-PR, 9.344 (64,25%)
Sylvain Ferrus, FN, 5.197
Michel Hamade, c.s., div. d., se représente dans le canton du Muy.

Hyères
L. 31.462; A. 39,57%; E. 18.157
Joseph Garcia, c.s., UDF-PR, 9.647 (53,13%)
Gaston Biancotto, maj. p., 4.418
Jean-Jacques Gérardin, FN, 4.092.

Lorgues
L. 9.460; A. 41,32%; E. 6.572
Pierre Perrin, div. d., 3.124 (47,53%)
Barthélemy Mariani, PS, 2.596; Emile Elbar, FN, 852
Edouard Soldani, c.s., PS, après c.g. a.s.n., m.s.r.p.

Le Luc
L. 10.527; A. 24,33%; E. 7.562
Norbert La Rosa, RPR, 3.750 (46,59%)
Jean-Louis Dieux, c.s., PS, 3.697
Robert Lahanne, FN, 115.

Le May
L. 14.470; A. 34,51%; E. 9.232
Michel Hamade, c.s., div. d., c.s. de Fréjus, 3.609 (39,09%)
Emile de Vernot de Joux, FN, 2.150
Ateo Bralia, PC, 1.950; Jean-Paul Martin, éc., 1.523
André Cabasse, c.s., PS, n.s.r.p.

Ollioules
L. 26.775; A. 41,29%; E. 14.262
Ferdinand Bernhart, c.s., UDF-PR, 9.829 (68,91%)
Bernard Lefèvre, FN, 4.433.

Rians
L. 6.197; A. 25,77%; E. 4.281
Maurice Janetti, c.s., PS, 2.774 (64,79%)
Paul Courial, UDF-PR, 1.507.

Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
L. 13.417; A. 32,61%; E. 8.509
Emile Olivier, c.s., div. d., m., 3.962 (46,56%)
Pierre Coulomb, PS, 2.799; Gilles Pérez, FN, 1.748.

Saint-Raphaël
L. 20.868; A. 37,38%; E. 12.610
René-Georges Laurin, RPR, sén. m., 6.506 (51,59%)
Pierre Barisain-Monrose, FN, 3.655
Charles Laugier, PS, 2.449
Michel Gaillard, c.s., RPR, n.s.r.p.

Saint-Tropez
L. 14.227; A. 32,78%; E. 9.201
Jean-Michel Couve, RPR, d., 4.143 (45,02%)
Alain Spada, div. d., m., 3.923; Jean-Louis Bouguereau, FN, 1.135
Louis Faucher, c.s., UDF, n.s.r.p.

La Seyne-sur-Mer
L. 25.400; A. 39,00%; E. 14.908
Maurice Paul, c.s., PC, 6.485 (43,50%)
Charles Saglia, UDF-PR, m., 6.217
Claude Lecoq, FN, 2.206.

Six-Fours-les-Plages
L. 21.790; A. 35,30%; E. 13.415
Jean-Claude Babize, div. d., c.m., 6.719 (50,08%)
Philippe Estève, c.s., UDF-PR, m., 4.314; Pierre Lard, FN, 2.382.

Tavernes
L. 27.151; A. 29,04%; E. 18.555
Louis Fabre, c.s., div. d., adj. m., 10.688 (57,57%)
Marc Meissel, PS, 514; Alain Del Socorro, FN, 273.

Toulon-2
L. 15.258; A. 44,78%; E. 7.616
Emile Granier, c.s., UDF-PR, c.m., 4.666 (61,26%)
Jean-Claude Lunardelli, FN, 2.950.

Toulon-5
L. 6.409; A. 48,26%; E. 3.085
Marcel Massi, c.s., UDF-CDS, adj. m., 1.850 (39,96%)
Jean-Marie Le Chevallier, FN, c.m., 1.235.

Toulon-9
L. 9.188; A. 46,33%; E. 4.507
Paul Orsini, c.s., UDF-PR, adj. m., 2.935 (65,12%)
Elisabeth Delattre, FN, 1.572.

La Valette-du-Var
L. 38.203; A. 38,37%; E. 25.276
Jacques Roux, c.s., RPR, m., 10.063 (44,37%)
Yvon Robert, PC, 6.921; Yvon Rossignol-Gicquel, FN, 5.592.

VAUCLUSE (12)

1^{er} TOUR: 0 élu
La gauche a perdu la majorité confortable (quatorze sièges contre dix) qu'elle possédait. La droite a su négocier la succession de M. Jean-Pierre Roux, conseiller sortant battu dès le premier tour, et garder le siège d'Avignon-Est. En revanche, la gauche a laissé échapper

deux sièges à Beaufort-de-Venise et à Avignon-Sud. Dans le premier cas, elle le doit à sa division. Le maintien de M. Camille Fare (PC), sortant devancé de 12 voix par M. Léo Bayle (PS) au premier tour, a permis à M. Christian Connot de l'emporter. Pour les mêmes raisons, celui-ci avait déjà ravi sa mairie au PC en 1989. L'autre surprise vient d'Avignon-Sud, où des reports insuffisants à gauche et le maintien du candidat de Génération Ecologie ont permis la victoire de M. René Dubois (UDF-PR), de 19 voix seulement, sur le sortant socialiste, M. Henri Coupon, adjoint au maire d'Avignon.

À gauche et droite sont à égalité de sièges : le doyen d'âge du nouveau conseil est M. Régis Derouille (div. d.), quatre-vingt-un ans, maire du Pontet, élu du canton d'Avignon-Nord, qui devance M. Jean Garcia (PS), soixante-dix-sept ans, qui siège depuis trente-trois ans.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 10 PS; 1 Maj. p.; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 8 RPR; 2 div. d.
CONSEIL SORTANT: 2 PC; 11 PS; 1 div. d.; 1 UDF-rad.; 6 RPR; 3 div. d. (Prés.: M. Jean Garcia, PS.)

Apt
L. 14.045; A. 29,24%; E. 9.523
Pierre Boyer, c.s., PS, m., 4.477 (47,01%)
Alain Doucende, RPR, 3.322
Maurice Lamy, FN, 1.724.

Avignon-Est
L. 19.740; A. 35,65%; E. 11.957
Henri Agu, RPR, 4.819 (40,30%)
Gérard Zhir, PS, adj. m., 4.086; Jacques Bompard, FN, 3.052
Jean-Pierre Roux, c.s., div. d., a.m., a été éliminé.

Avignon-Sud
L. 13.131; A. 33,77%; E. 8.499
René Dubois, UDF, c.m., 2.589 (30,46%)
Henri Coupon, c.s., PS, adj. m., 2.570; Thibaut de la Tocnaye, FN, c.m., 2.214; Joël Peyre, GE, 1.126.

Beaufort-de-Venise
L. 3.389; A. 13,92%; E. 2.809
Christian Connot, UDF-PR, m., 1.131 (40,26%)
Léo Bayle, PS, 963; Camille Fare, c.s., PC, 715.

Bédarrides
L. 21.420; A. 32,61%; E. 13.604
Alain Milon, c.s., RPR, 7.128 (52,39%)
Charles Valenti, PC, 3.472; Fernand Teboul, FN, 3.004.

Bonnieux
L. 3.161; A. 29,57%; E. 2.043
André Borel, c.s., PS, d., 1.117 (54,67%)
Jean-Pierre Porte, div. d., 926.

Cadenet
L. 10.210; A. 29,04%; E. 6.945
Henri Barthélemy, c.s., PS, 3.465 (49,89%)
Bernard Ave, RPR, m., 2.735
Marie-Anne Ballardras, FN, 745.

Carpentras-Nord
L. 16.938; A. 37,51%; E. 10.001
Jacques Roman, c.s., UDF-rad., adj. m., 4.780 (47,79%)
Michel Bayet, PS, 2.777; Guy Macary, FN, 2.444.

L'Isle-sur-la-Sorgue
L. 21.911; A. 32,66%; E. 14.012
Jean Garcia, c.s., PS, prés. c.g., 6.948 (49,58%)
Gérmain Giraud, div. d., 4.300
Simone Rémoud, FN, 2.764.

Malacarne
L. 3.175; A. 15,18%; E. 2.554
Xavier Bernard, c.s., PS, 1.313 (51,40%)
Jacques Gahinet, div. d., 1.241.

Mornas
L. 5.643; A. 19,70%; E. 4.298
Michel Maurin, c.s., div. g., m., 2.504 (58,25%)
Helen Adam, div. d., 1.794.

Orange-Est
L. 16.034; A. 33,34%; E. 9.993
Jacques Bérard, c.s., RPR, sén., 4.558 (45,61%)
Marie-Claude Bompard, FN, 2.801
Alain Labé, PS, m., 2.634.

VENDEE (16)

1^{er} TOUR: 8 élus
(4 UDF; 1 RPR; 3 div. d.)
Le conseil général garde une majorité UDF-RPR. Le PS, pour sa part, conserve ses deux sièges, M. Pierre Métais, député socialiste, étant réélu dans le canton de Challé-les-Marais. Le seul perdant est M. Henri Turbé, candidat sortant (div. d.) à l'île d'Yeu, dont le fauteuil est conquis par M. Jean-Claude Bernard (sans étiquette). A noter la progression de M. Jean-Yves Esian (apparenté PS, soutenu par les écologistes), qui obtient plus de 22 % des voix dans le canton des Herbiers, où se situe le Pays-d'Yeu, fief de Philippe de Villiers. Le canton de Chantonnay, qui n'était pas renouvelable, est vacant en raison du décès de M. Nicole Joubert (UDF). Il sera pourvu le 5 avril.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PS; 1 MRG; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 9 UDF; 6 RPR; 8 div. d.; 1 div.
CONSEIL SORTANT: 2 PS; 1 MRG; 1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDF; 7 RPR; 6 div. d. (Prés.: M. Philippe de Villiers, UDF-PR, d., a.s.c.)

Challé-les-Marais
L. 3.204; A. 26,51%; E. 3.666
Pierre Métais, c.s., PS, d., 2.046 (55,81%)
Jean-Pierre Mercier, div. d., 1.620.

Les Herbiers
L. 16.183; A. 32,94%; E. 10.411
Marcel Albert, RPR, 6.046 (58,07%)
Jean-Yves Esian, app. PS, 2.330
Madeleine Lelièvre, div. d., 2.035
Louis Coussau, c.s., RPR, n.s.r.p.

L'Hermineau
L. 6.316; A. 26,56%; E. 4.427
Joël Saliot, c.s., UDF-PR, 2.626 (59,31%)
Jean-Paul Vivier, div. g., 1.801.

L'Île-d'Yeu
L. 3.871; A. 32,98%; E. 2.512
Jean-Claude Bernard, div., 1.342 (53,42%)
Henri Turbé, c.a., UDF, 1.170.

Maillezais
L. 7.883; A. 35,57%; E. 4.759
Christiane Anger, c.s., RPR, 2.762 (58,03%)
Sylvie Laurent, PS, 1.997.

La Roche-sur-Yon-Nord
L. 19.335; A. 40,41%; E. 10.826
Philippe Darniche, UDF, 6.315 (58,33%)
Gilles Bourmand, PS, adj. m., 4.511
Jean-Luc Préd, c.s., UDF, d., n.s.r.p.

Les Sables-d'Olonne
L. 29.601; A. 43,29%; E. 15.491
Louis Guedon, UDF, m., 10.162 (65,59%)
Alain Berthaut, PS, 5.329
Pierre Mauger, c.s., RPR, d., n.s.r.p.

Sainte-Hermine
L. 6.036; A. 26,42%; E. 4.227
Jean-Pierre de Lambilly, c.s., UDF-PR, 2.711 (64,13%)
Norbert Barbarit, PS, m., 1.516.

VIENNE (19)

1^{er} TOUR: 9 élus
(1 div. g.; 3 UDF-CDS; 1 RPR; 4 div. d.)
Le premier ministre, M. Edith Cresson, retrouve son siège à Châtelleraut-Ouest, mais avec 174 voix d'avance seulement, sur plus de 6 000 suffrages exprimés. M. Cresson dépasse néanmoins le total des voix socialistes et communistes du premier tour. Le scrutin a fait des victimes à droite comme à gauche : M. Guy Robert, sénateur centriste, est battu dans le canton de Couhé, et dans celui de La Trinité le vice-président sortant, M. Jean-Pierre Gilbert (UDF-PR), est évincé par M. Hervé Vallet (app. PS). Le maire de Civray, M. Raoul Cartraud (PS), ancien député et ancien président du conseil régional, perd son canton au profit de M. Jean-Marie Guillot (div. d.), ex-Châtelleraut-Sud. M. Robert Sauvion (PC), autre conseiller sortant, est éliminé par le candidat UDF. Réélu au premier tour, le président sortant de l'assemblée départementale, M. René Monory (UDF), conforte toutefois sa majorité, avec vingt-sept sièges sur trente-neuf.

Châtelleraut-Ouest
L. 10.094; A. 31,41%; E. 6.248
Edith Cresson, c.s., PS, prem. min., 3.211 (51,39%)
Philippe Rabit, RPR, 3.037.

Châtelleraut-Sud
L. 10.572; A. 39,90%; E. 5.944
Ghislain Delarochette, UDF, 3.135 (52,74%)
Robert Sauvion, c.s., PC, 2.809.

Civray
L. 7.014; A. 28,04%; E. 4.784
Jean-Marie Gallot, div. d., 2.466 (51,54%)
Raoul Cartraud, c.s., PS, m., 2.318.

Couhé
L. 5.596; A. 25,98%; E. 3.953
André Senecheau, div. d., 2.178 (55,09%)
Guy Robert, c.s., UDF-CDS, sén., 1.775.

Lusignan
L. 7.979; A. 34,59%; E. 4.943
Lionel Hugues, c.s., UDF-PR, m., 2.920 (59,07%)
Jean-Raymond Rochais, div. g., 2.023.

Mirebeau
L. 4.795; A. 25,38%; E. 3.389
Denis Brunet, div. d., sout. UDF
Bernard Rousselet, c.s., 1.525.

Moncontour
L. 4.133; A. 28,28%; E. 2.791
Martine Ducroz, div. d., 1.780 (63,77%)
Gilles Lucas, PS, adj. m., 1.011
Louise Lesage, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Neuvillé-de-Poitou
L. 9.425; A. 31,09%; E. 6.025
Serge Chamoret, c.s., PS, 3.152 (52,31%)
Michel Bouchet, div. d., 2.873.

Saint-Julien-l'Ars
L. 7.618; A. 35,29%; E. 4.659
Gonzague Blandin de Chaligny, c.s., div. d., 2.848 (61,12%)
Michel Barlot, PS, 1.811.

La Trinité
L. 3.148; A. 20,74%; E. 2.436
Hervé Vallet, app. PS, 1.308 (53,69%)
Jean-Pierre Gilbert, c.s., UDF-PR, m., 1.128.

HAUTE-VIENNE (21)

1^{er} TOUR: 1 élu
(1 app. PS.)
La Haute-Vienne reste fidèle à son image de bastion de la gauche. Le RPR avait évalué à cinq le nombre de cantons gagnables : le solde n'est que d'un siège pour la droite. Elle enlève deux cantons au PS à Limoges, mais doit lui en concéder un à Bellac. Les reports à gauche ont fonctionné correctement, malgré la rébellion de plusieurs sections communistes, qui avaient refusé de répertorier les directives fédérales d'appel à voter pour les socialistes. Les quatre conseillers sortants du PC, qui se représentaient sous le sigle ADS (Alternative, démocratie, socialisme), ont été massivement réélus par un électoral d'appareil sans état d'âme.

NOUVEAU CONSEIL - 11 ADS; 22 PS; 2 app. PS; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 3 RPR; 2 div. d.
CONSEIL SORTANT: 11 ADS; 23 PS; 2 app. PS; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 RPR; 2 div. d. (Prés.: M. Jean-Claude Peyronnet, PS, d.)

Aixe-sur-Vienne
L. 12.225; A. 29,96%; E. 7.687
René Denis, c.s., PS, 4.213 (54,80%)
Michel Planchat, RPR, 3.474.

Ambazac
L. 10.312; A. 35,37%; E. 5.686
André Gagnard, c.s., PS, m., 3.195 (56,19%)
André Barry, RPR, 2.491.

Bellac
L. 6.005; A. 22,61%; E. 4.402
Colette Gadioux, PS, 2.466 (56,01%)
Bernard Chevalier, div. d., sout. UDF, 1.936.

Châteauponsac
L. 7.374; A. 27,95%; E. 2.413
Gérard Lamardelle, PS, 1.427 (59,13%)
Jean-Marie Sénac, RPR, 986
Marcel Mœcure, c.s., PS, d., m., n.s.r.p.

Eymoutiers
L. 5.829; A. 34,32%; E. 3.280
André Leycure, c.s., ADS, 2.222 (67,74%)
Jacques Jonard, RPR, 1.058.

Limoges-Carnot
L. 4.949; A. 37,46%; E. 2.818
Gérard Janicot, RPR, 1.460 (51,80%)
Jacques Chevassus, c.s., PS, 1.358.

Limoges-Couzeix
L. 6.521; A. 28,44%; E. 4.271
Jean-Marc Gabouty, UDF-rad., 2.331 (54,57%)
Jean Patreau, c.s., PS, m., 1.940.

Limoges-Émailleux
L. 9.126; A. 40,01%; E. 5.056
Pierre Baillet d'Estivaux, c.s., RPR, c.m., 3.269 (64,65%)
Jacqueline Chevalier, PS, 1.787.

Limoges-Isle
L. 8.620; A. 33,28%; E. 5.374
Marcel Faucher, PS, 2.553 (47,50%)
Jean-Marie Mas, RPR, 1.875; Marcel Bayle, Vets, 946.

Limoges-la-Bastide
L. 6.326; A. 37,82%; E. 3.610
Guy Cuisinier, c.s., PS, 1.766 (48,91%)
Jacques Cassagnole, RPR, 820
Josette Réjou, Vets, c.m., 534
Antoine Orabona, FN, 490.

Limoges-le-Palais
L. 8.712; A. 36,32%; E. 4.958
Jean-Claude Cruveilhier, c.s., PS, m. du Palais, 2.976 (60,02%)
Dominique Renaudie, RPR, 1.982.

Limoges-Panzanol
L. 13.521; A. 29,28%; E. 8.759
Bernard Delage, PS, m. de Panzanol, 5.545 (63,30%)
Robert Jacquemont, RPR, 3.214
Robert Lecomte, c.s., PS, adj. m., n.s.r.p.

Limoges-Puy-las-Rodas
L. 6.414; A. 33,42%; E. 3.963
Jean-Paul Bonnet, c.s., PS, 2.019 (50,94%)
Marie-Odile Chartier, UDF-PR, c.m., 1.944.

Limoges-Vignol
L. 5.735; A. 35,52%; E. 3.425
Georges Fréreau, c.s., PS, c.m., 1.407 (41,08%)
Philippe Pauliat-Defaye, UDF-PR, c.m., 1.302; Vincent Brousse, Vets, 716.

Magnac-Laval
L. 3.570; A. 34,03%; E. 2.202
Jean-Claude Fauvet, c.s., ADS, 1.354 (61,48%)
Jean-Marie Thoury, UDF-PR, 848.

Nexon
L. 5.489; A. 28,85%; E. 3.567
René Rebrière, c.s., PS, m., 2.116 (59,32%)
Patrice Piquet, RPR, 1.451.

Saint-Julien-Est
L. 8.159; A. 33,70%; E. 5.040
Roland Mazoin, c.s., ADS, m., p.d., 3.127 (62,04%)
Danièle Depland, RPR, 1.913.

Saint-Laurent-sur-Gorre
L. 3.490; A. 20,25%; E. 2.573
Alain Blond, div. d., sout. UDF, 1.651 (64,16%)
André Roulaud, div. g., 922
Charles Descubes, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Saint-Léonard-de-Noblat
L. 7.964; A. 29,95%; E. 4.783
Jean-Paul Bardon, PS, 2.816 (58,87%)
Jean-Claude Vialard, RPR, 1.967
Raymond Couderc, c.s., PS, n.s.r.p.

Saint-Sulpice-les-Feuilles
L. 4.212; A. 32,59%; E. 2.731
René Buxeraud, c.s., ADS, 1.510 (55,29%)
Pierre Godin, div. d., sout. UDF, 1.221.

VOSGES (15 + [1])

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 UDF-PR; 4 RPR.)
La majorité RPR-UDF consolide ses positions en dépit de la perte du canton de Saulxures-sur-Moselle, jusqu'alors détenu par le RPR, au profit du maire (PS) de La Bresse, M. Guy Vaxelaire. Dans ce canton, les 751 voix du FN au premier tour semblaient avoir été fatales à l'opposition. Autre échec enregistré par le RPR, le canton de Bruyères, où le sortant, M. André Bernière, est battu par M. Roger Pierrat (maj. p.).

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 RPR; 2 div. d. (Prés.: M. Roger Pierrat, maj. p.)
Le PS perd le canton de Saint-Dié-Est, victime d'un mauvais report des voix communistes et des 678 voix obtenues par les Vets au premier tour. Le PC, qui détenait deux sièges, n'en conserve qu'un, celui de M. Robert Bresson dans le canton de Châtel-sur-Moselle, le siège de M. Joseph Valentin, dans le canton de Fraize, est gagné par le RPR. A Gérardmer, M. Maurice Yung (div. d.) se distingue en n'étant battu par le conseiller général sortant (RPR), M. André Bonne, que de 90 voix. Détenteur de quatre sièges au lieu de neuf précédemment, le RPR est la formation maîtresse du nouveau conseil général.

NOUVEAU CONSEIL - 1 app. PC; 5 PS; 1 maj. p.; 1 GE; 5 UDF-PR; 14 RPR; 3 div. d.; 1 div.
CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 app. PC; 5 PS; 1 GE; 6 UDF-PR; 12 RPR; 3 div. d. et un siège vacant à la suite du décès d'un RPR. (Prés.: M. Christian Poncet, RPR, sén. m. de Remiremont, a.m.)

Bruyères
L. 1.863; A. 21,57%; E. 1.392
Roger Pierrat, maj. p., 653 (46,91%)
André Bernière, c.s., RPR, 566; Alain Begel, div. d., 173.

Châtel-sur-Moselle
L. 13.639; A. 34,73%; E. 9.285
Robert Bresson, c.s., app. PC, 4.247 (51,26%)
Raymond Degemar, RPR, 4.038.

Châtenois
L. 4.920; A. 27,46%; E. 3.380
Jean Viroit, c.s., RPR, m., 1.709 (50,56%)
Christian Prevot, div., 1.671.

Épinal-Est
L. 18.127; A. 44,91%; E. 9.043
André Roth, c.s., UDF-PR, 5.112 (56,52%)
Jean-Paul Houvion, PS, 3.931.

Fraize
L. 9.060; A. 32,64%; E. 5.743
François Thiébaud, RPR, 2.999 (52,22%)
Claude Jacquot, PS, 2.744
Joseph Valentin, c.s., PC, n.s.r.p.

Gérardmer
L. 7.674; A. 3

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS TERRITORIALES EN CORSE

Le statut Joxe en quête de majorité

AJACCIO

de notre correspondant

Lever de rideau du nouveau statut de l'île, dit statut Joxe, cette élection à l'assemblée de Corse a finalement bouleversé le paysage politique mais n'a pas permis de soit dégauchée une majorité nette. La droite, qui détenait trente et un des cinquante et un sièges dans l'assemblée sortante, en conserve bien vingt-sept, mais le combat singulier que M. José Rossi, député (UDF-PR), a livré à M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR), président sortant, laisse d'ores et déjà des traces. Il pourrait au moins exclure tout accord entre l'un et l'autre à l'assemblée, comme d'ailleurs au conseil général de la Corse-du-Sud, dont M. Rossi est le président sortant.

M. Rossi avait, en effet, prioritairement dirigé ses

flèches contre celui qui passe, avec le sénateur radical de gauche, M. François Giacobbi, pour la figure emblématique du « clan ». Distant de au premier tour, il avait réussi au second à intégrer, sur sa liste, M. Henri Antona, RPR dissident, et M. Félix Luciani, socialiste dissident, dont la liste n'avait pas, le 22 mars, franchi le seuil de 5 %. Mais cette alliance surprenante a provoqué un phénomène de vote utile en faveur de M. de Rocca-Serra, qui est passé de 18,81 % à 24,14 %, distanciant M. Rossi (15,87 % contre 12,42 % au premier tour) de plus de 10 000 voix. Celui-ci n'a pas bénéficié des reports qu'il escomptait, perdant même des voix au profit de son adversaire privilégié.

La mobilisation ayant été plus forte au second tour — l'abstention a baissé de 17,1 % à 15,7 % — le jeu des transferts a permis à toutes les listes de gagner des voix, sauf à la triple alliance (MM. Rossi, Antona, Ceccaldi) et au Front national, auquel ses 3,60 % n'ont

pas permis de participer à l'attribution des sièges, alors que tous les espoirs paraissaient permis à M. Jean-Baptiste Biaggi, qui avait obtenu 5,10 % au premier tour.

La gauche déchirée sort très diminuée du scrutin. Les radicaux et divers gauches ne disposent plus que de cinq sièges contre douze dans l'assemblée sortante, les socialistes (six sortants) n'y sont plus représentés que par deux maires exclus qui doivent leur élection à M. Rossi. Seul le Parti communiste, qui ne s'était pas séparé de son dissident, M. Dominique Bucchini, maire de Sartène, peut se prévaloir d'un demi-succès puisqu'il retrouve quatre sièges sur six. Les nationalistes, de leur côté, améliorent leurs résultats du premier tour, en bénéficiant des suffrages d'un certain nombre d'électeurs socialistes. M. Edmond Simeoni confirme sa deuxième position, et avec le Mouvement pour l'autodétermination (MPA) de M. Alain Orsoni,

représente désormais le quart de l'électorat insulaire, soit 15 % de plus que dans la précédente assemblée. Dès la proclamation des résultats, M. Simeoni revendiquait d'ailleurs la responsabilité de « former le gouvernement régional ».

La nouvelle assemblée se réunira, ce jeudi 2 avril, pour élire son président et son bureau, puis son conseil exécutif de sept membres. M. Jean-Paul de Rocca-Serra réussira-t-il à former une nouvelle majorité avec ses seize sièges, les cinq de Nicolas Alfonsi, les trois de Paul Natali, et les deux de Philippe Ceccaldi (la majorité absolue est de vingt-six sièges) ou bien ces deux derniers préféreront-ils une solution consensuelle qui intégrerait les nationalistes et les amis de M. Rossi ? Le statut Joxe est en quête de majorité.

PAUL SILVANI

Nat.: Edmond Simeoni (UPC), a.c.r.

MPA: Alain Orsoni, c.r.

PC: Michel Stefani, c.r., liste éliminée

après le 1^{er} tour.

PC diss.: Dominique Bucchini, c.r., c.g.

m. de Sartène.

PS: Laurent Croce, c.r., liste éliminée

après le 1^{er} tour.

GE: Félix Luciani, c.g., m. d'Afa, liste

fusionnée pour le 2^e tour avec la liste

UDF-div. d.

MRG: Nicolas Alfonsi, c.r., m. de

Piana, a.d.

UDF-div. d.: José Rossi (UDF-PR),

prés. c.g., d., m. de Porticchio, liste

fusionnée avec les listes GE et div. d. (1)

et conduite au 2^e tour par M. Antona.

RPR-div. d.: Jean-Paul de Rocca-Serra

(RPR), prés. c.r., d., m. de Porto-Vecchio.

Div. d. (1): Henri Antona (RPR diss.),

c.r., m. de Codi-Chiavari, liste fusionnée

pour le 2^e tour avec la liste UDF-div. d.

Div. d. (2): Philippe Ceccaldi (div. d.),

c.r.

Div. d. (3): Paul Natali (RPR diss.), c.r.,

c.g.

FN: Jean-Baptiste Biaggi, c.r., a.d.,

a.m.d. Cagnano.

—

L. 157 805; A. 15,7%; E. 129 803

plus

RPR-div. d. 31 344 (24,14) 16

Nat. 21 872 (16,85) 9

UDF-div. d. 20 603 (15,87) 8

MRG 13 418 (10,33) 5

PC 11 274 (8,68) 4

MPA 10 360 (7,98) 4

Div. d. (3) 9 286 (7,15) 3

Div. d. (2) 6 957 (5,35) 2

FN 4 687 (3,61) 2

Rappel premier tour

22 mars

L. 157 906; A. 17,18%; E. 127 588

RPR-div. d. 23 998 (18,81)

Nat. 17 429 (13,66)

UDF-div. d. 15 858 (12,43)

MRG 11 750 (9,21)

PC 9 466 (7,42)

Div. d. (3) 8 183 (6,41)

PC diss. 6 934 (5,43)

Div. d. (2) 6 661 (5,22)

FN 6 508 (5,10)

GE 6 354 (4,98)

PS 5 700 (4,47)

Div. d. (1) 4 616 (3,62)

PC 4 131 (3,24)

AJACCIO

L. 24 280; A. 16,93%; E. 20 172

RPR-div. d. 4 479 (22,20)

MRG 3 240 (16,06)

Div. d. (3) 812 (4,02)

UDF-div. d. 2 560 (12,69)

Div. d. (2) 911 (4,50)

FN 1 135 (5,62)

PC 1 815 (8,99)

BASTIA

L. 15 501; A. 20,17%; E. 12 421

RPR-div. d. 1 943 (15,64)

Nat. 2 692 (21,67)

MRG 2 019 (16,25)

Div. d. (3) 1 622 (13,05)

UDF-div. d. 851 (6,83)

Div. d. (2) 780 (6,27)

Div. d. (1) 589 (4,74)

FN 578 (4,65)

PC 1 383 (11,13)

Difficile voie médiane

par Frédéric Bobin

« La Corse est un bateau ivre qui a perdu son cap ». Cette formule-là, M. José Rossi n'a cessé de la marteler durant sa campagne. Au lendemain de ce second tour, le diagnostic est plus fondé que jamais. La Corse est en panne de majorité, livrée aux coalitions d'un jour et aux humeurs sans lendemain. Une telle instabilité y est plus lourde de dangers que partout ailleurs.

Malmené sur le « continent », le gouvernement vient de subir un sérieux revers sur l'île de Beauté. La voie médiane qu'il appelait de ses vœux, à mi-chemin entre les tenants du statu quo et les nationalistes ultra, a toutes les difficultés du monde à se dessiner, comme en témoigne la cruelle déconvenue infligée au porte-drapeau de ce camp de la réforme, M. Rossi. Son score décevant — 16 % — ne fait que souligner la double faiblesse qui n'a cessé de le handicaper depuis le début de

sa carrière : l'image d'un professionnel de la politique friand de combinaisons et, surtout, une implantation localisée à la seule Corse-du-Sud.

Cette contre-performance, du coup, doit conduire à jeter un regard nuancé sur la réalité du « clanisme » en Corse, dont on annonce le démantèlement. L'analyse est probablement vérifiée pour le clan de la Haute-Corse, estampillé MRG, qui vient d'essuyer un double échec aux élections territoriales et cantonales. Elle l'est moins pour le chef du clan de Corse-du-Sud, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, dont la liste devance les réformateurs de M. Rossi. Bien que moins intransigeant dans ses réquisitoires anti-gouvernementaux que M. Giacobbi, le président sortant (MRG) du conseil général de Haute-Corse, M. de Rocca-Serra a su capter les inquiétudes de cette frange de l'électorat pour qui le statut Joxe

ne peut aboutir qu'à introduire le ver dans le fruit.

Le ver, pour ces adeptes de la « Corse française », c'est le nationalisme. Statut Joxe ou pas, ce courant connaît une progression spectaculaire. Déjà fort de 21 % au premier tour, il a recueilli 25 % des suffrages au second. Si ses rivalités intestines interdisent d'en parler comme une force homogène, nul ne peut aujourd'hui contester le pouvoir de séduction qu'il exerce sur la jeunesse de l'île.

Pris en tenaille entre le conservatisme de M. de Rocca-Serra et la percée nationaliste, le statut Joxe apparaît donc a priori victime d'une logique de bipolarisation. Mais la montée des extrêmes n'a rien d'inéluctable. Ce nouveau laboratoire institutionnel peut également imposer une mécanique des compromis, même s'il semble échapper à ses promoteurs.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

Guerre dans le Golfe. Guerre civile en Yougoslavie. Putsch manqué et désintégration de l'Union soviétique... Stagnation dans les grands pays industriels, licenciements... Multiples secousses. Les ondes de choc ont gagné le monde entier en 1991, et 1992 s'ouvre sur autant d'incertitudes. A la place de l'ancienne URSS, la nouvelle Communauté des États indépendants va-t-elle trouver un équilibre ?

L'économie mondiale va-t-elle sortir de la crise ?

Le Bilan économique et social — véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte économique et social.

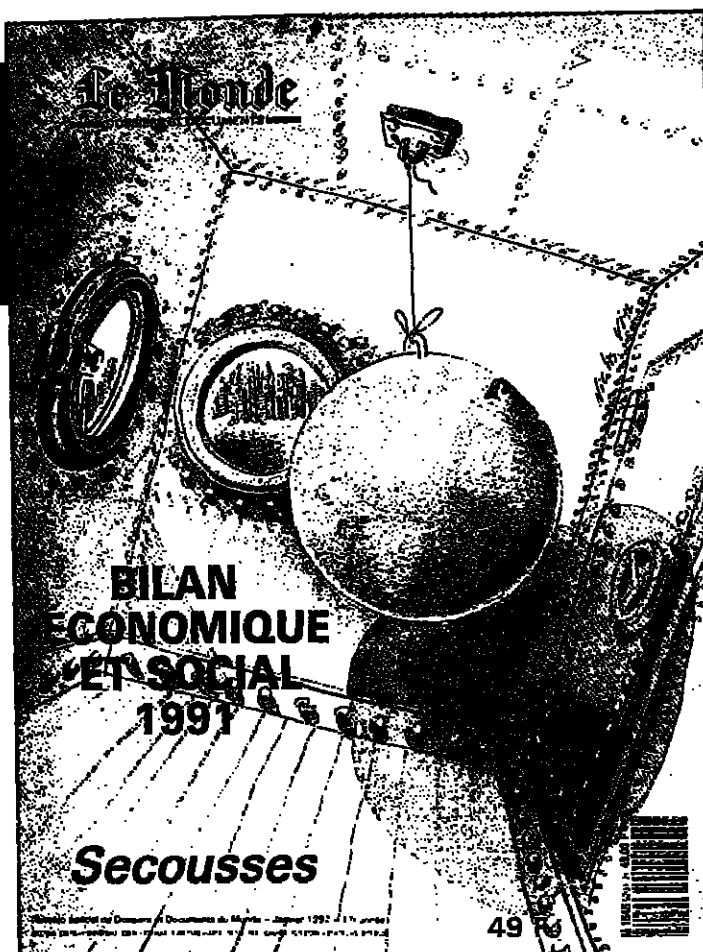
Au sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 150 PAYS A LA LOUPE :

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :

- 20 ans d'économie mondiale (1970-1990).
- L'Europe de l'Est.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 49 F

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL [] [] [] [] LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement)

Nombre d'ex. _____ x 55 F (port inclus) = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER

Nombre d'ex. _____ x 60 F (port inclus) = _____ F

Bulletin à découper et à envoyer à
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguère
75501 PARIS Cedex 15 France

1/2 LM

Trois dirigeants de l'ETA militent

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.

Les trois dirigeants de l'ETA militent pour la libération de la région basque. Ils ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles. Les dirigeants de l'ETA sont des hommes politiques basques qui ont été arrêtés par la police française et les autorités espagnoles.



ETRANGER

• Le Monde • Mardi 31 mars 1992 29

Trois dirigeants de l'organisation séparatiste interpellés au Pays basque français

L'ETA militaire est décapitée

Trois Espagnols appartenant au comité exécutif de l'organisation séparatiste basque ETA militaire ont été interpellés, dimanche 29 mars en fin de journée à Bidart (Pyrénées-Atlantiques), par les policiers de l'antenne bayonnaise du SRPJ de Bordeaux, du RAID et de la sixième division «antiterroriste» de la direction centrale de la police judiciaire. Chef présumé de l'ETA militaire, Francisco Mugica Garmendia figure parmi les onze personnes placées en garde à vue à la suite de ce coup de filet organisé sur commission rogatoire de M^{me} Laurence Le Vert, magistrat instructeur à Paris.

«Le hasard, c'est le dieu des policiers», commentait, dimanche soir, un commissaire spécialisé dans la lutte antiterroriste, quelques heures après le coup de filet qui venait de décapiter la structure dirigeante de l'ETA militaire. Sur un «tuyau» de leurs homologues espagnols, les policiers français avaient pris en filature, la veille, un responsable de l'organisation séparatiste. Pris en chasse à la frontière, l'homme les avait conduits vers une coquette villa des Pyrénées-Atlantiques, plantée au bout d'un chemin discret de la commune de Bidart. Quand ils donnèrent l'assaut, dimanche à 18 h 45, les policiers interrompirent une réunion au sommet de l'ETA : la chance aidant, ils ramenaient dans leurs filets le plus recherché des terroristes basques, Francisco Mugica Garmendia.

Quasiment légendaire à force d'échapper à la police, cet Espagnol de trente-huit ans est présenté, de part et d'autre des Pyrénées, comme le numéro un de l'organisation militaire. Surnommé «Artapalo» ou «Paco», c'est lui qui aurait coordonné les attentats des dernières années. Il avait, selon les policiers français et espagnols, la haute main sur les équipes formées, armées et hébergées de ce côté-ci de la Bidassoa. Héritier de la ligne dure, opposé aux négociations avec Madrid, «Paco» fixait les objectifs militaires à atteindre en Espagne : les commandos y séjourneraient quelques semaines – le temps d'une sanglante «campagne» d'attentats – avant de regagner le sol français. Ainsi du Français Henri Parot, interpellé le 2 avril 1990 à Séville, qui a reconnu être l'auteur d'une vingtaine d'attentats en Espagne (trente-neuf morts) depuis 1978.

Une douzaine de mandats d'arrêt internationaux

Cette fois, la France n'aura pas servi de refuge – le «sanctuaire» si souvent dénoncé par Madrid et la presse espagnole – aux terroristes basques. Outre «Paco», son garde du corps et son chauffeur, qui séjourneraient en Espagne il y a peu, le piège s'est refermé sur deux autres responsables de l'ETA : José Maria Arregui-Erostabarbe, alias «Fitti», quarante-six ans, responsable de la formation des commandos et des artificiers, et José Luis Alvarez Santacristina, dit «Txelis», trente-sept ans, un universitaire présenté comme l'animateur de la branche «politique» (chacun d'eux était également accompagné de son garde du corps et de son chauffeur). Tous étaient armés, mais aucun coup de feu n'a été tiré. Les propriétaires de la villa – un couple de Basques – ont aussi été arrêtés par les policiers.

Les onze personnes interpellées

□ M. Robert Pandraud rend hommage aux forces de l'ordre. Ancien ministre délégué à la sécurité du gouvernement Chirac, M. Pandraud a rendu hommage, dimanche 29 mars, «à toutes les forces de police et de gendarmerie» qui ont contribué à l'arrestation du chef présumé d'ETAmilitaire. Dans un communiqué, il a salué cet «exemple de coopération des services de sécurité français et espagnols à laquelle il a beaucoup contribué», non sans rappeler «sa position permanente : la France ne doit devenir le sanctuaire d'aucun terrorisme étranger».

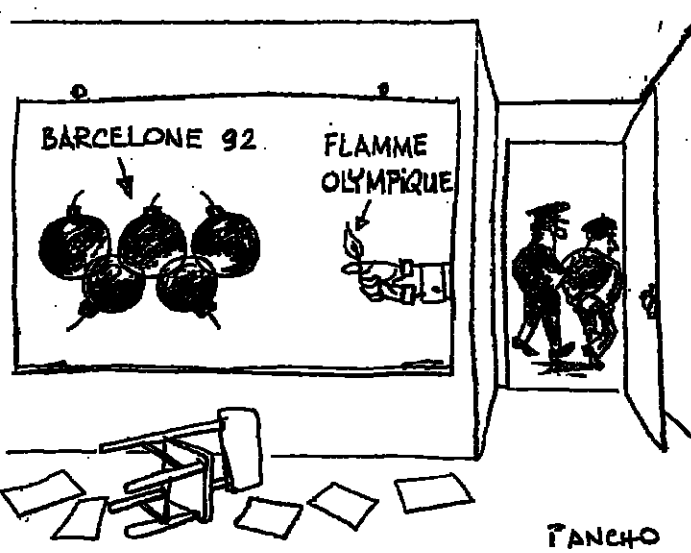
ont été placées en garde à vue dans divers services de police judiciaire de la côte basque, notamment dans les locaux de la police judiciaire de Bayonne. En application de la législation antiterroriste, elles pourront être interrogées jusqu'à jeudi soir (deux fois quarante-huit heures) avant d'être transférées à Paris et présentées à M^{me} Laurence Le Vert, juge d'instruction.

En se fondant sur les faits constatés à Bidart, celle-ci pourra les inculper d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, détention d'armes prohibées et usage de faux documents administratifs.

«Paco» et «Fitti» pourront en outre se voir notifier les mandats d'arrêt délivrés par un autre juge «antiterroriste», M. Roger Le Loire, à la suite de leur présence dans une «planque» d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), en décembre 1989, d'où ils avaient réussi à échapper aux policiers. Ce n'est qu'après l'extinction des poursuites pour des faits commis sur le sol français que les trois responsables de l'ETA pourraient être extradés vers l'Espagne. «Paco» est, en effet, l'objet d'une douzaine de mandats d'arrêt internationaux qui ont été lancés par la justice espagnole (neuf sont exécutoires après avoir reçu le «feu vert» de la chancellerie). Mais ces extraditions restent une source de contentieux entre Paris et Madrid.

Siôt connue la réussite policière de Bidart, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a annoncé la «bonne nouvelle de ce coup porté à l'ETA, peu-être fatal», à son homologue, M. José-Luis Corcuera. Avant les Jeux olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville, la nouvelle ne pouvait, en Espagne, qu'être accueillie avec satisfaction.

ÉRICH INCYAN



Paco, Fitti et Txelis

BAYONNE

de notre correspondant

«Démon au visage d'ange», «homme au regard glacé», «militant méfiant, se méfiant de tout et de tout le monde» : ces dernières années, la presse avait peint une image d'autant plus surprenante de Francisco Mugica Garmendia, dit «Paco», qu'il ne doit sans doute pas se trouver une douzaine de journaux en France et en Espagne à l'avoir rencontré.

Interpellé avec lui, José Luis Alvarez Santacristina, «Txelis», n'est pas un militant «militaire», mais plutôt un «politique». Un homme de pouvoir, d'appareil. Intellectuel diplômé de philosophie, longtemps professeur de langue basque à Bayonne, «Txelis» est un dialecticien de qualité. De formation marxiste, il est de ceux qui font un temps

le choix de l'URSS et du bloc de l'Est pour appuyer le combat mené par l'ETA. Sportif accompli, parlant la langue française à la perfection, il aurait joué un rôle important dans les relations internationales du mouvement basque. On lui prêtait aussi la détermination de la ligne politique de l'ETA.

José Maria Arregui-Arostabarbe, «Fittipaldi», aime à travailler le bois, duquel il tire, dit-on, des sculptures dignes de considération. Il doit son nom de guerre (emprunté à l'ancien pilote brésilien de formule 1) à ses qualités de conducteur rapide qui en diverses occasions lui permirent de se tirer de mauvaises situations. On assure qu'il était le responsable de la logistique ETA.

PATRICK BUSQUETO

Satisfaction prudente à Madrid

MADRID

de notre correspondant

M. Luis Roldán, directeur général de la garde civile, a sablé le champagne, dimanche soir 29 mars à Bayonne, avec les policiers français pour célébrer le plus important revers infligé au mouvement séparatiste ETA au cours des dernières années. Le responsable de cette force, équivalente de la gendarmerie en France, qui a payé un lourd tribut dans la lutte contre le terrorisme basque, reste néanmoins réaliste. Il ne pense pas qu'il s'agit de «la fin de l'ETA» mais que «c'est une étape très importante, le début pour aboutir à la pacification».

M. Roldán n'a pas exclu que ces arrestations puissent provoquer un regain d'attentats en Espagne. La décapitation de l'organisation indépendantiste est cependant accueillie avec soulagement puisqu'elle réduit sa force de frappe à vingt jours de l'ouverture de l'Exposition universelle de Séville, le 20 avril, et à moins de quatre mois de celle des Jeux olympiques de Barcelone.

«Coup magistral»

L'ETA avait en effet décidé d'augmenter la pression terroriste depuis le début de l'année (dix-huit morts en trois mois) pour obliger le gouvernement à négocier et, à tout le moins, le contraindre à demander une trêve à l'occasion de ces événements importants qui sont l'une des dernières chances du groupuscule armé d'amorcer des négociations. Le pouvoir socialiste s'y est toujours refusé et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a redit, la semaine dernière, dans son discours sur l'état de la nation, qu'il n'était pas question de «céder au chantage».

Néanmoins, les responsables socialistes regardaient d'un œil indulgent les négociations qui s'étaient ouvertes entre le principal parti basque, le PNV (Parti national basque) et la coalition Herri Batasuna considérée comme l'aile politique de l'ETA. Ces pourparlers n'avaient, bien sûr, aucun caractère officiel, mais on espérait secrètement qu'ils pourraient permettre

de négocier une paix civile pendant les manifestations de Séville et de Barcelone.

Le coup de filet opéré à Bidart, près de la frontière, est, selon les autorités espagnoles, la preuve que «Artapalo» – considéré comme le numéro un – et ses amis préparaient une vague d'attentats puisqu'ils s'étaient tous rassemblés depuis quelque temps déjà, et ils se préparaient, dit-on, à donner des ordres. Le fait que tous ont été appréhendés en territoire français accrédite une nouvelle fois la thèse traditionnelle selon laquelle le Pays basque français reste le refuge des terroristes, même si cela est moins vrai que par le passé. Il s'agissait là d'une source de friction entre Paris et Madrid en dépit des bonnes relations entre les deux gouvernements. La presse madrilène n'avait de cesse de critiquer le laxisme des policiers d'outre-Pyrénées qui laissent courir les terroristes.

Comme l'a souligné M. Roldán, «désormais, les nuages qui existaient entre nos deux pays vont pouvoir se dissiper». Toute la presse et les partis politiques saluent «le coup magistral» des policiers français qui sont parvenus à mettre la main, notamment, sur l'un des hommes les plus insaisissables de l'ETA, Francisco Mugica Garmendia, dit «Artapalo» ou «Paco» ou «Pakito», dont on ne connaît qu'une seule photo fléchée du tampon «Euzkadi Ta Askatasuna» (ETA). Ce «super-clandestin» dont le premier fait d'armes est l'attentat qui a causé la mort du premier ministre du général Franco, Carrero Blanco, alors qu'il n'avait que dix-neuf ans, avait demandé l'asile politique en France en 1975.

Il y a passé plus de vingt ans, allant d'une cache à une autre. Accusé de nombreux attentats, dont celui de Sangosse qui a fait onze victimes, il aurait ordonné l'extinction de son amie, Maria Dolores Gonzalez Catarain, dite «Yoyes», abattue en présence de son fils, parce qu'elle avait préféré la réinsertion et l'abandon de la lutte armée.

MICHEL BOLE-RICHARD

MOLDAVIE : après avoir instauré l'état d'urgence

Les autorités menacent d'intervenir militairement contre les russophones

Après avoir instauré l'état d'urgence, samedi 28 mars, les autorités de la Moldavie roumainophone ont lancé, dimanche 29 mars, un ultimatum aux séparatistes russophones de l'est de leur République. Les forces russophones ont deux jours pour déposer les armes, sinon des «mesures militaires» seront prises. A Tiraspol, les autorités russophones ont instauré un couvre-feu et dénoncé des concentrations de troupes moldaves.

Les autorités moldaves semblent s'être résolues à l'épreuve de force avec les séparatistes russophones pour au moins trois raisons : le temps joue contre elles, le droit international, si ce n'est la justice, est de leur côté et elles disposent aujourd'hui de forces armées. Chaque jour, Kichinev perd un peu plus le contrôle de la partie est de la Moldavie, peuplée majoritairement de russophones et économiquement viable. La communauté internationale, en reconnaissant la Moldavie, sans réserve sur ses frontières, a implicitement admis sa souveraineté sur ce territoire.

Faut-il prendre les menaces d'intervention militaire de Kichinev au sérieux ? Ce n'est pas la première fois

que les autorités moldaves lancent un ultimatum aux séparatistes russophones qui ont formé à Tiraspol, sur la rive gauche du Dniestr, leur propre «République» et regroupé de puissantes forces armées.

Cette fois-ci pourtant, le premier ministre moldave, M. Valeriu Mousilevski, a clairement parlé de «mesures militaires» et le décret sur l'état d'urgence du président moldave, M. Mircea Snegur, demande aux forces moldaves «de liquider et de désarmer les forces illégales du Dniestr». Dans son allocution télévisée, samedi, le président moldave a aussi demandé à la population de se tenir prête à répondre à un appel à la mobilisation. A Tiraspol, loin de céder, le «président» Igor Smirnov a instauré le couvre-feu dans le Dniestr.

Une intervention massive des forces moldaves dans la «République du Dniestr» est particulièrement dangereuse. D'abord parce que sur la rive gauche du fleuve vit, outre une

majorité de «russophones» (ukrainiens et russes), une forte minorité moldave (près de 40 % de la population), prise au piège. Ensuite, parce que les forces russophones n'ont pas à dynamiser, comme elle l'ont déjà fait, les ponts sur le Dniestr, pour obliger les combattants à emprunter le territoire ukrainien. Après un décret du président Kravtchouk, l'Ukraine a envoyé, selon l'Interfax, 6 000 hommes et près de 145 blindés à sa frontière avec la Moldavie. Enfin, les officiers de la 14^e armée, ex-soviétique, principalement stationnée dans le Dniestr (et qui forment avec leurs familles l'essentiel de la population de Tiraspol), ont menacé à plusieurs reprises d'intervenir directement dans le conflit – après avoir aidé en sous main à créer une véritable armée russophone équipée d'armes antitank, de blindés et même d'une trentaine de missiles sol-air.

Heureusement, dans la Roumanie voisine, la pression pour une inter-

vention aux côtés «frères moldaves» ne monte que très lentement. Le président Ion Iliescu a qualifié, dimanche soir, de «désinformation», les «allégations de des implications militaires» de Bucarest en Moldavie, qui fut une partie de la Roumanie avant son annexion par l'URSS en 1940 en vertu du pacte Ribbentrop-Molotov. Le président roumain a aussi déclaré que la Roumanie, la Russie, l'Ukraine et la Moldavie entame- raient cette semaine des conversations pour résoudre la crise.

L'imbroglio territorial est particulièrement complexe et explosif. A Kichinev, qui ne veut leur accorder qu'une «zone économique libre», les russophones réclament un statut politique «fédératif», et notamment le droit de pouvoir quitter la Moldavie au cas où celle-ci serait réunifiée avec la Roumanie. La demande des russophones a été appuyée, le 20 mars dernier, par le Parlement de la Russie, qui se pose en Moldavie en protectrice des droits des «minorités»

(russes). De son côté, la Moldavie n'entend pas céder la zone du Dniestr, un ex-territoire ukrainien, qui la «soudait» à l'Union, et où les Soviétiques ont concentré 80 % de sources d'énergie de la République et une bonne partie de son industrie. D'autant plus que la Moldavie, «enrichie» après son annexion du «verrou» du Dniestr, a été, dans le même temps, amputée au profit de l'Ukraine, au sud, du Bugeac (accès à la mer Noire) et, au nord, de la Bucovine.

Alors qu'à Bucarest, M. Petre Roman a laissé entendre qu'un échange de territoire serait «à la clé du problème», le président de la commission des affaires étrangères du Parlement ukrainien, M. Dimitri Pavlytchko, a réitéré la position officielle de Kiev et de Kichinev : «l'inviolabilité des frontières est une position de principe».

J.-B. N.

ROUMANIE : la convention du Front de salut national

M. Roman l'a emporté largement sur les partisans de M. Iliescu

Lors de la convention du Front de salut national (FSN), qui s'est achevée dimanche 29 mars à Bucarest, l'ex-premier ministre M. Petre Roman l'a nettement emporté sur les partisans du président Iliescu. M. Roman a été réélu à une forte majorité à la tête du parti au pouvoir et a réussi à reporter la désignation du candidat du Front à la prochaine élection présidentielle, évitant ainsi la scission.

Avant même la clôture de trois jours de convention nationale, les partisans de M. Iliescu ont, dans une atmosphère survoltée, quitté la salle dimanche soir, dénonçant «l'humiliation» infligée au président roumain, – et signant leur défaite. Dès le premier jour de la convention, les «conservateurs» proches de M. Iliescu ont tenté d'éliminer M. Roman, en conflit ouvert avec le président depuis que celui-ci l'a

forcé à abandonner son poste de premier ministre en septembre dernier. Dès vendredi, un des leaders du Groupe pour l'unité (pro-Iliescu) est monté à la tribune pour proposer une modification de l'ordre du jour : la question d'une nouvelle candidature de M. Iliescu devait être examinée d'entrée de jeu et non à la fin de la convention comme le prévoyait l'habile emploi du temps élaboré par les proches de M. Roman, qui tiennent les commandes du parti.

Cette première manœuvre pour imposer M. Iliescu aux dépens de son ex-premier ministre va échouer, comme les suivantes. Au second jour de la convention, M. Roman prend l'avantage. Sa motion, «Le futur aujourd'hui», qui prône l'économie de marché, est présentée par ses ex-ministres les plus jeunes, décidés, et les plus compétents du FSN. Le Groupe pour l'unité défend, lui, un ralentissement des réformes pour «réduire les souffrances provoquées par la doctrine du libéralisme éco-

nomique», mais, en difficulté, finit par proposer une «synthèse». «Les motions ne sont pas compatibles», répond sèchement M. Roman. A l'annonce du résultat du vote des motions, les partisans de M. Roman hurlent : «Le communisme est humilié». Sur 1 268 voix, la motion de M. Roman, qui est donc réélu, en a remporté 802, soit 62 %.

Les «conservateurs» espèrent obtenir au moins une représentation proportionnelle au collège directeur du parti. Ils essuient un nouvel échec : les motions perdantes n'auront qu'un siège.

Reste alors la plus délicate des questions : la désignation du candidat du parti à la prochaine élection présidentielle. Faisant valoir que la date de l'élection n'est pas encore fixée, que M. Iliescu n'a pas fait acte de candidature, M. Roman déclare que la question n'est pas «opportune». Alors que les partisans du président scandent «Iliescu ! Iliescu !», l'ex-premier ministre passe au vote de nouveaux statuts.

Le candidat du FSN à la présidentielle, qui sera désigné par une «convention extraordinaire», devra déclarer qu'il soutient la nouvelle plate-forme du FSN. C'est-à-dire la motion Roman. «Je ne vous permets pas d'humilier le président», crie alors l'un des partisans de M. Iliescu. Ceux-ci quittent la salle ; la messe est dite. Il ne restera plus à M. Roman qu'à expliquer lors de la conférence de presse finale qu'il souhaite des élections législatives et présidentielle «dans les délais les plus brefs, en juin ou plus tard». Et bien que le FSN ait perdu la moitié de son électoral aux élections locales de février dernier, passant de 66 % à 33 % des suffrages, M. Roman ne pouvait «pas encore dire» s'il serait candidat à la présidence.

Au palais de Cotroceni, le président Iliescu, élu en juin 1990 avec plus de 85 % des voix, est resté silencieux. Il devait réfléchir, plus que jamais, à une éventuelle candidature en «indépendant».

J.-B. N.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : en conflit ouvert avec M. Shamir

M. David Lévy menace de démissionner de ses fonctions de ministre des affaires étrangères

Ministre des affaires étrangères depuis juin 1990, M. David Lévy, en conflit ouvert avec le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, à qui il dispute la direction du parti Likoud au pouvoir, a annoncé dimanche soir 29 mars qu'il allait abandonner ses fonctions. La démission du chef de la diplomatie, qui pourrait être suivie de son départ du parti - qui ruinerait les espoirs du Likoud de remporter les élections générales du 23 juin - ne sera cependant effective que dans plus d'une semaine. Les tractations internes au Likoud ont déjà commencé...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. David Lévy est un émotif. C'est donc avec une grande émotion, les larmes aux yeux et des tremolos dans la voix que celui qui fut souvent le « numéro deux » du Likoud mais jamais le « dauphin » de quiconque a annoncé dimanche soir, lors d'une réunion de ses partisans, qu'il avait « décidé de démissionner » de son poste. La décision, qui ouvrira sans doute une grave crise gouvernementale si elle est maintenue et effectivement présentée au premier ministre lors de la réunion du cabinet dimanche prochain, a été prise, a-t-il déclaré, « pour le bien du parti, pour sauvegarder l'avenir et pour le bien de l'Etat ».

Rarement modeste mais souvent enflammé, M. Lévy a fait un discours démissionnaire de plus d'une heure au cours duquel il a retracé les grandes étapes de sa carrière et dénoncé la « mise à l'écart » et le « mépris » dont lui et ses amis, d'origine sépharade, seraient victimes au sein d'un parti dominé par

les juifs ashkénazes, c'est-à-dire de souche européenne.

En partie retransmis à la radio et abondamment commenté par la presse lundi matin, le discours, qui n'a pas encore formellement brisé tous les ponts entre le parti et M. Lévy, a néanmoins jeté les bases d'une demi-douzaine de séges éligibles aux partisans de M. Lévy, lequel avait été préalablement réélu, de la seconde place qui était la sienne dans les instances du parti, derrière M. Moshé Arens, ministre de la défense et dauphin quasi désigné de M. Shamir.

« Capacité de nuisance »

Pour parvenir à ce résultat, les fidèles du premier ministre n'avaient pas hésité, dit-on dans le camp Lévy, à s'allier avec M. Ariel Sharon, ministre du logement et challenger déclaré du chef du gouvernement. Né il y a cinquante-cinq ans au Maroc dans une famille pauvre et nombreuse, autodidacte, ancien fonctionnaire et très fier de l'être, le chef de la diplomatie, dont le mentor politique fut longtemps Menahem Begin, dont il emprunte souvent le ton et l'emphase, estime qu'il contrôle environ le tiers des voix du Likoud.

C'est ainsi qu'il a exigé que lui reviennent, à lui et à ses amis, 32 % exactement des positions éligibles sur la liste électorale. M. Shamir, et avec lui bon nombre d'observateurs politiques, jugent que c'est là beaucoup trop, et la presse ne manque pas, lundi, de souligner dans tous ses éditoriaux, qu'il est peu probable que M. Lévy obtienne jamais satisfaction sur ce point.

« La principale force du ministre, commentait un spécialiste, réside dans sa capacité de nuisance. Il peut faire perdre au Likoud les cinq ou six sièges qui le privaient du pouvoir, et c'est déjà beaucoup. » Accusant le chef du gouvernement d'avoir « une politique sociale défectueuse », ce qui revient à jeter la corde ethnique du jeu politique

Avant le vote à l'ONU d'une résolution sur des sanctions

Les Etats-Unis ont gelé les avoirs de la Libye

La Ligue arabe semble avoir échoué dans ses efforts pour résoudre la crise entre la Libye et les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France. C'est ce qui ressort de la réunion, dimanche 29 mars au Caire, entre le Comité des affaires étrangères de la Ligue et deux hauts responsables libyens, le colonel Moustafa El Kharoubi, membre du Conseil de la révolution, et M. Ibrahim El Bichari, chef de la diplomatie à Tripoli. Après une heure à peine de discussions, le comité, qui devait examiner ce que la Libye avait présenté comme « de nouvelles propositions », a décidé de mettre un terme à sa tentative. On précise de source proche de l'organisme panarabe, nous précise notre correspondant au Caire, que la Ligue a réitéré sa demande de surseoir à l'adoption de sanctions contre la Libye jusqu'à la décision de la Cour internationale de justice à La Haye.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le département américain du Trésor a gelé les avoirs et les comptes bancaires détenus aux Etats-Unis par quarante-six entreprises qui, selon l'administration, sont contrôlées par le gouvernement libyen, avec lequel Washington a rompu ses relations diplomatiques depuis 1986. D'après le *Los Angeles Times*, aucune entreprise incriminée n'a son siège sur le sol américain, mais cette mesure a

pour effet de bloquer toute transaction avec ces firmes ainsi que l'accès des comptes bancaires ou des avoirs dont elles pourraient disposer aux Etats-Unis.

Toute infraction à ces dispositions, qui visent à couper une partie du robinet pétrolier dont disposait la Libye, serait passible d'une peine de prison pouvant atteindre dix ans et d'une amende allant jusqu'à 250 000 dollars pour les particuliers et le double pour les entreprises. Parmi les quarante-six sociétés figurant une liste d'Al-Qap, la compagnie pétrolière italienne, et le réseau de raffineries européennes Tamoil.

Sauf à se conformer à la demande formulée par la Ligue arabe de reporter les sanctions qui pourraient prochainement frapper la Libye, en attendant qu'intervienne une dernière médiation avec Tripoli, le Conseil de sécurité devait se réunir lundi pour adopter une nouvelle résolution imposant à la Libye un embargo sur les liaisons aériennes et sur les livrai-

sons militaires, ainsi qu'une compression du personnel diplomatique assortie d'une restriction de la liberté de mouvement des diplomates libyens.

Prenant la suite de la résolution 731, votée le 21 janvier dernier et qui « invitait » non seulement le colonel Kadhafi à livrer les deux agents soupçonnés d'avoir commis l'attentat contre le Boeing de la PanAm, mais aussi à « répondre aux demandes » concernant le « terrorisme international », ce nouveau texte revient sur ce dernier point. Une nouvelle rédaction du passage consacré au terrorisme a toutefois été nécessaire pour tenir compte des objections de certains pays membres du Conseil qui s'interrogeaient sur les moyens de vérifier le renoncement de Tripoli au terrorisme et le danger d'instaurer des sanctions qui pourraient durer indéfiniment en opérant une surenchère sur les conditions exigées du gouvernement libyen.

SERGE MARTI

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le gouvernement dissout une partie des assemblées locales dominées par le FIS

Le gouvernement a décidé, dimanche 29 mars, de dissoudre une partie des assemblées communales et départementales élues, où le Front islamique du salut (FIS) est majoritaire. Sur les 1 541 municipalités que compte le pays, 397 sont visées par ces mesures de dissolution ; 850 sont dominées par le FIS ; 14 des 48 assemblées départementales sont affectées (32 sont dominées par le FIS).

Selon le gouvernement, le fonctionnement de ces assemblées est gravement perturbé par « le comportement délictueux de leurs membres, qui vise à mettre en échec l'action des pouvoirs publics ». Les assemblées dissoutes seraient remplacées, précise-t-on, par des « délégations exécutives ayant les mêmes prérogatives et fonctionnant sur les mêmes procédures ».

Par ailleurs, selon le quotidien *Alger-Républicain*, un soldat et un sous-officier de la garde républi-

caine ont été tués, samedi matin, à Alger, par un groupe de militants islamistes. Les assaillants ont réussi à s'échapper, après s'être emparés des armes de leurs victimes, précise le quotidien. Il s'agit du deuxième attentat contre les forces de l'ordre en quarante-huit heures dans l'agglomération algérienne.

Dans un communiqué diffusé dans la nuit de samedi à dimanche, le FIS a implicitement justifié, sans le revendiquer, ce type d'attentats criminels. « Le FIS a tenu la main du dialogue (...) mais le pouvoir a répondu par la violence officielle », explique-t-il. « C'est ce qui a conduit des enfants du peuple, sans recevoir d'ordre de quiconque, à recourir à des moyens autres que le dialogue pour faire triompher leur religion et rendre au peuple le droit de choisir librement ses gouvernants », ajoute ce texte. — (AFP, Reuters)

ASIE

AFGHANISTAN

Le Pakistan fournira une aide alimentaire à Kaboul

Dans un retournement de sa politique antérieure, le gouvernement pakistanais a accepté de prêter son concours à une opération de secours des Nations unies à destination de Kaboul, où la situation alimentaire est très critique après des semaines de quasi-blocage de la route du Nord, en provenance de l'ex-URSS, indique l'AFP.

Pour accélérer les opérations, alors que certains quartiers de la capitale afghane sont menacés par la famine, l'ONU envisage de prélever 30 000 tonnes de blé sur les stocks disposés au Pakistan en vue d'augmenter les quelque trois millions de personnes qui s'y sont réfugiées en provenance du pays voisin. A la condition que ces stocks soient reconstitués par les donateurs, Islamabad a donné son accord à cette formule.

Depuis quatorze ans, le Pakistan accorde tout son appui aux groupes de moudjahidins islamistes en rébellion contre Kaboul. Début février, ce pays s'était cependant explicitement rallié à un règlement politique, appuyant le plan de paix de l'ONU. Mais il semblait impensable qu'il fasse un geste paraissant soutenir le président Najibullah.

De son côté, l'Iran s'est mis, depuis deux semaines, à attaquer vivement le régime de Kaboul, qu'il

soutenait implicitement depuis plusieurs mois, notamment par des envois de vivres et de médicaments dans les montagnes du centre peuplées de Hazaras chiites, mais aussi à Kaboul. Le 13 mars, le président Rafsanjani a comparé M. Najibullah à l'écrivain Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*, condamné à mort en 1990 par une *fatwa* de l'imam Khomeini. Peu auparavant, le président afghan avait écrit à M. George Bush pour lui proposer son aide, en vue de lutter contre le fondamentalisme musulman et le trafic de drogue. Washington n'a jamais officiellement répondu.

Ces évolutions des politiques des deux principaux voisins de l'Afghanistan semblent dues aux événements survenus depuis quelques semaines dans le nord du pays. Là, des rapprochements ont été notés entre des milices progouvernementales formées de représentants de minorités ethniques (Ouzbeks, turkophones) ou ethnico-religieuses (ismailites, chiites) et des moudjahidins tadjiks. Le 18 mars, Mazar-i-Sharif, deuxième ville du pays, avait été prise en main par une telle convergence de forces. Cette évolution inquiète vivement les Pakistanais, qui dirigent de longue date l'Afghanistan, et sont également nombreux au Pakistan.

J.-P. C.

Cambodge : le grand retour

Suite de la première page

Chaque famille (4-5 personnes en moyenne) y recevra les moyens de subsister de douze à dix-huit mois (outils, matériel de construction, vivres, médicaments) avant d'être installée sur deux hectares de terres arables. Des centres de transit ont été également aménagés, ou sont en voie de l'être, près de Phnom-Penh et à Pursat, Sraoke, Siem Reap et O'Taki. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà constitué 9 000 mètres cubes de réserves de vivres sur les 74 000 mètres cubes nécessaires.

Ces derniers mois, des milliers de ruraux de l'Ouest cambodgien avaient franchi en sens inverse la frontière thaïlandaise pour rejoindre les camps de réfugiés, afin de bénéficier du programme de rapatriement du HCR. Cet afflux de gens très pauvres explique pourquoi les camps abritent plus de 370 000 Khmers - dont 90 % ont demandé à être rapatriés sous les auspices du HCR (1).

On estime à 20 000 le nombre de ceux qui ont été discrètement rapatriés, depuis la signature de l'accord de paix à Paris le 23 octobre, par les Khmers rouges, dans les forêts sous leur contrôle. Mais ces derniers auront du mal à prévenir le rapatriement par le HCR de la grande majorité des quelque 75 000 réfugiés encore regroupés dans les camps qu'ils administrent en Thaïlande. A Site K, l'un de ces camps, ils ont été contraints, ce mois-ci, de libérer deux administrateurs civils qu'ils avaient « convoqués » quelques jours plus tôt dans leur zone au Cambodge.

Le HCR espère pouvoir rapatrier 25 000 réfugiés en avril et, par la suite, de 8 500 à 10 000 personnes par semaine. Les Thaïlandais estiment, pour leur part, qu'il sera difficile de rapatrier plus de 200 000 Cambodgiens cette année, notam-

ment en raison des pluies qui, de mai à novembre, inondent de nombreuses routes. En revanche, ils pensent que le rythme des retours pourrait atteindre de 40 000 à 50 000 personnes par mois au début de l'an prochain, ce qui permettrait de boucler l'opération avant la tenue d'élections générales, au printemps de 1993. Mais comme il s'agit de réussir une véritable réinstallation des populations, le pari est risqué.

Des combats inquiétants

La plupart des réfugiés sont originaires de l'Ouest cambodgien ; et, dans cette partie du pays, le HCR a identifié, par satellite, environ 240 000 hectares de terres « potentiellement » arables et disponibles. Il s'agit maintenant d'en circonscrire 150 000 hectares accessibles et non truffés de mines. Autre problème : assurer la sécurité des rapatriés qui, une fois installés dans leurs villages, seront la proie facile de bandes armées, souvent des débris de l'armée ou des Khmers rouges. Enfin, les anciens pensionnaires des camps de Thaïlande vont faire face à de pénibles ajustements : moins de vivres, moins d'eau potable, une exposition plus grande aux maladies, notamment à la dysenterie et au paludisme.

En outre, quelque 150 000 « personnes déplacées » les réfugiés de l'intérieur, dont 20 000 à la suite des combats de Kompong-Thom - n'ont pas encore regagné leurs villages. La raison des derniers combats dans le Cambodge central est inquiétante. En achevant des renforts, les Khmers rouges ont récemment consolidé leurs communications avec leur enclave dans la province septentrionale de Preah-Vihear. Ils ont ensuite demandé l'intervention de l'ONU pour geler la situation. Phnom-Penh ne l'entend pas ainsi et a annoncé son intention de reprendre le contrôle de la route reliant Preah-Vihear et Kompong-Thom.

Le chef des « casques bleus », le général australien Sanderson, a indiqué le 27 mars qu'il n'envairait pas les soldats de l'ONU sur place tant que les deux camps ne s'entendraient pas sur un cesse-le-feu et le repli de leurs troupes sur les positions qu'elles tenaient auparavant. Le retour dans le *kill zone* - ces « champs de la mort » où plus d'un million de Khmers ont péri sous le joug des Khmers rouges de 1975 à 1978 - s'annonce périlleux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Le coût de l'opération s'élèvera à 125 millions de dollars.

■ JAPON : victoire des conservateurs lors d'élections partielles. - Les électeurs du département de Gumma ont voté, dimanche 29 mars, lors de partielles, en faveur des deux candidats du Parti libéral démocrate (PLD, conservateur). Ils ont ainsi renversé le verdict récemment exprimé par ceux du département de Miyagi, qui avaient infligé une défaite au PLD (Le Monde du 9 mars) pour le renouvellement d'un sénateur. Le parti socialiste a perdu un siège. La défaite du PS est attribuée à la récente implication d'un de ses élus dans un des scandales qui défrayent la chronique au Japon. (Corresp.)

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : APAC HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

(Publicité)
ECONOMIE DU MONDE
ARABE ET MUSULMAN 1992
Territoires occupés : une analyse et une carte inédite pour les 21 pays du 1^{er} et 2^e degrés.
Algérie : l'émancipation, le FIS et la démocratie.
Le Japon au Moyen-Orient : un contrepoint aux Etats-Unis.
Etude : le droit d'ingérence écologique.
240 pages, 60 tableaux statistiques.
Vente en librairie.
EDITIONS EMAM - 68, rue du Colonel Fabien - B.P. 84 - 94292 CACHAN Cedex
Tél : (1) 46 63 20 67

SOCIÉTÉ

Une innovation en médecine légale

Les victimes de la catastrophe du mont Sainte-Odile ont été identifiées grâce aux empreintes génétiques

Deux mois après l'accident de l'Airbus d'Air Inter au mont Sainte-Odile, des médecins légistes strasbourgeois viennent, pour la première fois au monde, grâce à la technique des empreintes génétiques, de réussir l'identification des cadavres morcelés des quatre-vingt-sept victimes.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

La catastrophe de l'Airbus A-320 de la compagnie Air Inter qui s'est écrasée le 20 janvier sur le mont Sainte-Odile, près de la commune de Barr en Alsace, va s'inscrire dans les annales de la médecine légale. C'est en effet la première fois que l'on est parvenu grâce à la nouvelle technique dite des empreintes génétiques à identifier les cadavres, le plus souvent morcelés et carbonisés, des quatre-vingt-sept victimes. Une première qui a pu être réussie grâce à la participation de nombreux membres des familles des victimes qui ont accepté de subir un prélèvement sanguin afin que l'équipe de médecins et de biologistes dirigée par le professeur Patrice Mangin (institut de médecine légale, université Louis-Pasteur, Strasbourg) puisse, après avoir procédé à l'identification, remettre à chaque famille les restes de ses proches.

Une première aussi qui, après les travaux de médecine légale menés lors de la guerre du Golfe (1), ouvre de nouvelles perspectives dans l'usage de cette technique qu'un des projets de loi sur la biotechnique prévoit d'encadrer de manière stricte (le Monde du 2 mars).

Rien dans le droit français n'impose a priori, après une catastrophe, l'identification des victimes. Le code civil prévoit dans de telles circonstances que le tribunal le plus proche prononce un jugement de décès collectif. Pour autant, diverses raisons peuvent justifier qu'on cherche à identifier chaque cadavre : l'investigation sur les causes du drame, avec, dans le cas d'une catastrophe aérienne ou ferroviaire, la nécessité de réaliser des examens toxicologiques sur les pilotes ou les conducteurs, la confirmation du décès pour des personnes ayant souscrit des assurances. Il s'agit aussi, évidemment, de raisons humanitaires. « Pouvait-on dire de la décapitée mortelle de son père », souligne le professeur Etienne-Charles Frogé, vice-prési-

dent de la Société française de médecine légale et de toxicologie, permet à la famille d'accomplir plus sereinement sa conduite de deuil devant un corps identifié, ce qui, après une catastrophe collective et compte tenu de l'agressivité qu'elle provoque, joue un rôle social d'apaisement. »

Questionnaire aux familles

Dans le cas de cette catastrophe, il aurait été a priori hasardeux de se baser sur la liste des passagers établie par Air Inter, aucun contrôle d'identité n'étant réalisé pour les vols intérieurs. On devait ainsi apprendre que l'un des passagers du vol Lyon-Strasbourg voyageait sous une fausse identité pour bénéficier d'une carte de réduction de la compagnie. Paradoxalement, les premières difficultés rencontrées par les médecins légistes ne furent pas d'ordre technique mais administratif et politique. Le souci des pouvoirs publics et de l'autorité judiciaire était en effet de faire enlever au plus vite les cadavres des victimes du site de la catastrophe, et de les rendre rapidement à leurs familles présentes sur les lieux.

« En réalité, les autorités avaient complètement évacué le problème médico-légal, confie le professeur Mangin. Or l'expérience acquise par nos confrères étrangers est sur ce point sans équivoque. Il faut impérativement que le ramassage des corps soit fait de la manière la plus méthodique, même si les autorités veulent, en urgence, faire place nette. » Après balisage et partage du site en cinq zones par la gendarmerie, les corps, souvent morcelés, décapités ou carbonisés furent situés par rapport à l'avion, puis transférés sous des tentes dans la cour fermée de la mairie de Barr. Un questionnaire rédigé par les légistes fut ensuite distribué aux familles au terme d'une cérémonie religieuse organisée sur place, en présence d'un prêtre, d'un pasteur et d'un rabbin.

« Il s'agissait pour nous, avant de débuter le travail d'identification, d'avoir le maximum de renseignements », expliquent les médecins. Nous demandons ainsi une série de précisions concernant l'habillement des victimes, leurs bijoux, les interventions chirurgicales qu'elles avaient subies ainsi que la présence de prothèses dentaires, oculaires ou auditives, la taille, le poids, la couleur des cheveux et des yeux, l'existence de signes distinctifs comme des tatouages, des grains de beauté,

etc. En moins de quarante-huit heures, nous disposons de 75 % des réponses, puis de la totalité dans la semaine. » Ainsi les premières identifications médico-légales ne devaient-elles débuter que le 23 janvier, soit plus de quarante-huit heures après la catastrophe.

Sous la direction du professeur Mangin, une équipe d'une dizaine de spécialistes fut constituée, qui travailla pendant plus d'une semaine (2). Il s'agissait alors de mettre en œuvre les investigations traditionnelles sur les fragments organiques : autopsies, radiographies et, le cas échéant, relevés dentaires. Les chirurgiens dentistes prirent alors contact avec chacun de leurs confrères français ou étrangers qui avaient été amenés à prodiguer des soins aux victimes. Les légistes bénéficiaient parallèlement du soutien logistique de l'institut d'investigations criminelles de la gendarmerie.

Les spécialistes de cet institut confirmeront dans plusieurs cas les empreintes digitales (qui étaient relevées systématiquement) à partir d'objets utilisés quotidiennement (verres à dents, brosses à dents, etc.) des victimes à leur domicile. Des investigations génétiques (par amplification de l'ADN) étaient également réalisées sur l'ensemble des pièces anatomiques de manière à pouvoir reconstituer les cadavres.

Des prélèvements de sang

Au total, en dix jours, soixante-huit des quatre-vingt-sept victimes avaient pu être identifiées. Le professeur Mangin proposa alors à M. François Guichard, juge d'instruction, d'avoir recours, de manière systématique, à la technique des empreintes génétiques (3). Le magistrat se sollicita alors auprès des médecins strasbourgeois demandant à plusieurs des proches des victimes (parents, enfants, oncles et sœurs) un prélèvement de sang. Il s'agissait ici de réaliser une identification à partir de la comparaison des empreintes génétiques — qui sont, pour partie, transmises sur un mode héréditaire — obtenues sur les victimes (par prélèvement de muscles, ou celles de leurs ascendants, descendants ou membres de la fratrie (méthode de la filiation inversée).

Grâce à ce procédé, seize cadavres ont été formellement identifiés et rendus à leurs familles, un doute subsistant encore pour les corps très carbonisés de trois personnes.

Ces investigations ont notamment permis de réaliser les examens toxicologiques (alcoolémie, traces de médicaments pouvant altérer la vigilance) sur le corps des deux pilotes, examens qui ont donné des résultats négatifs.

« Ce sera ainsi la première catastrophe collective pour laquelle on aura procédé à l'identification des victimes par la méthode des empreintes génétiques, note le professeur Mangin. Le taux de succès est sans comparaison avec celui obtenu lors de catastrophes similaires. A partir d'un tel travail, on peut, dès aujourd'hui, envisager le stockage d'un échantillon d'ADN pour toutes les personnes exposées, comme le personnel des compagnies aériennes ou les militaires. Il serait alors possible, par comparaison, d'aller beaucoup plus vite dans le processus d'identification. Les autorités américaines envisagent, pour leur part, de faire procéder à une telle identification pour les deux millions de militaires d'active, ainsi que pour tous les détenus considérés, outre-Atlantique, comme des récidivistes potentiels. »

A Air Inter, tout en se félicitant des résultats obtenus par les légistes strasbourgeois, on souligne que, contrairement à certaines rumeurs, il est hors de question d'imposer cette procédure au personnel navigant de la compagnie. On indique, toutefois, que des fiches d'identification comportant notamment des panoramiques dentaires et des empreintes digitales pourraient être réalisées auprès de l'ensemble de ce personnel.

JEAN-YVES NAU

(1) Les médecins légistes américains ont, lors de la guerre du Golfe, procédé à quelques identifications génétiques sur des cadavres difficilement reconnaissables de soldats morts par noyade.

(2) L'équipe était composée de six médecins légistes (les docteurs Patrice Mangin, Bertrand Ludes, Robert Julien, Michel Disdier, Francis Lévy, Antoine Traquil), de quatre experts en chirurgie dentaire (les professeurs Haag, Kaess, Hütte et Evenot), et d'une biologiste (Hélène Phiringer). Le cadavre des victimes génétiques se situe à 1,5 million de francs environ.

(3) La technique des empreintes génétiques se fonde sur l'analyse de certains fragments d'ADN des chromosomes hautement spécifiques d'un individu donné. Elle permet, dans certains cas, permettre à partir d'un simple échantillon biologique (sang, cheveux, sperme) de confondre des suspects lors d'enquêtes criminelles. Elle offre par ailleurs un puissant outil dans les affaires de paternité ou d'affirmation de paternité, en permettant de déterminer le père biologique d'un enfant.

L'opération « Charivari »

Les professionnels de la route manifestent contre le permis à points

Plusieurs syndicats ont appelé les professionnels de la route à manifester, lundi 30 mars, contre les modalités d'application du permis à points.

Retardé de six mois pour cause de non-informatisation des fichiers dans les préfectures, la mise en place, le 1^{er} juillet, du nouveau permis à points suscite des réactions de plus en plus vives de la part des associations et des syndicats professionnels de la route. Ceux-ci étaient appelés par le syndicat FO à participer, lundi 30 mars, à une opération « charivari », qui devait consister à respecter avec zèle les réglementations.

Les syndicats CGT et CGC ont demandé à leurs adhérents de signer des pétitions et de participer à des opérations « escargot ». La Fédération nationale des artisans du taxi s'est jointe aussi au mouvement. Le quartier de la Défense, à Paris, où se trouvent les ministères de l'équipement et des transports, devait être le point de convergence des différents cortèges routiers de protestation.

Les organisations syndicales tentent ainsi, avant la publication du décret qui mettra en place la réglementation, d'obtenir du gouvernement une application sélective de ce nouveau mode de sanction des infractions au code de la route. À partir du 1^{er} juillet, chaque conducteur disposera d'un capital de six points. Trois points pourront être retranchés en cas de conduite en état d'ébriété, de délit de fuite, d'homicide ou de blessure grave à autrui. Un grave excès de vitesse, une blessure involontaire, le non-respect de certaines règles pouvant

mettre en danger la sécurité des personnes seront passibles d'un retrait de deux points. Les petites infractions coûteront un point.

Les professionnels de la route estiment qu'ils risqueront, plus que les autres utilisateurs, d'être sanctionnés. Et, comme la perte des six points entraînera l'annulation du permis de conduire avec l'interdiction de le repasser avant six mois, ils dénoncent un système qui les empêchera d'exercer leur profession. La loi du 10 juillet 1989 a cependant prévu deux moyens de reconstruire le capital de départ : trois ans sans infraction et la présentation à un stage de recyclage. Mais la possibilité offerte, dans le système actuel, à certains professionnels de continuer à conduire malgré une suspension du permis de conduire n'existera plus à partir du 1^{er} juillet prochain.

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a déclaré, en recevant les représentants de ces organisations professionnelles et M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, qu'il n'était pas question pour les pouvoirs publics de créer deux catégories d'usagers pour l'application du permis à points. Il a cependant annoncé la publication d'un nouveau décret qui permettrait de mettre en cause la responsabilité du donneur d'ordres, quand celui-ci aura imposé à un conducteur des conditions de travail incompatibles avec le respect de la réglementation. Dans ce cas, certaines infractions n'entraîneraient plus automatiquement un retrait des points.

C. de C.

Une mauvaise cause

par Alain Faujas

On comprend que les artisans, les chauffeurs routiers et tous ceux qui vivent du volant redoutent de perdre leur gagne-pain avec l'instauration du permis de conduire à points : ils roulent plus et ont donc plus d'occasions de commettre des fautes de conduite, qui pourraient faire fondre le capital de six points du nouveau permis. On comprend moins, en revanche, que des responsables syndicaux comme M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, épousent cette mauvaise cause et les incite à résister à cette mesure de sécurité routière.

Car que demandent, au fond, ces professionnels de la route ? De pouvoir commettre, sans effet pour leur permis de conduire, des

infractions au code de la route. Si l'on veut bien songer aux drames que peuvent provoquer des excès de vitesse et des refus de priorité, cette attitude n'apparaît pas convenable. Les camions font plus de dégâts que les autres véhicules parce qu'ils sont plus lourds et qu'ils roulent plus : impliqués dans 6,2 % des accidents, ils participent à 15 % des accidents mortels ou à 1500 personnes périssent chaque année.

On ne comprendrait pas que les pouvoirs publics acceptent le passe-droit demandé par quelques-uns. Les professionnels doivent être d'autant plus irréprochables que le trafic poids lourds doit croître de 70 % en moins de dix ans.

Réunies pour la première fois à Budapest

Les Eglises protestantes de l'Est et de l'Ouest de l'Europe veulent renforcer leur identité

Venues de vingt-sept pays, quatre-vingts Eglises protestantes de l'Ouest et de l'Est de l'Europe ont pour la première fois réuni leurs représentants à Budapest (Hongrie), du mercredi 25 au dimanche 29 mars. Les deux cents délégués ont adopté un message exprimant leur souhait d'un renforcement de l'identité protestante et de la dimension sociale de la construction européenne.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Rien ne fait plus horreur à un protestant que de parler ou d'entendre parler d'Europe d'instance. La raison n'est pas d'abord que l'analogie avec l'« Europe vaticane » d'hier leur répugne, ou que le projet d'« Europe chrétienne » annoncé, à temps et à contretemps, par Jean-Paul II leur fasse peur. C'est bien au cœur de l'Europe qu'est né le protestantisme, provoquant ou consolidant des fractures qui allaient en entraînant bien d'autres jusqu'au vingtième siècle. Mais dressé contre le catholicisme romain, grandi à l'ombre de structures nationales et éatiques, trop ramifié et indépendant pour supporter d'être centralisé, le protestantisme a longtemps entretenu un « déficit d'universalité », pour reprendre le mot de Paolo Ricca, professeur de théologie protestante à Rome.

Que, malgré la diversité des dénominations, il y ait une famille

protestante en Europe, c'est l'évidence. Elle est même très majoritaire dans les pays scandinaves où le luthéranisme est religion d'Etat, puissante et influente en Allemagne, minoritaire dans les pays de l'Est ou les pays latins. Mais qu'une assemblée parle au nom de tout le protestantisme européen, cela ne s'était jamais produit. Certes, les contacts interprotestants ne manquent pas, mais ils ont toujours lieu, soit dans un cadre ecuménique qui les dépasse — celui du Conseil des Eglises européennes (KEK), avec des orthodoxes, des anglicans, etc., — soit dans un cadre strictement confessionnel et mondial : Fédération luthérienne mondiale, Alliance réformée mondiale...

Depuis les bouleversements de 1989 en Europe centrale et orientale, les protestants ont donc été les derniers à se réunir à Budapest, bien après le synode des évêques européens catholiques, l'hiver dernier à Rome, et après le récent « sommet » des évêques orthodoxes à Istanbul.

Des réticences

Surtout préparée par des francotiers, comme Lukas Vischer, directeur du centre ecuménique des Eglises suisses, ou André Birmelé, professeur de théologie à l'université de Strasbourg, convoquée par une poignée d'évêques et de théologiens (1) à la suite d'appels des Eglises protestantes de l'Est, cette assemblée a dû vaincre les réticences des organisations traditionnelles, prometteuse de ne pas accaparer tout le terrain, de ne pas créer de nouvelle structure et même de se répéter.

Malgré ces précautions, des Eglises comme celles de Scandinavie et des fédérations d'Eglises comme la Fédération luthérienne ou la KEK n'avaient envoyé à Budapest que des observateurs. Bien des témoins du protestantisme, y compris de France, ne s'étaient pas dérangés. Toutefois, pas moins de vingt-sept pays et de quatre-vingts Eglises étaient représentés, des réformés italiens ou grecs aux baptistes russes ou ukrainiens. Même si les discussions furent dominées par les Eglises anglo-saxonnes et la langue allemande et si le message final ne brûle pas par son audace, les absents ont eu tort.

Certains craignaient que cette assemblée ne croule sous le poids du rappel des persécutions ou des compromissions passées en régime communiste. C'est l'inverse qui s'est produit. A la différence du synode des évêques catholiques à Rome, qui a fait mémoire des épreuves subies par les croyants, le passé fut presque absent de Budapest, sauf dans quelques travaux de groupe et un paragraphe du message final. Manque de courage ? On invoquait ici le manque de recul historique, là le poids des situations personnelles et le risque de règlements de comptes. Le décalage n'a pas eu lieu. Or, une clarification reste à faire dans certaines Eglises, en Allemagne ou en Hongrie, sur la responsabilité de quelques évêques, comme Mgr Bela Harmaty, président de l'Eglise luthérienne hongroise, qui, au su de tous, ont bénéficié de faveurs du régime communiste.

Le deuxième risque de cette assemblée réunie en dehors des ins-

tances ecuméniques traditionnelles de Genève (et même un peu contre elles) était de créer un « front protestant » contre les catholiques, après le « front orthodoxe » consolidé à Istanbul à la mi-mars (le Monde du 17 mars). Les craintes se sont envolées. Si les minorités protestantes des pays de l'Est, et pas seulement de Pologne, se sont amèrement plaintes d'une certaine « recatholicisation » de leur pays, la réunion de Budapest, où le Vatican et les orthodoxes avaient délégué des représentants, ne fut pas un mauvais coup porté à l'écuménisme.

Pas de front anticatholique

Le mot de « cléricatisation » visant les catholiques a été retiré du projet de message final. Mais l'idée progresse que, au moment où se reconstruit l'unité européenne, l'unité chrétienne doit être repensée sur de tout autres bases. « Cette assemblée a voulu être un signal, dit Lukas Vischer, pour que soit reprise la communication avec les catholiques, mais à un autre niveau et en posant d'autres questions : quelle doit être en Europe la place des minorités chrétiennes ? De quelle Europe chrétienne voulons-nous ? Comment parler du christianisme en Europe à plusieurs voix ? »

Si aucun front ne fut ouvert à Budapest, on peut regretter que les protestants ne se soient pas davantage posés en médiateurs dans le conflit catholiques-orthodoxes à propos des « uniates », de la guerre serbo-croate ou des missions dans l'ex-Union soviétique.

L'assemblée de Budapest risquait-elle alors de cristalliser des prises de position confessionnelles ? Tous les participants se sont défendus de vouloir travailler, dans un esprit chauvin, à une sorte d'écologie protestante. Ils ont toutefois émis des souhaits pour faire valoir davantage l'héritage de la Réforme et renforcer l'identité protestante en Europe, par une coopération plus soutenue sur la base des accords théologiques de Leuenberg (2) et d'une ouverture à des Eglises de l'Est qui ont quarante ans de retard en matière ecuménique ou pastorale, comme en Hongrie par exemple où les luthériens et les réformés ne se fréquentent pas.

Le principal souhait exprimé à Budapest a donc été de favoriser l'entraide entre protestants des Eglises et de renforcer les liens entre les différentes dénominations. Le chemin reste toutefois long à parcourir, comme en témoigne le débat qui a opposé les gros bataillons des Eglises « historiques », luthériennes et réformées, d'Allemagne, aux maigres troupes italiennes, prêtes à renforcer leurs rangs, sur les liens avec les « protestants modernes », baptistes ou pentecôtistes.

Il restait à faire entendre une « voix protestante » sur l'Europe elle-même, réclamée depuis que l'Eglise catholique, par l'intermédiaire de Jean-Paul II en Pologne, à Prague, à Strasbourg ou à Saint-Jacques de Compostelle, a fait depuis longtemps connaître la sienne. En moins d'une semaine de travaux, il était vain d'attendre beaucoup sur cette question. Des

axes ont toutefois été ouverts, témoignant d'une volonté de maintenir une image de marque protestante, combinant le double héritage de la Réforme et des Lumières : un encouragement à la construction communautaire ; une volonté farouche de « sécularisation », garantissant le pluralisme et la tolérance, contre le « sécularisme » (concept plus réducteur) ou le « cléricisme » ; une défense stricte des minorités, dont l'évêque Tőkés, avocat des Hongrois de Roumanie, est venu à Budapest se faire l'avocat ; une solidarité, enfin, avec les plus pauvres, les étrangers et les opprimés, dans la nouvelle Europe libérale gérée par un cortège d'injustices.

Les protestants souhaitent ne pas laisser en chemin l'idée de « charte sociale européenne » évoquée à Maastricht et l'entendre à toute l'Europe, tant il est vrai, comme dit Keith Jenkins, qu'il serait imprudent de confier cette charte aux seuls soins des hommes politiques et des économistes.

HENRI TINCO

(1) Parmi les principaux animateurs de cette assemblée de Budapest, on trouve les évêques Kruse, de Berlin ; Caha, de Cluj en Roumanie ; Székely, de Varsovie ; Rusterholz, de Berne, etc.

(2) La Concordie de Leuenberg, signée en Suisse en 1972, reconnaît l'accueil réciproque entre réformés et luthériens à la Sainte-Cène, ainsi que la reconnaissance mutuelle des ministères (un pasteur réformé peut célébrer dans un temple luthérien et vice-versa). Signé par soixante-dix Eglises, cet accord théologique pourrait être étendu aux méthodistes, aux anglicans, voire aux baptistes, mais bien des divergences subsistent.

هنا من العمل

professionnels de la route
estent contre le permis à point

Une mauvaise cause

renforcer leur identité

C'est maintenant ou jamais

Aujourd'hui, les ports français vont plus loin. Ils veulent mettre ensemble leurs hommes, leur expérience professionnelle et leurs équipements au service des entreprises les plus exigeantes : transmissions de données, technologie informatique de pointe, base logistique complète et appropriée. Désormais, les ports français ont tous les potentiels pour conquérir de nouvelles parts de marché en Europe.

**Les Ports
Français**

SOCIÉTÉ

Selon le rapport de la Commission des droits de l'homme

L'antiracisme est inadapté face à une « xénophobie de masse »

Le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, publié lundi 30 mars, dresse un tableau inquiétant de la progression des sentiments xénophobes et racistes en France en 1991. Le document, qui a été remis au premier ministre le 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, souligne les ambiguïtés et l'inadaptation de l'antiracisme face à une « xénophobie de masse » au contenu complexe et renouvelé. La commission met en garde contre les amalgames entre racisme et frustration sociale. Le rapport propose de refonder l'antiracisme sur la « conception française de l'intégration » reposant sur l'égalité des droits des individus.

Le baromètre du racisme et de la xénophobie est en hausse. Les multiples auditions, enquêtes et rapports analysés par la Commission des droits de l'homme en fournissent des témoignages convergents. Réunis dans un épais rapport (1), ils constituent à la fois une photographie et un instrument de mobilisation, en dépit d'une forme décousue et peu synthétique.

Certes, si l'on s'en tient aux statistiques policières ou judiciaires, le

mal n'a pas spectaculairement progressé en 1991. Le ministère de l'intérieur recense 51 « actions » à caractère raciste (attentats, incendies, agressions sur les personnes), chiffre équivalent à ceux des années passées. Mais les menaces contre les Maghrébins (inscriptions, tracts, injures) ont augmenté de 25 % en un an, tandis que la violence antisémite a connu une flambée isolée pendant la guerre du Golfe.

Les statistiques témoignent d'une certaine mobilisation des administrations dans la répression des délits racistes. En 1991, première année de mise en œuvre de la loi Gayssot contre le racisme et les « révisionnistes », les tribunaux se sont montrés plus sévères, n'hésitant pas à

infliger de fortes amendes, voire des peines de prison ferme. Pourtant, la commission est bien loin de crier victoire. Ces chiffres ne reflètent nécessairement qu'une faible partie de l'iceberg du racisme décrit dans les témoignages qui truffent le rapport et dans le sondage qui y est annexé (lire l'encadré ci-dessous).

La vaste enquête de terrain menée de Roubaix à Montfermeil sous la direction du sociologue Michel Wieviorka (2), dont les conclusions sont résumées dans le rapport, en fait foi. Elle décrit l'enracinement et la montée d'un racisme qui se nourrit à la fois de problèmes sociaux cristallisés sur les immigrés et d'un « sentiment de crise de l'ordre, des institutions et de

l'identité nationale ». C'est précisément l'analyse de cette double origine qui conduit la commission à reprendre à son compte la critique de l'antiracisme actuel et le débat sur la reconstruction d'une stratégie efficace, qui traversent militants et intellectuels depuis plus d'un an.

La hantise du métissage

Car le racisme, tel un virus, a subi des mutations qui peuvent expliquer sa virulence actuelle. Son langage s'est adapté à la législation, en recourant au style implicite et allusif (les « jeux de mots » de M. Le Pen). Son fondement lui-même a changé. Le racisme tradi-

tionnel qui s'appuyait sur la thèse de l'inégalité des races s'est heurté à la réfutation de la biologie. Il s'est donc mué depuis quelques années en une théorie fondée sur la culture et la nationalité, comme l'explique le philosophe Pierre-André Taguieff dans les pages les plus brillantes du rapport. Le « droit à la différence », slogan préféré des antiracistes dans les années 70 et 80, a été totalement retourné par l'extrême droite, et mis au service de la thèse de l'« inassimilabilité » de l'étranger, de la hantise du métissage et de la perte d'identité. C'est désormais au nom de ce « droit à la différence » que le Front national milite contre le « racisme anti-Français », pour le renvoi des étrangers et pour « la

France aux Français ». Ce « néo-racisme » laisse désarmé l'« antiracisme progressiste de lamentation, d'indignation et de déploration stupide » que brocarde sans nuances M. Taguieff. SOS-Racisme a pris conscience des limites de ses grands rassemblements musico-médiatiques. Quant aux organisations traditionnelles (MRAP, LICRA), elles s'épuisent dans des procès qui servent de tribune aux racistes et donnent de l'antiracisme une image répressive.

Ce constat de relative impuissance amène la commission à préconiser un changement profond « d'état d'esprit et de méthodes ». Aux incantations morales, elle substitue une « offensive civique » reposant sur la prévention et l'éducation. Prônant un antiracisme rigoureux, axé sur la lutte contre toutes les exclusions, le rapport propose de réaffirmer « l'identité française à fondement civique et contractuel ». Une manière de retourner l'arme de l'adversaire à la manière laïque et républicaine.

PHILIPPE BERNARD

(1) 1991. La lutte contre le racisme et la xénophobie. La documentation française, 362 pages, 150 F. La Commission nationale consultative des droits de l'homme, présidée par M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, réunit 71 représentants des associations de défense des droits de l'homme, des syndicats, des cultes et des administrations.

(2) La France raciste. Le Seuil, 1992, 130 F.

La « compréhension » à l'égard des discours d'exclusion progresse

L'exacerbation et la banalisation du racisme et de la xénophobie sont confirmées par le sondage effectué pour la troisième fois par la Commission des droits de l'homme (1). 41 % des personnes interrogées se déclarent « plutôt » ou « un peu » racistes (42 % un an plus tôt), tandis que 32 % considèrent le racisme comme une menace importante.

L'aggravation concerne surtout l'antipathie à l'égard des Maghrébins (49 % contre 42 % en octobre 1990) et les beurs (40 % d'opinion négative), ainsi que les motivations du racisme. Pour 70 % des Français interrogés, « il y a trop d'Arabes en France » (chiffre en régression), et 60 % pensent que les travailleurs immigrés représentent une charge

pour l'économie (27 % sont de l'avis contraire). Les Français ne semblent guère plus accueillants à l'égard des immigrés de l'Est, qu'ils sont 82 % à refuser (contre 26 %), et à l'égard des réfugiés. Parallèlement, la « compréhension » à l'égard des discours d'exclusion progresse, puisque 55 % des personnes interrogées déclarent comprendre qu'on puisse voter pour M. Le Pen

(45 % en 1990). Tout cela n'empêche pas une majorité de Français (52 %) de se déclarer favorables à une « lutte rigoureuse contre le racisme » et encore 48 % d'entre eux d'admettre que les médias aggravent les problèmes... en parlant trop de l'immigration.

(1) Sondage CSA réalisé sur 990 personnes du 21 au 25 novembre 1991.

ATTENTION!!!

AVIS IMPORTANT AUX PERSONNES PORTEUSES DE PROTHESE VALVULAIRE CONVERSO-CONCAVE BJORK-SHILEY (A L'EXCLUSION DES MONOSTRUT) ET A LEUR CONJOINT

Cet avis concerne les personnes porteuses de prothèse valvulaire Converso-Concave Bjork-Shiley (Valve "C-C") ainsi que leur conjoint et a pour but de les informer de leurs droits légaux.

Nous avons rencontré un problème avec un petit nombre de ces valves converso-concaves.

Si vous, ou votre conjoint, avez un autre modèle de valve Bjork-Shiley, tel que la valve Monostrut ou tout autre valve d'un autre fabricant, le présent avis ne vous concerne pas.

Le présent avis de nature judiciaire a pour objet de vous notifier une action judiciaire aux Etats-Unis d'Amérique qui concerne également les personnes hors des Etats-Unis d'Amérique. Si vous êtes porteur d'une valve C-C Bjork Shiley, vous êtes en droit de recevoir un paiement et d'autres avantages.

Le présent avis ne contient pas d'informations d'ordre médical. Si vous avez des questions d'ordre médical au sujet de votre valve, vous devez consulter votre médecin ou l'établissement dans lequel votre valve a été implantée.

L'ACTION JUDICIAIRE

Une action judiciaire à Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, a été engagée au nom de toutes les personnes dans le monde entier porteuses de valve C-C Bjork-Shiley. Cette action judiciaire est appelée Bowling et autres contre Shiley Incorporated et Pfizer Inc., Dossier n° C-1-256. Cette action est pendante devant le Juge S. Arthur Spiegel du Tribunal Fédéral de District des Etats-Unis à Cincinnati, Ohio. Le présent avis vous fournit quelques brèves informations sur cette action judiciaire.

COMMENT PUIS-JE SAVOIR SI J'AI UNE VALVE C-C

Si une valve cardiaque vous a été implantée avant 1979 ou après 1986, vous n'êtes probablement pas porteur d'une valve C-C.

Vous pouvez savoir si vous êtes porteur d'une valve C-C en examinant votre carte d'implantation si vous l'avez reçue après votre intervention chirurgicale. Si vous êtes porteur d'une valve Bjork-Shiley et que le numéro de série de votre valve contient la lettre "C", vous êtes porteur d'une valve C-C. Si le numéro de série ne contient pas la lettre "C", vous n'êtes pas porteur d'une valve C-C. Votre médecin peut également être en mesure de vous aider à trouver si vous êtes porteur d'une valve C-C.

UNE FOIS DE PLUS, SI VOUS N'ETES PAS PORTEUR D'UNE VALVE C-C, LE PRESENT AVIS NE VOUS CONCERNE PAS. SI VOUS ETES PORTEUR D'UNE VALVE C-C, VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT LE PRESENT AVIS.

QUE PREVOIT LA TRANSACTION?

La transaction actuellement examinée par le Tribunal de l'Ohio prévoit:

- un paiement pour vous ou votre conjoint qui peut être utilisé pour tout usage, y compris la consultation d'un médecin ou d'un autre professionnel de la santé;
- des recherches médicales complémentaires qui peuvent avoir des résultats bénéfiques pour vous;
- la possibilité d'une transaction rapide et garantie en cas de rupture d'arceau de valve. Dans ce cas, si vous n'acceptez pas le montant garanti, vous avez la possibilité d'obtenir une compensation par arbitrage ou par une procédure judiciaire.

Veillez remplir le "Formulaire d'Informations" afin d'obtenir plus de détails sur la transaction.

L'AUDIENCE

Une audience sur la transaction se tiendra devant le Juge Spiegel le 5 juin 1992, à 10 heures, Salle 842 du Palais de Justice des Etats-Unis, 100 East Fifth Street, Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, afin de déterminer si la transaction est juste. Vous, ou votre conjoint, pouvez y assister.

QUE DOIS-JE FAIRE MAINTENANT?

Si vous avez des raisons de penser que vous, ou votre conjoint êtes porteur d'une valve C-C, vous devriez obtenir plus d'informations en complétant et en renvoyant le "Formulaire d'Informations" ci-dessous dans les plus brefs délais.

En retournant le "Formulaire d'Informations", vous ne vous engagez pas, mais cela vous permettra d'obtenir les informations dont vous avez besoin pour protéger vos droits. De la même façon, ce Formulaire permettra au Tribunal d'avoir vos nom et adresse afin que vous puissiez recevoir le paiement et les autres avantages de la transaction, si vous décidez de ne pas vous exclure de l'action judiciaire.

Vous pouvez ressentir le besoin d'obtenir des conseils juridiques complémentaires. Dans ce cas, vous pouvez les obtenir gratuitement en l'indiquant à l'endroit approprié du "Formulaire d'Informations".

Vous pouvez également refuser la transaction ou vous exclure de la procédure judiciaire. Ces termes, et leurs conséquences pour vous, sont expliqués dans le document que vous recevrez après avoir retourné le "Formulaire d'Informations". Cependant, vous n'aurez pas la possibilité de refuser ou de vous exclure à moins de le faire par écrit à Daniel J. Lyons, Jr., Deputy Clerk, United States Post Office and Courthouse, 100 East Fifth Street, Cincinnati, Ohio 45202, Etats-Unis d'Amérique, au plus tard le 1er juin 1992.

Si vous ne vous excluez pas, vous serez lié par la transaction et vous n'aurez plus la possibilité d'engager une action judiciaire concernant la valve C-C que vous, ou votre conjoint, portez, sauf aux fins d'obtenir l'exécution de la transaction ou la valve aurait un défaut de fonctionnement.

IMPORTANT

Afin de protéger vos droits, vous devriez obtenir plus d'informations.

FORMULAIRE D'INFORMATIONS

Nom du porteur de valve C-C: _____

Adresse: _____

Nom du conjoint: _____

Adresse si différente: _____

Expédiez à: Stanley M Chesley Esq.
Waite, Schneider, Bayless & Chesley Co., L.P.A.
1513 Central Trust Tower
Cincinnati, Ohio, 45202 USA
FAX (513) 621-0262

M. Chesley est un avocat nommé par le Tribunal pour représenter les personnes porteuses de valve C-C ou leur conjoint dans le monde entier. Je souhaiterais être contacté par un avocat basé en Europe désigné par M. Chesley qui communiquera avec moi dans la langue suivante (n'indiquez qu'une seule langue):

_____ Néerlandais _____ Anglais _____ Français _____ Allemand
_____ Grec _____ Italien _____ Portugais _____ Espagnol

Veillez obtenir une preuve que votre conjoint ou vous-même êtes porteur d'une valve cardiaque C-C Bjork-Shiley. Vous serez tenu de fournir cette information plus tard à l'appui de votre réclamation.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gombourz
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dapuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avié
75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDIPUB 634 128 F

Yvelines : 46-62-90-73 - Société Riale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-80-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP 301 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ VOUS CONSEILLE,

SOIT DE CONTACTER VOTRE CARDIOLOGUE, SOIT DE

COMPOSER LE NUMÉRO D'APPEL GRATUIT SUIVANT :

05.15.05.16

(TOUS LES JOURS DE 9 HEURES À 22 HEURES)

هنا من الشرح

SOCIÉTÉ

Sur la Terrasse
de Saint-Germain-en-Laye

Promeneurs- manifestants contre l'A 14

Traditionnelle promenade du dimanche, la célèbre Terrasse de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) était noire de monde, le dimanche 29 mars après-midi. M. Promeneurs, manifestants des milliers de personnes avaient répondu au rendez-vous protestataire contre l'autoroute A 14, fixé par les élus locaux et les associations de défense, dans le dessein d'adresser une pétition au président de la République.

« A 14, tracé insensé », « Tunnel sous la Seine », « Tranchées couvertes » : ces quelques slogans scandés par un micro ont précédé l'appel solennel de M. Michel Péricard, député (RPR) des Yvelines et maire de Saint-Germain, l'encadré d'une tribune dressée sur la Terrasse. Au-dessous s'ouvrait le chantier de cette autoroute, en grande partie enterrée, qui reliera, en 1994, le quartier de la Défense et Orgeval. Michel Péricard a rappelé les propos du président de la République sur le débouché de l'A 14 en contrebasse de la promenade dessinée par Mansart. « Cela me choque, cela me blesse », avait avoué François Mitterrand. Il doit aujourd'hui mettre en accord ses paroles et ses actes », a-t-il clamé en adressant « cette nouvelle supplique » (d'ailleurs mise en paroles par un élu local sur la complainte du Déserteur de Boris Vian) au président de la République.

La sensibilité écologiste des Yvelines

M. François Mitterrand était venu une première fois au secours de Saint-Germain, en mai 1990. Débarqué d'un hélicoptère providentiel, il avait décliné, contre l'avis de son administration, la suppression de l'échangeur initial prévu à la lisière de la forêt.

Les recours judiciaires contre les travaux - y compris devant le Conseil d'Etat, épuisés sans succès, seule une nouvelle intervention présidentielle pourrait trancher en faveur d'un franchissement souterrain de la Seine, au lieu du viaduc de 800 mètres de long et 13 mètres de haut prévu par la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPM), concessionnaire de cette liaison qui serait la première autoroute urbaine à péage.

Mais si le président de la République intervenait de nouveau, il mettrait le doigt dans un engrenage sans fin, tant cet axe de 19 kilomètres suscite de contestations.

Ainsi M. Michel Péricard annonce-t-il un autre cheval de bataille, le barrage de péage à Montesson. « Nous irons la casser si elle n'est pas reculée de plusieurs centaines de mètres », a-t-il prévenu, « reculée et enterrée », surchérchant un élu de Montesson.

En fait, partout où son tracé doit courir à l'air libre, l'A 14 est rejetée par la population et par des élus. Elle figure, aujourd'hui, comme un symbole, parmi d'autres, de la formidable sensibilité écologiste qui vient de bouleverser le paysage politique des Yvelines, où six candidats Génération Ecologie ou Verts ont été élus au conseil régional.

PASCALE SAUVAGE

» Bourses d'aventure. - La Fondation Elf et la Guilde européenne du raid offrent, cette année encore, des bourses destinées à aider financièrement des projets dont l'objectif est d'améliorer la situation des populations défavorisées du tiers-monde dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'environnement. Les dossiers doivent être envoyés avant le 15 avril.

» Bourses de la Fondation Elf pour l'aventure utile. Guilde européenne du raid, 11, rue de Vauglirard, 75006 Paris. Tél : 43-26-97-52.

SPORTS

COUPE DE L'AMERICA : les demi-finales du trophée Louis-Vuitton

Toutes voiles dehors

Les demi-finales de la coupe Louis-Vuitton qui désignera le challenger pour la Coupe de l'America, ont mal débuté, dimanche 29 mars, pour les Français. Après avoir mené la régate de bout en bout, il-Moro-di-Venezia, supérieur au près, a finalement battu Ville-de-Paris de 1 min 24 s. Dans l'autre duel, New-Zealand s'est imposé de 1 min 43 s face à Nippon. Dans la deuxième des neuf régates qu'il doit disputer pour les demi-finales, Ville-de-Paris devrait rencontrer New-Zealand mardi.

SAN-DIEGO

de notre envoyé spécial

Amputé French-Kiss d'une bonne partie de son tableau arrière avant d'affronter New-Zealand en demi-finale de la coupe Louis-Vuitton 1987 à Fremantle (Australie), c'était le coup de bluff tenté par Marc Pajot, qui dirigeait alors son premier défi, et par Philippe Briand, l'architecte, pour reconstruire le moral de l'équipage français et tenter de faire douter leurs adversaires avant des régates qui semblaient perdues d'avance. Le subterfuge avait échoué, et les marins des antipodes l'avaient emporté par quatre victoires à zéro.

Rien de tel ne s'est passé à San-Diego où seul un œil très averti aurait pu deviner d'imperceptibles modifications sur les quatre « class America » appelés à se rencontrer en demi-finales. Illusions trompeuses. Comme ses trois adversaires, Ville-de-Paris est entré en chantier dès la fin du troisième tour éliminatoire pour d'importants travaux confiés à l'équipe technique de Jacques Franc.

Le changement le moins visible mais non le moins important a été celui du bulbe de quille, un lest de 15 à 18 tonnes suspendu au bout d'une voile en carbone de 4 mètres. Ces appendices qui assurent la stabilité du bateau et limitent sa dérive au près (contre le vent) représentent quelque 30 % de la tonnage et donc du frein du voilier. Tout gain hydrodynamique sur le profil de ces appendices se traduit dix dixèmes ou en centimes de nœud et donc en secondes sur un bord de régate.

Les améliorations apportées au Ville-de-Paris ne se sont pas limitées au chassai (coque et appendices), mais ont aussi porté sur le moteur (mât et voiles). Là encore, les modifications sont peu visibles. Comme le précédent, le nouveau mât en carbone fabriqué à Brest au chantier ACX est, en effet, à la hauteur

maximale (32,50 mètres) et au poids minimum (840 kg) fixés par la jauge des « class America ». L'utilisation d'une fibre de carbone américaine différente a toutefois permis d'obtenir un mât plus profilé et, surtout, plus rigide pour permettre de mieux exploiter encore la grand-voile.

L'adoption pour les « class America » de grand-voiles latées, assez proches de celles utilisées sur les multicoques, confère à priori un avantage initial aux multicoques français. De fait, l'observation du rond-de-chute (partie supérieure) de la grand-voile de Ville-de-Paris montre qu'il est plus arrondi que ceux des autres bateaux. Cette particularité ne serait pas étrangère à la supériorité souvent manifestée par le voilier français aux allures portantes.

Ronds-de-chute en ellipse

« Notre expérience des multicoques nous a permis de pousser un peu plus loin l'exploitation des ronds-de-chute », confirme Alain Leroux, responsable avec Laurent Delage de la voilerie du défi français. Les études aérodynamiques nous ont montré que le rendement maximal s'obtient avec un rond-de-chute en forme d'ellipse. Surtout sur le vent, instable, est très différent au ras de l'eau ou à trente-cinq mètres au sommet du mât. Comme le nouveau parcours de la Coupe de l'America privilégie désormais les allures portantes, cela nous a amené à soigner tout particulièrement les hautes voiles. »

Sans négliger pour autant les autres. Au terme de sa campagne californienne, Ville-de-Paris aura utilisé quelque cent cinquante voiles. Cette profusion peut s'expliquer par leur courte durée de vie à leur ren-

dement maximum : quarante heures pour une grand-voile, quinze à vingt heures pour un spinnaker et une dizaine d'heures pour un génois. Elle se justifie surtout par les recherches et les améliorations incessantes dont elles font l'objet.

Depuis le début des années 80, tous les défis de la Coupe de l'America ne se contentent plus d'acheter leurs voiles. Des filières nationales ou des cellules ont été mises en place par chacun d'eux pour concevoir les voiles les mieux adaptées aux caractéristiques du bateau, les assembler sur place et les recouper sans cesse en fonction des enseignements des relevés informatiques ou des régulateurs à bord. Les voilleries restent le plus souvent allumées une partie de la nuit pour préparer les voiles du lendemain.

Grâce aux budgets colossaux dont disposent certains défis pour leurs recherches, les campagnes pour la Coupe de l'America ont été à l'origine d'importantes innovations techniques. Ainsi les winches, les mâts en aluminium, les voiles en Dacron et en Mylar, les quilles à ailettes ont fait leur première apparition dans cette épreuve. « Les voilleries ne peuvent habituellement pas faire d'essais en soufflerie comme nous avons pu en effectuer en 1990 et 1991 à Saint-Cyr-l'Ecole afin de définir les meilleurs plans de voiles ou encore de bénéficier des tests de matériaux mis au point par le Centre national d'études spatiales (CNES) », explique Alain Leroux. A ce titre, la Coupe de l'America est une formidable banc d'essais pour la voile.

Au budget voiles du défi français qui avoisine les 10 millions de francs, il convient d'ajouter une somme équivalente pour l'apport technologique du CNES qui expé-

tise tous les matériaux du marché, apporte son expérience acquise dans les techniques spatiales et les voiles collées ou encore propose de nouveaux tissus comme l'Ariane 2, un polyéthylène une fois et demi plus léger et deux fois plus résistant que le Kevlar, utilisé pour les voiles de port de Ville-de-Paris.

Parce qu'elles constituent la partie la plus visible d'un « class America », les voiles peuvent aussi être utilisées comme arme psychologique par certains défis. Rouvrant avec la palette jaune et or du Kevlar, il-Moro-di-Venezia a arboré pour la première fois à San-Diego des voiles grises ou argentées à base de fibres de carbone. « C'est la plus importante découverte depuis le remplacement du Dacron par le Kevlar dix ans plus tôt », a aussitôt affirmé Paul Cayard, le skipper du défi italien. Si le poids du carbone est théoriquement deux fois inférieur à celui du Kevlar 49, le CNES fait remarquer qu'il est aussi plus cassant et que le pliage des voiles risque de se révéler destructif.

Guerre psychologique et commerciale

Pour ne pas être en reste, l'America 3, l'un des deux candidats américains à la défense du trophée, a annoncé la mise au point d'un « tissu composite de fibres de carbone et de molécules polymériques haute densité à cristallin liquide, qui rendrait le tissu italien préhistorique d'ici dix mois. » Sur la seule grand-voile, le gain devrait se chiffrer à « 30 secondes sur un parcours ». Ce matériau, baptisé « Cuben fiber », serait, selon le CNES, « comparable du point de vue de l'élasticité à celui d'un Kevlar », et son degré cristallin ne serait pas supérieur à celui de certaines voiles de Ville-de-Paris.

Les deux nouveaux produits ont aussitôt été brevetés par la Montedison, commanditaire du bateau italien, et par America 3 pour une future exploitation commerciale. Si la conquête du plus vieux trophée sportif du monde reste une priorité pour les défis encore en course à San-Diego, cette conquête ne va pas sans arrière-pensées commerciales. « Le budget du défi français (180 millions de francs) peut paraître colossal, mais il représente à peine plus de 5 % du marché national de la plaisance (3 milliards de francs) et peut lui apporter beaucoup plus », note Philippe Briand. Les industries nautiques des pays concernés ne peuvent, en effet, rêver aujourd'hui de plus belle vitrine que la Coupe de l'America.

GÉRARD ALBOUY

Un « espion » français surpris par les Japonais

Un plongeur sous-marin français a été surpris, dimanche 29 mars, par les Japonais au moment où Nippon quittait sa base pour aller disputer sa demi-finale contre New Zealand. Yvon Kergreis était employé comme consultant par le Défi français. Dans un communiqué publié quelques heures après cet incident, les responsables de Ville-de-Paris ont expliqué que M. Kergreis leur avait dit que c'était à la suite d'un pari

avec d'autres membres du Défi français qu'il avait plongé dans les eaux « interdites » de la base japonaise. « En raison de notre refus d'accepter un tel type d'activité, poursuit le communiqué, M. Kergreis, qui a présenté ses excuses, a été relevé de ses fonctions et va retourner en France. » Selon les mêmes responsables, les Japonais, qui n'ont pas porté plainte, ont fait savoir qu'ils considéraient l'incident comme clos.

TENNIS : la France éliminée par la Suisse en Coupe Davis

Retour sur terre

En battant Thierry Champion (3-6, 6-4, 7-6 [3-6], 7-5), Jakob Hlasek a qualifié, dimanche 29 mars à Nîmes, la Suisse pour les demi-finales de la Coupe Davis, au détriment de la France. Menés 2 à 0 à l'issue de la première journée (le Monde daté 29-30 mars), les Français, tenants du titre, ont gagné le double, Guy Forget et Henri Leconte s'imposant face à la paire Hlasek-Rosset (4-6, 4-6, 6-2, 7-6 [7-5], 6-4). Dans le cinquième match, Arnaud Boetsch a battu Marc Rosset 6-4, 6-4. Pour la première fois de son histoire, la Confédération helvétique accède aux demi-finales, où elle rencontrera le Brésil ou l'Italie.

NIMES

de notre envoyée spéciale

« Je ne me souviens plus des points que j'ai perdus », Thierry Champion a beau chercher, il y a un trou noir dans sa mémoire. Banni, le souvenir de ses six balles de set gâchées dans la troisième manche. Oubliées, toutes les vaines occasions de revenir dans la partie au cours du quatrième et dernier set de son match contre Jakob Hlasek. Thierry Champion se sent perdu, malheureux, comme si la défaite de l'équipe de France en quarts de finale de la Coupe Davis pesait sur ses seules épaules. Menés 2-1 samedi soir, les Français devaient, pour se qualifier dimanche, gagner les deux dernières rencontres de l'épreuve. La tâche était presque impossible. Elle fut impossible. La Suisse a acquis sa place en demi-finales et la

France ne pourra défendre « son » saladier d'argent, décroché en décembre 1991 à Lyon face aux Etats-Unis.

Dans l'euphorie de la victoire lyonnaise, on avait sans doute oublié que l'équipe de France se résumait presque à deux joueurs, Guy Forget et Henri Leconte. Yannick Noah espérait que la relève serait prête en cas de blessure de ses deux gardes. Il n'en fut rien : ses gagnants ne sont pas encore des gagnants.

Samedi, les deux aînés ont remué le fer dans la plaie. Jouant les invités vedettes dans un double haletant, ils ont cruellement rappelé l'âge d'or d'il y a trois mois seulement : Henri qui carage, Forget qui roule des yeux, Henri qui gueule, Forget tendu, Henri génial, la foule houleuse et généreuse. Suspense, victoire, embrassades.

« Faire d'empoigne »

On s'était couché plein d'espoir, assoté peut-être par un doute. Les deux convalescents auraient-ils pu jouer en simples et auraient-ils gagné ? Les principaux intéressés étaient la question avec malice. L'essentiel était d'avoir redonné de l'espoir et des ailes aux « jeunes » pour leurs dernières rencontres. Dimanche, on rêvait de miracle. Les 11 flammes allumées par Forget et Leconte a été soufflée, en un peu plus de quatre heures, par la résistance têtue de Hlasek. Tout était fini.

L'aventure est donc terminée cette année pour les Français. Fin de partie, aussi, pour le public. Quatre mois après le sacre, il avait pris de l'assurance et mis son cœur à soutenir ses joueurs. A Nîmes, nombreux étaient les spectateurs venus avec l'attirail du petit supporter : une trompette ou une

corne de brume, un drapeau ou une banderole, du maquillage et, pourquoi pas, une perruque aux couleurs nationales ou des cloches de vache pour les Suisses.

« En quelques années, le public de la Coupe Davis est devenu de plus en plus démonstratif », dit le Belge Michel Willems, juge-arbitre de la rencontre. Ici, ce n'est pas un tournoi. On soutient un pays, pas un joueur isolé. La présence de supporters suisses est un symbole de cette évolution. Attention cependant à ce que les encouragements ne dégénèrent pas en foire d'empoigne. Mais de l'ambiance, oui, lorsque les supporters ont du cœur et, donc, du respect pour les deux joueurs. »

Le juge-arbitre belge goûte ses derniers instants de répit. Dans quelques minutes, il lui faudra entrer dans l'arène, une quatrième fois. Assis dans les tribunes, derrière l'arbitre de chaise, il l'aidera à contenir cris et quolibets ou à

accorder un seul tour de piste à la « ola » pour permettre à Champion et Hlasek de s'affronter dans un semblant de paix. Il va redouter les points litigieux. Michel Willems est donc intervenu, dimanche, non pour mater la foule, mais pour préserver une ambiance de fête et de suspense quand certains ne soutenaient plus une équipe, mais combattaient des adversaires. Même Guy Forget l'a aidé, parfois, à apaiser la houle.

La Fédération internationale de tennis est, semble-t-il, sensible à la montée du « bruit » sur les courts. Un joueur, soutenu par des fans un peu trop démonstratifs, ou qui provoque l'indiscipline ou la colère de l'assistance, peut être averti, puis pénalisé d'un point. Ces nouvelles dispositions ont été appliquées à Nîmes. Dimanche, vaincus et vainqueurs remerciaient pourtant chaleureusement le public des arènes. « Je veux les mêmes supporters pour les demi-finales ! », s'écriait Jakob Hlasek.

Match-test pour les jeunes coqs de l'équipe de France, la rencontre France-Suisse, comme les autres quarts de finale de la Coupe Davis, a offert aussi un champ d'observation pour l'avenir du service. Inquiète de l'importance que prend la mise en jeu dans une rencontre, à l'avantage des coéquipiers et des grands parons, la Fédération internationale de tennis s'interroge sur d'éventuelles modifications de règlement. Service unique, réduction de la pression de la balle, diminution du carré de service, les experts entament à peine des débats qui seront longs et peut-être vains. Ici là, Champion et Boetsch ont tout le temps de travailler leur service. Et Yannick Noah de trouver la relève.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats

ATHLÉTISME

Triplé français au marathon de Paris

Le Français Luis Soares (Marignane) a remporté, dimanche 29 mars, le Marathon de Paris en réalisant la meilleure performance française sur la distance (2 h 10 min 3 s). Cette performance, qui améliore de 43 secondes le record établi en 1986 par Jacky Bonberger, lui vaut le titre de champion de France et sa sélection pour les Jeux olympiques de Barcelone. Deuxième à 1 min 7 s, Pascal Zilliox (Nancy), a lui aussi gagné sa sélection, au détriment de Jean-Baptiste Prouzet (Ivry-la-Moutagne) arrivé troisième en 2 h 12 min 23 s (record personnel).

BASKET-BALL

Championnat de France
(Finale de finale, matches aller)
Montpellier B. Rouen... 84-80
Amiens B. Châlons-sur-Marne... 78-73
Orléans B. Levallois... 85-77
Villeneuve B. Mulhouse... 87-80

CYCLISME

Critérium International
Deux semaines après sa victoire dans Paris-Nice, le Français Jean-François Bernard a remporté le Critérium International, dimanche 29 mars en Avignon. Troisième de la course de côte disputée dans la matinée, il a assuré sa victoire en prenant la deuxième place du contre-la-montre (12,5 km), à 28/100 de seconde de Francis Moreau, champion du monde de poursuite. Au classement général, Jean-François Bernard a devancé le Néerlandais Gert-Jan Theunisse de 20 secondes et l'Italien Giorgio Furlan de 25 secondes.

FOOTBALL

Championnat de France
Première division
(Trente-troisième journée)
Monaco B. Lens... 1-0
Auxerre B. Montpellier... 1-0
Sochaux B. Toulon... 2-0
Metz B. Nantes... 0-0
Paris SG B. Nîmes... 1-0
Clermont B. Lille... 3-3
Marseille B. La Havre... 2-0
Toulouse B. Lyon... 1-0
Nantes B. Nancy... 0-0
Saint-Etienne B. Cannes... 2-0
Classement : 1. Marseille, 49 pts ; 2. Monaco, 47 ; 3. Paris-SG, 43 ; 4. Auxerre, 39 ; 5. Montpellier et Caen, 37 ; 6. La Havre, 36 ; 7. Nantes, 34 ; 8. Saint-Etienne et Lens, 33 ; 9. Lille, 32 ; 10. Metz et Toulouse, 31 ; 11. Toulon, 30 ; 12. Lyon, 28 ; 13. Sochaux, 27 ; 14. Nîmes, 26 ; 15. Cannes et Rennes, 25 ; 16. Nancy, 21.

Deuxième division
(Trente-et-unième journée)
GROUPE A
Guingamp B. Valenciennes... 2-1
Red Star B. Amiens... 0-0
Lorient B. Caen... 1-1
La Roche-sur-Yon B. Sedan... 1-0
Le Mans B. Angers... 0-0
Brest B. Angers... 3-1
Laval B. Dunkerque... 1-0
Bordeaux B. Orléans... 1-0 (par forfait)
Exempt : Rouen
Classement : 1. Angers, 39 pts ; 2. Valenciennes, 38 ; 3. Laval, 34 ; 4. Rouen, Le Mans et Guingamp, 33.

GROUPE B
Strasbourg B. Perpignan... 2-1
Istres B. Ajaccio... 2-0
Annecy B. Alès... 1-1
Grenoble B. Saint-Quentin... 1-0
Bordeaux B. Rodez... 0-0
Châteauroux B. Guingamp... 0-0
Nîmes B. Saint-Sébastien... 0-0
Géral B. Marignac... 1-1
Mulhouse B. Bastia... 1-0
Classement : 1. Bordeaux, 47 pts ; 2. Strasbourg, 45 ; 3. Istres, 43 ; 4. Bastia, 37 ; 5. Ajaccio, 36.

MOTOCYCLISME
Grand Prix du Japon
L'Australien Michael Doohan (Honda) s'est imposé, dimanche 29 mars, dans le Grand Prix du Japon de vitesse, première épreuve du championnat du monde des 500 cc. Il a devancé, sur une piste détrempée, les Américains Doug Chandler (Suzuki) et Kevin Schwantz (Suzuki). La course a été marquée par de nombreuses chutes, dont celle de l'Australien Wayne Gardner, champion du monde en 1987, qui s'est fracturé la jambe droite. En 250 cc, la victoire est revenue à l'Italien Luca Cadella (Honda), qui a précédé les Japonais Tadayuki Okada (Honda) et Nobuharu Aoki (Honda).

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux
pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Distique

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
15 minutes par jour pour apprendre le solfège

CULTURE

MUSIQUES

Caetano Veloso, ou les vertus du désordre

Le nouvel album du Bahianais dresse un portrait impitoyable d'un Brésil écartelé entre le merveilleux et le réel

SALVADOR-DE-BAHIA

de notre envoyée spéciale

L'immense tournoi jaune qui étale sur la pochette du nouvel album de Caetano Veloso, *Circuladô*, est une fleur superbement ambiguë. Des pétales tournés en cercle, un cœur resserré sur son centre, traversé d'un œil et d'une bouche découpés.

Réponse graphique à la question posée en onze titres, onze métaphores, par le plus prophétique des musiciens sud-américains de la fin du siècle : qu'est-ce que le Brésil aujourd'hui ? Cette superbe Noire qui passe dans la rue, ou ce *Ca do mundo*, que Caetano, inspiré d'un poème de Jean Genet, décrit comme le plus délicieux et le plus putride qui soit ?

Ne nous y trompons pas, la

question n'est ni gratuite ni confortable. En remuant le terreau fertile du désordre ambiant, Caetano Veloso ne va pas en rajouter sur la misère, l'économie chancelante ou la corruption, toutes choses somme toute rassurantes, tant qu'elles restent dans les limites du supportable. *Estrangeiro*, l'album précédent, tirait les sonnettes d'alarme : il y a dans « ces trente millions d'enfants abandonnés au Brésil avec leurs seins qui poussent, leurs sexes qui grandissent » les traces d'un autre monde. *Circuladô* affine plus cruellement l'analyse : nous sommes ici *Fora da nova ordem mundial*, en dehors du nouvel ordre mondial, le motif que des voix polyglottes nous chantent inlassablement : ici, les règles du jeu sont chamboulées. Préfigurent-elles l'avenir du monde ou l'effondrement d'une nation ?

Caetano Veloso est bahianais, né, comme sa sœur Maria Bethânia, à une centaine de kilomètres de Salvador, à Santo-Amaro, une petite ville endormie du Reconcavo bahiano, large entaille creusée dans les terres par les bras de mer et les fleuves. La région fut gavée d'or et de baroque au temps de la splendeur sucrière, mais aussi des contes populaires, des danses de la Saint-Jean, des légendes bizarres et cruelles qui mettaient face à face *cangaceiros* et *coronéis*, les bandits et les voleurs. Et, à trois pas, Salvador-de-Bahia, la ville nègre bercée par la douceur et la sensualité de la mer à Itapua, le balancement des chansons de Dorival Caymmi.

Le chemin de la contestation

Caetano Veloso, cinquante ans cette année, a les tempes grises et des airs de jeune homme doux. Exilé pour deux ans à Londres par les militaires en 1969, l'inventeur de la vague « tropicaliste » des années 70, aux côtés de Gilberto Gil et de Gal Costa, reprend aujourd'hui le chemin de la contestation. Plus nuancé, plus tranchant à la fois.

« *Circuladô* n'est pas à proprement parler un disque pessimiste. Je me demande seulement si le Brésil est encore possible en tant que projet. Peut-être va-t-il tout simplement s'effondrer, sombrer, et personne n'en entendra plus parler. Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire du monde qu'un pays disparaît. Mais, à travers cette sensation de désespoir, nous partageons tous ici une passion quasi mystique pour le Brésil qui doit être merveilleux. Or il est souvent monstrueux, avec ses millions de chômeurs, cette distribution des revenus totalement défectueuse, ces réactions maladroites face à la démocratisation de l'enseignement. La violence, les tendances fascistes se développent. On tue des enfants, des mendicants dans la rue, on lynche les marginaux - en particulier ici, à Salvador. Pourtant, nous avons un président de la République élu au suffrage universel. Avant, sous le régime militaire, c'était la loi du silence. Aujourd'hui, nous savons tout : nous voyons les morts à la télévision, nous connaissons le nom des assassins, celui des victimes, leurs photos s'étalent dans les journaux, et rien ne se passe. »

La démocratie s'apprend-elle ? En déclarant il y a quelques mois à l'hebdomadaire *Veja* qu'elle allait de pair avec une certaine mentalité populaire, celui qui fut le porte-parole d'une génération antitotalitaire a créé un chahut encore mal digéré. « Je croirai à la démocratie le jour où les Brésiliens, les Bahianais, entre autres, feront preuve d'un peu plus de civisme en arrêtant aux feux rouges plutôt que de les griller systématiquement au péril de la vie d'autrui. » Illustration du propos, *Neide Candelina*, la négresse chic du disque, « une démocrate sociale-raciale » qui enseigne le portugais au cours du soir, conduit une Volkswagen petit modèle et « n'a jamais grillé un seul feu rouge ».

Adversaire avoué de l'actuel président Fernando Collor et partisan du candidat social-démocrate Leo-



Caetano Veloso.

nel Brizola (PDT) lors de la campagne électorale de 1989, Caetano ne démonte pourtant pas de la nécessité démocratique : « Nous avons un énorme abcès à crever. Nous sommes face à nous-mêmes, il faut laisser apparaître les plaies et les bosses. Le mot *Circuladô* est emprunté à un poème d'Heraldo de Campos. *Circuladô* de Fula, que j'ai mis ici en musique, et qui lui avait été inspiré par un vieux salimbanque. Le mot véhicule l'idée de circulation, de mouvement, de brassage. Je voudrais que cet air circule, que l'air circule. Dans le même registre, le titre *Fora da nova ordem mundial* marque, en même temps que l'idée de dérègle-

ment total, une fierté d'être différents, originaux. »

Circuladô est en soi un voyage circulaire, un coup de vent soufflé de Rio à New-York. « J'ai fait le mixage de ce disque à New-York, consentant, mais un peu sans le vouloir, j'ai dans l'idée qu'on peut tout faire ici. La preuve, depuis 1970, je produis moi-même mes disques, et ils ne sont pas moins bons pour autant. J'ai accueilli les offres américaines avec sympathie, mais, dans le fond, je ne vois aucune nécessité à quitter le Brésil.

Lamentos nordestins

« *Estrangeiro* avait été produit par deux musiciens américains, Peter Scherer et Arto Lindsay. C'était la première fois que l'on me proposait une sortie mondiale. J'y avais donc mis beaucoup de moi-même, le résultat était autocontenue, comme si j'avais senti une nécessité inconsciente de me faire connaître du monde entier, qui ne me connaissait pas. Peter Scherer est un fou du clavier, qui joue des synthétiseurs comme s'il jouait du banjo (petite guitare). Pour *Circuladô*, quand j'ai su qu'il n'était pas disponible, j'étais triste, puis j'ai découvert que travailler avec Arto Lindsay, qui connaît parfaitement le Brésil, me donnait plus de liberté. Il a amené des sonorités à lui, son jeu de guitare, ce déchirement atonal qui conduit sur le chemin de la tonalité, que j'adore. »

Les mélodies suaves, les lamentos nordestins et les frevos de carnaval de Caetano se sont-ils laissés envahir par l'avant-garde new-yorkaise et le rock désarticulé des *Ambitious Lovers* ? « Certainement pas. Un jour nous avons enregistré un de ces solos fous d'Arto, puis nous sommes allés à un concert de Sting. Ma femme, Paulinha, qui était enceinte, avait arrêté de fumer, mais elle regretait qu'il n'y ait plus de briquets allumés, puisque la cigarette est devenue impossible aux États-Unis. J'ai raconté ça simplement sur le solo. A par ce titre, *Ela Ela*, le disque est totalement tourné vers le Brésil. » Le pays où « tout paraît encore en construction, mais qui est déjà en ruine. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► 1 CD Phonogram 5106392.

► Arto Lindsay en concert avec John Zorn le 22 avril à Saint-Ouen dans le cadre du festival Banlieues bleues.

Rio - New-York - Rio

Le Japonais Ryuichi Sakamoto aux claviers et aux samples, le Brésilien Jacques Morelenbaum, violoncelliste attiré du jazzman Egberto Gismonti, le guitariste français Marc Ribot, plus les amis - Gilberto Gil, Gal Costa, Bebel Gilberto, Marçal et bien sûr Arto Lindsay à la guitare et à la production : *Circuladô* est un album brésilien « transmondial » extrêmement soigné. Enregistré à Rio-de-Janeiro l'été passé, mixé à New-York avec l'aide du producteur américain Jeff Young, il absorbe tous les courants de la musique moderne.

Violence et douceur : la dissonance des guitares d'Arto Lindsay, les percussions des Brési-

liens Marçal et Nana Vasconcelos, l'accordéon d'Oswaldinho ou les touches impressionnistes de Sakamoto font le lit, en toute discrétion, de la voix extrêmement mélodique de Caetano Veloso. L'album surprend avec ses rythmes travaillés dans le roc, ses mariages impossibles de tous les débordements concertés (*O Cu do Mundo*, ou encore le très beau et très traditionnel *Baiao da Pampa*) et son intimité veloutée (*Lindaza*, avec violons et tonalité proche de Joao Gilberto). Les arrangements, les mots, y sont ciselés avec l'énergie d'un désespoir illuminé. Il n'est, en ce sens, comparable à rien. V. Mo.

ARTS

Le pêcheur de perles

Une partie de la collection du couturier Jacques Doucet est exposée en Suisse

MARTIGNY

de notre envoyé spécial

C'est une histoire extrêmement rare, une fable presque, et d'une haute moralité, celle d'un homme qui fit fortune dans la mode, mais ne gagna rien qu'il n'ait aussitôt consacré aux beaux-arts. Jacques Doucet naquit en 1853 dans un commerce de lingerie féminine, rue de la Paix. Son grand-père avait fondé une chemiserie pour hommes. Ses aïeux étaient joailliers. Qu'il soit devenu lui-même couturier, rien d'étonnant. Qu'il ait fait figure très tôt de maître dans sa profession mérite déjà plus de considération. Vers 1900, une femme du monde ou du demi-monde ne pouvait décemment se montrer dans un salon ou un restaurant de luxe parisien que dans une robe de Doucet, avec ce qu'il fallait de plissés, de volants, de broderies et d'innombrables ornements et artifices. Cet engouement dura longtemps et survécut même à la guerre et à Paul Poiret. La duchesse de Guermantes s'habillait en Doucet, comme, avant elle, Réjane, Sarah Bernhardt et Cécile Sorel, que le couturier avait eu l'esprit d'employer à la manière d'enseignes vivantes de sa maison.

Ce ne sont cependant ni ses inventions ni sa prospérité qui ont fait la célébrité posthume de Doucet - mais la façon véritablement royale qu'il eut de dépenser ses bénéfices. En 1874, à vingt et un ans, il achète un paysage de Raffaelli. En 1879, à sa mort, il a légué à l'Université de Paris un bâtiment entier, rue Michéle, destiné à l'enseignement de l'histoire de l'art et la conservation d'une bibliothèque immense, d'une non moins immense collection d'estampes et d'un fonds de manuscrits, sa bibliothèque dite litté-

raire. Veut-on des chiffres ? En 1914, il avait déjà acheté plus de cent ouvrages, vingt mille lettres autographes d'artistes et d'écrivains, cinq cents manuscrits, une photothèque de cent cinquante mille clichés et un cabinet de quinze mille estampes, lequel traita du XIX^e siècle et des contemporains. Doucet avait constitué d'abord un formidable ensemble à la gloire du XVIII^e siècle français, le seul comparable, disait-on, à la collection Wallace à Londres. Meubles, dessins, tableaux, bronzes, il n'y manquait rien. En juin 1912, Doucet dispersa tout cela aux enchères pour la somme de 13 millions de francs-or, laquelle somme il investit aussitôt dans l'entreprise de la bibliothèque et des collections contemporaines.

Stupéfiantes folies

Vendre Boucher et Watteau pour acheter Derain et Matisse ? L'extravagance de cette conduite ajouta à la réputation d'original de Doucet - qui n'en avait cure. Il n'était du reste pas le premier grand amateur à renoncer à l'ancien pour le moderne. Quelques décennies avant lui, Beurdely avait troqué ses Hollandais et ses Flamands contre des Delacroix et des Manet. Mais Doucet fit mieux encore, de plus stupéfiantes folies. Dans les années 20, à plus de soixante-dix ans, il choisit pour conseiller artistique un jeune poète très agité et virulent, nommé André Breton, le pensionnaire et obéissant à ses avis. C'est alors, épisode légendaire, que le vieux monsieur qui ressemblait à Degas acquit, la *Charmante de serpent* du Douanier Rousseau et les *Demoiselles d'Avignon* de Picasso. Il les paya 25 000 francs, par mensualités de 2 000 francs. A sa

mort, son studio de Neuilly était orné de ces deux chefs-d'œuvre et de toiles cubistes de Braque et de Derain dont aucun musée français n'aurait alors voulu.

Tel fut Jacques Doucet, le premier des amateurs d'art français de son temps. Et telles l'ignorance et l'indifférence de l'administration, fut-elle culturelle, que lorsque les conservateurs de sa collection se sont avisés, il y a quelques années, que l'acidité des cartons qui contenaient les estampes menaçait eaux-fortes et lithographies, ils n'ont pu d'abord trouver les fonds nécessaires à la restauration. Pour les autorités de tutelle, Université et ministère de l'Éducation nationale, ce n'était là qu'une affaire de troisième ordre. Le sauvetage a donc été mené grâce à l'aide d'un mécène suisse, lui-même collectionneur, Léonard Giannotta, qui a accepté de verser 750 000 francs pour éviter la dégradation de ce patrimoine. En manière de remerciements, la Bibliothèque Doucet a prêté à la fondation qu'il dirige à Martigny cent soixante planches parmi les plus précieuses, cent soixante eaux-fortes, lithographies, monotypes, bois et zincographies, qui composent une brève histoire de la gravure de Goya au cubisme.

Pour bien faire, il faudrait dresser le catalogue complet de l'exposition, tant elle compte de feuilles rares, tirées à quelques exemplaires. Que préférer dans cette anthologie ? Les monotypes de Degas repris au fusain et à l'essence ou les bois de Vlaminck, surprenants de force et d'élégance ? Les Manet ou les Matisse ? Les taurinches de Goya ou les scènes de mœurs de Lautrec ? Faut-il privilégier les séries les plus inattendues, œuvre japonisantes de Mary Cassatt,

cubisme italianisé de Derain, planche, néo-impressionniste de Cross et Signac, élégamment chamarrées ? Ce serait négliger les Rodin, les portraits dessinés par Odilon Redon, les Steinlen, les Van Gogh, les Pissarro et les Delacroix.

Aussi, pour finir, ne rendra-t-on hommage qu'à une série qui, plus que toute autre, témoigne de l'intelligence de Jacques Doucet. Ayant acquis les zincographies sur papier jaune canari que Gauguin présenta en 1889 à l'exposition, depuis historique, du café Volpini, Doucet y adjoignit celles d'Emile Bernard, exécutées en même temps, sur les mêmes sages bruns, à l'aide des mêmes références artistiques et des mêmes procédés, et exposées, elles aussi, en 1889 dans cette brasserie. Ce sont des images singulières, où maladresse voulue et surnaturel de tous se combinent, où Bernard joue tantôt à l'enfant tantôt au Japonais. L'accrochage, habilement, a mêlé les Gauguin et les Bernard, afin d'ajouter aux plaisirs de la découverte et de l'œil ceux d'une petite leçon d'histoire de l'art. On ne saurait être plus fidèle à l'exemple du grand Doucet.

PHILIPPE DAGEN

► Fondation Pierre Gianadda, Martigny, Suisse. Tél. : 19-26-22-39-78. Jusqu'au 8 juin.

► Précision. - Le Festival Littérature et Cinéma, consacré cette année à Orson Welles, se tient jusqu'au 7 avril à Vichy.

► Renseignements : 70-98-41-79.

28 AVRIL - 3 MAI

LE PRINTEMPS DE BOURGES 92

Plus de 4000 minutes de musique non-stop

France Inter

JOE COCKER
THE SILENCERS
CHARLÉNE COUTURE
MECANO
KAT ONOMA
JULIETTE GRÉCO
BOB BROZMAN
STEPHAN EICHER
VALÉRIE LEMERCIER
DAVE STEWART
HENRI SALVADOR
LEON REDBONE
YMA SUMAC
JEAN-PIERRE KALFON
GARLAND JEFFREYS
JACQUES HIGELIN
MY BLOODY VALENTINE
THE BEAUTIFUL SOUTH
GALLIANO
THE RAMONES
JAH WOBBLE
MADREDEUS
STEEL PULSE
THE POGUES+
JOE STRUMMER...

Centre France

avec la complicité de

AIR FRANCE

INFOS/LOC (16) 48 24 30 50

Minitel 3615 + PDB

Points de vente : • Bourges : Carrefour, Espace Printemps • Paris : Virgin Mégastore • Lyon : Adéco.

Ministère de la Culture et de la Communication, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Conseil Général du Cher, Conseil Régional du Centre, Ville de Bourges, Maison de la Culture de Bourges, ADAMI, Fonds de Soutien de la Chanson, des Variétés et du Jazz, Fondation pour la Création Musicale, SACEM, SPEDIDAM, SPPF, SCFP.

هنا من الأصل

désordre

le réel

Le Groupe BNP en 1991, redressement confirmé :

- résultat d'exploitation courant : +19,6 %
- résultat net, part du Groupe : +81,7 %

Réuni le 25 mars 1992, sous la présidence de M. René THOMAS, le conseil d'administration de la BNP a pris connaissance des résultats consolidés provisoires de l'exercice 1991. Les comptes définitifs seront arrêtés le 23 avril 1992.

L'année 1991 a été caractérisée par trois éléments : une conjoncture incertaine qui a entraîné un ralentissement de la demande de crédit et une détérioration des risques sur la clientèle ; une érosion des dépôts à vue ; des taux d'intérêt élevés qui ont pesé sur la marge d'intermédiation.

Compte-tenu de ces éléments et des résultats de l'exercice 1990, la BNP s'était fixée trois objectifs prioritaires : maîtriser l'évolution des frais de gestion, enrayer la dégradation des marges et accroître le produit des commissions. Ces objectifs ont été atteints et ont contribué au redressement du résultat d'exploitation courant.

Le résultat net — part du groupe — est de 2,9 milliards de francs, en progression de 81,7 %.

Cette amélioration a été obtenue malgré un nouvel accroissement des provisions. D'une part les dotations relatives aux risques de clientèle, en France comme à l'étranger, ont été doublées. D'autre part, la BNP a constitué une importante provision pour ses créances sur l'ex-U.R.S.S. Au total, les provisions pour risques-pays couvrent, en fin 1991, plus de 57 % des encours portés sur plus de 70 pays, l'ex-U.R.S.S. comprise.

Dans ces conditions, les résultats consolidés provisoires du groupe BNP s'établissent comme suit (en milliards de francs).

	1991	1990	Variation 91/90	
			En Milliards	En %
Produit bancaire courant	35,2	35,2	+2,7	+ 7,7
Frais de gestion	26,1	26,1	+1,0	+ 3,6
Résultat courant	9,0	9,0	+1,8	+19,6
Résultat d'exploitation	9,7	9,7	+1,1	+12,1
Provisions	7,1	7,1	+1,0	+13,9
Résultat net d'ensemble	2,1	2,1	+1,3	+58,6
Résultat net, part du groupe	1,6	1,6	+1,3	+81,7

Les commentaires qu'appellent ces données provisoires sont les suivants :

■ Pour le groupe BNP, le résultat d'exploitation courant consolidé s'élève à 10,8 milliards de francs, en hausse de 1,8 milliard, soit de l'ordre de 20 %. Cette évolution résulte d'une hausse de 7,7 % environ des produits courants et de 3,6 % des frais de gestion.

Les opérations d'exploitation non récurrentes, en particulier celles qui portent sur la cession de titres de placement, ont dégagé en 1991 un résultat inférieur de 0,6 milliard à celui de 1990. Dans ces conditions, le résultat d'exploitation consolidé a augmenté de 1,1 milliard, soit de 12 % environ.

■ En France, le résultat courant de la BNP a été de l'ordre de 6 milliards, en hausse de 1,1 milliard, soit

plus de 22 %. Les frais de gestion ont été accrus de 1,4 % seulement, soit moins de la moitié du rythme de l'inflation ; cette hausse provient des frais de personnel, les autres frais de gestion étant stables. Pour leur part, les produits de l'exploitation courante augmentent de 6 % environ, notamment par suite d'une hausse de 15 % du produit des commissions.

Compte-tenu d'une diminution de 0,4 milliard du résultat des opérations non récurrentes — principalement sur titres de placement et sur les avoirs en devises — le résultat d'exploitation de la BNP en France augmente de 0,7 milliard soit de 13 %.

Au plan de l'activité, dans un contexte conjoncturel peu porteur, les crédits à la clientèle, soit 395 milliards ont encore progressé de 8,5 % : les crédits aux entreprises ont augmenté de 9,3 % — et les seuls crédits d'équipement de 14 % — tandis que les crédits aux particuliers progressent de 7,3 %.

Les ressources provenant de la clientèle, soit 326 milliards de francs, ont été accrues de 7,4 % : la diminution des dépôts à vue de 3,6 milliards a eu pour effet de ramener à 34 % leur part dans les ressources de la clientèle ; les ressources réglementées et les P.E.P. ont augmenté de 4,2 milliards et constituent environ 30 % de l'ensemble.

L'ensemble des dépôts et des fonds gérés (OPCYM, assurance-vie) s'est élevé à 541 milliards de francs, en hausse de 7,5 %.

■ Les filiales de la BNP en France ont dégagé un résultat d'exploitation de 1,6 milliard de francs, dont 1,3 milliard en hausse de 17 % pour les filiales d'exploitation.

■ A l'étranger, le réseau international de la BNP a dégagé un résultat d'exploitation de 3,2 milliards de francs, en hausse de 19,3 %. La hausse du résultat courant est de 17,5 % : les produits de l'exploitation courante ont augmenté de 13,5 %, tandis que les frais de gestion progressent de 11,6 %. Les résultats de la zone AMERIQUES ont augmenté de 6 %, ceux de l'EUROPE de 16 %, ceux de l'AFRIQUE-MOYEN ORIENT de 18 % et ceux de l'ASIE-OCEANIE de 48 %.

Au total, sans retrouver les niveaux de 1989, les résultats consolidés ont été sensiblement améliorés. Ils témoignent de la capacité du groupe à faire face à un environnement économique caractérisé par l'aggravation des risques et à un environnement bancaire en mutation accélérée.

BNP

TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER

perles

CULTURE

MUSIQUES

Joe Cocker, le savoir-survivre

Ancienne star déchue, nouveau notable du rock, l'ex-employé du gaz de Sheffield chante toujours

JOE COCKER
à Bercy

« Je me suis dit que j'avais encore quelques années de rock en moi ». Le front dégarni, la bedaine discrète mais indéniable, les manières avinées, tout semble confirmer cette affirmation. Mais c'est Joe Cocker qui parle. Chanteur de rock depuis le milieu des années 60. Un homme qui a fait Woodstock et a traversé des déserts dont nul autre que lui n'aurait pu ressortir.

Après s'être fait la remarque déjà citée, Joe Cocker a rejoint les rangs des protégés de Roger Davies, le manager - entre autres - de Tina Turner. Il passe beaucoup de temps sur la route, mais les choses ont bien changé depuis les années 60. Dans une suite d'un palace de Munich, étape d'une tournée qui s'achèvera à Paris, l'ex-employé du gaz de Sheffield mesure le chemin parcouru : « Dans les années 60, nous descendions dans des hôtels lamentables, personne ne parlait anglais. Aujourd'hui tout est organisé, plus question d'attendre jusqu'à quatre heures du matin pour savoir qui va monter sur scène en premier. »

Juste après Woodstock, Joe Cocker fut le personnage central de l'épopée Mad Dogs and Englishmen, tournée communautaire qui promena une tribu hippie à travers les Etats-Unis sous l'objectif de la caméra de D. A. Pennebaker. La dissolution des Mad Dogs marqua le début d'un déclin qui devait durer une décennie. En 1982, *Up Where We Belong*, chanson mièvre tirée de la bande originale d'*Officer and a Gentleman*, ramena Cocker en haut des hit-parades d'où il n'est plus jamais redescendu. Sortant régulièrement des albums honorables mais jamais enthousiasmants, il ne s'est pourtant jamais tout à fait aliéné le public rock tout en attirant une fraction consi-

quente (surtout pour ses comptables) du public pseudo-rock, celui qui ne jure que par Dire Straits. Joe Cocker est émouvant lorsqu'il parle du blues, de sa rencontre avec la musique de Ray Charles, qui devait définir une fois pour toute sa manière de chanter, de la pénurie de bonnes chansons.

Il raconte aussi comment il a retrouvé au bout de dix ans de séparation Chris Stainton, un ami qui a commencé en jouant du piano avec lui à Sheffield et l'a accompagné de Woodstock en Mad Dogs.

Strict nécessaire

C'est Chris Stainton qui lance note pour note, avec la même joie funky, l'intro de *Cry Me a River*, le titre qui ouvre le concert. Ce que Joe Cocker n'a pas raconté, c'est le reste : l'emballage de rock synthétique qui voile les souvenirs. Le groupe sans couleur, compétent, se limite au strict nécessaire : un sax appuyé par des synthétiseurs en manière de section de cuivres, une rythmique lourde sans débanchement, triste. La moitié du groupe (dont John Miles aux guitares et aux claviers, qui se fit remarquer en son temps avec le tube *Music Was My Love*) travaille pour Tina Turner quand Joe Cocker se repose dans son ranch de Santa-Barbara.

Restent la démonstration permanente d'une voix extraordinaire, quelques éclairs de nostalgie : *Cry Me a River*, *Feelin' Alright*, le classique hippie de Dave Mason. Au début de *Unchain my Heart*, Cocker chuchote accompagné du seul piano de Chris Stainton, comme il aurait dû le faire tout au long de la soirée. Mais alors, le stade couvert n'aurait pas été plein.

THOMAS SOTINE

► Le 31 mars, à 20 h 30, au POPB, 75012 Paris. En première partie, Tony Joe White.

THÉÂTRE

Les baladins dans la tourmente

Le face à face des comédiens et des villageois, en pleine occupation allemande

LE THÉÂTRE AMBULANT
CHOPALOVITCH
au Théâtre de la Ville

Sur le plateau en chantier, un accordéoniste et un violoniste jouent des airs tsiganes. Des gens montent une estrade. Dans les années 40, en pleine occupation allemande, une troupe de théâtre ambulante parcourt les villages serbes : le Théâtre ambulant Chopalovitch - pièce de Lioubomir Simovitch.

adaptation française de Borka Legras et Anne Renoue. Au répertoire, les *Brigands* de Schiller. Ils ne sont que quatre, deux comédiens (Olivier Perrier, Frédéric Gasc) deux comédiennes (Laurence Février, Sylviane Simonet) mais peu importe. On fait avec ce qu'on a, on joue où on peut, quand on peut, où et quand le permet la Kommandantur, relayée par quelques collabos. De toute façon, les villageois n'apprécient pas le lyrisme épique de Schiller, eux qui vivent dans la vraie

terreur. De plus, un Allemand est abattu, des jeunes gens sont arrêtés, pris en otage.

Quelle est la nécessité du théâtre, et sa place, pendant les périodes de violence, face à des gens qui tentent de faire l'Histoire, tout au moins la subissent. La question est posée durement, trop peut-être. Finalement l'intérêt de la pièce, et du spectacle que Jean-Paul Wenzel en a tiré ailleurs. Pas tout à fait dans la représentation, pourtant hors de tout pittoresque facile, du théâtre ambulant. D'ailleurs, bizarrement, ce sujet passe mieux et de façon plus sensible au cinéma.

déclage, mais savent en tirer parti. D'abord on les rejette parce qu'ils sont « les autres ». Parce qu'ils apportent la fantaisie, et qu'elle paraît indécemment au regard de la dureté des temps. Ils se font nuler dans la fureur, mais en ont vu d'autres, dans leur espace qui et la scène, et au-delà. Le jeu (et a priori à survivre, à vivre. Ils sont vulnérables, souvent ridicules, parfois stupides, ils sont indestructibles. Vraiment différents et en même temps révélateurs d'une force inconsciente qui existe en chacun. Quand ils s'en vont, en surface rien n'a changé. Pourtant, il y a eu une lumière dans la tête des gens, et elle ne s'éteindra pas. Pas pour tout.

J'aime cette humanité contrastée, maladroite, claudicante, qui porte en elle comme deux réves ennemis dans le même giron, le monde et sa représentation, chacun revenant dans la nuit de la vérité. écrit Jean-Paul Wenzel. C'est vrai, il les aime tous, de coup tous nous émeut. Il ne prend pas parti pour l'un ou l'autre, mais donne au spectacle une direction nette, précise : la mise en valeur de l'humanité des groupes et des individus. Du coup, les acteurs sont magnifiques.

COLETTE GOIARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Jusqu'au 17 avril. Tél. : 42-74-22-77.

Emergences II

Du 31 mars au 5 avril, le Théâtre national de Bretagne organise la seconde édition d'*Emergences*. « Un contrepoint aux grosses machines qu'exige une structure importante », dit Emmanuel de Véricourt, directeur du TNB, et organisateur du festival avec Catherine Dan. L'an dernier, il avait réuni des compagnies plus ou moins nouvelles, dont certaines - le Ballatum - reviennent. Viennent également le Lézard dramatique avec une comédie *Encore*, le Boomerang (la Nuit juste avant les forêts, de Koltès), Xavier Durringer (*Une envie de tuer sur le bout de la langue*, Varda-

man (*Mademoiselle Rose*, de Lorca), la Ribalta, une compagnie italienne. Enfin, l'école du TNB, dirigée par Christian Colin présente un travail sur les Atitudes, les Temps fabuleux du commencement.

Cette école, Emmanuel de Véricourt l'a longtemps souhaitée. L'occasion lui a été fournie de réaliser son vieux rêve lorsque la municipalité lui a demandé de prendre en charge le conservatoire municipal. Il a répondu en présentant son projet : une école professionnelle, complètement impliquée dans les activités de la maison. Christian Colin est venu la diriger. Les élèves suivent également le travail des metteurs en scène

qui travaillent à Rennes : Matthias Langhoff, Anatoly Vassiliev, Benno Besson... Ca se passe de cette façon à la fameuse école du TNS et les résultats sont plutôt bons.

En 1993, Emmanuel de Véricourt va chercher du côté des pays de l'Est ce que font les gens de théâtre depuis qu'ils ne sont plus enfermés. Cette année, le programme se base sur les auteurs, avec plusieurs lectures-spectacles de textes évidemment inédits. « Le but, c'est d'arriver un jour à ce que six mille personnes viennent ensemble prendre les mêmes risques que nous. »

C. G.

► Théâtre National de Bretagne, 1, rue Saint-Helier, Rennes. Tél. : 99-31-55-33.

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

L'HEURE ESPAGNOLE

• JORDI SAVALL, Montserrat Caballé, Paco Ibanez, la *Gran Fiesta*, l'Exposition universelle : à Barcelone, à Madrid, à Séville, le monde entier vit à l'heure espagnole. Un dossier exceptionnel de 23 pages.

• LA VILLETTE. Du Conservatoire à la Cité de la musique, un grand projet prend forme.

• DALLAPICCOLA. Le Châtelet reprend son opéra *le Prisonnier* : une brillante actualité.

• ROMAN POLANSKI. Le sulfureux cinéaste monte les *Contes d'Hoffmann* à la Bastille.

• FRANS BRÜGGEN. Il fête les dix ans de son Orchestre du XVIII^e siècle.

• FRANCE-MUSIQUE. Une semaine à l'écoute de la nouvelle grille : impressions.

• MUSICORA. Retrouvez le *Monde de la Musique* du 8 au 12 avril au Grand Palais.

• SABATA. Mythique et méconnu, le grand chef italien aurait cent ans.

• FRANÇOIS LE ROUX. Le Pelléas de Claudio Abbado : portrait d'un baryton français.

• HI-FI. Au banc d'essai : 10 lecteurs de compact discs autour de 2 000 F.

• DISQUES. 200 enregistrements chroniqués : la sélection du *Monde de la Musique*.

...Le Monde de la Musique
chez votre marchand de journaux

THÉÂTRE 71
MALAKOFF
12 m. du métro Malakoff
Plateau de Vanves
26 mars • 18 avril
Pierre Ascardide
Serge Valléri
PA
Serge Valléri
Folie en 5 actes
46 55 43 45

EN BREF

□ Mort du peintre Bruno Cassinari. - L'artiste italien est décédé à Milan à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait signé après la dernière guerre le manifeste « *Oltre Guerra* » qui appelait au « réalisme pictural », mais sans restriction de langage, à l'exemple de l'œuvre de Picasso dont il se sentait proche. Il exécute alors des portraits sans visages d'où sont exclues toutes anecdotes, prétextes au support de la forme.

□ Festival de Maubeuge. - Pour sa sixième édition, le « Maubeuge International Théâtre » organisé par le Manège, premier centre culturel interfrontalier d'Europe, présente du 31 mars au 3 avril onze créations, et dix-sept compagnies de huit nationalités diffé-

rentes - France, Belgique, Québec, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Espagne, Allemagne. Le programme est complété par un colloque sur « les frontières exotiques ». Les résultats du concours de manuscrits européens, qui a réuni une cinquantaine de textes, seront proclamés le samedi 4 avril.

► Renseignements : Tél. : 27-65-65-40.

□ Un prophète pour Cluny. - Le Musée de Cluny vient d'acquérir une tête de prophète venant d'un portail de l'abbatiale de Saint-Denis. De cet ensemble sculpté - vingt et une statues-colonnes - détruit et dispersé à la Révolution, on ne connaissait que cinq têtes (deux en France, trois aux Etats-Unis).

SOPHIA

le financement sage

HAUSSE DU DIVIDENDE
CHANGEMENT DE PRESIDENT

• Le Conseil d'Administration réuni le 26 mars a arrêté les comptes clos au 31 décembre 1991. Les loyers et redevances de crédit-bail du groupe se sont élevés à 1947 MF et le bénéfice net à 364,3 MF dont 347,4 MF pour Sophia, maison mère, y compris 24,7 MF de plus-values nettes à long terme. Il sera proposé à l'AGO convoquée pour le 27 mai une distribution de 274,6 MF soit 38,21 F par action qui, assortie d'un avoir fiscal de 79 centimes, constituera un revenu de 39 F (+ 4 % sur le revenu précédent), le report à nouveau se trouvant porté à 55,8 MF et les réserves dotées de 42 MF supplémentaires.

• Monsieur Bernard Fraigneau a demandé au Conseil à être déchargé de son mandat de Président Directeur Général. Le Conseil l'a vivement regretté et a rendu hommage au rôle décisif qu'il a joué depuis la fondation de Sophia (anciennement Laffitte-Bail) début 1972 pour la porter au premier rang des sociétés cotées de crédit-bail immobilier et avoir jeté les bases de sa diversification future hors du statut originel de Sicomi. Monsieur Fraigneau a été nommé Président d'honneur ; il continuera à siéger au Conseil en tant qu'administrateur.

Monsieur Jean-Claude Wagner, désigné en 1991 représentant permanent des Assurances Générales de France au Conseil de Sophia, a été coopté pour lui succéder.

AGF
Groupe des
Assurances
Générales de France

SOPHIA : 18, rue de la Ville l'Evêque
Paris 75008 - Tél. : 47.42.52.53.

هكذا من الأصول

ÉCONOMIE

BILLET

Alternative

Les politologues n'ont pas fini d'analyser l'ampleur et les causes de la débâcle socialiste aux élections régionales et, plus encore, au second tour des élections cantonales du dimanche 29 mars. Mais les milieux financiers nationaux et internationaux s'interrogent surtout, avec une certaine inquiétude, sur les conclusions que le président de la République va en tirer. Alors que M. Laurent Fabius, premier secrétaire d'un PS en déliquescence, réclamait dès le 29 mars un plus grand effort de « justice sociale » dans la politique du gouvernement, les marges de manœuvre apparaissent très limitées alors que la France est plus que jamais engagée dans la voie de l'union économique et monétaire européenne.

Théoriquement, M. François Mitterrand peut garder le gouvernement et changer de politique économique ou encore changer le gouvernement tout en faisant la même politique. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de calculs à hauts risques. La première hypothèse aboutirait à la nomination d'un nouveau ministre de l'économie, en remplacement de M. Pierre Bérégovoy, réélu à Nevers, l'homme du franc fort et de la « désinflation compétitive ». Le départ du « Pinay de gauche » supposerait un changement de cap économique et serait interprété par les milieux financiers nationaux comme une sorte de « 1983 à l'envers », allusion au choix opéré en mars 1983, alors que le franc venait de nouveau d'être dévalué, en faveur du maintien de la France dans le système monétaire européen. Une telle perspective ruinerait instantanément la confiance des investisseurs étrangers et risquerait de remettre en cause les fruits de la politique menée depuis neuf ans, tant dans la maîtrise de l'inflation que dans la réduction du déficit du commerce extérieur. Ou la bonne tenue du franc...

M. Mitterrand peut aussi choisir de changer de premier ministre tout en menant la même politique économique ou, tout au moins, en conservant les principales orientations. En clair, cette solution aboutirait à la nomination de M. Jacques Delors ou de M. Bérégovoy à Matignon. Dans l'un et l'autre cas, la nouvelle serait saluée avec soulagement par les milieux financiers internationaux. M. Bérégovoy serait une assurance de rigueur. M. Delors s'efforcerait sans doute de mener une « politique implicite des revenus » puisqu'il vient de critiquer dans *Haute Finance* « la mode actuelle de conduire des politiques économiques exclusivement avec les armes de la monnaie et du budget ». Mais cette inflexion ne serait guère de nature à inquiéter les places internationales. Alors que cet affaiblissement du pouvoir politique est économiquement préjudiciable, M. Mitterrand prendra-t-il en compte les impératifs économiques dans son prochain choix ?

MICHEL NOBLECOURT

□ Un prêt du FMI à Israël. - Le FMI vient d'accorder un prêt de 250 millions de dollars à Israël pour compenser les pertes en devises étrangères subies par le pays à cause de la guerre du Golfe, a indiqué, dimanche 29 mars, la Banque d'Israël. Ce prêt d'une durée de cinq ans, à faible taux d'intérêt, est assorti d'une période de grâce de deux ans. Les responsables de la Banque d'Israël estiment que la décision du FMI va améliorer la cote du pays auprès des milieux financiers internationaux, une cote détériorée par le différend existant avec les États-Unis sur les garanties du Trésor américain pour des emprunts de 10 milliards de dollars.

Alors que le groupe va changer de PDG

Volkswagen va supprimer près de 12 500 emplois en cinq ans

Numéro un européen, le constructeur automobile allemand Volkswagen va supprimer 12 500 emplois en cinq ans en Allemagne. Le président du groupe, M. Carl Hahn, laissera la place à M. Ferdinand Piech, jusqu'ici responsable de la filiale Audi.

Un article du magazine allemand *Der Spiegel* avait le premier vendu la mèche. Faisant état d'un important déficit d'exploitation (770 millions de deutschemarks, soit 2,7 milliards de francs) que la célèbre firme de Wolfsburg n'a jamais confirmé, l'hebdomadaire laissait entrevoir de sérieuses difficultés pour le premier constructeur automobile européen. Piqué au vif, le porte-parole de la société avait fait savoir que celle-ci n'entendait pas remettre en cause son expansion et ses conquêtes de parts de marché. Engagé dans un vaste déploiement dans l'est de l'Europe, Volkswagen, avait-il réaffirmé, prévoyait toujours d'investir 82 milliards de deutschemarks (276 milliards de francs) en quatre ans (*Le Monde* du 18 mars). Un effort indispensable, sans doute, pour que le constructeur allemand résiste à l'offensive japonaise et conserve son quatrième rang mondial.

On sait aujourd'hui quel sera le prix à payer. Samedi 28 mars, Volkswagen a annoncé un vaste programme de suppressions d'em-

ploi. L'entreprise, qui emploie 126 000 salariés en Allemagne (et 260 000 au total dans le monde) supprimera 2 500 emplois par an en moyenne pendant cinq ans dans ses six usines d'outre-Rhin. Ce plan est susceptible d'être constamment réactualisé pour « coller » à la situation économique; il vient s'ajouter à celui, annoncé le 17 mars, par la filiale américaine du groupe, qui prévoit de réduire d'un quart ses effectifs, 300 emplois sur 1 200 (*Le Monde* du 19 mars).

L'ampleur des investissements

L'annonce de ces suppressions d'emplois est d'autant plus frappante que les ventes du constructeur se portent plutôt bien. L'an dernier, les ventes consolidées des quatre marques du groupe (VW, Audi, Seat et Skoda) se sont élevées à 763 milliards de deutschemarks (259,4 milliards de francs), en hausse de 12,1 %. Celles de la maison-mère, Volkswagen AG, ont atteint 47,3 milliards de deutschemarks (+ 15,1 %). En nombre de véhicules, les performances de 1991 sont plus modestes. Avec 3,3 millions d'automobiles, les ventes n'ont augmenté que de 2,5 %.

Les résultats du groupe sont, eux, plus contrastés. Le bénéfice net consolidé a franchi en 1991 la barre de 1,1 milliard de deutschemarks (contre 1,086 milliard en

1986). C'est de la maison mère à en revanche reculé de plus de 30 % (467 millions de deutschemarks contre 670 millions en 1990). Un recul que le porte-parole du constructeur a justifié par l'ampleur des investissements consentis pour le lancement des nouveaux modèles ainsi que par les lourdes charges liées à l'ex-Allemagne de l'Est. Le directoire proposera un dividende inchangé de 11 deutschemarks par action de 30 DM et de 12 DM par action préférentielle (sans droit de vote).

Les soucis de Volkswagen apparaissent encore relativement modestes, si on les compare à ceux de General Motors ou même de Renault. Le numéro un mondial annonçait en décembre 1991 un déficit record de 4,45 milliards de dollars (23 milliards de francs) et la suppression de 74 000 emplois en quatre ans (*Le Monde* du 20 décembre 1991). Dans ce cadre, il vient d'annoncer 1 400 suppressions d'emplois en Belgique. Et Renault, bien qu'ayant remué avec les bénéfices, prévoit encore de réduire ces effectifs de 3 746 postes cette année (en huit ans, le nombre de ses salariés aura chuté de 97 000 à 60 000). Mais l'annonce de Volkswagen confirme, si besoin en était, l'impérieuse nécessité pour tous les constructeurs automobiles occidentaux de renforcer leur productivité. Plus que jamais, leur survie semble à ce prix.

PIERRE-ANGEL GAY

Avec un résultat en recul de 417 millions de deutschemarks

Continental est déficitaire en 1991

Le groupe allemand Continental, numéro 4 mondial du pneumatique, a enregistré en 1991 des pertes de 417 millions de deutschemarks (1,4 milliard de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 9,7 % en passant à 9,4 milliards de deutschemarks (environ 32 milliards de francs). Les pertes ont pu être couvertes par des réserves, a précisé un porte-parole de la firme.

Pour l'année en cours, Continental s'attend à des ventes de 10 milliards de deutschemarks et à un résultat positif. Les pertes enregistrées en 1991 proviennent notamment des coûts sociaux entraînés par la fermeture d'une usine de General Tire, la filiale américaine de Continental à Barrie (Ontario). Pour l'exercice 1990, Continental avait enregistré une chute de 59 % de son bénéfice net consolidé, tombé à 93,4 millions de deutschemarks.

Sans compromettre le vaste projet hydroélectrique de Grande-Baleine

L'Etat de New-York annule un important contrat de fourniture d'électricité par Hydro-Québec

Le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, a annoncé le 27 mars à Albany, capitale de cet Etat, l'annulation, pour des raisons économiques, du contrat d'une durée de vingt ans signé en 1989 avec Hydro-Québec et prévoyant d'approvisionner New-York dès 1995 en énergie hydro-électrique en provenance de Grande-Baleine, à un milliard de kilomètres de Montréal, au Québec.

NEW-YORK

de notre correspondant

Selon M. Richard Flynn, le président de la New York Power Authority, l'organisme local ayant signé ce contrat (dont le coût avait été initialement évalué à 17 milliards de dollars canadiens, soit environ 14 milliards de dollars américains), la demande en énergie de l'Etat a récemment baissé, tant en raison de la récession sur la côte est des États-Unis que des mesures d'économie qui commencent à produire leur effet. De plus, a-t-il ajouté, d'autres sources d'énergie, telles que le gaz naturel - dont les prix ont fortement baissé - et, dans une moindre mesure, le pétrole, permettent maintenant de s'approvisionner à moindre prix. M. Flynn a toutefois admis que les

négociations menées de longue date avec Hydro-Québec avaient été rompues après que l'organisme canadien ait refusé une diminution de prix de 30 % sur ce contrat.

Un rude coup

D'après un rapport établi à la demande de la New York Power Authority, la consommation d'électricité de l'Etat ne devrait pas croître à un rythme supérieur à 0,6 % par an d'ici à l'an 2007, contre une prévision initiale de 1,1 % en 1989 lorsque le contrat avait été signé. Les autorités ont en outre conclu que cette prévision, allée aux économies futures susceptibles d'être réalisées, justifiait la rupture de contrat, laquelle pouvait intervenir à tout instant et sans pénalité avant le 30 novembre 1992.

Cette date finale de ratification avait été reportée d'un an à la demande des autorités new-yorkaises et avec l'accord de leurs homologues québécois en raison du retard constaté dans l'avancement des travaux de Grande-Baleine. MM. Cuomo et Flynn se sont gardés d'envisager une éventuelle renégociation dans le futur. Mais à Montréal, au siège d'Hydro-Québec, on ne désespère pas de voir la New York Power Authority reprendre la discussion quand la crise économique américaine sera estompée et qu'il faudra aussi fermer, plutôt que de les modifier,

plusieurs centrales thermiques de l'Etat jugées non conformes avec le Clean Air Act, la nouvelle législation fédérale antipollution.

Cette décision des autorités new-yorkaises ne remet pas en cause le contrat de « diversité » (échange de fourniture électrique en hiver et en été entre le Québec et New-York). Elle est un rude coup porté au projet de Grande-Baleine, qui consiste à construire trois centrales dans le cadre du vaste programme de développement hydro-électrique du Grand Nord canadien lancé en 1975 à partir de la première étape de la baie James. La première tranche de 2 068 mégawatts de l'actuel projet de Grande-Baleine doit démarrer en 1995, suivie par deux autres tranches, à intervalle de trois et cinq ans respectivement et d'une puissance d'environ 500 mégawatts chacune.

Le projet de Grande-Baleine, qui doit permettre de créer des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects, se heurte à la double opposition des écologistes et des Indiens Cris vivant dans la région, qui refusent l'inondation d'un millier de kilomètres carrés de terres vierges que nécessiterait ce projet, destiné à approvisionner non seulement le Québec mais aussi les régions voisines des États-Unis.

S. M.

Contestation de la « thérapie de choc » en Russie

M. Eltsine annonce le report de la hausse des prix de l'énergie

La libération des prix de l'énergie en Russie, prévue pour avril, sera finalement reportée d'au moins deux mois, a annoncé le président Boris Eltsine vendredi 27 mars.

Lors du lancement de la « thérapie de choc » de l'économie russe, le 2 janvier, les prix du pétrole et des autres produits énergétiques avaient fortement augmenté, comme l'ensemble des prix de détail dans la fédération de Russie. Le ministre de l'économie, M. Egor Gaidar, avait cependant jugé préférable d'imposer un plafond sur les prix énergétiques, comme sur ceux de biens de première nécessité, pain ou médicaments. La libération complète, nécessaire pour assurer la mise à niveau des prix du pétrole russe avec ceux du marché mondial et pour parachever la transformation de la structure des prix de l'ancienne économie sovié-

tique, ne devait intervenir qu'une fois la période de chauffage terminée, c'est-à-dire en avril.

Dès sa mise en œuvre, la brutale libération des prix entreprise par l'équipe de M. Gaidar s'est heurtée à de multiples critiques, de nombreux économistes accusant le gouvernement de n'avoir su réduire le déficit budgétaire, stabiliser la monnaie, ou entreprendre des réformes structurelles. Samedi 28 mars, un groupe d'experts russes dénonçait dans le journal *Moskovski komsomolski* la possible libération des prix de l'énergie, affirmant qu'une telle mesure aggraverait encore l'hyperinflation et réduirait l'industrie sidérurgique, qui s'approvisionne en charbon auprès des bassins du Donbass et du Kouzbass et écoule difficilement sa production.

INDICATEURS

RUSSE

• Prix : + 1 % par jour. - Le rythme de la hausse des prix est de 1 % par jour en Russie, a annoncé le 27 mars le ministre russe de l'économie, M. Egor Gaidar. Au cours d'une conférence de presse, le ministre a expliqué qu'après la libération des prix le 2 janvier dernier, ces derniers avaient augmenté plus vite que la masse monétaire dans le pays. Il s'est ensuivi une pénurie de roubles.

ÉTATS-UNIS

• Dépenses de consommation : + 1 % en février. - Les dépenses de consommation aux États-Unis ont augmenté de 1 % en février, tandis que les revenus des ménages faisaient dans le même temps un bond de 1,1 %. Il s'agit de la deuxième hausse mensuelle consécutive et de la plus forte depuis janvier 1989, période au cours de laquelle cette catégorie de dépenses, qui représente deux tiers de l'activité économique américaine, avait progressé de 1,3 %. La redémarrage des dépenses de consommation pendant les deux premiers mois de l'année intervient après trois mois de stagnation.

En raison de provisions pour risques immobiliers

La banque Worms annonce une perte de 179 millions de francs pour 1991

Après sept années consécutives de résultat positif, la banque Worms, filiale à 100 % de l'UAP (Union des assurances de Paris), annonce pour 1991 une perte consolidée de 179 millions de francs contre un bénéfice de 192 millions en 1990. Ce résultat négatif est la conséquence directe d'une forte augmentation des provisions, à 629 millions de francs contre 404 millions en 1990. La moitié de ces provisions, 310 millions de francs, a été affectée pour couvrir des risques immobiliers. Avec environ 6,5 milliards de francs d'engagements dans l'immobilier et « certains dossiers de promoteurs et de marchands de biens à risques », explique M. Jean-Michel Bloch-Lainé, président de la banque nationalisée, « nous n'avions pas le choix et devions

assainir notre bilan ». Au-delà de ces risques spécifiques, l'exercice 1991 aura été médiocre pour l'établissement spécialisé dans le crédit aux entreprises et la gestion de patrimoine. Dans une conjoncture délicate, le résultat brut d'exploitation est resté quasiment inchangé, à 490 millions de francs contre 482 millions de francs. L'année en cours sera encore difficile et l'objectif pour 1992 de la banque est de pouvoir s'autofinancer totalement, et, plus encore, de permettre à son actionnaire unique de céder une partie de son capital pour récupérer des investissements de l'ordre de 700 millions de francs. L'actif net de la banque Worms est aujourd'hui évalué à 2 milliards de francs.

E. L.

COMMUNICATION

Un sondage CLEMI - « Phosphore » auprès des 15-20 ans

Les lycéens s'intéressent surtout à la presse quotidienne et à la radio

A l'occasion de la troisième Semaine de la presse à l'école, organisée par les ministères de la communication et de l'éducation nationale du lundi 30 mars au 4 avril, le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI) et le mensuel *Phosphore* ont publié, mercredi 25 mars, un sondage sur « Les 15-20 ans et la presse ». Réalisé du 30 janvier au 3 février auprès d'un échantillon représentatif de 802 lycéens par l'institut CSA, ce sondage bouscule certaines idées reçues (1).

96 % des lycéens estiment qu'il est important de se tenir informé de l'actualité, pour satisfaire sa curiosité personnelle (63 %), pour s'insérer dans la vie sociale (48 %) et pour réussir professionnellement (35 %), enfin pour pouvoir voter « en connaissance de cause » (26 %). 45 % des lycéens lisent au moins un quotidien une fois par semaine (contre 40 % des adultes). Près de la moitié d'entre eux lisent surtout un quotidien régional, mais 26 % lisent de temps en temps un quotidien national (7 % tous les jours), contre 22 % des adultes.

S'ils s'intéressent davantage à la presse quotidienne que leurs parents, les lycéens sont aussi des auditeurs de la radio : 41 % d'entre eux écoutent les bulletins d'information tous les jours. Ce qui ne les empêche pas de plébisciter d'abord NRJ, Skyrock et Fun-Radio, essentiellement musicales - devant Europe 1 ou les autres grandes sta-

tions offrant plus d'information. Parmi les chaînes de télévision, c'est Canal Plus qui emporte leurs suffrages.

En matière de crédibilité des médias, les lycéens se distinguent des adultes en accordant la palme à la télévision plutôt qu'à la radio. Mais ils se rejoignent dans leur jugement sur les journalistes. Plus de 65 % des lycéens les estiment « compétents » et « sérieux » mais presque 60 % ne les jugent ni indépendants ni honnêtes. Le premier vecteur de l'information dans la vie lycéenne demeure les 59 % d'enseignants qui utilisent d'abord la télévision (57 %), la presse écrite (37 %) et la radio (6 %) dans leurs cours, surtout en histoire-géographie, en français et en économie. Signe des temps : 68 % des professeurs conseillent à leurs élèves de regarder la télévision, tandis qu'ils sont 63 % à les inciter à lire la presse...

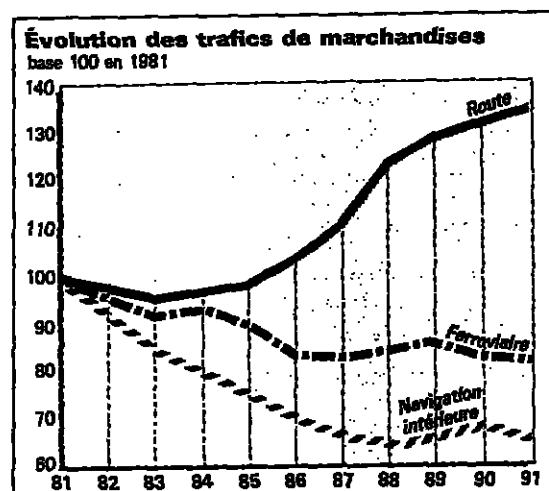
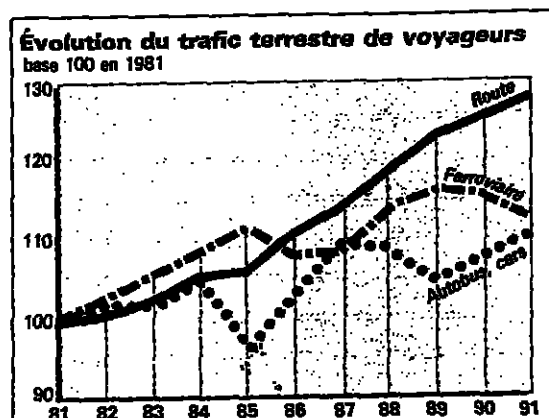
(1) *Phosphore*, n° 135, avril 1992.

□ Le groupe de presse Springer supprimera plus de 10 % de ses emplois. - Le groupe de presse allemand Axel Springer Verlag AG, qui publie notamment *Bild Zeitung* et *Die Welt*, a annoncé le 27 mars à Berlin son intention de supprimer 1 400 de ses 12 620 emplois d'ici à 1993, ce qui, selon un audit, réduirait ses frais généraux de 16 %.

ÉCONOMIE

Transports :
la route se taille
la part du lion

Les deux graphiques ci-contre montrent que la décennie écoulée a été marquée par le triomphe de la route aussi bien pour le transport « terrestre » des voyageurs que pour l'acheminement des marchandises. La décadence du chemin de fer et de la voie d'eau est patente en matière de fret. Malgré l'entrée en lice de la ligne Atlantique, le TGV a marqué le pas l'an dernier et n'est pas parvenu à compenser la décroissance du réseau classique. Les chiffres de l'Observatoire économique et statistique des transports (OEST) font apparaître, par ailleurs, que le succès de l'automobile diesel s'accompagne d'un allongement de 400 kilomètres de la distance annuelle moyenne parcourue par véhicule.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE PRINTEMPS

GROUPE PRINTEMPS

Le Directoire de AU PRINTEMPS S.A., sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques DELORT, a arrêté les résultats consolidés du Groupe et les comptes de la Société-Mère au 31 décembre 1991. Ils ont été présentés au Conseil de Surveillance le 25 mars 1992.

L'exercice qui vient de s'écouler, marqué par le ralentissement de la consommation et les conséquences de la guerre du Golfe qui a particulièrement frappé les grands magasins parisiens, a illustré le bien-fondé de la stratégie de multirégionnalité suivie par le Groupe.

GROUPE CONSOLIDÉ (en MF)

	1991	1990
Chiffre d'affaires	31 280	29 388
Résultat courant avant impôt	846	687
Résultat exceptionnel (net)	1 842	41
Participation des salariés et impôt sur les sociétés	(700)	(316)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	115	122
Dotations amortissements écarts d'acquisition	(33)	(31)
Résultat net	2 070	503
Dont part du Groupe	1 857	317

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT

Il s'améliore de 23 % malgré un repli très sensible (128 MF) des résultats de la Branche Magasins, essentiellement imputable à la mauvaise activité de la Printemps Haussmann (qui ne représente plus que 8 % du chiffre d'affaires du Groupe).

Mais ce repli a été plus que compensé par une amélioration de 97 MF des résultats de la Branche V.P.C. (+ 18 %) et une progression du résultat de la Maison-Mère et de ses sociétés annexes de 190 MF après élimination des dividendes internes. Cette progression est attribuable, en partie, à la vente de la filiale VINIPRIX/EUROMARCHE en milieu d'année. Le solde provient de l'amélioration du résultat d'exploitation et de gestion de la filiale de la Maison-Mère.

RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Ce poste enregistre notamment les résultats de la Branche Finance qui s'élevait à 142 MF contre 118 MF en 1990 (+ 20 %).

Il a, d'autre part, été affecté par les résultats d'EMPIRE STORES pour les quatre premiers mois de l'année, avant la prise de contrôle à 100 % de la société, soit - 23 MF contre + 1 MF en 1990.

RÉSULTAT NET

Après amortissement des écarts d'acquisition, le résultat net de l'ensemble du Groupe s'élève à 2 070 MF contre 503 MF en 1990.

Le tableau ci-dessous présente le retraitement de ce résultat net après élimination des principales composantes des résultats exceptionnels des exercices 1990 et 1991 :

	1991	1990
Résultat net	2 070	503
Élimination des plus-values de cession nettes d'impôt et charges annexes	(1 662)	(51)
Autres éléments non récurrents y compris changement de méthode sur prise en charge des indemnités de fin de carrière	97	0
Résultat net retraité pour comparaison	505	452

AU PRINTEMPS S.A.

La Société-Mère enregistre un bénéfice de 1 749 MF (après 363 MF d'impôt sur les sociétés) contre 219 MF en 1990 (après 42 MF de boni d'intégration fiscale). Le résultat exceptionnel s'élève à 1 899 MF contre 77 MF en 1990.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire prévue le 18 juin 1992 un dividende de 17,00 F. par action (assort d'un avoir fiscal de 8,50 F.) contre 15 F. en 1991.

PERSPECTIVES

Le budget du Groupe pour 1992 n'a pas été construit sur une hypothèse de reprise significative de la consommation dans le courant de l'année.

Cependant le retour à un niveau d'activité normal des Grands Magasins, et la progression prévisible de la Branche V.P.C., notamment dans le domaine international, permettent d'anticiper une amélioration sensible des résultats courants du groupe à périmètre comparable en 1992.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

Le Directoire avait souligné dans son communiqué de mars 1991 la reconstitution, deux ans après la prise de contrôle de LA REDOUTE, de la capacité du Groupe à assurer de futurs développements par croissance externe. Dans ses commentaires sur les comptes au 30.06.1991, il notait qu'à la suite de la vente de VINIPRIX/EUROMARCHE, la structure financière du Groupe était devenue excédentaire.

Au 31.12.1991, les chiffres clés en sont les suivants :

Fonds propres avant distribution	6 625
Emprunts à 1 an	1 570
Solde de trésorerie global	2 668

Le Groupe se trouve donc aujourd'hui à même de poursuivre sa stratégie de multirégionnalité par des opérations majeures de croissance externe qui n'affecteront pas sa capacité bénéficiaire.

CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Constant Guilhaume, M^{me} Françoise Guilhaume, Robert Venables Q.C., ont l'immense tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Yves GUIHANNEC, ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et de l'université d'Oxford,

survenu à Londres, le 24 mars 1992, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7.

Les Agets, 53170 Le Buret, 33, rue Fontaine, 75009 Paris, 44, rue de Verneuil, 75007 Paris. (Le Monde du 27 mars.)

M. et M^{me} Dealberto-Ricard, Laetitia et Clara, M. et M^{me} Georges Ricard, André et David, ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline RICARD, née Duval,

survenu le 24 mars 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie tous ceux qui partagent sa peine.

Remerciements

— Alain MANANT

a choisi de nous quitter le 21 mars 1992.

Jeanine, son épouse, Coralie, Manbieu et Emmanuel, ses enfants, remercient tous ceux qui leur ont témoigné de l'affection en ces circonstances.

Avis de messe

— Une messe sera dite le vendredi 3 avril 1992, en l'église Saint-Honoré d'Eylau (nouvelle église), à 18 h 30, pour

M. François CAIL, avocat honoraire au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, ancien président de l'Ordre, décédé le 8 février.

— Le docteur Bernardine LECOINTRE, psychiatre des hôpitaux, nous a quittés le 14 février 1992, dans sa quarante-septième année.

Dans leur grande douleur et leur espérance, M^{me} Louis Lecoindre, sa mère, M^{me} Roland Lecoindre, sa sœur, vous invitent à une messe à sa mémoire, le samedi 4 avril à 10 h 30, à Sainte-Isabelle de Neuilly, 1 bis, place de Bagatelle.

Les personnes qui ne pourraient être présentes pour participer à la cérémonie qui aura lieu à l'Intention d'Amnistie International et de l'Association Raoul-Follereau contre la Japio.

31, avenue de la Belle-Gabrielle, 94120 Nogent-sur-Marne, 6, rue Lamartine, 94120 Nogent-sur-Marne.

Anniversaires

— Le 29 mars 1952.

Jean Paul CHRISTOPHE

mettait fin à ses jours.

Ceux qui l'ont connu et aimé le soulignent.

Communications diverses

— Société des études renanaises : mardi 7 avril 1992, à 17 h 15, salle du Collège de France, conférence de M. Michel Drouin, chargé de recherches au CNRS, sur « André Sarrès et Ernest Renan ».

Soutenances de thèses

— M. Simon Claude Mimouni présentera le mercredi 15 avril 1992, à 14 heures, salle Marcel-Maus de la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne, escalier E, 1^{er} étage à gauche, 45, rue des Ecoles, Paris-5), une thèse de doctorat intitulée : « Genèse et évolution des traditions anciennes sur le sort final de Marie (la Dormition et l'Assomption) ». Cette soutenance est publique.

Mort du comédien
Maurice Theynac

Le comédien Maurice Theynac est mort le samedi 28 mars. Il était âgé de soixante-seize ans.

C'est la guerre qui poussa Maurice Theynac sur les planches. Né Maurice Garros en 1915, il fut chauffeur du président de la République Albert Lebrun jusqu'en juin 1940. L'avènement du régime de Vichy le condamna au chômage technique. Il prit un pseudonyme et commença une carrière d'imitateur dans un cabaret parisien. A la Libération, il débuta au théâtre dans le *Cocou magnifique* et connut un gros succès dans *Patate*, de Marcel Achard, où il joue aux côtés de Pierre Dux. Il enchaînera ensuite les rôles dans des œuvres de Pinter, Tchekhov, Claudel et Sacha Guitry, dont il devient l'ami et, par la suite, l'exécuteur testamentaire.

Parallèlement, il tourne dans une centaine de films sous la direction de Sacha Guitry (*Le Diable boiteux*), d'Orson Welles, d'Abel Gance ou de Costa Gavras. Il est également apparu dans des feuilletons télévisés comme *les Dames de la cité* de Nina Companeez.

EN BREF

□ Ecoles d'Infirmières. — Les épreuves d'admission aux écoles d'infirmières de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris auront lieu le 12 mai pour les épreuves écrites et entre le 1^{er} et le 4 juin pour l'épreuve orale. Les inscriptions pour le concours s'effectuent jusqu'au 17 avril inclus. Pour le retrait des dossiers, s'adresser au 2, rue Saint-Martin, 75004 Paris (tél. : 40-27-44-32 ou 40-27-40-32).

□ Assistantat d'affaires. — Les centres de formation de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, CPSS et Trudaine, organisent le samedi 11 avril de 10 heures à 17 heures une journée sur les carrières de l'assistantat d'affaires. Pour tous renseignements, s'adresser au 39, avenue de Trudaine, 75009 Paris, ou téléphoner au 42-80-23-23.

□ Exposition. — A l'occasion du cinquantième anniversaire de la découverte de l'Amérique, les Archives nationales présenteront une exposition consacrée aux îles françaises d'Amérique. Celle-ci se tiendra du 9 avril au 5 juillet à l'Hôtel de Rohan, de 12 heures à 18 heures, sauf le lundi. Des documents originaux, des objets et des tableaux seront présentés pour la première fois, ainsi que des cartes et des plans.

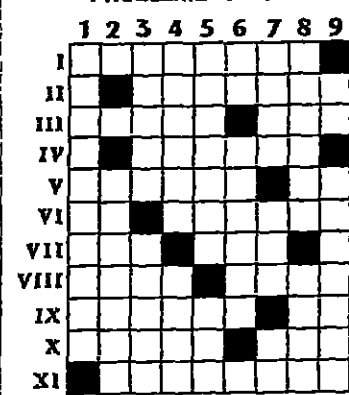
□ Numismatique. — Le 11^e Salon international de la numismatique se tiendra à l'Espace Champerret de Paris les 8, 9 et 10 mai. Le thème choisi cette année traitera du vrai et du faux : à cette occasion, des démonstrations pour déceler les monnaies vraies ou fausses seront présentées au public.

□ Fiducie. — Le VII^e Forum de l'Association pour favoriser le fonctionnement de l'institution consulaire (AFFIC) se tiendra le jeudi 23 avril de 8 h 30 à 17 heures à la Maison de la chimie. Les débats porteront sur le droit des affaires, la fiducie et la société par actions simplifiée.

► Inscriptions : AFFIC, 1, quai de la Corse, 75004 Paris ; tél. : 43-29-21-24.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5747



HORIZONTALEMENT

I. La cigale et la fourmi. — II. Peut-être rouler quand on marche. — III. Ça ne nous fait pas une belle jambe ! Contraste avec ses alentours. — IV. Nous reste en travers de la gorge. — V. Auteur d'un double meurtre. Intersection. — VI. Couvre la distance. Occasionner des longueurs. — VII. Nulle part ailleurs. Sujet de réflexion. — VIII. Fait des bulles. Cité côtière. — IX. Tire sur la corde. Partie d'une vie. — X. Crée un ensemble. Irrigue les Carpates. — XI. Ecartée du combat.

VERTICALEMENT

1. Travailler sans échafaudage. — 2. Inviter à venir. — 3. Garniture

d'assiette. Avec elle, c'est le grand amour. — 4. Prend la moitié. Un représentant de la famille des ombellifères. — 5. A boire ou bien à manger. Éloigné du noir. — 6. Pronom. Recherche certains effets. — 7. Fait sortir du lot. Son avènement est un événement. Cache des âtres. — 8. D'un lieu inhabité. Qui ne se colle pas facilement. — 9. Réfléchi. Touchée par la fièvre.

Solution du problème n° 5746

Horizontalement

I. Tordeuse. Devoir. — II. Hep I Etopille. — III. Nouvelles. Isis. — IV. Numéro. Italie. — V. Es. Ilion. Mètres. — VI. AT. Nanisme. Co. — VII. Ben. Rue. — VIII. ME. Sonorité. — IX. Pâte. Louis. Voie. — X. Avit. MN. Notable. — XI. Lesage. Palade. — XII. Inimicé. Opérés. — XIII. Stéatopygie. Ego. — XIV. Serge. Ordres. En. — XV. Vs. Esche. Iles.

Verticalement

1. Tonneau. Palissy. — 2. Oust ! Mévantes. — 3. Rhum. Bêtisier. — 4. Déveine. Etamage. — 5. Eperians. Gires. — 6. Loin. Ômété. — 7. Sol. Oignon. Ipho. — 8. Eteins ! Ou. Peyré. — 9. Ost. Marine. Gd. — 10. Dô. Ame. Isolairs. — 11. Epile. Ut. Tapée. — 12. Visite. Evadé. Si. — 13. Olier. Obéré. — 14. Is. Ecueil. Egée. — 15. Ré. Osée. Tassons.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gulu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi,
Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

LOTTO 1992

SAISON 26 MARS 1992

6	9	11	25	29	37	5
---	---	----	----	----	----	---

6/49

6	9	11	25	29	37	5
---	---	----	----	----	----	---

6/49

6	9	11	25	29	37	5
---	---	----	----	----	----	---

6/49

LOTTO SPORTIF 1992

RÉSULTATS OFFICIELS

6	9	11	25	29	37	5
---	---	----	----	----	----	---

6/49

6	9	11	25	29	37	5
---	---	----	----	----	----	---

6/49

6	9	11	25	29	37	5
---	---	----	----	----	----	---

6/49

مركز من الشغل

UN MOT NOUS ENGAGE A VOUS PRÊTER D'ABORD DE L'ATTENTION ET ENSUITE DE L'ARGENT.

Au même titre que l'épargne, le crédit est un formidable moyen de réaliser vos projets et d'accroître votre liberté. Or, quelle plus belle vocation pour une banque mutuelle que d'accroître la liberté de ses clients en leur donnant les moyens de concrétiser leurs rêves? Bien sûr, en contrepartie, le crédit vous engage, parfois sur plusieurs années. Mal calculé, il peut compromettre votre autonomie.

C'est pourquoi, au Crédit Mutuel, quand vous nous demandez un prêt, nous prêtons d'abord attention à vos projets. Pour être sûrs de vous conseiller le crédit le mieux adapté à vos besoins et de garantir votre tranquillité.

Parce qu'un crédit ne se décide pas à la légère, il ne se conseille pas à la légère. Question de confiance et de responsabilité mutuelles.

**Au Crédit Mutuel,
à cause d'un mot, nous décidons ensemble de votre crédit.
A cause d'un mot,
vous pouvez nous en demander plus.**

Crédit  Mutuel

la banque à qui parler

Le Monde International

Contrôleur de gestion industrielle Filiale germanique

ARJO WIGGINS - 1er Groupe Papeterie de la CEE - CA : 25 milliards de francs - recherche pour sa Division papiers spéciaux, fabricant et commercialisant une grande diversité de produits à forte valeur ajoutée (papiers techniques et industriels, papiers infalsifiables fiduciaires et billets de banque, papiers d'art) et réalisant un CA supérieur à 4 milliards de francs, un **Contrôleur de Gestion Senior**.

Après une année de formation dans une usine française, il assurera le Contrôle de Gestion d'un ensemble industriel nouvellement acquis et situé en Bade-Wurtemberg (Allemagne). Son objectif prioritaire sera de doter cette filiale d'un système de contrôle de gestion fiable et performant, respectant les méthodes et procédures du Groupe.

Ce poste requérant rigueur et sens critique, qualités de contact et persuasion, s'adresse à un **DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE** de très bon niveau, de 30 ans minimum, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie (3 à 5 ans) dans le Contrôle de Gestion Industriel. Il implique un parfait bilinguisme Français-Allemand et une bonne connaissance de la culture germanique.

Les dossiers de candidature sous référence 4032 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT 2, rue Dufrenoy, 75116 PARIS.

Arjo Wiggins
specialty papers - papiers spéciaux

LE MARCHÉ FINANCIER FRANCO-ALLEMAND

Nous sommes un puissant groupe bancaire allemand. Venez nous rejoindre à Francfort.

JEUNE CAMBISTE

De préférence diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis les automatismes et les bons réflexes propres à la profession. Votre connaissance des marchés et votre sens des négociations vous permettent de saisir toutes les opportunités et de dominer la fonction.

Aujourd'hui, vous aspirez à un horizon plus large et souhaitez entreprendre une démarche à la fois hardie et prometteuse pour l'avenir.

Nous vous proposons un environnement international au sein d'une équipe efficace et expérimentée de change et de trésorerie.

Bien évidemment, vous avez un bon

niveau d'anglais et parlez peut-être français et allemand. Votre sens critique, votre imagination et vos ambitions vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre établissement.

Votre rémunération sera attrayante et liée à vos performances.

De plus, vous bénéficierez de tous les avantages sociaux offerts aux collaborateurs de notre groupe.

Adressez votre carte à notre Conseil en précisant la référence C/MI/30.03. Il prendra contact avec vous en toute confidentialité.

Conseil en management franco-allemand
Die deutsch-französische Personalberatung

PARIS
39, avenue des Champs-Élysées
F 75008 PARIS
Tél. : (0033) (1) 42 89 87 44
Fax : (0033) (1) 45 43 84 08

STRASSBOURG
International Airport Strassbourg
"Le Petit Ciel" - Allee de l'Europe
F 67040 STRASBOURG
Tél. : (0033) 88 68 66 33
Fax : (0033) 88 68 68 18

FRANKFURT
Frankfurt Airport Center
P.O. Box 750423
D 6000 FRANKFURT AM MAIN 75
Tél. : 0 - 130 81 31 50
Fax : 069 69 79 71 10

MOOG
D F



**fachhochschule
ulm**

The Fachhochschule Ulm is a major institution of degree-level engineering education in southern Germany. Currently in a process of expansion, the Fachhochschule Ulm wishes to appoint a:

Lector for French with English

to begin on 1st October 1992.

The successful candidate should have French as his/her native tongue and possess an academic degree, preferably in English. Duties will involve teaching French at various levels, contributing to the teaching of English at intermediate level, and helping the Fachhochschule to strengthen its contacts with university and industrial partners in France. Previous teaching experience and a working knowledge of German would be an asset.

The position is limited to four years. Salary will be according to the German Bundesangestelltentarif (BAT).

The Fachhochschule is trying to raise the proportion of women on its teaching staff and therefore positively encourages qualified women to apply. Physically disabled persons who demonstrate the same qualification and suitability for the post as other applicants will be given preference.

Candidates for the position should apply in English with a full curriculum vitae and enclose photocopies of educational certificates. Applications should be sent within one month to:

Rektor der Fachhochschule Ulm
(Ref: Lector F/E)
Pittwitzerstrasse 10
Postfach 38 60
W-7900 Ulm
Allemagne

EUROCONTROL

L'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne
recherche pour le CFMU à Bruxelles (Belgique) (m/f)

ADJOINT AU CHEF DE PROJET (ref. AT/049)

Fonctions: au sein du CFMU, l'organisme central de gestion des courants de trafic aérien, le candidat retenu assistera le chef de projet pour la planification, la coordination et le suivi d'exécution de l'ensemble du projet CFMU relatif à la mise en place des installations techniques nécessaires. Les travaux sont menés en étroite collaboration avec les administrations nationales des Etats participant au projet et des associations internationales d'exploitants d'aéronefs. Il s'agit d'un poste de haut niveau dans le cadre d'un projet international réalisé par une équipe comprenant actuellement 80 personnes.

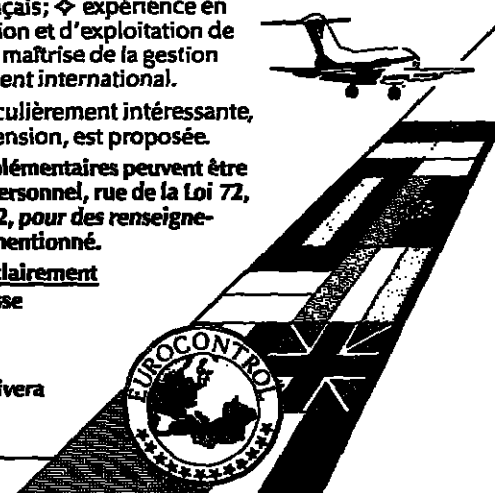
Qualifications: Ingénieur ou de formation universitaire dans un domaine scientifique, technique ou mathématique; ou disposant d'une expérience professionnelle équivalente; connaissance de l'anglais et/ou du français; expérience en matière de définition, de conception, d'acquisition et d'exploitation de systèmes de calcul informatiques complexes; maîtrise de la gestion de projets à grande échelle dans un environnement international.

Une rémunération de niveau international particulièrement intéressante, doublée d'un régime de sécurité sociale et de pension, est proposée.

Les actes de candidature et des informations complémentaires peuvent être obtenus auprès d'EUROCONTROL, Division du Personnel, rue de la Loi 72, B-1040 BRUXELLES. Télécopier n° 32-2-729.39.72, pour des renseignements seulement, en citant le n° de référence susmentionné.

Les actes de candidature complétés, et indiquant clairement le numéro de référence, devront parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard le 30 avril 1992.

Ce délai sera strictement appliqué et les candidats doivent s'assurer que leur acte de candidature arrivera à destination en temps utile.



UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND

The United Nations Children's Fund, with Headquarters in New York and offices throughout the world, seeks qualified candidates for the following position:

DEPUTY DIRECTOR GREETING CARD OPERATION - NEW YORK

Major responsibilities include assisting the Director, Greeting Card Operation in achieving corporate goals and mandate through planning, budgeting and monitoring of its worldwide operations. To direct the New York Area Office responsible for the operations in four regions, i.e. North America, Latin America and the Caribbean, Asia and South Pacific, and ensure profitability in each region.

Minimum Qualifications: Advanced university degree in Business Administration with training in Marketing and Business Management Systems. At least thirteen years of experience in consumer product marketing, promotion, sales development, fundraising and human resource development; of which at least five years at a senior management level in international organizations/environment, including developing countries. Must have outstanding interpersonal skills and proven ability in handling external/public relations at a senior level. Managerial experience in a commercial enterprise, preferably with manufacturing facilities in the field of greeting card and other products an asset. Fluency in English and French required with excellent analytical writing skills. Working knowledge of other UN languages desirable.

UNICEF, as part of the United Nations common system, offers competitive international salaries, benefits and allowances. Please send detailed resume, in English, quoting reference number VN-92-034 to: Recruitment and Staff Development Section, UNICEF, 3 UN Plaza (H-5F), New York, N.Y. 10017, USA.

Qualified women are encouraged to apply. Applications for this position must be received by (10 days from date of publication). Acknowledgement will be sent only to shortlisted candidates.

UNICEF is a smoke-free environment

du service : la volonté et le goût

**Directeurs
patriés**

Nous sommes un Groupe leader dans le domaine des Services d'Hôtellerie de Restauration et de Management. Nous recherchons dans le cadre du développement de nos activités internationales des futurs directeurs.

GROUPE SHRM

La volonté au cœur du service

Nous sommes un Groupe leader dans le domaine des Services d'Hôtellerie de Restauration et de Management. Nous recherchons dans le cadre du développement de nos activités internationales des futurs directeurs.

GROUPE SHRM

La volonté au cœur du service

BOURSE DU 30 MARS

VALEURS					Competition					VALEURS					Competition					VALEURS					Competition					VALEURS					Competition				
VALEURS	Cum. pnted.	Prémier cours	Deuxième cours	%	VALEURS	Cum. pnted.	Prémier cours	Deuxième cours	%	VALEURS	Cum. pnted.	Prémier cours	Deuxième cours	%	VALEURS	Cum. pnted.	Prémier cours	Deuxième cours	%	VALEURS	Cum. pnted.	Prémier cours	Deuxième cours	%	VALEURS	Cum. pnted.	Prémier cours	Deuxième cours	%										
4375 CHE 2%	4375	4375	4375		4375 CHE 2%	4375	4375	4375		4375 CHE 2%	4375	4375	4375		4375 CHE 2%	4375	4375	4375		4375 CHE 2%	4375	4375	4375		4375 CHE 2%	4375	4375	4375											
1345 B.N.P. T.P.	1345	1345	1345	+ 0.11	1345 B.N.P. T.P.	1345	1345	1345		1345 B.N.P. T.P.	1345	1345	1345		1345 B.N.P. T.P.	1345	1345	1345		1345 B.N.P. T.P.	1345	1345	1345		1345 B.N.P. T.P.	1345	1345	1345											
1345 Calypso T.P.	1345	1345	1345		1345 Calypso T.P.	1345	1345	1345		1345 Calypso T.P.	1345	1345	1345		1345 Calypso T.P.	1345	1345	1345		1345 Calypso T.P.	1345	1345	1345		1345 Calypso T.P.	1345	1345	1345											
1345 Remont T.P.	1345	1345	1345		1345 Remont T.P.	1345	1345	1345		1345 Remont T.P.	1345	1345	1345		1345 Remont T.P.	1345	1345	1345		1345 Remont T.P.	1345	1345	1345		1345 Remont T.P.	1345	1345	1345											
1345 Revue Post. T.P.	1345	1345	1345	- 0.94	1345 Revue Post. T.P.	1345	1345	1345		1345 Revue Post. T.P.	1345	1345	1345		1345 Revue Post. T.P.	1345	1345	1345		1345 Revue Post. T.P.	1345	1345	1345		1345 Revue Post. T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345											
1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.	1345	1345	1345		1345 Salut T.P.																			

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Etrangères								
Emp.Etat 6,95/77	123 90	7 40	C.I.T.R.A.M. 85	1215	....	Parissone	160	....	A.E.R.	855	750			
Emp.Etat 6,95/78	100	7 01	Cogit	1930	....	Paris France	230 40	230 40	Alco Inc Am	448	....		
10,80% 79/84	101 40	6 13	Compagnie	358	358	Paris France	226	216	Alco Gen	108 30	107 50			
10,80% 81/83	105 25	6 36	C de Industrielle	550	550	Paris France	230	235	American Brands	250 10	....		
Emp.Etat 12,25 84	100 80	5 80	C de Lyonnais	6600	6510	Paris France	550	550	Amstar	648	....		
10,20% mars 85	103 30	5 80	Capecor	365	361	Paris France	1448	1448	Anzures	124	....		
OAT 10% 5/2000	106 40	8 41	Capecor	321	318	Paris France	445	445	Banco Popular Espan.	591	585			
OAT 9,9% 12/1997	101 76	1 80	C de Méd. Prov.	874	870	Paris France	1705	1705	B.E.Rhénanes et L.	19500	19300			
OAT 9,9% 1/1998	104 80	3 47	C de Méd. Prov.	24 90	28	Paris France	262	262	Can.Pacific	78	....		
PTT 12,50 85	104	1 77	C de Méd. Prov.	126	125	Paris France	758	758	Chrysler Corp	9	....		
OFF 10,50% 85	108	0 42	Danley	368	368	Paris France	168 50	168 40	C.I.R.	98	....		
Off 10,50% 86	109	0 98	Danley	700	700	Paris France	225	225	Commerzbank	851	....		
Off 10,50% 87	108	0 42	Dagoberto	1885	1900	Paris France	445	445	Dow Chemical	340	....		
Off 10,50% 88	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	225	225	Eastman	22	21	o		
Off 10,50% 89	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	445 50	445 50	G.E. (Gen. Leach)	522	1027			
Off 10,50% 90	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	218 00	218 00	Gazet.	1027	1027			
Off 10,50% 91	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	205	205	Good Holdings Ltd.	91	....		
Off 10,50% 92	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	345 70	345 70	Guinness	370	....		
Off 10,50% 93	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	112 50	112 50	Glaxo Health	870	....		
Off 10,50% 94	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	902	902	Grain and Co (WHL)	228 50	224 50			
Off 10,50% 95	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	158	158	Haywood Inc	400	....		
Off 10,50% 96	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	200	200	Johnson	80	....		
Off 10,50% 97	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	401	400	Kendall's Pathool.	141	138			
Off 10,50% 98	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	134	134	Mabaco	21 20	....		
Off 10,50% 99	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	590	596	Midwest	32 90	....		
Off 10,50% 00	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	178	178	Monsie Minn.	78	....		
Off 10,50% 01	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	228	230	Oliveri pub.	18	....		
Off 10,50% 02	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	100	100	Pilot Inc	388	....		
Off 10,50% 03	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	741	741	Rock	28 30	....		
Off 10,50% 04	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	400	381	Robur	29 30	....		
Off 10,50% 05	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	1187	1189						
Off 10,50% 06	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	77	77						
Off 10,50% 07	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	2408	2408						
Off 10,50% 08	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	918	940						
Off 10,50% 09	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	918	940						
Off 10,50% 10	108	0 42	Danley	3115	3110	Paris France	918	940						

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Price Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Price Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Price Incl.	Rechart net
	210 06	206 31	France	476 34	482 47		28970 91	28970 91
Anga	815 15	780 05	France Fiera	108 07	104 32	Proficoin	981 24	957 08
	7782 88	7482 87	France-Region	1239 74	1203 83	Quart	136 47	132 17
287783 88a	287783 88a	287783 88a	Front-Association	34 72	34 72	Melkor	822 38	805 25
ale	683 33	638 18	Rust-Cl.	40 81	40 21	Paricoin	180 61	188 43
Coast Court.T.	7057 90	7083 90	Franchiser	236 01	232 52	Paricoin T&S	5312 50	5259 90
ater	1076 82	1076 82	Franchisage act. chd.	818 99	896 58	Reunion-Vit.	1137 68	1130 87
	1478 43	1445 08	Stefalco	14520 89	14448 46	St Honoré St-Albis	1057 52	961 83
Alma	1779 20	1710	Gen. Associations	173 24	188 49	St Honoré St de Tr.	1104 14	1099 19
lyght	788 08	805 85	Ind. Fin. M&S	13891 16	13691 18	St Honoré Global	727 18	215 98
Chart T&S	1783 28	7783 28	Ind. Fin. Coast Court.T.	1443 37	1443 37	St Honoré Invest.	284 76	748 36
income	982 87	940 95	Interpump	100885 86	100782 86	St Honoré P&E	578 98	553 88
progn	131 20	825 55	Interpump	13812 69	13842 77	St Honoré PHG	543 28	518 84
reunion	117 70	112 63	Intelligence Fin.	534 04	523 57	St Honoré Real.	14700 34	14640 34
	134 78	128 96	Japco	184 67	150 07	Siderick	1767 91	1715 57
ig. France	180 16	143 99	Jeunepump	250 12	274 94	Smart-G	12699 22	12362 18
	117 02	118 67	Lafite	1255 22	1255 22	Solartech	1369 39	1369 39
reunion	148 58	142 18	Laser Cl.	1236 22	1236 22	Solartech	1369 39	1369 39
reunion FER	1251 04	121 67	Laser Cl.	6757 94	6539 94	Solartech	710 87	700 17
	107 08	1030 47	Use Association	1079 23	1079 23	Sow. Associations	1816 87	1816 87
reunion 2.	1040 08	1019 70	Use Inhibition	28984 30	28912 02	SUP-CL Assur.	676 45	659 86
reunion 3.	1022 77	1012 62	Luxpex	957 33	956 58	S&S Fin. s.p.a.	1197 43	1173 96
reunion 4.	8192 33	8188 74	Use Tolux	2248 91	2227 63	Sow. S.p.a.	450 89	436 59
reunion 5.	8301 34	8177 78	Use 20 000	2562 82	2562 82	S&S Fin.	1423 18	1381 89
reunion 6.	1287 02	1288	Use Bonus Inv.	577 20	580 38	ShoPlex	702 05	683 28
reunion 7.	1295 74	1284 14	Use Portance Inc.	730 74	730 74	ShoPlex	702 05	683 28
reunion 8.	3460 85	3446 86	M&S	186 63	178 69	ShoPlex	702 05	683 28
reunion 9.	367 32	360 31	M&S	1007 26	987 26	ShoPlex	702 05	683 28
reunion 10.	477 85	463 83	M&S	8675 43	8675 43	ShoPlex	702 05	683 28
reunion 11.	1259 41	1234 72	M&S	11440 43	11440 43	ShoPlex	702 05	683 28

Actions

Agate Inc (E...)	890	950	Interracial	5300	5500
Applications Hyd.	1520		Immigrants	4400	431
Arbit.	489	482	Invest (Sec Co)	3250	....
Basic C Monitor	1097	1143	Labour Files	280	....
R Hypoth. Equip.	3675		Life Bonuses	1150	1150
B.N.P. Insurance	356	355	Localizations	500	495
Bright-Sky C (B)	470	466	Local Values	720	701
Bulldozers	2700	2750	Lowes	2701	2701
Edmunds Internat.	470	....	Machine	1114	1115
Elway County	2300		Michelin Bull.	35	35
E.T.P.	65 40	65 20	Miss Update	194 20	189 10
Cambridge	500	580	Mitigation	760	760
Carbons Lovers	502	502	Miss Deploy	450	433 10
Case Pectin	8 80	8 85	Mural	86	96 50
C.E.G.F. (Fpgr.)	653	659	Navigation (Mile)	210	....
Consumers Heavy	385	389	Olympic	513	520
Conduit	80	79 50	Ordn. Des.	386	380
Crampen Hydr.	86	86	Ordn. Des.	680	700
C.R. (CP)	212	202	Pain Management	1300	....
			Pain Management	640	649

PUBLICITÉ

Renseignements
46-62-72-67

Cote des Changes

[illegible]

Marché libre de l'

ALIAJES VIVISES	COURS POUR COURS 30/3		
(en barre).....	61800	61700	
200g)	61950	61850	
100 g)	357	359	
448	.....	
(20 g)	358	356	
(20 g)	348	348	
448	448	448	
ollers	2110	2086	
1070	1070	1070	
690	.....	
2340	.....	2276	
376	370		

Ray Capricorn	170	170
Licence de Monaco	1201	.....
Monaco	35	.....
Partido, Pucher	16	.....
Quadrat	214 80	215
Rosario N.V.	1950	.....
S.E.P.A.	648	653
S.M.T. Goupil	130	20 550
S.P.A. act. B.	319 00	.....
Wassenaar	100	768

a : coupon de

Hors-cote

2744102	2744102	Viggoon	5023 08	4829 07	Thames	851 61	645 06
262 09	250 21	Heart Self Develop	1553 78	1655 67	Trider Pine	1267 11	1244 86
363955	3636 55	Club Associations	160 77	140 28	Trident	1019 92	1009 82
4657 10	4655 71	Odish-Mendel	2611 42	2572 83	Tricentric	127475 99	127475 98
24790 88	24681 93	Odish-Religion	1076 45	1062 51	Tullion	5116 33	5050 67
10637 70	10429 48	Odishers	2782 87	2715 87	UAF Investments	458 69	442 30
1795 91	1718 55	Odish, the east	174 08	171 61	UAF Action Force	822 66	800 15
95 23	95 00a	Odishon	1347 53	1334 19	UAF Act. Select	656 56	634 76
94042 92	94042 92	Odishoficial State	13676 28	12670 28	UAF Annual	581 60	590 58
1042 92	1042 92	Odishon	907 73	885 15	UAF Anti-	213 67	213 67
14170 95	14035 10	Odishon	8045 06	8045 06	UAF Aho State	198 35	182 46
1086 54	1067 46	Odishon Capitalism	1473 02	1457 16	UAF Moven Town	136 43	131 50
1300 97	1303 48	Odishon Opportunities	133 13	127 70	UAF Private Cat	11377 64	10985 30
465 55	444 33	Odishon Postmodern	583 16	586 97	UAF Associations	121 34	121 34a
8243 96	8243 96	Odishon Relations	218 93	214 64	UAF-Function	1277 83	1246 68
887 25	847 82a	Odishon	612 54	601 61	Odishon	606 26	580 60
1100 72	1074 49	Odishon A.	1465 30	1436 57	Odishon Region	1362 76	1340 45
1212 23	1182 06	Odishon J.	7107 63	7038 44	Odishon Regions	1418 36	1242 27
10364 13	6169 74	Odishon Heart	6579 56	6592 40	Odishon	232 98	232 98a
959 59	951 36	Odishon	1009 35	988 58	Odishon Actions	1243 27	1242 21
14182 36	14152 36	Odishon	130 70	130 12	Odishon Obligations	1628 06	1703 49
1016 63	9802 82	Odishon	24421 49	21389 16	Odishon	2018 98	2018 98
276 94	276 38	Odishon State	69621 48	69621 48	Odishon	52367 57	52367 48
115 07	69 76	Odishon Oblig.	11286 24	11254 82			
489 19	464 36	Odishon, Econom.	117 46	116 56			

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

L'élection des présidents des conseils régionaux

Franche-Comté : M. Chantelat (UDF-PR) réélu

M. Pierre Chantelat, président sortant (UDF-PR) du conseil régional de Franche-Comté, a été réélu, lundi 30 mars, au troisième tour de scrutin, par 28 voix et 15 bulletins blancs.

Reportée à la suite de la défection de conseillers régionaux absents de la salle des délibérations le 27 mars, l'élection du nouveau bureau de l'assemblée franc-comtoise devait avoir lieu lundi 30 mars. Les élus n'appartenant pas au Front national avaient refusé, vendredi, de siéger sous la présidence du doyen d'âge, M. Roland Gaucher, en raison de son passé de collaborateur sous l'Occupation. Plutôt que de se rendre au conseil régional, ils avaient participé à une marche silencieuse à la citadelle de Besançon.

A l'ouverture de la séance, constatant l'absence de M. Gaucher, qui devait arriver avec neuf minutes de retard, M. Pierre Chantelat, président sortant, soulignait qu'il était le doyen d'âge. Avant même les déclarations de candidatures, les élus n'appartenant pas au Front national posaient sur leurs pupitres des

agrandissements photographiques représentant des résistants exécutés. En réponse devait bientôt apparaître sur le banc du Front national un montage photographique figurant M. François Mitterrand, le bras tendu derrière une tribune ornée de la francisque.

Au premier tour de scrutin, M. Chantelat (UDF-PR) obtenait 21 voix (sur 43). M. Joseph Parrenin (PS) 10 et M. Michel Moreau (GE) 2. Il y avait 9 bulletins blancs et nuls. Un conseiller ne prenait pas part au vote. Au deuxième tour, M. Chantelat recueillait encore 21 voix contre 9 à M. Parrenin, les blancs et nuls étant au nombre de 12 et un conseiller ne prenant pas part au vote.

Après une suspension de séance de vingt-cinq minutes, le groupe socialiste et démocrate, ne voulant pas « être victime des manipulations du Front national comme dans d'autres régions », retirait la candidature de M. Parrenin en déclarant vouloir voter blanc. M. Chantelat, seul candidat, était élu avec 28 voix contre 15 blancs.

CLAUDE FABERT

M. Lalonde s'est déclaré prêt à un compromis dans le Nord et en Haute-Normandie

Le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, qui avait affirmé, dimanche 29 mars, sur Antenne 2, que les élus de Génération Ecologie dans le Nord-Pas-de-Calais soutiendraient la candidature du maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, a précisé, lundi matin, qu'il souhaitait que le ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, M. Michel Delebarre, candidat du PS pour la présidence du conseil régional, puisse s'entendre avec M. Borloo. « L'avenir, c'est qu'il y ait entente entre socialistes, centristes et écologistes », a-t-il affirmé. Le ministre a été plus précis encore sur la situation en Haute-Normandie, où M. Laurent Fabius était candidat à la présidence : « Il faut l'alternance en Normandie. Nous ne pouvons pas la laisser à ceux qui l'ont mal gérée jusqu'à présent, et je dis à Bernard Fraux, candidat de GE : entendez-

vous avec Laurent Fabius ». « Génération Ecologie fera obstacle à l'opposition en Haute-Normandie et dans le Nord », a conclu M. Lalonde.

Le prolongement de la ligne 1 du métro à la Défense n'entraînera pas de supplément

Il n'y aura pas de supplément à payer pour le prolongement jusqu'à la Défense de la ligne 1 du métro, qui sera inaugurée le 31 mars. Le ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, s'est prononcé jeudi 26 mars pour le maintien d'une tarification urbaine. L'extension de la ligne Vincennes-Neuilly se traduira par un prolongement de 2,4 kilomètres jusqu'à la Défense dans les Hauts-de-Seine. Elle devrait permettre d'alléger le trafic de la ligne A du RER. En juillet 1991, le Syndicat des transports parisiens (STP) avait décidé d'aligner les tarifs du prolongement du métro sur ceux du RER.

L'abandon soudain du choix retenu jusqu'alors s'explique par « un souci de simplification pour les usagers » dans l'attente de décisions en cours d'études « sur les projets d'infrastructures de transports et leur financement » dans le cadre de la préparation du schéma directeur de la région Ile-de-France, indique le ministre.

POLITIQUE

Les élections cantonales : analyses et commentaires 2 à 6
M. Rausch démissionne de la présidence du conseil régional de Lorraine 6
Les résultats du second tour 7 à 28

ÉTRANGER

Trois dirigeants de l'ETA-militaire ont été interpellés au Pays basque français 29
Roumanie : M. Roman l'a emporté largement à la convention du Front de salut national 29
Les autorités moldaves menacent d'intervenir militairement contre les séparatistes russophones 29
Turquie : la rébellion kurde continue d'exacerber les passions 30
Guatemala : les « cobayes de la paix » du triangle d'Or 30
Israël : M. David Levy menace de démissionner de ses fonctions de ministre des affaires étrangères 31

SOCIÉTÉ

Une première mondiale en médecine légale : les victimes de la catastrophe du mont Sainte-Odile ont été identifiées grâce aux empreintes génétiques 32
Réunies pour la première fois à Budapest, les Églises protestantes de l'est et de l'ouest de l'Europe veulent renforcer leur identité 32
Les professionnels de la route manifestent contre le permis à points 32
Selon le rapport de la Commission des droits de l'homme, l'antiracisme est inadéquat face à une « xénophobie de masse » 34
Sports : les éliminatoires de la

Coupe de l'America en voile : la France éliminée par la Suisse de la Coupe Davis de tennis 36

CULTURE

Musiques : Caetano Veloso, ou les vertus du désordre 36
Le Théâtre ambulant Chopolovitch au Théâtre de la Ville 38

ÉCONOMIE

Volkswagen va supprimer 12 500 emplois en cinq ans 39
Le report de la hausse des prix de l'énergie en Russie 39
Transports : la route se taille la part du lion 40
Vie des entreprises : Pernod-Ricard améliore ses bénéfices réels de 8,3 % 44

COMMUNICATION

Les lycéens s'intéressent surtout à la presse quotidienne et à la radio 39

Services

Abonnements 34
Annonces classées 42 et 43
Canet 40
Loto, Loto sportif 40
Marchés financiers 44-45
Météorologie 47
Mots croisés 40
Radio-télévision 47
Spectacles 46

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29-30 mars 1992 a été tiré à 618 086 exemplaires.

Selon l'avis du comité de préarbitrage

Eurotunnel devra négocier avec les constructeurs du tunnel sous la Manche

Eurotunnel, le concessionnaire du tunnel sous la Manche, devra négocier avec les constructeurs qui lui réclament 14 milliards de francs actuels (le Monde daté 29-30 mars, supplément « L'Economie »). Le comité de préarbitrage a rendu un avis en faveur des dix constructeurs de travaux publics réunis au sein de TransManche Link (TML). a-t-on appris de bonne source lundi 30 mars.

Il estime fondées, sur le principe, leurs réclamations et demande au concessionnaire de renégocier avant le 30 avril le montant des travaux. En attendant un accord, Eurotunnel devra verser 500 millions de francs par mois au constructeur à titre de versement provisionnel.

En octobre 1991, TML avait précisé ses réclamations, qui portent notamment sur le contrat au forfait pour les équipements fixes (voies ferrées, signalisation, refroidissement...). D'un montant provisionnel de 6,3 milliards de francs, leur coût s'élèverait, selon TML, en fait à 14,3 milliards.

M. La.

D'après des sources arméniennes

La capitale du Haut-Karabakh aurait été bombardée par les Azéris

L'Arménie a accusé, dimanche 29 mars, l'Azerbaïdjan d'avoir rompu le cessez-le-feu conclu sous l'égide de l'Iran par un bombardement de la capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert, et de son aéroport. Selon Erevan, huit Arméniens ont été tués et plusieurs dizaines de personnes blessées. Un millier de combattants azerbaïdjanais ont ensuite avancé dans les faubourgs avec quinze véhicules blindés. D'après l'agence russe Itar-Tass, citant des sources arméniennes, cette offensive a été repoussée.

« Dans une telle situation, il ne peut être question d'un cessez-le-feu à long terme », ont estimé dans un communiqué les députés arméniens du Haut-Karabakh. La responsabilité d'une escalade incombe au pouvoir en place en Azerbaïdjan. De son côté, l'Azerbaïdjan a accusé les forces arméniennes d'avoir bombardé la ville de Choucha. — (Reuters, AFP)

□ MADAGASCAR : le professeur Zafy a échappé à un attentat. — Le professeur Albert Zafy, président de la Haute Autorité de l'Etat (HAE), première institution de l'actuelle période de transition, est sorti indemne d'un attentat commis contre son domicile, lundi 30 mars, à l'aube, à Tananarive.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Chauffards

C'est elle, elle a gagné Paris, la belle pagaille de ce lendemain d'élections. Grèves, manifestations, grands axes bloqués par les routiers, les taxis, les ambulanciers. Pourquoi cette grosse colère ? Rapport au futur permis à points. Six en tout. On leur en piquera deux chaque fois qu'ils doubleront sur la ligne blanche ou qu'ils négligeront d'attendre que le feu passe au vert. Du coup, ils voient rouge ! Et ils jouent à l'escargot sous prétexte qu'on leur interdit les excès de vitesse.

Alors là, pas d'accord ! Il faudrait, au contraire, étendre le système à tous ceux qui prétendent conduire le pays. Nos princes trouveraient dans leur portefeuille un permis à deux volets, indexé d'une part sur les chiffres des sondages. De l'autre sur le résultat des votes. Ça se calculerait et aux pourcentages et aux voix.

En fait, c'est très exactement ce qui se passe. Avec ses malheureux cent soixante-quatorze bulletins d'avance, à Châtelleraut, le permis de la Cresson, déjà très entamé par l'opinion, risque de lui être

retiré. Interdiction de circuler entre Matignon et l'Elysée.

Et ce matin, à la télé, ils disaient que le Mimi étudiait à la loupe les résultats dans le Loiret-Cher et la Nièvre, pour savoir lequel, de Djack ou de Béré, a fait le meilleur score. Djack a gagné deux points, deux cantons, pardon, et Béré en a perdu autant. Ce qui ne l'empêche pas de siffloter gaiement dans les couloirs de Bercy. A croire que le patron de l'auto-école lui a refilé en douce un permis de premier ministre.

Oui, je sais, en ne lui accordant qu'un petit 11 %, la SOFRES, elle, le lui refuse. Mais, bon, il n'y a pas tellement de candidats sérieux. Pour le moment, Delors a l'air de préférer rouler à Bruxelles. Et Djack, grisé par son succès, risquerait de se faire recaler en soufflant dans le ballon. Je vous entendez d'ici : Et le Mimi, où il en est de son permis à points ? Lui, c'est pas pareil. Quand on est au volant d'un seize tonnes, on a le droit à l'erreur. N'est-ce pas, messieurs les camionneurs ?

Nous aimons relever les défis.



CLUB
ANA

Les affaires avec classe.

Aujourd'hui, pour beaucoup d'entre vous, prendre l'avion relève presque de la routine. Et c'est justement là qu'une compagnie aérienne doit être à la hauteur. Plus vous voyagez, plus vous êtes exigeants en matière de confort.

Conscients de cette exigence, nous améliorons constamment nos services. Par exemple, le CLUB ANA, la classe affaires qui représente un vrai progrès pour le passager. Avec des sièges plus confortables et des menus plus raffinés. Mais nous n'avons rien changé à notre tradition la plus chère : le service de cabine très personnel, très attentionné, dans le meilleur style japonais, qui a fait notre réputation.

Si vous avez déjà volé avec nous, nous aimerions vous revoir bientôt sur nos lignes.

Si vous n'avez pas encore essayé ANA, nous vous réserverons un accueil des plus chaleureux.

Renseignements et réservations : All Nippon Airways, 91, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Téléphone : (1) 44 31 44 31, ou dans votre agence de voyages.

ANA
All Nippon Airways
Japan's best to the world.

A partir du 7 avril, ANA offre 3 vols Paris-Tokyo par semaine (mardi, jeudi et dimanche).